RENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 10 052 — 42 PAGES — JEUDI 26 MAI 1977

Trois coopérants français sont arrêtés au Maroc

LIRE PAGE 42

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 120 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, $ 0,65; Danemark, 3,50 kr.; Espagne, 30 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 l.; Liban, 175 p.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 15 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 35

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

Un pacte communautaire est conclu en Belgique

Un «compromis historique»

st-ce une aube nouvelle qui lève sur la Belgique ? Le de politique bruxellois semble être convaincu après l'accord in entre les sociaux-chrétiens, socialistes, le Front des franco-nes bruxellois et les « extré-es » flamands de la Volksunie.

coalition qui va accéder au oir a l'intention d'inaugurer de la coexistence pacifique Belges, au prix, puisqu'il le , d'une forme de régionali-m unique au monde. Quatre oirs exécutifs responsables nt sept assemblées vont être . Des citoyens de la péri-le bruxelloise sont invités à dre une adresse fictive dans capitale, seule manière de de tous leurs droits. Cette ion hybride a dû être adoptée, Flamands s'étant opposés l'au bout à l'extension des s de la ville au nom du it du sol », en fait pour éviter ncisation, la « tache d'huile ophone ». Le « carcan » llois est donc maintenu, les francophones, en échange, èrent des droits nouveaux une série de communes ndes de la banlieue.

compromis ne satisfera qu'à les deux communautés, il devrait calmer les pas-déchaînées depuis les lois stiques adoptées en 1963. ays, menacé d'éclatement, a i la réconciliation, comme en après la « question royale », ne en 1958 avec l' « accord aix » entre l'école libre et ignement officiel. En fait, encore que le pacte scolaire, pacte communautaire » de devrait ramener l'apaise- et permettre aux Belges nsacrer toutes leurs forces solution de problèmes éco-ues et sociaux particuliè- graves. La Belgique vient, l'Irlande, en tête de la unauté européenne pour le e des chômeurs, avec 10 % population active.

pays va subir au cours des ines années, jusqu'en 1982, importante opération de gie esthétique. Pour son cinquantième anniversaire, gique actuelle ne ressem-plus à celle de 1830. En e, aucune des deux com-tés de sera dorénavant e de dominer l'autre, ce it jusqu'à présent la prin-crainte à la fois en Flandre Wallonie. Les Wallons aient la suprématie d'une e plus peuplée ; les Fla-, majoritaires, ne voulaient re minorisés dans l'Etat n par deux régions fran-es. Les mesures décidées nt tranquilliser les uns et res.

gouvernement qui sera ué le mercredi 1er juin n'era valablement, pour la re fois, chacune des trois . Les cabinets précédents jours été dominés par les nds et les Wallons, Bruxel-nt pratiquement écartée de sion politique. Cette fois, tis les plus importants de e des régions participeront voir : les socialistes pour lonie, les sociaux-chrétiens Flandre et le Front des ophones (F.D.F.) pour es. C'est un autre élément teur.

sceptiques condamnent tte solution « à la belge », lifiant de « fédéralisme » et reprochant aux négo- s d'avoir « choisi l'aven- En fait, l'effort du cabi- le ceux qui lui succéderont es élections de 1981 devra essentiellement sur le nnement des nouvelles ions. Une simplification pouvoir intervenir avec ps. Elle est déjà souhai-

oute manière, il n'y avait d'autre formule possible « compromis historique », prendre une expression à e en Italie. La paix des était à ce prix.

M. Tindemans forme un cabinet de coalition

La Belgique devrait avoir, le 1er juin, un nouveau gouvernement de coalition présidé par M. Tindemans. Les sociaux-chrétiens, les socialistes, le Front démocratique des francophones de Bruxelles et la Volksunie, qui disposent à la Chambre de 172 sièges sur 212, seront représentés

L'accord de principe sur la formation du gouvernement a été rendu possible par la conclusion d'un pacte communautaire. Il y aura trois régions (Bruxelles, Flandre, Wallonie), deux communautés (francophone et néerlandophone). Chaque région aura son gouvernement et son Parlement. Chaque communauté aura son Assemblée.

Les journaux de Bruxelles titrent ce mercredi sur la paix revenue, mais s'inquiètent de l'accumulation d'institutions et craignent qu'elles ne se paralysent mutuellement.

De notre correspondant

Bruxelles. — Après plusieurs décennies de guerre linguistique en Belgique, la pacification est-elle en vue ? Alors que les négociateurs avaient abandonné tout espoir le lundi soir 23 mai, les pourparlers entre partis politiques ont abouti dans la nuit. A 4 heures du matin, mardi, le premier ministre pouvait annoncer la création d'un véritable « pacte communautaire ».

Cinq semaines après les élections du 17 avril 1977, où il avait eu le record absolu de voix de préférence (136 000), quatre semaines après avoir été chargé par le roi de constituer le cabinet, M. Léo Tindemans obtenait ainsi le feu vert pour former la nouvelle coalition.

PIERRE DE VOS.

(Lire la suite page 3.)

Les changements à Moscou

• M. Podgorny est évincé du bureau politique
• M. Brejnev présente un projet de Constitution

Aucune explication de l'éviction de M. Podgorny du bureau politique n'a été donnée à Moscou. La sécheresse du communiqué publié après une session du comité central montre qu'il s'agit d'un limogeage. Le départ de celui qui reste — mais sans doute pour peu de temps — chef de l'Etat renforce encore la puissance de M. Brejnev à la direction du parti.

Cette session du comité central a déchargé M. Katouchev — maintenant vice-président du conseil des ministres — de ses fonctions de secrétaire, il est remplacé par M. Roussakov. D'autre part, M. Brejnev a fait approuver un projet de Constitution dont le texte sera prochainement rendu public.

De notre correspondant

Moscou. — M. Leonid Brejnev, dont le soixante-dixième anniversaire avait été célébré au mois de décembre dernier comme une sorte de fête nationale, a encore renforcé sa position au sommet de la hiérarchie soviétique. Le plénum du comité central, réuni mardi 24 mai, à Moscou, a exclu M. Nicolas Podgorny du bureau politique. Cette exclusion, à laquelle aucune raison n'a été donnée, devrait être suivie, à brève échéance, par son limogeage de son poste de président du présidium du Soviet suprême. Le plénum du comité central a également élu comme nouveau membre du secrétariat un fidèle de M. Brejnev, M. Constantin Roussakov. M. Roussakov, qui est âgé de soixante-huit ans, et qui remplissait depuis 1972 les fonctions d'assistant personnel de M. Brejnev, remplace au secrétariat M. Katouchev, nommé au début de l'année vice-premier ministre, et représentant de l'U.R.S.S. au Comecon.

Le plénum a d'autre part approuvé le projet de Constitution présenté par M. Brejnev, agissant en tant que président de la commission constitutionnelle. Le texte du projet devrait être publié au cours des prochains jours, et adopté cet automne au moment des fêtes du soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre. Cette « Constitution de Brejnev » est destinée à remplacer la « Constitution de Staline » adoptée en 1936 et actuellement en vigueur. Après Khrouchtchev, M. Brejnev avait lancé l'idée d'une nouvelle Constitution, mais il s'est heurté, manifestement, à de nombreuses difficultés pour faire triompher son point de vue. Sa victoire sur ce plan, tout comme l'éviction de M. Podgorny, pourrait indiquer que nous sommes au début d'un scénario de succession, dont M. Brejnev entend bien contrôler l'application.

Le départ de M. Podgorny surprend surtout par sa forme brusque, volontairement humiliante. Le communiqué de l'agence Tass publié ce mercredi matin à la « une » de tous les journaux est, en effet, extrêmement sec : « *M. Podgorny a été libéré de ses fonctions de membre du bureau politique* » dont il faisait partie depuis 1960.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 2.)

Forte hausse des prix en avril

MM. Séguy et Bergeron demandent de « véritables négociations »

La hausse des prix de détail a été très forte en avril, certainement supérieure à 1 %. On déclarait en début de semaine, rue de Rivoli, qu'elle avait atteint 1,2 %, précision pour le moins étonnante puisque mercredi matin les calculs n'étaient pas terminés à l'Institut national de la statistique ; aucun chiffre ne pouvait, dans ces conditions, être tenu pour certain, la hausse pouvant être inférieure ou supérieure à 1,2 %.

La grève nationale du 24 mai a été massivement suivie dans les secteurs public et nationalisé, et de façon importante mais plus inégale dans le secteur privé. Les manifestations organisées par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN ont été, dans plusieurs villes de province, d'une ampleur jamais atteinte depuis mai 1968, voire depuis la libération ; le défilé à Paris n'a, lui, pas été plus important que celui organisé, également contre le plan Barre, le 7 octobre dernier.

L'ensemble des syndicats se félicitent du succès de cette journée et demandent au gouvernement d'ouvrir de « véritables négociations » *sur les salaires. M. Séguy a écrit en ce sens au président du C.N.P.F., M. Bergeron a demandé de son côté audience à MM. Giscard d'Estaing et Barre afin de leur faire part* « des appréhensions (de F.O.) non seulement en ce qui concerne l'évolution des rémunérations, mais également sur un plan plus général ».

Selon l'INSEE, le montant exact de l'indice des prix ne sera connu que vendredi 27 mai, en fin de matinée. Les indiscrétions calculées de la Rue de Rivoli, comme celles qui viennent de se produire en début de semaine, permettent aux pouvoirs publics d'atténuer l'effet sur l'opinion des critiques que formuleront les syndicats, lorsque l'indice sera publié, critiques qui reprendront le thème : « L'inflation continue, mais les salaires, eux, sont limités. » Le gouvernement pourra alors arguer du fait que le mauvais résultat d'avril avait été prévu.

Certes, il est de bonne guerre que le gouvernement n'ignore rien des habiletés qui permettent de dédramatiser les mauvaises nouvelles pour poursuivre sans trop de heurts, la politique économique dont M. Barre reste persuadé qu'elle est la seule bonne. Mais il est tout à fait anormal que les pouvoirs publics aient connaissance plusieurs jours à l'avance d'indices qui relèvent de l'INSEE, organisme scientifique dont la neutralité devrait être garantie. En Grande-Bretagne, ce n'est pas le gouvernement ou un ministre qui rend public les chiffres, mais bel et bien l'Office des statistiques. Cela coupe court à toute tentation politique.

Au-delà de ces problèmes de méthode — qui mettent en lumière les difficultés d'une information économique neutre — on doit se poser la question de savoir si le résultat d'avril n'est pas plus mauvais que ce qu'avaient prévu les pouvoirs publics.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 35.)

Paris-gadget

par JEAN PLANCHAIS

On les a mis là pêle-mêle, en hâte ; sans savoir très bien ce qu'ils vont faire. Ils sont dirigeants d'associations d'habitants, présidents de groupes de parents d'élèves — bien pensantes, — militants, non-militants, anciens candidats de la majorité. On trouve parmi eux un ancien et célèbre joueur de rugby du Sud-Ouest, un ecclésiastique, des notables et des inconnus. Leur liste, qui ne précise ni leur profession, ni leurs activités, a été publiée au *Bulletin municipal officiel* de Paris. Ils sont cent dix-sept au total qui représentent, face à un nombre égal d'élus et de fonctionnaires municipaux, la population parisienne dans les vingt commissions d'arrondissement.

Ce sont des gens fort honorables, et, à l'occasion, compétents. Si compétents qu'avant même de siéger — mis à part le cas des écologistes, divisés comme on sait, — certains songent essentiellement aux moyens de donner à leur démission le plus d'éclat et d'efficacité possible. Car ils risquent fort de rester, dans l'ombre d'une arrière-salle municipale, les symboles d'une réforme avortée.

Dès 1968, des associations d'habitants avaient relancé une vieille campagne : Paris était une ville sous tutelle. Non seulement les Parisiens ne s'administraient pas eux-mêmes dans un Hôtel de Ville tenu en laisse par un préfet, autour un président chargé de l'inauguration des chrysanthèmes, mais il leur manquait, dans des arrondissements réduits à l'état de circonscriptions administratives, un lieu où ils seraient chez eux, centre de pouvoir local, d'accueil, de rencontre et d'initiative. La mairie, c'est, en principe, la « maison commune ». Pourquoi les habitants de Montmartre, de Belleville ou de Vaugirard ne jouiraient-ils pas des mêmes avantages que ceux de Montrouge, de Saint-Denis ou de Versailles ?

(Lire la suite page 12.)

AU JOUR LE JOUR

PAS DE PANIQUE

La sérénité de M. Raymond Barre, quand souffle le grand vent des colères sociales, est certes une vertu d'homme d'Etat. Quand les vents se défoulent, un bon capitaine doit savoir contenir ses humeurs.

Malheureusement, cela ne suffit pas pour ramener le calme. Les tempêtes n'en ont jamais fini de se défouler, et toute la patience du monde ne peut venir à bout de leur inlassable fureur. Eviter la panique à bord n'empêche pas le naufrage.

ROBERT ESCARPIT.

L'Éthiopie, un autre Liban ?

par ANDRÉ FONTAINE

Une tragédie succède à l'autre. Après le Liban, l'Ethiopie. C'est par milliers que se comptent, dans l'ancien empire d'Haïlé Selassié, les victimes de la guerre civile. Entre les deux pays, pourtant, que de contrastes ! Le Liban fut longtemps, pour le meilleur et pour le pire, la vitrine de l'Occident en Orient, un paradis de l'argent facile et du libéralisme politique. Pendant ce temps, l'Ethiopie, famélique et serve, sortait tout juste du Moyen Age. Dans les deux cas, cependant, ce que la violence a remis en cause, avec l'appui de l'extérieur, c'est un ordre *social* anachronique et bénéficiant, lui aussi, de puissants soutiens extérieurs. A vrai dire, il n'y a plus de guerre, aujourd'hui, qui ne soit que « civile ». En Ethiopie, comme hier au Liban, comme dans la Russie de 1918 et l'Espagne de 1936, l'im*placable rivalité des puissances alimente toujours la confuse mêlée des* races, des religions, des intérêts et des idéologies.

Bien des Etats de l'Afrique subsaharienne ont été éprouvés, à un moment ou à un autre, par les rivalités tribales ou confessionnelles. Faut-il rappeler les sanglants affrontements dont le Soudan, le Nigéria, le Zaïre, le Burundi, le Tchad ou l'Angola ont été le théâtre ? Mais, dans tous ces pays, l'unité nationale résultait de l'hégémonie étrangère et du partage colonial. Dans le cas de *l'Ethiopie, les Italiens, qui ne sont restés que cinq ans,* ne sont jamais parvenus à contrôler tout le pays. L'hégémonie était le fait des Amharas, sémites — ou plutôt hamites sémitisés — chrétiens groupés, avec des clientèles d'assimilés, autour d'une dynastie prestigieuse, qui avait quintuplé, depuis Ménélik, couronné en 1889, l'étendue des terres soumises à son sceptre. Il va de soi que ces agrandissements avaient été réalisés sans tenir le moindre compte des vœux des populations locales. L'Ogaden, vaste province peuplée essentiellement de nomades somalis islamisés, avait été annexée à la suite de traités conclus avec Rome, puis, plus récemment, avec Londres. L'Erythrée, colonie italienne jusqu'à la guerre, administrée ensuite par les Britanniques, avait été fédérée à l'Ethiopie par les Nations unies en 1952 : Haïlé Selassié n'en proclama pas moins, en 1962, son rattachement pur et simple au pouvoir central.

(Lire la suite page 6.)



JARDINS DU XVIIIe SIÈCLE A L'HOTEL DE SULLY

Les peupliers d'Ermenonville

Les jardins, ce sont d'abord les petits carrés des cloîtres où chaque moine est responsable de son plant de choux et de « *porreaux* ». Puis viennent les jardins de la Renaissance, les allées de cyprès, les jeux d'eau, l'ordonnance majestueuse et sombre des jardins baroques. La Fontaine nous parle d'enclos, de prairies où « croissent à plaisir le thym et le serpolet, l'oseille et la laitue » ; il aime « les jardins qui sentent le sauvage », mais il est bien le seul dans un siècle où les parcs sont conçus pour exalter l'architecture du château, et déjà Malherbe félicitait Henri IV d'avoir, à *Fontainebleau*, « aux miracles de l'art fait céder la nature ».

Vers 1750, la nature reprend ses droits : révolution du goût, mais aussi de la sensibilité et du sentiment social où interviennent, en même temps qu'un jeu d'influences très complexes, souvent exotiques, la passion de l'agronomie et la restauration des valeurs liées au monde rural. « J'ai de tout dans mes jardins, écrit Voltaire, promenades régulières, bois irréguliers, vallons, prés et vignes... du peigné et du sauvage », mais le jardin de Julie, à Clarens, n'est que verger et potager fécond en « savoureux herbages » destinés à la table familiale : nous sommes dans la seconde moitié du siècle, et une société en pleine mutation va trouver dans « la Nouvelle Héloïse » un évangile capable d'inspirer la vie sentimentale comme la vie quotidienne et la morale pratique.

Jusqu'à la Révolution, et bien au-delà (jusqu'à Haussmann), vont alors se multiplier en France les jardins « à l'anglaise » ponctués de temples, de pagodes, d'aimables tombeaux où l'utile est joint à l'agréable, le sentiment romanesque de la diversité du monde et des civilisations à la culture raffinée des plantes nouvelles.

C'est cette histoire des jardins que nous raconte une très séduisante et très savante exposition inaugurée cette semaine à l'hôtel Sully.

(Lire page 19 l'article d'ANDRE FERMIGIER.)

EUROPE

L'EXCLUSION DE M. PODGORNY DU BUREAU

LES CHANGEMENTS A MOSCOU

(Suite de la première page.)

La formule *« à sa demande »* qui aurait permis de camoufler en démission le limogeage de M. Podgorny en bonne et due forme n'apparaît nulle part. Pas plus d'ailleurs que des références à un mauvais état de santé qu'on avait pourtant accordées à Khrouchtchev en 1964 au moment de sa disgrâce. Bref, M. Podgorny paraît avoir été traité comme un ennemi politique toujours dangereux.

C'est là, sans doute, l'aspect le plus déroutant des événements de mardi. Certes, M. Podgorny avait bien été, en 1964-1965, un rival pour M. Brejnev, mais le secrétaire général n'avait guère eu de mal à venir à bout des prétentions de l'ancien premier secrétaire d'Ukraine, à éliminer ses amis les plus influents avant de le pousser sur la voie de garage dorée que constitue la présidence du présidium du Soviet suprême. Depuis 1965 en fait, M. Podgorny était politiquement neutralisé et ne manifestait aucune ambition personnelle, semblant se satisfaire parfaitement des fonctions honorifiques qui étaient les siennes : recevoir les personnalités étrangères, distribuer médailles, décorations et diplômes aux plus méritants, lire des discours bien évidemment écrits par d'autres..

Il y a quelques semaines encore, M. Podgorny avait été dépêché par M. Brejnev en Afrique. Pour autant qu'on sache, il s'acquitta honorablement de sa tâche. Etait-il déjà condamné dans l'esprit de M. Brejnev ? Si oui, il faut admettre que le secrétaire général fait bien peu de cas de ses nouveaux amis africains pour leur envoyer en délégation un homme pratiquement banni du pouvoir, sinon de l'histoire. A moins qu'un élément nouveau ne soit intervenu depuis le retour de M. Podgorny à Moscou. Mais lequel ? Une opposition du chef de l'Etat au projet de Constitution qui a eu tant de mal à voir le jour ? Un refus de M. Podgorny de jouer docilement le rôle prévu pour lui dans le scénario de la succession ? La volonté de M. Brejnev de faire un exemple à bon marché tout en assouvissant une vieille vengeance ?

Ce ne sont là que des hypothèses. Trop d'éléments manquent à ce nouveau puzzle pour qu'on puisse déjà le reconstituer. Remarquons seulement qu'une « révolte » de M. Podgorny paraît assez peu vraisemblable : ce vieil « apparatchik » n'a jamais fait preuve dans le passé d'une détermination particulière dans les luttes pour le pouvoir. Hier encore, il faisait un peu figure d'homme seul dans ce bureau politique où le contrepoids de M. Brejnev se situerait plutôt du côté d'hommes comme MM. Souslov, Kossyguine, voire Gromyko.

Il est intéressant à cet égard de noter que, si l'éviction de M. Podgorny ne paraît pas avoir fait problème, aucun homme nouveau n'a été élu à sa place au bureau politique, qui ne compte plus que quatorze membres contre seize il y a peu de temps. M. Podgorny, âgé de soixante-quatorze ans, n'était pas le doyen du bureau : M. Arvid Pelche, toujours en fonctions, bien que son départ ait été maintes fois prévu, est âgé de soixante-dix-huit ans ; M. Souslov vient de fête ses soixante-quinze ans et a eu droit à cette occasion à la publication en deux volumes de ses principales interventions politiques depuis les années 30. Exception faite du cas de M. Brejnev — dont les discours occupent cinq volumes — M. Souslov est le seul dirigeant dont les écrits ont été publiés en plus d'un seul tome.

Un secret bien gardé

Que va-t-il maintenant se passer ? Rares, sans doute, sont ceux qui le savent à Moscou, comme rares étaient ceux qui connaissaient à l'avance l'éviction de M. Podgorny. Une fois de plus le secret avait été bien gardé et la surprise a été totale. Logiquement, cependant, on peut s'attendre que M. Podgorny perdra bientôt son poste de président du présidium du Soviet suprême. Nul besoin pour cela de patienter jusqu'à la session d'été du Parlement soviétique qui doit commencer ses travaux le 16 juin prochain. Le présidium a parfaitement la possibilité de congédier son président et même de désigner un remplaçant, quitte à faire approuver cette décision *a posteriori* par les députés qui ont une longue pratique d'une telle procédure. On voit mal en tout cas M. Podgorny rester longtemps à la tête de l'Etat après avoir été exclu, sans aucun ménagement, de l'instance suprême du parti.

Au-delà de cette quasi-certitude, on s'aventure dans le domaine des spéculation. Dès mardi soir, Moscou en était remplie. La plus répandue, mais pas forcément la plus sérieuse, voulait que M. Brejnev cherchât à cumuler les fonctions de *chef du parti et celles de chef de* l'Etat, comme le font déjà M. Ceausescu en Roumanie, Husak en Tchécoslovaquie et Jivkov en Bulgarie, pour ne pas parler du maréchal Tito. *Le secrétaire général n'a-t-il* pas déclaré devant le plénum, en exposant son projet de Constitution, qu'il avait fallu tenir compte, dans la préparation de ce texte *« du développement des structures et des institutions dans les Etats socialistes frères »*. La phrase, cependant, est sibylline, et ce serait aller un peu vite en besogne que d'en conclure que le projet de la nouvelle Constitution retiendra le principe d'un cumul des fonctions.

Parmi les autres rumeurs et hypothèses, citons, sans prétendre être exhaustifs, celle qui prévoit la nomination à la tête de l'Etat de M. Kossyguine, soixante-treize ans, malade, accablé de travail par ses fonctions de chef du gouvernement ; de M. Kirilenko un proche de M. Brejnev, qui est à la fois membre du bureau politique et du secrétariat ; de M. Chtcherbitski, un autre *« brejnévien » bon teint*, membre du bureau politique et premier secrétaire de l'Ukraine.

JACQUES AMALRIC.

M. KATOUCHEV

M. Constantin Katouchev, qui cesse d'appartenir au secrétariat du comité central, avait été nommé en avril dernier vice-président du conseil des ministres chargé de représenter l'U.R.S.S. au Comecon. Il est âgé de cinquante ans. Il a fait des études d'ingénieur à Gorki, puis est devenu, en 1965, premier secrétaire du comité régional du P.C. à Gorki.

Elu membre titulaire du comité central en 1966, il a été nommé secrétaire du conseil des ministres en 1968. Il était chargé des relations avec les partis communistes qui exercent le pouvoir. A ce titre, il a joué un certain rôle dans la préparation et le déroulement de la conférence européenne des partis communistes, qui eut lieu à Berlin, il y a un an.

M. ROUSSAKOV NOUVEAU SECRÉTAIRE DU COMITÉ CENTRAL

M. Constantin Roussakov, nommé secrétaire du comité central du P.C. soviétique, passe pour être l'un des proches collaborateurs de M. Brejnev. Dès 1972, M. Roussakov — *dont la spécialisation au sein de* l'administration du parti porterait sur les problèmes des pays socialistes — *était* cité comme « assistant du secrétaire général ».

Chef adjoint d'une section du comité central depuis *1964* et devenu chef titulaire de cet organisme en 1977, il a accompagné MM. Brejnev et Kossyguine à la réunion du traité de Varsovie à Bucarest (1966). En 1969, il a fait partie de la délégation soviétique à la conférence internationale de Moscou des partis communistes, puis, de 1973 à 1976, il a accompagné M. Brejnev dans ses déplacements à Varsovie, Berlin-Est, Budapest et Belgrade. En avril dernier, M. Roussakov faisait partie de la délégation soviétique à Prague à la réunion de la conférence internationale des partis communistes, consacrée au travail de la revue « Problèmes de la paix et du socialisme ».

LA COMPOSITION ACTUELLE DE LA DIRECTION DU P.C.

Les quatorze membres titulaires du bureau politique

MM. Iouri Vladimirovitch Andropov (1976), Leonid Ilitch Brejnev (1957), Vladimir Vasilievitch Chtcherbitski (1971), Victor Vasilievitch Grichine (1970), Andrei Andreevitch Gromyko (1973), Andrei Pavlovitch Kirilenko (1962), Alexis Nikolaievitch Kossyguine (1960), Dinmoukhamed Akhmedovitch Kounaev (1971), *Fedor* Davydovitch Koulakov (1971), Cirill Trofimovitch Mazourov (1965), Dimitri Fedorovitch Oustinov (1976), Arvid Ilanovitch Pelche (1966), Grigori Vasilevitch Romanov (1976), Michel Andreevitch *Souslov* (1955).

Les membres suppléants

MM. Gaydar Ali Rza Ogly Aliev (1976), Pierre Nilovitch Demitchev (1964), Pierre Mironovitch Macherov (1970), Boris Nikolaevitch Ponomarev (1972), Charaf Rachidovitch Rachidov (1965), Mikhail Sergeevitch Solomentsev (1971).

(Nous indiquons entre parenthèses la date à laquelle les dirigeants ont pris, au bureau politique, le poste qu'ils occupent actuellement.)

— PORTRAIT —

Beaucoup d'honneurs et peu de pouvoirs

Pendant onze ans, M. Nicolas Victorovitch Podgorny eut le privilège d'être, après M. Brejnev bien sûr, le personnage le plus souvent cité dans la presse soviétique. Il est vrai qu'en sa qualité de président du présidium du Soviet suprême il signait tous les décrets, présidait les cérémonies de remise de décorations, donnait audience aux hommes d'Etat en visite à Moscou. Quand la liste des membres du bureau politique était publiée selon l'ordre hiérarchique — et non selon l'ordre alphabétique comme c'est le cas le plus fréquent — son nom venait au second rang, toujours après le secrétaire général, mais avant le chef du gouvernement.

La vie de M. Podgorny, en ses débuts, ressemble à celles de presque tous les hommes qui tiennent le haut du pavé à Moscou. Né en 1903 à Kharlovka (Ukraine), où son père était ouvrier métallurgiste, il fit un apprentissage en usine puis fut envoyé à la faculté ouvrière et à l'industrie alimentaire de Kiev. Après avoir reçu un diplôme d'ingénieur, il travailla de 1931 à 1937 dans une sucrerie. En 1939, il entra dans l'administration gouvernementale en qualité de commissaire adjoint du peuple pour l'industrie alimentaire en Ukraine. L'année suivante, il exerça les mêmes fonctions à Moscou.

A la fin de la guerre, il fut envoyé en Pologne pour contrôler le rapatriement des Ukrainiens. Sa mission achevée, il repartit pour Moscou comme représentant permanent de l'Ukraine auprès du gouvernement soviétique. Sans doute avait-il été remarqué par un homme encore peu connu mais déjà influent dans les hautes sphères du parti et qui avait dirigé l'Ukraine, Nikita Khrouchtchev. C'est alors qu'il commença une nouvelle carrière. En 1950, il rentre dans son pays, prit la direction de l'appareil du parti à Kharkov. Il fut nommé second secrétaire de la République en 1953 et premier secrétaire quatre ans plus tard. L'homme qui contrôle la seconde des Républiques soviétiques est presque automatiquement appelé à siéger à la direction suprême. M. Podgorny fut en effet élu membre suppléant du présidium (bureau politique) en 1957 et membre titulaire en 1960.

Pourtant, à cette époque, on crut bien que sa carrière allait être brisée. Nikita Khrouchtchev avait promis monts et merveilles à ses compatriotes. Il jonglait avec les millions de tonnes de céréales qu'il engrangeait dans son esprit. Mais les producteurs ne suivaient pas le rythme. Comment expliquer ces déboires ? Les chefs du parti dans les Républiques furent mis sur la sellette. M. Podgorny a dû se souvenir longtemps d'une session du comité central de janvier 1961 (en ce temps là, les comptes rendus détaillés des séances étaient abondamment diffusés en U.R.S.S.). Il fut tout bonnement accusé par son patron d'avoir menti au comité central pour qu'on ne s'aperçoive pas que la moitié de la récolte de maïs en Ukraine avait été volée. Honteux, le premier secrétaire ukrainien dut avouer sa faute. Allait-il être brutalement destitué ? Il bénéficia d'une indulgence étonnante, mit les bouchées doubles et, servi par les conditions météorologiques, put offrir la saison suivante une excellente récolte.

Tous les espoirs lui étaient à nouveau ouverts. En 1963, il fut élu, en même temps que M. Brejnev, secrétaire du comité central. A la différence des autres secrétaires qui ont la charge d'un secteur précis, ces deux hommes étaient responsables des affaires générales du parti. De passage à Paris, au début de 1964, M. Podgorny nous disait : « J'ai à m'occuper des questions les plus diverses, et en particulier de l'économie, du commerce et de l'industrie légère. » *Il faisait aussi des voyages dans les pays communistes pour édifier un front antimaoïste.*

Bien qu'il fût, comme beaucoup d'autres, un protégé de Krouchtchev, il prit part en octobre 1964 à la conspiration qui aboutit au changement de premier secrétaire. Il devint en fait le second secrétaire et se chargea de remettre d'aplomb le parti, passablement ébranlé par les dernières réformes khrouchtchéviennes.

N'était-il pas à ce moment le rival de M. Brejnev ? Après tout, il était presque aussi bien placé pour prendre la direction du secrétariat. De plus, tandis que le nouveau patron s'identifiait à l'« apparatchik », soucieux avant tout de discipline et d'orthodoxie, M. Podgorny apparaissait comme un homme ouvert, qui comprenait la nécessité des réformes.

Si jamais il rêva de devenir le numéro un, il dut, en décembre 1965, abandonner toute illusion. Atteint par la limite d'âge, M. Mikoyan lui céda le poste de chef d'Etat. Mais en devenant président du présidium du Soviet suprême, M. Podgorny quitta le secrétariat du comité central et l'autorité à laquelle il aspirait peut-être et se contenta de la notoriété qui lui était offerte. Ce printemps, il remplit en Afrique sa dernière mission, car son départ du bureau politique marque sans aucun doute la fin de sa carrière.

BERNARD FÉRON.

Deux commentaires

« LE FIGARO » : Moscou va devoir changer de maître.

« Brejnev n'a pas obtenu la tranquillité qu'il lui aurait fallue pour consolider son empire. Podgorny manœuvrait dans l'ombre pour lui reprocher tous ses insuccès. Même le Cosmos a fait long feu. Partis bien après les Soviétiques vers la conquête de l'espace, ce sont les Américains qui se sont emparés de la Lune. (...) Brejnev, dur et bon enfant, n'a pas su non plus donner la foi à ses satellites. Si les élections étaient libres dans les pays de l'Est, il n'y aurait plus un seul communiste. Les rebuffades de la Chine ont été aussi responsables de ce piétinement du deuxième empire du monde, qui est obligé pour se nourrir d'acheter le blé américain, le beurre européen et les poulets de l'Allemagne fédérale. (...)

» Apparemment, il [Brejnev] *vient de remporter une nouvelle victoire. Mais dans cette politique de compromis, les coups à venir peuvent être encore plus durs. (...) Ce changement au Kremlin, qui est le plus important depuis treize ans, n'annonce-t-il pas d'autres bouleversements ? Le voyage en France, les 20-22 juin, du secrétaire général ne sera-t-il pas reporté ? Il est trop tôt pour le dire. De toute façon, on approche d'un renouvellement complet des oligarques de Russie qui, presque tous, ont dépassé les soixante-dix ans. Et nul doute, dans les mois ou les prochés années à venir, que l'U.R.S.S. va devoir changer de maître et peut-être de politique. »*

(ROBERT LACONTRE.)

« L'AURORE » : Leonid Brejnev contrôle tous les rouages de l'U.R.S.S.

« Bien que l'autorité et le prestige de Leonid Brejnev n'aient cessé de croître au cours de ces dernières années, pour éclipser tous les autres, on aurait tort de minimiser l'influence de Nicolas Podgorny au sein de la direction de l'U.R.S.S. Son rôle, d'abord honorifique, n'excluait pas pour autant des missions politiques importantes à l'étranger. On pourrait même se demander si l'une des causes de son limogeage ne doit pas être recherchée dans l'échec de son récent périple en Afrique.

» Mais sa disgrâce vient certainement de plus loin. Dans la troïka qui avait succédé à Khrouchtchev, en 1964, autant Kossyguine était promptement devenu l'exécutant zélé de la politique de Brejnev, autant Podgorny s'opposait fréquemment à lui (...).

» Après avoir imposé la nomination de ses partisans à tous les postes-clés (...), Brejnev contrôle maintenant tous les rouages de l'U.R.S.S.

» Déjà secrétaire général du parti et maréchal de l'armée rouge, il lui reste cependant à supprimer le dernier hiatus du protocole pour obtenir, en droit, la première place qu'il occupe déjà de fait ; pour cela, il doit se faire nommer président du présidium du Soviet suprême, c'est-à-dire cumuler les fonctions de chef du parti et de chef de l'Etat. »

(ROLAND FAURE.)

La nouvelle Constitution développera la notion de «démocratie socialiste»

De notre correspondant

Moscou. — En l'absence du texte du projet de Constitution *(qui ne serait rendu public par le* présidium du Soviet suprême qu'à la fin de la semaine) et en l'absence du texte complet du rapport présenté par M. Brejnev au plénum (l'agence Tass n'en a publié que des extraits), il est encore difficile de se faire une idée exacte de la nouvelle Loi fondamentale dont l'U.R.S.S. se dotera pour le soixantième anniversaire de la révolution. Selon M. Brejnev, le but de la nouvelle Constitution — destinée à remplacer la Constitution promulguée en 1936 et toujours en vigueur — est de *« tenir compte des profonds changements intervenus dans notre pays, dans toute notre société, depuis quarante ans »*.

Contrairement à la « Constitution de Staline », le projet abandonnerait en particulier toute référence à la dictature du prolétariat. Ce concept serait remplacé par celui de « l'Etat du peuple entier », expression que l'on rencontre depuis longtemps déjà dans les textes théoriques soviétiques et qui a soulevé jadis l'indignation des Chinois. L'absence de référence à la dictature du prolétariat ne signifie en aucune façon que le parti communiste soviétique se rapproche des thèses de *l'euro-communisme, mais simplement* que l'Union soviétique, *« société du socialisme développé »*, a dépassé le stade de la dictature du prolétariat.

« L'homogénéité de la société soviétique croît, a notamment affirmé M. Brejnev. *L'alliance indestructible de la classe ouvrière, de la paysannerie et de l'intelligentsia issue du peuple est devenue encore plus solide. Les différences entre les principaux groupes sociaux s'effacent petit à petit. Le cours de la vie même rapproche de plus en plus toutes les nations et ethnies de notre pays. Une nouvelle communauté historique, celle du peuple soviétique, s'est créée. Avec l'édification du socialisme, avec le brassage de toutes les couches de la population sur les positions idéologiques et politiques de la classe ouvrière, notre Etat, qui était né comme la dictature du prolétariat, s'est transformé en un Etat de tout le peuple. »*

Sans doute pour répondre à la campagne contre la violation des droits de l'homme en U.R.S.S., la nouvelle Constitution développera également la notion de *« démocratie socialiste »* : activités des soviets locaux, droits sociaux et économiques des citoyens, libertés civiques, mais aussi *« devoirs des citoyens devant l'Etat et le peuple »*.

Toujours selon M. Brejnev, la nouvelle Loi fondatementale devra tenir compte *« du rapprochement régulier de toutes les nations et nationalités du pays des Soviets »*. M. Brejnev n'a cependant pas précisé si l'article 17 de la Constitution actuelle (qui accorde à chaque République fédérée le droit théorique de sortir librement de l'U.R.S.S.) sera conservé.

Avant d'être soumis pour approbation au Soviet suprême, le projet de Constitution doit faire l'objet, a affirmé M. Brejnev, *« d'une discussion large, libre et véritablement sérieuse avec le peuple »*. Il est peu probable cependant que le projet soit profondément remanié. Si M. Brejnev parvient à ses fins c'est un vieux rêve qu'il sera : c'est en 1966 que le secrétaire général avait lui-même parlé pour la première fois, de la nécessité de rédiger une nouvelle Constitution. Il avait alors affirmé qu'elle pourrait entrer en vigueur en 1967. Depuis dix ans, ce projet régulièrement évoqué par M. Brejnev, mais pratiquement par lui seul, était resté dans les cartons de la commission de rédaction.

C'est d'ailleurs Khrouchtchev qui, le premier, avait lancé au début des années 60, l'idée d'une nouvelle Constitution. Il avait même créé une commission constitutionnelle, qu'il présidait. Cette entreprise devait disparaître en 1964 avec sa chute.

J. A.

Mme EUGÉNIE GUINZBOURG EST MORTE A MOSCOU

Moscou *(A.F.P.)*. — L'écrivain Eugénie Guinzbourg est décédée mercredi 25 mai à Moscou à l'âge de soixante-quinze ans apprend-on de source proche de sa famille.

Mme Guinzbourg, qui s'est fait connaître en Occident par ses souvenirs de déportation en Sibérie (publiés sous le titre *le Vertige* aux Editions du Seuil) était la mère de l'écrivain Vassili Axionov, personnalité marquante de la littérature soviétique.

Eugénie Guinzbourg souffrait d'un cancer depuis deux ans. Malgré son état, elle avait fait, l'hiver dernier, un voyage en France en compagnie de son fils.

Mme Guinzbourg, qui s'était convertie au catholicisme, a souhaité, apprend-on encore, recevoir des obsèques religieuses.

GUIDES PRATIQUES POUR L'ÉTÉ

GUÉRIR PAR L'EAU
Gabriel Veroldi.
Les eaux minérales, Les cures en France et à l'étranger. La thalassothérapie. Les bains.

LE PLAISIR D'ÊTRE EN FORME
Henri Czechorowski.

LE TEMPS DES CONFITURES
100 recettes.
Misette Godard.

LES STAGES D'ARTISANAT
en France et à l'étranger.
Martine Grapas et Janine Pradeau.

Acheter, restaurer, aménager
LA MAISON DE PAYS
René Fontaine
Architecte D.P.L.G.

GUIDE PRATIQUE DE LA MUSIQUE
Jean-Noël Darde.
Initiation - Disques - Concerts - Festivals, etc.

PUBLICIS P 7065

SEGHERS

هكذا في الأصل

EUROPE

POLITIQUE DU P.C.U.S.

POINT DE VUE

L'Union soviétique et le temps

par
PIERRE BOURGEADE (*)

A propos de l'Union soviétique, du poids qu'elle fait peser sur le monde, de l'espoir et des craintes qu'elle suscite, des problèmes qu'elle pose à la conscience de chaque homme en Occident (*à commencer par la conscience de chaque communiste*), pour le dire en un mot : de l'énorme mystère qu'elle constitue, il semble qu'il existe un *élément auquel nous ne pensons pas assez quand nous* pensons à elle, à ses dirigeants et à son peuple, élément qui pourrait, *peut-être, nous donner* la clé d'une partie de son mystère : le temps.

Soixante années à peine nous séparent, en ce XX° siècle finissant, *de la révolution d'Octobre. Deux* générations. Pas même une vie d'homme !

Regardant, ces jours-ci, une photographie fameuse des trois hommes qui constituaient la « troïka » Brejnev-Podgorny-Kossyguine, *de dos, à contre-jour, en longues gabardines*, vastes chapeaux de feutre, qui regardent eux-mêmes défiler on ne sait quelles foules (*trois hommes* : le sommet visible d'une pyramide de deux cent soixante millions d'êtres humains, pyramide dont la base *physique s'étend sur deux continents* et sur vingt peuples), il me vint à l'esprit l'idée bizarre, et juste, que ces trois hommes étaient nés sous les tsars.

Et non seulement eux, mais une grande part des dirigeants actuels du *parti, de l'Etat, de l'armée soviétiques* !

Ces hommes sont nés sous les tsars. Ils allaient à l'école lorsque éclata et réussit une révolution dont les partisans, lorsqu'ils étaient enfants, étaient pourchassés et pendus, *et qui*, maintenant qu'ils deviennent les vieillards, ont conquis la moitié *du monde*.

Ils étaient adolescents lorsque Lénine mourut, et lorsque, au pouvoir immense et transparent de Lénine, se substitua, sans coup férir, le pouvoir immense et opaque de Staline.

Ils étaient devenus des hommes lorsque la Révolution, se retournant *contre elle-même*, c o m m e n ç a à s'auto-dévorer, lorsque procès, fusillades et camps devinrent la trame de la vie, et à peine, sans doute, eurent-ils pris conscience de ces horreurs que l'étranger, pour la troisième fois en vingt-cinq ans, envahit la Russie, *et qu'ils durent faire corps* autour de Staline. Staline sauva la Russie, sauva la Révolution, et les sauva.

Ils étaient des hommes mûrs lorsque Staline m o u r u t et lorsque Khrouchtchev entrouvrit le dossier de ses crimes. Ils arrivèrent alors eux-mêmes au pouvoir, ils refermèrent le dossier de Staline, *et maintenant*, à l'approche de leur propre mort, étant passés, *en une seule vie, du Moyen* Age à l'an 2000, d'un morceau de Russie à la puissance planétaire, de *l'absence de droit au pouvoir absolu*, ils attendent sans doute, au fond d'eux-mêmes, le quatrième assaut de l'Occident.

Que leur importent quelques milliers de contestataires dans les camps ?

* * *

Devant l'Union soviétique, nous avons le vertige, car nous sentons que nous ne sommes pas devant un pays comme un autre, mais devant le gouffre du temps.

Gouffre où les catégories cartésiennes, kantiennes, hégéliennes, structurales, *en quoi nos esprits* occidentaux ont coutume de diviser paisiblement le réel afin de le comprendre, sont dépourvues de sens, mais où nous voyons palpiter au contraire, comme dans le ventre fraîchement ouvert d'un animal, quel*que chose d'indivisible et d'inexplicable* : la vie. Union soviétique : vivants viscères de l'histoire, où crime et loi, justice et injustice, oppression et liberté portent encore souvent le même nom.

Trotski fascine nos esprits, et nous n'arrêtons pas de regretter sa mort, parce qu'étant de tous les chefs his*toriques de la révolution d'Octobre* le seul dont on peut dire que, juif, bourgeois, cosmopolite, il pensait en Occidental... Mais si Staline ne l'avait, pas à pas, écarté, éloigné, déporté, exilé, finalement assassiné, et si Trotski, qui voulait le pouvoir non avec *Staline*, mais à sa place, s'était trouvé à la tête des armées *soviétiques en 1941 lorsque les* armées hitlériennes arrivèrent à 60 kilomètres de Moscou, est-ce que nous serions là à discuter de ces problèmes ? Qu'en serait-il de nous, dans une Europe où le nazisme, à moins d'on ne sait quelle « libération *atomique* » eût triomphé ?

Il y a, dans la liberté d'écrire ou *de lire, aujourd'hui* ces *quelques* signes encrés : *G-o-u-l-a-g*, et dans la liberté de porter un jugement sur les souffrances qui sont incluses dans ces signes quelque chose que chacun de nous, qu'il le veuille ou *non, doit à Staline*.

Est-ce motif de commettre l'erreur de « soviétomorphisme » ? De dénoncer les « erreurs » de Staline et de rester fidèle, ici et maintenant, *à la dictature du prolétariat* ?

Le temps de l'Union soviétique n'est pas le nôtre. La *réalité* révolutionnaire non plus. Si affinée que soit *l'analyse d'Althusser*, il est impossible d'admettre que l'on puisse à la fois condamner le phénomène *stalinien et se déclarer partisan de* la dictature du prolétariat, puisque les camps sont le corollaire de la *dictature*.

La dictature du prolétariat ne serait-elle *qu'un mot* ? *Une certaine* manière d'exercer le pouvoir ? La prise en main *définitive* de l'appareil de l'Etat ? Certes elle est tout cela. Elle est aussi le fait de nier que celui qu'elle tient pour son adversaire puisse demeurer sujet *de droits*. *Cessant d'être sujet de* droits, l'adversaire de la dictature du prolétariat, comme de la dictature nazie, tombe à l'état de hors-la-loi, plus exactement, d'animal humain. *Cet animal humain* peut être immédiatement mis à mort, et s'il *n'est mis à mort, ayant perdu son* nom, désigné par un simple numéro, il prend naturellement la route des camps.

La dictature du prolétariat ne se contente pas de combattre ses adversaires et de rendre impossible *leur retour au pouvoir. Elle les nie* comme hommes. Elle ni leur unité et leur histoire d'hommes. Les extraordinaires aveux des procès de Moscou (les anciens compagnons de Lénine avouant devant les juges staliniens qu'ils étaient des agents *d'Hitler* !) *s'expliquent par le fait* que devant le tribunal du prolétariat les accusés se trouvèrent réduits non à l'état d'opposants ou d'ennemis, mais à l'état d'animaux parlants, dont la vie antérieure n'avait plus aucune réalité.

C'est pour redevenir « coupables », donc « punissables », et donc sujets *de droits, qu'ils avouèrent*. Car coupables, ils réintégreraient le corps du prolétariat et recouvreraient l'humanité, avec une mort avouable. Sans aveu, ils eussent été abattus dans leur *cellule* comme des bêtes, et ils le savaient. La « liquidation *physique* » n ' e s t pas « mort d'homme », mais simple interruption d'un phénomène biologique

Est-il un seul Français qui puisse souhaiter l'application d'une telle théorie, et de telles pratiques, dans le cas où la gauche prendrait le *pouvoir ? Certainement non, et certainement* M. Althusser moins que tout autre.

* * *

Le seul moyen d'échapper aux contradictions que nous décelons en Union soviétique et, par voie de conséquence, en nous, sitôt que nous réfléchissons sur e l l e (devenant, pour partie, son reflet), c'est de rejeter tout « soviétomorphisme » (1) *et de chercher à construire une* société socialiste de type nouveau, fondée sur la *réalité* historique de *ce* pays, conforme à l'exigence de liberté de *ce* temps. Ainsi en France. Ainsi en Italie.

Tout permet de penser que si de *telles sociétés réussissaient à prendre* corps de ce côté-ci de l'Europe, l'Union soviétique, *pour la première* fois depuis 1917, cesserait de se savoir menacée et pourrait elle-*même commencer à s'éloigner de* son temps, de ses fantasmes et de ses *camps pour se rapprocher de* nous.

(*) Ecrivain.

(1) ...Et tout « mao-morphisme », par réaction.

S'ADRESSANT AUX SOVIÉTIQUES

M. Giscard d'Estaing : vous choisissez librement votre régime, nous choisissons librement le nôtre

La télévision soviétique a diffusé à deux reprises lundi soir 23 mai un entretien que M. Giscard d'Estaing lui avait accordé le 20 mai et qui a constitué le prologue à une Semaine franco-soviétique organisée à l'occasion de la visite à Paris, les 20 et 21 juin, de M. Leonid Brejnev, secrétaire général du P.C.U.S. Le président de la République a parlé notamment de l'acte final d'Helsinki :

« S'il n'y avait pas eu, a-t-il dit, d'un côté l'action de l'Union soviétique, de l'autre l'action de la France, je crois que nous n'aurions pas pu aboutir à la signature de ce document. Et, pour moi, l'acte d'Helsinki représente à la fois le code et en même temps l'instrument de mesure de la détente en Europe. Nous avons posé un certain nombre de principes (...). Ces principes, quels sont-ils ? D'abord nous avons souligné que les Etats avaient des droits. Ils ont le droit d'assurer leur propre sécurité et ils ont en même temps le droit de choisir en toute liberté la forme particulière de leur organisation politique, économique et sociale. Vous choisissez librement la vôtre, nous choisissons librement la nôtre. En même temps, les Etats ont des devoirs, et ce devoir c'est d'abord de développer leur coopération politique et économique, c'est d'examiner en commun les problèmes de leur sécurité et c'est en même temps de développer la compréhension et la connaissance entre leurs peuples, car, pour moi, la détente ne sera véritablement la détente que lorsqu'elle sera entrée dans la vie quotidienne, je dirai dans la vie personnelle de tous les habitants de notre continent. »

Interrogé sur la visite de M. Brejnev en France, M. Giscard d'Estaing a indiqué que les conversations porteront d'abord sur les relations bilatérales, puis sur *« l'ensemble des actions qui pourraient être conduites par l'Union soviétique et la France »*. Il a ajouté : *« Je vous citerai quelques rubriques importantes : d'abord, que faire concernant le risque de la prolifération nucléaire. Nous avons eu l'occasion d'en parler à certains de nos partenaires, je souhaite en entretenir le plus haut dirigeant de l'Union soviétique. D'autre part, quelles actions peuvent être conduites en vue de la paix si nécessaire au Proche-Orient et à laquelle la Communauté internationale tout entière est intéressée. Et, enfin, comment l'Union soviétique et la France peuvent-elles apporter leur concours à l'immense problème du développement dans le monde. Vous le savez, j'ai été à l'origine d'une conférence entre les pays industrialisés et les pays en développement. Je souhaite entretenir M. Brejnev des conclusions de cette conférence et du rôle que l'Union soviétique peut jouer dans la solution du problème du développement. »*

ROBERT LAFFONT

"Brillant et scrupuleux, ni panégyrique, ni pamphlet, ce livre restitue toute la complexité d'un être humain singulier avec ses ambiguïtés personnelles et politiques".
Jean-François Revel

OLIVIER TODD
La marelle de Giscard
Collection NOTRE EPOQUE

Belgique

Un pacte communautaire est conclu

(Suite de la première page.)

Ainsi, cette coalition réunira les sociaux-chrétiens et les socialistes — flamands et francophones, — le Front démocratique des francophones bruxellois (F.D.F.) et la Volksunie, généralement qualifiée de *« parti extrémiste* flamand », définition qui changera sans doute avec son entrée dans la coalition. Le gouvernement disposera à la Chambre d'une très large majorité : cent soixante-douze sièges sur un total de deux cent douze.

C'est à la suite d'un véritable ultimatum lancé aux négociateurs du palais d'Egmont que M. Tindemans a pu débloquer la situation. A 22 heures, lundi, le « formateur » rentrait du château de *Laeken, où il avait* rendu compte au roi des difficultés de sa mission. Il décidait alors de laisser deux heures à ses interlocuteurs des quatre partis pour s'entendre *sur* le futur statut de Bruxelles, seul point d'accrochage qui subsistait et *sur lequel* aucun rapprochement n'avait pu se faire entre Flamands et francophones. Les Flamands continuaient à défendre le « droit du sol » et à s'opposer à toute extension des limites géographiques de la capitale, qui aurait eu pour résultat d'étendre la « tache d'huile » francophone. Les francophones, de leur côté, insistaient pour que le « carcan » saute, que Bruxelles *s'élargisse, déborde* de ses dix-neuf communes et annexe les quartiers à majorité francophone de la périphérie.

Une formule « à la belge »

Finalement, au bout de six heures — le « formateur » ayant prolongé son ultimatum d'heure en heure, — les négociateurs ont trouvé une formule qu'ils qualifient eux-mêmes d' « originale » et qu'on s'accorde à *définir* comme « belge ». Elle ne satisfait tout à fait ni les Flamands ni les francophones, mais peut apporter l'apaisement. C'est une s o l u t i o n extraordinairement compliquée mais peut-être opérationnelle.

Pour satisfaire les Flamands, Bruxelles est *maintenu dans son* « carcan », on n'étend pas les limites des dix-neuf communes fixées en 1963. En revanche, pour contenter les francophones, on développe les « facilités » dont ils bénéficient dans six communes de la périphérie. *Ils* auront les mêmes droits que les Flamands de la capitale. On crée également des « mini-facilités » dans sept autres localités flamandes de la banlieue, ainsi que dans trois quartiers francophones de trois faubourgs flamands.

Pour illustrer la complexité des concessions faites, il suffit de préciser que les habitants francophones des dix nouvelles entités flamandes à « mini-facilités » pourront avoir une adresse *fictive* dans la capitale. Ce qui leur permettra, par exemple, d'avoir une carte d'identité en français, de voter pour des candidats francophones, de remplir les formalités fiscales et administratives en français... *Il a fallu aller* jusque-là pour que les interlocuteurs du palais d'Egmont s'entendent. *« Pour un pays complexe, il n'y a que des solutions complexes »*, a déclaré M. Hugo Schiltz, président de la Volksunie, tandis que M. Lucien Outers, dirigeant du F.D.F., estimait qu'il avait été *« tenu compte de la volonté des habitants »*.

L'accord entraîne un *profond* bouleversement des structures de la nation. Quand la réforme sera réalisée — ce qui peut prendre sept ans puisqu'il faudra une nouvelle révision de la Constitution, — on comptera trois régions (Flandre, Wallonie, Bruxelles), deux communautés (francophone et néerlandophone), quatre « exécutifs » (le gouvernement central et ceux de chaque région), responsables devant sept Assemblées : la Chambre et le Sénat nationaux, les Parlements wallon, bruxellois ou flamand, l'Assemblée de la communauté francophone et celle de la communauté flamande. Cette pyramide d'institutions pour la plupart nouvelles ne fonctionnera pas sans heurts, mais les négociateurs du palais d'Egmont l'estiment indispensable.

Les congrès des partis doivent encore approuver ce programme ainsi que les options économiques et sociales du gouvernement, mais le nouveau cabinet pourrait être constitué au lendemain de la Pentecôte. Il ne devrait plus y avoir de surprises. Si M. Tindemans a quelque peu précipité *les événements, c'est parce que* la Belgique doit exercer à partir du 1er juillet la présidence du conseil des ministres de la Communauté européenne.

Un accord est également intervenu, dans la nuit de mardi à mercredi, à propos des élections pour le Parlement européen au *printemps de 1978*. Il y aura trois circonscriptions pour la Belgique, une par région. Il y aura treize députés flamands et onze francophones.

PIERRE DE VOS.

LA NOUVELLE COALITION A LA CHAMBRE

Sociaux-chrétiens	80
Socialistes	62
F.D.F.	10
Volksunie	20
	172

sur un total de 212.

Le F.D.F. (Front démocratique des francophones) est un parti des francophones bruxellois qui a été créé en 1963. Le mouvement flamand Volksunie a été fondé en 1958.

Restent dans l'opposition : les communistes, les libéraux et le Rassemblement wallon.

Espagne

L'OUVERTURE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Neuf formations présentent des candidats dans plus de vingt-cinq circonscriptions

De notre correspondant

Madrid. — La campagne pour les élections législatives du 15 juin a été ouverte officiellement en Espagne *le* mardi 24 mai. Plus de cinq cent mille affiches ont été collées en quelques heures sur les murs de la capitale. Quelques incidents se *sont produits*. De *jeunes militants* gauchistes on tessuyé des coups de feu provenant de membres de l'organisation d'extrême droite Fuerza Nueva. Un étudiant blessé par balle a été hospitalisé. Un commando a matraqué une personne qui sortait d'un siège du P.C.E.

L'opinion s'interroge sur l'éventuelle utilisation par le gouvernement de la radio et de la télévision. Les textes sont assez précis pour que, en théorie du moins, ces organes demeurent impartiaux. Mais, ces dernières semaines, la radio et la télévision ont failli à cette exigence. Lors d'une émission consacrée à *la* présentation des dirigeants politiques, l'Union du centre démocratique (coalition gouvernementale) est intervenue à dix-sept reprises, l'Alliance *populaire* (néo-franquiste) sept fois, tandis que le parti socialiste ouvrier espagnol n'est apparu sur les écrans qu'à deux reprises.

Selon les normes en vigueur, les partis qui présentent des listes complètes de candidats dans plus de vingt-cinq circonscriptions disposent gratuitement d'un temps d'antenne, à la *radio* et à la télévision, d'une demi-heure chacun. On ignore encore quel sera l'ordre dans lequel se présenteront les partis. M. Lopez Rodo, candidat sur les listes de l'Alliance populaire, a proposé que *« le numéro d'ordre soit tiré au sort »*.

Sur les quelque trente partis ou coalitions, neuf présentent des *candidats dans plus de* vingt-cinq circonscriptions. Il s'agit de la Phalange espagnole, du P.C.E., du parti *socialiste populaire*, de la Réforme sociale espagnole (social-d é m o c r a t e), l'Alliance socialiste démocratique (social-démocrate et P.S.O.E. historique), du parti socialiste ouvrier espagnol, de l'Union du centre démocratique (gouvernemental), de la Fédération démocrate-chrétienne et de la Fédération de la gauche démocratique.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

LA VISITE A MADRID DU PRÉSIDENT PORTUGAIS

Le pacte ibérique serait révisé

Madrid *(Reuter)*. — Le général Antonio Ramalho Eanes, président de la République portugaise, a consacré la deuxième journée de sa visite officielle en Espagne, le mardi 24 mai, à étudier la révision du pacte ibérique — traité militaire signé avant la deuxième guerre mondiale et jugé dépassé par les deux pays. Il a conféré à cet effet avec le général Manuel Gutierrez Mellado, *ministre de la défense* et vice-président du gouvernement espagnol.

Le pacte ibérique est un traité d'amitié et de non-agression, dont le but était surtout, à l'époque, de maintenir l'Espagne et le Portugal hors du champ de bataille ravageant l'Europe. Il ne prévoit pas spécifiquement d'assistance *militaire en cas de soulèvement* contre l'autorité établie, dans l'un des deux pays, mais propose des consultations mutuelles si une des parties estime que la sécurité de la péninsule ibérique est menacée. Lors du coup d'Etat militaire qui renversa la dictature portugaise en avril 1974, le pacte n'a été invoqué ni à Madrid ni à Lisbonne. Bien qu'il ait été renouvelé quatre ans auparavant.

La visite du président a été l'*occasion* d'un incident diplomatique : tous les ambassadeurs arabes en poste à Madrid ont boycotté la réception officielle de mardi soir à Madrid pour protester contre la reconnaissance récente de l'Etat d'Israël par le Portugal.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Sud

- LE SECRETAIRE DE LA FEDERATION CHRETIENNE DES ETUDIANTS COREENS, M. Jaewoong Ahn, a été *récemment* libéré. Il avait été arrêté par l'armée en avril dernier (*le Monde* du 11 mai).

Ethiopie

- LE LIEUTENANT-COLONEL MENGISTU HAILE MIRIAM, président du Conseil militaire administratif p r o v i s o i r e DERG), *aurait fait une visite* secrète en Jamahiriya libyenne en revenant de Moscou, affirme le journal égyptien *Al Ahram*, citant une dépêche datée de Khartoum. Il se serait entretenu six heures durant avec le colonel Kadhafi pour lui demander de financer la fourniture d'armes soviétiques destinées à son pays. D'autre part, vingt et un *« hors-la-loi »* ont été *« liquidés »* et dix-sept autres capturés dans la province du Shoa, a annoncé mardi 24 mai la radio éthiopienne captée à Nairobi. — *(A.F.P.)*

Grande-Bretagne

- DEMISSION AU « DAILY MAIL ». — M. Stewart Stevens, rédacteur en chef adjoint du *Daily Mail*, a annoncé mardi 24 mai sa démission. *Mè Stevens était* l'auteur de l'article dans lequel, jeudi dernier, le *Daily Mail* avait accusé British Leyland de distribuer des pots-de-vin à l'étranger, en se fondant notammen tsur un faux : une lettre prétendument adressée au directeur *général* de British Leyland, M. Alex Park, par le président de l'Agence nationale des entreprises, Lord Ryder (*le Monde* du 24-25 mai).

Tunisie

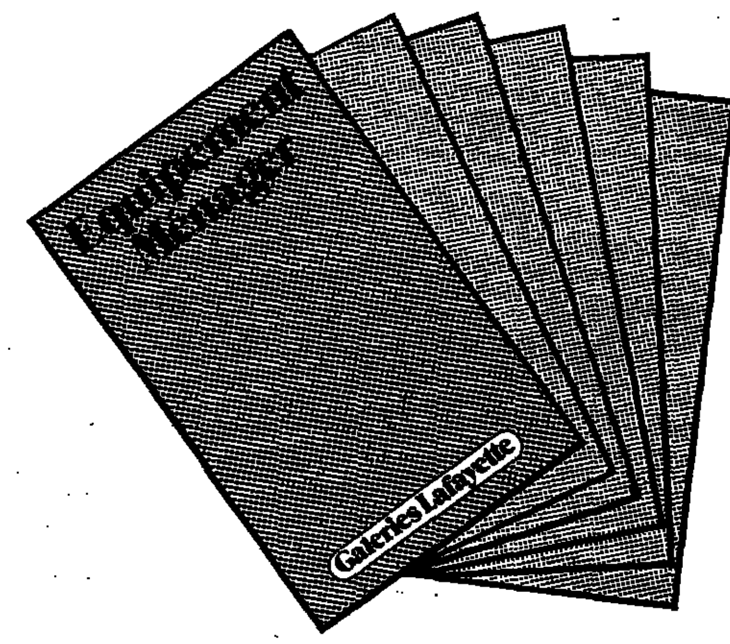
- LA GRANDE COMMISSION FRANCO-TUNISIENNE s'est réunie mardi 24 mai à Paris sous la présidence de M. Louis de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, et de son collègue t u n i s i e n, M. Habib Chatty. Le communiqué publié à cette occasion met l'accent sur *« la large identité de vues »* des deux délégations concernant les problèmes de sécurité en Méditerranée. Sur le plan économique, une mission commerciale française se r e n d r a prochainement en Tunisie pour étudier les possibilités de *diversifier les actions* de la France dans ce pays. Enfin, l'aide publique française, *« qui sera poursuivie »*, fera *« prochainement »* l'objet de négociations à Paris.

Vietnam

- *LE VIETNAM ET L'ESPAGNE* ont décidé d'établir des relations diplomatiques au niveau des ambassades, a annoncé ce mercredi 25 mai l'Agence vietnamienne de presse.

DOSSIER EQUIPEMENT MENAGER

Une information complète et gratuite sur tous les appareils électroménagers, sur les services et les garanties auxquels vous avez droit. Exemples : la garantie des prix les plus bas, le dépannage sous 48 h sur simple appel téléphonique.



OFFRE SPECIALE JUSQU'AU 11 JUIN

Sur les fours, cuisinières, réfrigérateurs, congélateurs, lave-linge, lave-vaisselle.

Sur présentation de ce bon, remise de 150 F en espèces sur les marques mentionnées pour tout achat de 2 000 F minimum.

Halvatia, Far, Hobart Kitchenaid, Indesit, Kelvinator, Laco, Kenwood, Neff, Lincoln, Laden, A.E.G., Bauknecht, Chappée, De Dietrich, Electrolux

VALEUR 150 F
EQUIPEMENT MENAGER
Galeries Lafayette

Frigidaire, Frigéavia, Hoover, Philips, A. Martin, Miele, General Electric, Rosières, Sauter, Scholtès, Siemens, Thomson, Brandt, Vedette, Zoppas

Galeries Lafayette
Haussmann - Montparnasse - Belle Epine

dufayel - studio g.l.

EUROPE

Les négociations en Italie entre le P.C.

Les évêques ne voient pas de raison majeure d'intervenir directement dans le débat politique

De notre correspondant

Rome. — La hiérarchie catholique suit de très près les développements de la situation en Italie. A la conférence épiscopale comme au Vatican, on s'inquiète d'une montée des désordres « *qui pourraient mettre en péril la démocratie* », selon la remarque d'un religieux bien placé et pourtant peu enclin à la dramatisation. Dans le même temps, on surveille les négociations qu'ont engagées la démocratie chrétienne et le P.C., soit pour les encourager, soit pour les freiner, car il n'y a pas d'unanimité dans l'Eglise sur ce point.

Un article non signé du quotidien *l'Avvenire*, proche de l'épiscopat, avait retenu l'attention du monde politique le 3 mai. « *Nous sommes fermement convaincus*, était-il écrit, *qu'un accord sur certains points d'un programme gouvernemental constituerait de fait un pas supplémentaire sur une voie sans retour.* » Certes, ajoutait l'éditorialiste, la situation est grave, mais « *le plus grand risque que court le pays est la mise en place d'un processus qui rendrait irréversible l'hégémonie communiste* ». En d'autres termes, le journal ne se contentait pas de refuser, comme les dirigeants démocrates-chrétiens, un « *accord politique* » avec le P.C., qui le ferait entrer pleinement dans la majorité gouvernementale : il contestait la simple recherche d'un « *accord de programme* » sur l'économie et l'ordre public.

Selon une source généralement bien informée, l'auteur de l'article ne serait autre que Mgr Giovanni Benelli, substitut de la secrétairerie d'Etat du Vatican. Il aurait pris une initiative personnelle, sans consulter la conférence épiscopale italienne. « *Le Saint-Siège a été suffisamment critiqué pour ses silences à l'époque du fascisme et du nazisme*, nous fait remarquer un éminent vaticaniste. *Il ne veut pas que, dans dix ans, on l'accuse d'avoir passivement assisté à l'installation d'un régime communiste en Italie.* »

Mais le pavé de *l'Avvenire* semble être tombé à côté de la mare. Aucun dirigeant démocrate-chrétien n'a voulu — ou osé — se désolidariser de son président, M. Aldo Moro, qui poursuit avec les communistes une subtile négociation.

Réunie à Rome du 9 au 13 mai, la conférence épiscopale italienne s'est bien gardée de prendre position dans le débat politique. Elle aurait eu quelque mal à le faire : ses trois cents membres ne forment pas un collège aussi homogène que leurs collègues français et manquent, depuis la mort de Mgr Bartoletti, il y a deux ans, d'un véritable coordonnateur. Contrairement aux fois précédentes, les évêques n'ont pas été reçus en audience par Paul VI, dont le discours aurait inévitablement été examiné à la loupe.

« Le bon sens semble l'emporter »

L'assemblée épiscopale s'est conclue par un message solennel condamnant l'avortement. Si la proposition de loi laïque autorisant l'interruption de grossesse dans de nombreux cas devait être adoptée par le Parlement, les catholiques se verraient « *dans la dramatique nécessité de recourir à l'objection de conscience* », affirment les évêques. Ils ont également adressé un télégramme au président du Sénat pour mettre en garde les parlementaires contre une « *autre grave division dans les esprits* » en un moment de « *crise des institutions* ». D'aucuns y voient la menace d'un référendum au cas où la loi serait adoptée. Mais il n'est pas sûr que, trois années après l'échec de la consultation populaire sur le divorce, qui a eu d'incalculables conséquences politiques, l'Eglise s'engage dans une aventure similaire.

Les évêques ne voient pas, pour le moment, de raison majeure d'intervenir dans le débat politique proprement dit. Au cours de leur réunion, ils ont néanmoins prôné l'« *union des catholiques* », ce qui est une façon directe de soutenir la démocratie chrétienne. *La conférence a affirmé l'incompatibilité entre marxisme et christianisme avec une unanimité qui n'est pas feinte. Mais si certains de ses* membres, rejoignant l'éditorialiste de *l'Avvenire*, voient dans des accords avec le P.C. le début d'une démission, d'autres jugent indispensable une entente limitée. A plus long terme, ils n'excluent pas une « *rencontre* » avec le P.C., à condition que celui-ci « *revoie son idéologie* » et, finalement, ne soit plus marxiste-léniniste.

Un prélat remarque : « *Le parti communiste, dans l'article 2 de ses statuts, se déclare ouvert à tous les Italiens, quelles que soient leurs conceptions philosophiques. Mais l'article 5 oblige ses membres à acquérir et approfondir la connaissance du marxisme-léninisme, et à en appliquer ses enseignements pour résoudre les questions concrètes. Pour un catholique, c'est inadmissible.* »

Ce genre de remarque ne laisse pas indifférents les amis de M. Berlinguer. Selon un renseignement digne de foi, mais difficile à vérifier, certains membres de la direction communiste seraient favorables à la modification de l'article 5.

L'Osservatore Romano s'est félicité, dans un article publié le 21 mai, de la poursuite des négociations entre démocrates chrétiens et communistes en Italie. « *Le bon sens semble l'emporter* », écrit le quotidien du Vatican, qui ajoute que « *la dramatique rupture qui était redoutée au cours des derniers jours aurait ajouté d'autres difficultés à celles d'une situation politique incertaine* ».

ROBERT SOLÉ.

LIVRES ET REVUES

Fascinations du parti communiste

« *Nous sommes un parti qui vient de loin et qui va loin* », disait Palmiro Togliatti, secrétaire général du P.C.I. de 1945 à 1964. C'est sans doute à ce mot plus qu'à l'épisode majeur de la vie de Mao Tse-toung que se réfère Marcelle Padovani dans sa *Longue Marche, le P.C. italien* (1). Autour de cette étude se regroupent d'autres livres, des numéros spéciaux de revues qui, durant les derniers mois, ont constitué un inventaire à peu près complet des questions qui se posent sur le P.C.I. et, par conséquent, sur le destin de l'Italie.

Correspondante à Rome du *Nouvel Observateur*, Marcelle Padovani vit de fort près depuis quatre ans la dialectique même du « *compromis historique* ». La formule semble reléguée au magasin des accessoires ; on ne la trouve plus dans la presse communiste ni dans la bouche de M. Enrico Berlinguer. Mais la réalité de la stratégie politique qu'elle recouvrait subsiste, tant qu'il s'agit de conduire « *une opération qui unifie, évite les déchirures et les guerres civiles* », et parce que c'est l'objectif visé depuis 1945.

Cette formule de majorité parlementaire (communistes, socialistes, catholiques) est inscrite dans la logique même de la vocation à être un « parti de gouvernement », constamment affirmée par le P.C.I., autant que dans la logique de la Constitution de 1947, à laquelle il contribua activement. Mais au prix de quelles implications idéologiques ? Marcelle Padovani en pousse l'analyse, montrant comment elle contraint le socialisme, la gauche en général, à se remettre en cause, et élargit les lézardes des différentes formations qui s'engagent dans un choix politique au nom de la foi catholique. Car les formes du « catholicisme politique » sont multiples et ceux qui le désavouent le plus n'en sont pas les moins gangrenés.

Lesquels sont les plus piégés, réduits à leur insu à servir d'instruments aux deux pouvoirs qui, en fin de compte, tâtonnent vers une association de leurs hégémonies respectives, le parti communiste et l'Eglise catholique ? La question vaut aussi bien *pour les militants de la base du* P.C.I., souvent pris à contrepied par le rythme d'une stratégie qui va plus vite que les explications qui leur en sont données, que pour les catholiques de gauche. De ces derniers, les représentants les plus fameux (hommes très purs, très dignes, à n'en pas douter) ont été élus comme « indépendants de gauche » sur les listes du P.C.I. au printemps 1976.

La bataille pour le pouvoir

Marcelle Padovani situe très bien ces problèmes. On les trouve *approfondis dans le* numéro spécial qu'*Esprit* consacra en novembre 1976 aux « *Révolutions d'Italie* ». Une certaine confiance dans « les valeurs », l'espoir jamais découragé que le pouvoir et sa conquête ne sont pas le dernier mot de la vie politique, inspirent des analyses d'autant plus utiles que l'héritage de Mounier et d'*Esprit* a été l'une des composantes majeures des lents bouleversements du catholicisme italien.

Pourtant, l'expérience quotidienne, longue d'une dizaine d'années, faisait mesurer à quel point même cet héritage masquait la pure bataille pour le pouvoir, et quel alibi il constitue, tant pour une fraction de la démocratie chrétienne que pour des catholiques qui pensaient, en quittant ce parti, être plus fidèles à leurs convictions. Quoique veuille démontrer Raniero La Valle, le catholicisme politique est aussi dans ce camp-là, à gauche, et même à l'extrême gauche. Il ne suffit pas d'en récuser le nom.

Dans son introduction à ce numéro spécial, Jean-Marie Domenach a ce mot : « *Les progrès du P.C.I. dans le milieux culturels se traduisent par la montée d'un conformisme doux.* » Formule frappante dont Marcelle Padovani n'évoque pas, pour sa part, toutes les implications. Son enquête, en effet, tend à situer le P.C.I. en soi et par rapport aux autres partis communistes, au P.C.F. en particulier. Il y manque des développements sur le *mythe communiste* dans la *société* italienne, en particulier l'inhibition — qui n'est pas seulement mondaine ou dictée par la peur — *de la société bourgeoise*, et des intellectuels.

Aussi bien son essai, vivant et précis, est-il un document de base pour définir l'état actuel du P.C.I. dans sa fonction historique. *L'Italie de Berlinguer* (2), de Patrick Meney, propose autre chose : une série de clichés, de scènes vécues, où le geste et le mot qui portent, les assertions rapides, ne prennent jamais l'allure d'un paradoxe. En somme, la technique des « petits faits vrais » sert à transmettre au lecteur les informations que Marcelle Padovani, pour sa part, enracine dans leur terreau historique et politique.

Du *Berlinguer*, de notre confrère de *La Stampa*, Vittorio Gorresio (3), on devrait dire qu'il est à mi-chemin entre les deux formules. Sur la personnalité du secrétaire général du P.C.I., il apporte tout ce qui peut en être dit, c'est-à-dire des apparences, car l'homme abomine tout ce qui évoquerait de loin sa personnalité. Mais son histoire propre, son aventure politique (encore que le terme soit un peu forcé), sont retracées avec finesse. Avec aussi ce scepticisme très romain du chroniqueur qui, depuis 1945, a contemplé toutes les vicissitudes des acteurs de la vie politique, aimant les hommes plus que les idéologies.

Membre de la direction du P.C.I., Giorgio Napolitano publie en français *la Politique du parti communiste italien* (4), sous forme de conversation avec Eric Hobsbawn. A travers lui, c'est une explication officielle de la ligne du parti, notamment de son souci d'intégration des Italiens et de la politique d'alliance de la classe ouvrière. Un langage clair, précis, qui débouche sur les problèmes des P.C. en Occident.

Le compromis historique est encore l'objet de numéros spéciaux de trois revues récentes : *Politique aujourd'hui* (5), *Dialectiques* (6), *Parole et société* (7). Des redites, des recoupements, sont inévitables entre elles, mais l'ensemble complète bien le travail de Marcelle Padovani, encore que, ici ou là, la moderne « langue de bois », utilisée pour traiter de Gramsci et du concept d'hégémonie notamment, ne soit pas toujours propre à entrer dans le sujet.

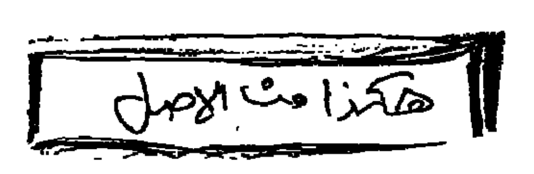
Sans doute, les semaines récentes ont-elles apporté des modifications, des inflexions, à l'analyse. Le P.C.I. *est engagé dans un* processus de clarification interne plus prononcé qu'on ne le soupçonnait lorsque parurent ces publications. L'eurocommunisme, avec les récentes prises de position de M. Georges Marchais et son voyage à Rome, a franchi des étapes que ne décrit pas Marcelle Padovani. Mais elle ne s'attachait pas tant aux péripéties de l'itinéraire qu'à ses objectifs. Et l'événement a confirmé ses analyses.

JACQUES NOBECOURT.

(1) Calmann-Lévy, éditeur, 267 p. (avec d'utiles annexes de données chiffrées), 39 F.
(2) J.-C. Lattès édit., 314 p., 40 F.
(3) Fayard éditeur, 286 p., 55 F.
(4) Editions sociales, 152 p., 16 F.
(5) N° septembre-octobre 1976. *Les Promesses du compromis*.
(6) N° 18/19. *L'Italie et nous*. Traite également des problèmes culturels.
(7) N° 3, 1976. *L'Italie à l'heure du compromis historique*.

Centre ISTH Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
PRÉPARATIONS INTENSIVES
JUILLET-AOUT 1977
• Examens d'entrée à :
SC PO
• Entrée en 1re année
• Soutien en cours d'AP
• Procédure admission en 2e année
• Préparation par correspondance
TAUX CONFIRMÉS DE REUSSITE DEPUIS 24 ANS
AUTEUIL 6, Av. Léon-Heuzey 75016 Paris - Tél. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris - Tél. 588.63.81





هكذا في الأصل

EUROPE

et la démocratie chrétienne

Les partis laïques craignent de faire les frais d'un accord

De notre correspondant

Rome. — Un accord est en train *de se dessiner entre les communistes* et démocrates-chrétiens sur plusieurs questions urgentes concernant l'économie, l'ordre public et l'enseignement. Les risques d'une rupture diminuent, même si les intéressés reconnaissent leurs divergences et affirment que les jeux ne sont pas faits. Un nouvel élément est d'ailleurs venu compliquer leurs laborieuses négociations ; la mauvaise humeur des partis laïques, qui étaient les plus chauds partisans d'une entente au début de l'année, *mais craignent d'être* oubliés par les deux « grands ».

Pour le parti républicain de M. Ugo La Malfa, dont on se demande s'il appartient encore au camp abstentionniste ou s'il n'est pas déjà dans l'opposition, l'accord ne peut être qu'un mauvais compromis, alors que des mesures très sévères, forcément impopulaires, doivent être prises pour sortir l'Italie de la crise. Le parti social-démocrate de M. Saragat menace à son tour de « *tirer les conséquences* » d'une solution qui ne lui conviendrait pas. Il espérait que les négociations le sortiraient de son isolement et le conduiraient même à participer à un nouveau gouvernement. Mais on semble se passer fort bien de lui.

*Les socialistes eux-mêmes com*mencent à se plaindre, alors qu'ils ont tout fait depuis un an et demi pour sortir le P.C. de l'opposition. Leurs récriminations portent moins sur le contenu de l'accord à venir que sur sa signification politique. Ils reprochent aux communistes de s'être inclinés devant les exigences de la démocratie chrétienne, laquelle ne voulait pas *inclure le P.C. dans* la majorité et ne désirait même pas remanier le gouvernement.

Or le parti socialiste insiste pour que l'accord conduire à « *faire la crise* », comme on dit en Italie, c'est-à-dire à changer l'actuel cabinet démocrate-chrétien de M. Andreotti. Les difficultés internes que traverse le P.S.I. rendent encore plus incertaine l'attitude que ce parti adoptera si ses vœux ne sont pas satisfaits.

Démocrates-chrétiens et communistes s'efforcent de rassurer les partis intermédiaires en évitant soigneusement *de les qualifier* de « mineurs », comme le fait la plus grande partie de la presse. Toutes les formations sont *égales entre elles*, et il n'y a pas de rapports privilégiés, affirme *il Popolo*, organe officiel de la démocratie chrétienne. Même son *de cloche du côté communiste.* « *Dans notre proposition et dans notre conduite politique, les autres forces laïques démocratiques n'ont rien à craindre et peuvent trouver les plus larges garanties* », écrit *l'Unita*.

Ce ne sont pas seulement de belles paroles : les deux grands partis ont besoin des forces intermédiaires. S'ils craignent une rupture — *et donc des élections* anticipées, — c'est parce que celles-ci risqueraient de faire disparaître les petites *formations*, que le scrutin de juin 1976 avait déjà beaucoup affaiblies. On estime généralement à Rome qu'une nouvelle bataille électorale ne ferait qu'accentuer la bipolarisation et empêcher tout déblocage de l'impasse.

Les petits partis seraient assez favorables à la formation d'un gouvernement provisoire à trois (*socialiste, social démocrate et républicain*), qui bénéficierait de l'appui conjugué des démocrates chrétiens et des communistes. *Mais les deux « grands » ne sont* guère enthousiasmés par cette formule. Ils préfèrent s'acheminer vers un petit accord, qui conjurerait les dangers actuels (chômage, inflation, violences politiques et contestation étudiante). Une telle entente laisserait pratiquement intact le gouvernement Andreotti et permettrait aux pays de « tirer » jusqu'à l'automne pour *trouver alors une solution* plus tranchée. — R. S.

Finlande

LA VISITE DU PRÉSIDENT KEKKONEN A MOSCOU

Deux importants accords de coopération économique ont été signés

De notre correspondant

Helsinki. — Le président de la République, M. Urho Kekkonen, *s'est rendu en Union soviétique*, du 7 au 24 mai, pour une visite officielle au cours de laquelle ont été signés deux importants accords de coopération économique : le programme à long terme, pour la période 1977-1990, et l'accord pour la construction, par la Finlande, *du complexe minier* de Kostamous.

L'idée de ce plan à long terme (il était initialement prévu pour quinze ans) a pris forme après deux ans d'études. Il s'agissait de *régulariser* les échanges commerciaux entre les deux pays, qui sont régis par un accord quinquennal réajusté chaque année. L'accord commercial quinquennal actuel couvre la période 1976-1980, et le montant total des échanges devrait s'élever à plus de 45 milliards de marks, la Finlande se plaçant actuellement au quatrième rang des partenaires commerciaux de l'U.R.S.S. (1 mark = 1,20 F). Mais, en raison de la diversité des *produits échangés*, il est *difficile* d'aboutir chaque année à un équilibre : pour compenser l'achat à l'U.R.S.S. d'une unité importante (*matériel ferroviaire* ou centrale électrique, par exemple), la Finlande doit faire des livraisons massives d'autres produits, ce qui peut provoquer certaines tensions dans l'économie interne du pays.

Le nouveau programme à long terme prévoit que les échanges commerciaux passeront à 85 milliards de marks pour la période 1986-1990. L'U.R.S.S. construira en *Finlande une centrale nucléaire de* 1 000 mégawatts, des centrales au fuel lourd. Elle assurera l'extension de l'usine sidérurgique de Raahe, sur les bords du golfe de Botnie, édifiera un réseau d'enrichissement du phosphore, prolongera le gazoduc qui relie à l'U.R.S.S la Finlande orientale. En U.R.S.S., la Finlande construira l'extension du complexe de *papier et de cellulose de* Svetogorsk, le complexe minier de Kostamous, l'extension du centre forestier de Pääjärvi. Ces trois projets *se trouvent* à proximité de la frontière finno-soviétique.

Le second accord concerne la construction du complexe d'enrichissement du minerai de fer de Kostamous, dont le gisement est localisé à 37 kilomètres de la *frontière finlandaise. L'accord* de principe avait été signé en octobre 1973. Le première phase de construction devait permettre de produire, dès 1977, 2,7 millions de tonnes de minerai enrichi par an et de fournir, dès la fin de 1978, au moins un million de tonnes à l'usine sidérurgique finlandaise de Raahe. En fait, près de quatre ans de retard ont été pris et l'usine de Raahe fonctionne encore avec du fer non soviétique. Le projet de coopération, dont le montant *total s'élève à 2,7 milliards* de marks, comprend la construction de la ville de Kostamous, avec trois mille logements, et le centre industriel. La première année, Kostamous devrait offrir plus de mille emplois et cinq mille d'ici à deux ans.

Dans le domaine politique, le voyage du président Kekkonen, qui a été reçu avec des égards exceptionnels à Moscou, indique que les frictions dans la région scandinave sont maintenant oubliées. C'est tout juste si M. Brejnev *a fait une allusion à l'attitude* de la Norvège et à la participation de troupes allemandes aux manœuvres de l'OTAN.

La question de la création d'une zone dénucléarisée en Europe du Nord, comprenant la Finlande, la Suède et la Norvège, *et excluant* la presqu'île de Kola et la région de Mourmansk, telle que l'avait proposée M. Kekkonen en 1963, a *été évoquée dans des termes* nuancés. Le communiqué final indique : « *L'Union soviétique a réaffirmé qu'elle était prête à présenter des propositions constructives avec d'autres puissances nucléaires pour garantir le statut de la zone dénucléarisée en Europe du Nord, au cas où les États participant éventuellement à cette zone se déclareraient intéressés* ». L'attitude actuelle de la Norvège ne permet cependant pas d'envisager la création d'une telle zone. Le communiqué paraît le reconnaître plus clairement qu'avant.

GILLES GERMAIN.

République démocratique allemande

Berlin-Est veut améliorer ses relations avec les États-Unis

Washington (*A.F.P.*). — Le porte-parole du département d'État a confirmé mardi 24 mai des *informations publiées par le Washigton Post* faisant état de démarches officielles du gouvernement est-allemand pour améliorer ses relations avec les États-Unis.

M. Hodding Carter a indiqué que l'administration américaine « *étudiait soigneusement* » les propositions de la R.D.A. visant à régler un certain nombre de cas « *humanitaires* » entre les deux pays.

Le mois dernier, le chargé d'affaires américain à Berlin-Est, M. Polansky, a été avisé qu'une dizaine de citoyens de la R.D.A. seraient autorisés à émigrer aux États-Unis dans le cadre de la « *réunification des familles* ». Ce geste a été *qualifié* par *M. Hodding Carter* d' « *étape majeure* » pour un règlement du contentieux entre les deux pays, qui comprend également des demandes d'indemnisation de citoyens américains israélites originaires *d'Allemagne orientale pour les* exactions dont ils ont été l'objet sous le régime nazi.

Le gouvernement est-allemand a proposé en outre toute une série de mesures visant à doubler les échanges culturels, à organiser des visites réciproques de fonctionnaires de haut rang et de parlementaire des deux pays, et à conclure un accord consulaire. Sur ce dernier point toutefois, il semble que la question du statut *de Berlin-Est, capitale officielle* de la R.D.A., mais que les trois puissances occidentales considèrent comme restant, dans le cadre du Grand-Berlin, sous le contrôle des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et *de l'U.R.S.S., institué en 1945, soit* difficile à résoudre.

Le geste de bonne volonté des dirigeants est-allemands vise notamment, estiment les observateurs, à améliorer leur « dossier », sur le plan de la défense des droits de l'homme, avant la conférence de Belgrade qui doit examiner l'application des accords d'Helsinki.

Location de bureaux

Dans ce guide 48 pages de conseils indispensables pour mieux choisir vos bureaux

demandez-le dès aujourd'hui en renvoyant le bon ci-dessous.



19, Av^e Matignon

Raffinement à la romaine.

Pour les premiers beaux jours, Renoma vous voit très italien. Romain déambulant Via Veneto ou Piazza Navone.

renoma

Le costume, fait d'un tissu exclusif choisi par Renoma, est en *pure laine crème finement* rayée de marine ou de carmin. La veste, croisée bas, fermée par un seul bouton, a de larges revers surpiqués et des poches passepoilées. Le pantalon de ligne classique, a deux pinces de chaque côté de la taille. 1350 F

Pour aller avec ce costume, Renoma vous suggère une chemise en pur coton, très légère, rayée elle-aussi. Elle a un col assez petit qui affine le cou et des couleurs très délicates : ciel rayé blanc, beige rayé ciel, beige rosé rayé bordeaux, ou blanc rayé de gris et de ciel. 200 F

Aux pieds chaussez des mocassins bicolores en toile et cuir, exclusifs de Renoma. Ils sont si souples qu'on peut les porter pieds nus. 285 F

desfossé Au-dessus de la boutique Renoma, Desfossé s'occupe de votre beauté ; coiffure, soins des cheveux, pédicure, manucure, massage, sauna, sont dispensés par des mains expertes dans une atmosphère beige rosé, et le barman peut vous confectionner un cocktail rafraîchissant ou une collation légère.

renoma/desfossé

Un espace pour les hommes.

















AFRIQUE

L'Éthiopie, un autre Liban?

(Suite de la première page.)

Rien d'étonnant à ce que, du vivant même du dernier empereur, des soulèvements se soient produits dans ces deux provinces. Le régime de Mogadiscio ambitionne de *rassembler en un seul Etat tous les* Somalis, qu'ils vivent sur le territoire de la République née de la fusion des Somalies italienne et britannique, à Djibouti, dans le nord du Kenya ou en Ethiopie. Il n'a donc cessé d'encourager la révolte de l'Ogaden et se trouva même engagé, au début de 1964, dans une guerre ouverte avec Addis-Abeba. Quant aux Erythréens, qui devaient aux Italiens un niveau de vie et d'instruction bien supérieur à celui du plateau abyssin, ils supportaient mal, dans leur majorité, qu'ils fussent musulmans ou chrétiens, le pouvoir d'Addis-Abeba. Celui-ci ne se cachait pas, au demeurant, *de moins s'intéresser aux Erythréens qu'à l'Erythrée,* autrement dit à l'accès à la mer Rouge et à d'éventuelles richesses pétrolières.

Bien que divisés en deux, puis *en trois fronts de libération* aux tendances contradictoires, les premiers maquisards érythréens virent leurs rangs se grossir rapidement, du fait de la brutalité de la répression. Ils trouvèrent à l'étranger des soutiens constants, mais trop changeants pour que la solidarité islamique suffise à les expliquer. C'est ainsi qu'on a vu, en 1972, le général Nemeiry *sacrifier ses amis érythréens à un* accord avec Haïlé Selassié, impliquant la cessation complète de l'appui que celui-ci avait jusqu'alors fourni aux insurgés chrétiens du Sud-Soudan. Depuis la chute du régime impérial, Khartoum a repris son aide au Front de libération.

L'attitude de la Chine a évolué, elle aussi, du tout au tout. Elle a ravitaillé en armes les maquisards, *jusqu'au jour où le premier ministre* éthiopien Aklilou lui offrit d'ouvrir une ambassade à Addis-Abeba, à condition qu'elle les abandonne : elle s'y décida dans l'heure. L'appui de la Syrie, de l'Iran, du Yémen du Sud, ne manqua pratiquement jamais aux Erythréens, mais celui du colonel Kadhafi devait se réduire au fur et à mesure que, à Addis-Abeba, le pouvoir passait aux mains de *révolutionnaires de plus en plus déterminés,* incitant ainsi à s'unir toutes les forces conservatrices de la région.

La révolte de Spartacus

Il ne reste plus beaucoup de survivants du premier « Derg » (Comité, en amharique), la junte qui déposa l'empereur en 1974. Le général Aman Andom, qui le dirigea pendant deux *mois, était un homme de grande* envergure. Grâce à sa popularité et à ses origines érythréennes, il aurait pu sans doute faire la paix avec les maquisards. Mais il a été exécuté, avec cinquante-neuf autres dirigeants d'alors ou d'auparavant. Car cette révolte a été celle de Spartacus. Le lieutenant-colonel Mengistu Haïlé Mariam, qui, le 14 avril dernier, a cassé, au cours *d'un meeting de masse, cinq ampoules* contenant du liquide rouge pour mieux convaincre ses deux cent mille auditeurs de sa volonté d'écraser toute résistance, n'est pas un sémite comme ses prédécesseurs, mais un Galla, un Noir, le premier à avoir jamais gouverné l'Ethiopie. Un peu partout des sous-officiers ou des officiers subalternes se sont substitués, souvent après les avoir *tués, à leurs supérieurs amharas.*

Bien que le nouveau régime se réclame du marxisme-léninisme, il serait abusif de réduire les affrontements qui ensanglantent l'Ethio*pie à une lutte de classes : pour* reprendre une expression de P.-H. Spaak, le pays est encore largement au stade « pré-idéologique ». Il n'en est pas moins clair que les dominés d'hier sont en train de se partager les terres et les places de leurs maîtres, et qu'ils *rencontrent de ce fait,* notamment auprès des paysans pauvres, un soutien qui transcende dans une certaine mesure les barrières ethniques. Moyennant quoi, tout Amhara, surtout s'il a fait des études, est devenu suspect. Les intellectuels et les étudiants, hier au premier rang de la résistance au despotisme impérial, se retrouvent aujourd'hui les victimes de la révolution qu'ils *avaient appelée de leurs vœux.*

Du coup, les maquis s'étendent et se multiplient, ceux des opposants politiques de toutes tendances s'ajoutant à ceux des séparatistes traditionnels et des mouvements de libération apparus dans diverses provinces à la faveur de la décomposition du pouvoir central. L'armée, déchirée, secouée par les luttes de factions, ne sait plus où donner de la tête. A part les grandes villes et les axes routiers, l'Erythrée, le Tigré et l'Ogaden sont pratiquement aux mains des rebelles, qui opèrent également dans le Begemder et dans le Bale. Toutes proportions gardées, c'est la Russie de 1918.

L'U.R.S.S. entre en scène

Est-ce parce qu'il a ressenti cette ressemblance que le gouvernement de Moscou, sans dire un mot, au moins en public, contre les massacres ordonnés par le colonel Mengistu, a *reçu celui-ci en héros, lui promettant* des armes dont des conseillers cubains vont aider ses soldats à se servir ? Si tel est le cas, constatons que l'idéologie qui les contrarie si souvent fait pour une fois bon ménage avec la raison d'Etat et l'intérêt stratégique.

Pendant longtemps l'Ethiopie a été soutenue à bout de bras par les Etats-Unis, par Israël et par la France, trop heureux de trouver dans ce régime chrétien un contrepoids à l'emprise d'un monde arabe de plus en plus ouvert à l'influence soviétique, et se refusant à voir les *structures anachroniques* et les injustices écrasantes qui le condamnaient à terme. De leur côté, les Etats progressistes soutenaient naturellement les mouvements de libération de l'Erythrée et de l'Ouganda.

Aujourd'hui, la plupart des pays arabes se sont éloignés du Kremlin, sachant très bien que ce n'est pas *lui mais l'Amérique qui a une chance* de faire céder un jour Israël. De même, n'est-ce pas de *l'U.R.S.S.,* mais de l'Arabie Saoudite et des émirats du golfe Persique qu'ils peuvent recevoir les moyens matériels de s'arracher au sous-développement. Si la Libye et, dans une moindre mesure, l'Irak et l'Algérie échappent à la règle, ce n'est pas seulement parce qu'ils ont des régimes de gauche. C'est aussi parce qu'ils disposent avec le pétrole de *moyens de conduire une politique* indépendante. Les autres n'ont pas cette liberté : le roi Fayçal s'est vanté un jour devant le colonel de Marenches, le chef du SDECE, de s'être donné dix ans « *pour racheter l'Égypte* », et il est de notoriété publique que le régime du président Assad, qui a imposé sa volonté au Liban et à la résistance palestinienne, ne tiendrait pas deux mois si Ryad lui coupait les vivres.

Les Soviétiques n'ont joué aucun rôle dans la guerre civile libanaise et n'ont même pas pu obtenir de l'armée syrienne, qui dépend pourtant totalement d'eux pour son approvisionnement en armements, qu'elle relâche tant soit peu sa pression *sur les Palestiniens. Or ce recul* n'est pas isolé. En Indonésie, au Bangladesh, en Inde, c'est une pure perte que l'U.R.S.S. a consenti d'énormes investissements. Comment ne serait-elle pas tentée de profiter de toute occasion de compenser ces déconvenues ?

Nulle part, la situation ne se présente mieux pour elle qu'en Afrique, promue au rang d'enjeu privilégié des *rivalités planétaires,* depuis que dans leur grande majorité les transports de pétrole sont obligés de la contourner soit par le détroit de Bab-El-Mandeb, soit par le cap de Bonne-Espérance. A quoi s'ajoute que le continent noir recèle de vastes réserves de richesses dont le monde a de plus en plus besoin. Et que les Etats-Unis prennent de plus en plus leurs distances vis-à-vis des pouvoirs *blancs d'Afrique australe. Le refus de* ceux-ci de prendre leur parti de la décolonisation a fait de l'U.R.S.S. l'alliée naturelle des peuples africains dans leur lutte de libération. Il lui permet de battre en brèche l'influence de la Chine, un moment prédominante dans le tiers-monde, en dénonçant l'alliance entre Pékin et les régimes les plus conservateurs *de la région.*

Paradoxalement, c'est l'arrivée des Cubains en Angola qui a soulevé dans le monde occidental le plus d'indignation. Il est vrai que c'était *la première fois, depuis l'engagement* des « volontaires » chinois en Corée, que des troupes d'un pays socialiste intervenaient ouvertement dans une guerre étrangère. Malgré les requêtes pressantes de certains gouvernements arabes — et les invites de Pékin, — le Kremlin n'avait pas osé en engager dans les guerres au Proche-Orient, encore *que M. Brejnev* ait menacé de le faire, dans un message à M. Nixon, pendant la guerre israélo-arabe d'octobre 1973. Mais il est non moins vrai que, avant les Cubains, des unités sud-africaines et zaïroises avaient pénétré en Angola. Dans des affaires de ce genre, c'est celui qui commence qui a tort.

Un engagement significatif

Dans le cas du Zaïre, s'il y a eu interférence des pays communistes, elle a *été discrète.* Si les pays africains modérés n'avaient pas convaincu le Maroc et la France de voler au secours du président Mobutu, dont les troupes ne marquaient aucune ardeur à se battre, l'opération se serait sans doute poursuivie. Mais il a suffi de l'arrivée de quelques centaines de paras du roi Hassan pour que les envahisseurs s'évanouissent, au moins provisoirement. Dans le conflit du Sahara ex-espagnol, jamais personne n'a pu attester la présence, aux côtés du Polisario, de conseillers étrangers à cette partie du monde.

L'engagement soviétique en Ethio*pie n'en est que plus significatif.* Car il saute aux yeux que le colonel Mengistu n'a aucune chance de redresser la situation militaire, et donc de sauver son régime, s'il ne reçoit *pas une aide* très importante de Moscou et de La Havane, quand ce ne serait que parce que les Etats-Unis, d'où l'Ethiopie recevait tout son armement et ses instructeurs, lui ont coupé les vivres, en invo*quant les nombreuses atteintes aux* droits de l'homme dont le pouvoir révolutionnaire s'était rendu coupable.

Moscou aurait sans doute préféré jouer dans la région les pacifica*teurs, comme l'avait fait jadis M. Kossyguine* entre l'Inde et le Pakistan. Le voyage de M. Podgorny en Afrique centrale et orientale, il y a quel*ques semaines,* les discussions de M. Fidel Castro avec les dirigeants d'Addis-Abeba et de Mogadiscio, *visaient à favoriser un arrangement* entre la Somalie et l'Ethiopie et une solution au problème de l'Erythrée. *Mais la tentative a échoué.* Le général Syad Barre, qui gouverne la Somalie, est peut-être un léniniste : mais il ne veut en aucun cas renoncer à l'Ogaden, qui est déjà d'ailleurs, pour l'essentiel, aux mains de ses partisans. Quant au colonel *Mengistu, il n'en est pas encore* à sacrifier les conquêtes les plus récentes de l'Ethiopie — Ogaden et Erythrée — pour conserver le reste.

En attendant, la guerre continue. L'Arabie Saoudite et les Etats-Unis font les yeux doux à la Somalie — avec laquelle la France a amorcé un net rapprochement — dans l'espoir de la détacher de l'U.R.S.S. à laquelle elle a concédé à Berbera d'amples « facilités » navales. On entend caresser, ici ou là, le rêve de transformer la mer Rouge en « lac arabe ». Israël n'est pas seul à s'inquiéter d'une telle perspective. La nécessité de disposer d'un accès à la mer a toujours été l'une des hantises de l'Ethiopie et la raison pour laquelle Haïlé Sélassié a constamment appuyé le maintien de la pré*sence française à Djibouti.* L'U.R.S.S. a besoin de pouvoir faire passer sans entrave sa flotte de guerre et ses cargos de la Méditerranée à l'océan Indien. Après tous les déboires qu'elle a subis au Proche-Orient, il aurait été surprenant qu'elle hésite à se saisir d'une carte maîtresse, en prenant en quelque sorte à revers le camp conservateur arabe.



L'Éthiopie avant Ménélik

La partie dont Djibouti est l'un des enjeux n'en est pas moins grosse de danger. Pour le peuple éthiopien, en passe d'être décimé par une lutte fratricide. Pour la paix de la région : la Somalie et le Soudan risquant de se trouver tôt ou tard directement engagés dans le conflit. Pour la détente Est-Ouest, dont la poursuite peut difficilement s'accommoder d'une Afrique à feu et à sang. Pour l'U.R.S.S. elle-même, dont le prestige subirait un rude coup si Mengistu devait échouer dans son entreprise.

On vient de voir la victoire de M. Begin aux élections israéliennes provoquer une réaction d'inquiétude *identique chez MM. Gromyko* et Vance et les pousser à relancer la conférence de Genève. La situation en Afrique orientale et australe n'est pas moins préoccupante qu'au Proche-Orient et la recherche de solutions n'y dépend pas moins de l'attitude des grandes puissances. Le moment ne serait-il pas venu de convoquer une conférence où les principaux intéressés rechercheraient, *avant qu'il soit trop tard, une* solution aux problèmes que les derniers remous de la décolonisation suscitent de la mer Rouge au Cap ? Ou bien la communauté internationale se montrera-t-elle une fois encore incapable d'arrêter ces tragédies que la création des Nations unies était censée avoir rendues impossibles ?

ANDRÉ FONTAINE.

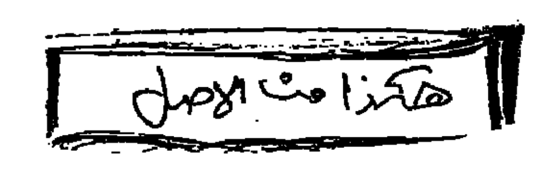


SPÉCIALISTE
CEREMONIES
la plus élégante
Collection parisienne
ensembles, manteaux,
robes courtes et longues
soie naturelle, imprimés,
mousseline, etc.
FEMMES FORTES
du 42 au 60
32 bis, Bd HAUSSMANN
Mº Chaussée d'Antin

(Publicité)

pieds longs et
LARGES
38 au 50

Il existe un magasin à *Paris où tous les hommes* qui ont des difficultés à se chausser à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6e à la 11e largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. Tél. : 357-45-92.



LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Le désert insurgé

II. — Un parti-État

De notre envoyé spécial DOMINIQUE POUCHIN

Des troupes du Front Polisario stationnent désormais en permanence sur le territoire du Sahara occidental, les forces armées royales marocaines et les unités mauritaniennes occupant les agglomérations. (« Le Monde » daté 24-25 mai.)

Al Aouina (Algérie). — Debout *au milieu de la grande tente*, le visage à demi caché par un mégaphone nasillard, la jeune dirigeante de l'Union des femmes achève, un peu essoufflée, sa courte harangue : *« Pour préserver et élargir les acquis de notre révolution, il faut combattre les éléments les plus faibles, les moins déterminés, ceux qui, dans la lutte quotidienne, se révèlent sans convictions... »* Concert de youyous sur la droite où plus de deux cents femmes assises en tailleur sur des nattes approuvent leur « sœur ». A gauche, applaudissements aussi nourris des quelque cinquante hommes — nobles vieillards à barbe blanche et combattants au repos — qui complètent l'assistance.

A la tribune, une petite table branlante recouverte d'un bout de tissu noir, le président de séance, membre du bureau politique du Front Polisario, remercie gentiment la militante de son intervention et rend la parole à l'assemblée. En moins d'une heure, une quinzaine de femmes et quatre ou cinq « anciens » se relaieront derrière le haut parleur, soulignant tour à tour, dans un récitatif monotone, *« les acquis prestigieux de la guerre populaire et de la lutte des masses »*.

Dehors, trois vieux miliciens, fusil soviétique à l'épaule, et un adolescent, engoncé dans une vareuse de l'armée espagnole, font décamper les gosses qui viennent piailler trop près. Alentour, le camp semble abandonné aux poules et aux quelques chèvres qui tournent, accablées par le soleil, autour de leur piquet. Tout le monde est là, sous la tente centrale, où s'est ouvert ce matin le *« congrès populaire de base de la wilaya de la Dakhla »*. Les débats *dureront cinq jours* et l'on parlera aussi bien de *« l'élargissement de la participation des masses à l'administration des affaires de l'Etat »* que des coopératives de transport ou d'artisanat, de la *« concrétisation du front arabe tripartite »* (Sahara, Algérie, Libye), que des *« côtés positifs de la médecine traditionnelle »* ou du *« problème de l'école nationale secondaire... »*

Rien n'est oublié de ce qui est consigné au *« programme national général »* adopté par le troisième congrès du Front Polisario (août 1976). Lu et répété, décortiqué alinéa par alinéa, le texte tient lieu d'ordre du jour, *« ce qui permet à chacun*, explique le responsable politique du camp, *d'apprécier et de discuter l'application des résolutions prises, de rectifier les erreurs et de dégager les responsabilités »*. A l'abri sûr — du moins provisoirement — des frontières algériennes, « cent cinq mille » réfugiés — si l'on en croit le chiffre avancé par le Polisario — s'exercent à la démocratie. Pas celle de l'Occident : les traditions, dans ce bout du monde désertique, n'ont jamais accouché de députés ni de Parlement. *Il s'agit* d'une démocratie réglée par le Front, qui se veut directe, et est, d'évidence, dirigée. Mais aucun doute : elle exige et obtient la participation de tous.

« Le peuple tout entier »

Il est loin, déjà, le temps de l'avant-garde astreinte aux lois de la *clandestinité*, le *temps* des commandos et des poseurs de bombes, le temps du cloisonnement où des hommes du Polisario, membres de la « djemaa » (1), ignoraient presque qu'ils étaient du même bord, mieux, du même Front ! L'Espagnol est parti ; sur ses talons, d'autres sont venus : au milieu des tribulations et des bouleversements, l'avant-garde d'hier a « explosé » pour englober, organiser, gouverner tous ceux *qui l'ont suivie ou rejointe, « le peuple tout entier »*, dit un de ses dirigeants. Le Polisario d'aujourd'hui, c'est, il est vrai, tout à la fois, un bureau politique et des hommes au maquis, un gouvernement et des dizaines de milliers de réfugiés, un parti et un Etat, un parti-Etat.

Un Etat en exil

Révélateur, à cet égard, est le moment choisi pour proclamer la *« République arabe sahraouie démocratique »* et désigner les membres de son gouvernement : un jour de février 1975, où l'ancienne puissance coloniale amenait son *drapeau et où, chacun* de leur côté, Marocains et Mauritaniens s'empressaient de hisser les leurs. Cette ardeur du Front à *combler toute* espèce de vide institutionnel n'a d'égale, en fait, que sa volonté de ne pas laisser le moindre combattant, le moindre réfugié hors de ses rangs. Demander, dans un camp du désert, qui est membre du Polisario et qui ne l'est pas, c'est simplement risquer de s'attirer quelques regards ébahis. Et pour cause : à regarder de près l'organisation, de la base au sommet, d'un seul de ces campements, on trouvera non seulement les règles de la vie commune d'un peuple réfugié, mais aussi et surtout les rouages prêts à fonctionner d'un Etat en exil.

L'empirisme, qui avait naturellement marqué la mise en place hâtive des structures d'accueil et d'assistance lors de l'arrivée dans la région de Tindouf de milliers de familles démunies, s'est effacé *à mesure que prenait corps* l'ordre politico-administratif qui, aujourd'hui, sous la houlette du Front, régente la vie quotidienne et fonde l'autorité d'un État embryonnaire. Disséminés sur la rocaille, au gré des rares points d'eau, les camps sont devenus des « dairas » (l'équivalent de nos *communes) et chacun porte le* nom du village d'origine de ceux qu'on a regroupés là, pour ne pas détruire les liens communautaires d'antan. Curieuse transplantation d'un désert à l'autre, qui fait passer, en trois dunes et quelques cahots, d'Amgala à Tifariti ou d'Argoub à Tichla...

Les « dairas » sont à leur tour réparties — *« non comme hier, mais comme demain »*, indique notre guide — en trois wilayas (préfectures) : El Aioun, Smara et Dakhla. Construction formelle et symbolique ? Non point, car apparaît derrière et au-delà de ce découpage administratif l'échafaudage complexe d'institutions étroitement imbriquées. L'Etat en quête d'un territoire offre l'image étrange de pyramides *siamoises* dont les têtes — l'une politique (le Front Polisario et sa direction), l'autre administrative (la République et son gouvernement) — seraient issues d'un seul tronc : la masse des réfugiés et les soldats des maquis.

A la base, chaque Sahraoui est militant du Front : groupés en cellules de onze, les réfugiés sont appelés à débattre de ses orientations *dans des « congrès populaires »* qui éliront leurs représentants au « congrès général » réuni tous les deux ans. Par délégation, « le peuple tout entier » est donc maître des directions du « parti » (bureau politique et comité exécutif) qui émaneront de cette « instance suprême ». Mais en même temps et parallèlement, chaque militant de cellule — sauf le secrétaire et son adjoint — est membre d'un « comité populaire », qui à la santé, qui à l'éducation, à l'artisanat ou à la sécurité, aux transports ou au ravitaillement. Ces comités, agissant à l'échelle de la « daïra », sont coiffés et dirigés par les différents ministères d'un gouvernement, lui-même nommé *par le Conseil de commandement* de la révolution, qui, aujourd'hui, n'est autre que... le comité exécutif du Front.

L'omniprésence du Front

La boucle est donc bouclée : l'apparent équilibre institutionnel n'est qu'un partage des tâches. *« Nos institutions sont le reflet de notre lutte à son étape actuelle*, explique M. Marfoud Laroussi, ministre de l'intérieur et l'un des principaux dirigeants du Polisario. *Le conseil des ministres est un organe d'exécution qui applique les directives du Conseil de la révolution dans le domaine administratif. Le bureau politique du Front organise, anime et encadre la mobilisation et le débat populaire, des congrès locaux au congrès général. »* L'assemblage, un peu *fragile* et *théorique*, a, en tout cas, permis de mettre sur pied une organisation au dynamisme surprenant à l'intérieur des camps, de même qu'il assurait l'omniprésence du Front et de sa direction.

On s'exposerait à certaines *désillusions* en voulant dénicher dans la logique interne de ces rouages et de leur fonctionnement l'expression d'une pensée politique mûrement *élaborée* ou les traces de références idéologiques claires. *« Qui prétendrait aujourd'hui théoriser notre expérience risquerait fort de se tromper*, avertit prudemment M. Laroussi. *Nous n'en sommes pas là nous-mêmes. En avons-nous le temps ? »* Mieux vaut donc ne pas s'arrêter à la rhétorique un peu fruste et suffisante de ce jeune militant qui, loin du maquis, s'enfle d'un discours vaguement maoïsant sur *« la lutte armée de longue haleine »* et *« les contradictions entre le peuple et ses ennemis »*.

« Les Chinois ? Ils sont à Nouakchott, et Ould Daddah a eu droit à un accueil en grande pompe à Pékin », réplique vivement un cadre à qui nous demandions si le maoïsme n'a pas jeté quelques germes dans le désert. Plus diplomate, M. Hakim Brahim, ministre des affaires étrangères, juge devant nous « regrettable » l'accueil réservé en Chine au président mauritanien, *« un homme qui, tout de même, combat une révolution ! »*

Non, il faut assurément chercher ailleurs et constater d'abord que les simples références au socialisme sont rares et discrètes dans le discours et les textes officiels du Front Polisario : un mot dans le programme, au chapitre « culture », pour souligner que, *« dans son identité profonde »*, le peuple sahraoui est *« arabe, africain et musulman, en lutte contre les forces d'exploitation, pour la construction nationale et la réalisation du socialisme »*. L'allusion disparaîtra dans la Constitution, qui, en revanche, en quelque trente et un petits articles, fait de l'islam *« la religion d'Etat et la source des lois »* (art. 3), de la famille *« la base de la société, fondée sur la morale et la religion* (art. 5), *note* au passage que *« la liberté d'expression est garantie dans les limites de la loi et des intérêts du peuple »* et instaure un système judiciaire où figure en bonne place... une Cour de sûreté de l'Etat.

L'expérience des aînés

Il y a sûrement plus d'empirisme et de tâtonnement que de respect des grands principes dans la démarche politique du Front, même s'il affirme que *« la théorie révolutionnaire guide le fusil »*. *Mais, au-dessus de tout, s'exprime* un nationalisme d'autant plus vigoureux qu'il n'a pas toujours existé et continue de se forger : *« Il est un acquis de notre lutte qui peut paraître symbolique mais n'en est pas moins essentiel, c'est notre hymne national*, concluait le dirigeant du Polisario au terme des débats du congrès populaire de Dakhla. *Car nous devons extirper les racines du tribalisme et du régionalisme que nos agresseurs d'aujourd'hui, comme les colonialistes hier, utilisent pour semer la discorde et la division dans nos rangs. »* Ce nationalisme en gestation s'appuie bien sûr sur l'expérience de ses aînés et l'on trouvera souvent, au détours d'un discours, maints propos que ne renieraient pas les « grands frères » de Tripoli, d'Alger et de l'Afrique militante.

Nationalisme progressiste, « non-*alignement* » engagé, *solidarité* africaine, Maghreb des peuples... Il y a, dans cette révolution du désert, tout ce qu'il faut pour justifier la sympathie que lui témoignent ses « tuteurs » et même réveiller, dans les antichambres d'Alger, la nostalgie de certains anciens des djebels.

Que feraient-ils, ces Sahraouis, sans le soutien massif de leurs alliés ? La mobilisation permanente de milliers de réfugiés, leur détermination à *« d'abord compter sur leurs propres forces »*, expliquent cette incroyable faculté de résistance dans un environnement hostile. L'aide accordée par la communauté internationale — avant tout par l'Algérie et la Libye — n'en reste pas moins vitale. L'anémie se généralise dans les camps, peuplés à 80 % de femmes, mais sur les étagères des *pharmacies souterraines* on cherche en vain un simple tube de vitamine C. La tuberculose pulmonaire fait des ravages en l'absence de tout moyen matériel pour la détecter et la soigner. Des enfants par dizaines, les yeux couverts de mouches, geignent sur des lits de camp ; la plupart sont atteints de rachitisme.

Pourtant, d'un camp à l'autre, on construit, on aménage le provisoire, on s'installe pour une halte un peu plus longue que les autres dans une vie nomade. La vieille tradition des hommes bleus prétendait que même *la gazelle*, en quête de solitude, évitait la Hammada, ce plateau rocailleux, le plus aride des reliefs désertiques. *« La tradition avait tort*, disent fièrement les Sahraouis, *la Hammada, on l'a peuplée, on l'a creusée. Elle a vu naître la conscience d'un peuple »*.

(1) Assemblée locale formée de notables et siégeant à El-Aioun lorsque le Sahara occidental était sous administration espagnole.

Prochain article :

UN DÉTONATEUR ?

LES FEMMES DE TIFARITI

Elles sont vingt, toutes de noir vêtues, assises à même le sable, cahier sur les genoux et crayon à la main, les yeux rivés sur le tableau pour suivre la leçon de lecture et d'écriture. Le maître, qui est aussi le responsable politique du camp, fait répéter : *« Le combattant et ses frères détruisent la voiture. Ils braquent leur arme sur les envahisseurs et tirent. Les dégâts sont importants. Il y a des morts et des blessés. »* Depuis un mois, ces vingt femmes de la daïra de Tifariti, suivent comme beaucoup d'autres, des cours d'alphabétisation deux heures par jour. Envoyées par leur cellules, elles ont confié leurs enfants à des voisines ou au comité populaire chargé de la sécurité. *« Ainsi, dans la vie quotidienne, s'instaure une sorte de coopérative*, assure le professeur. *A travers les comités, chacune veille à la sécurité, à la santé, aux biens et à l'éducation de l'autre... »*

Loin du camp, au milieu des dunes, vingt autres femmes défilent au pas de l'oie, visage camouflé par le chèche, djellaba ocre des maquisards et MAS 36 à l'épaule. Tour à tour, aux injonctions de l'instructeur, elles courent, s'allongent et tirent. Celles-là ont été choisies, sur avis des cellules, par l'Union des femmes pour figurer parmi les toutes premières Sahraouies au combat. *« Nous ne faisons aucune discrimination entre hommes et femmes*, explique l'instructeur. *Ces sœurs apprendront ici tout ce qu'un guérillero doit savoir. Elles recevront, en plus, une formation d'infirmière. Demain, si nécessaire, elles monteront au front. »* Leurs enfants, à elles aussi, seront alors confiés à d'autres ou groupés dans des centre de puériculture. *« Elles savent qu'il faut tout sacrifier à la cause et que la lutte sera longue... »*

Timide devant son verre de thé, Sekia, dirigeante de l'Union des femmes sahraouies, admet bien que, *« avant »*, il existait un *« chauvinisme des hommes »*. *« Mais*, ajoute-t-elle, *c'était seulement pour le colonialisme une façon parmi d'autres (tribus, fractions, familles) de diviser le peuple. Toutes ces contradictions ont disparu. La révolution a besoin de tout le monde : la femme y a sa place. »* Et les tâches ménagères ? Et les enfants ? *« Mais ce ne sont tout de même pas les hommes qui les mettent au monde »*, interrompt notre guide interprète, surpris par la question. Sekia sourit et ne dit mot.

Depuis 33 ans, le journal spécialisé
"Les annonces" est le n° 1
pour la vente des fonds de commerce
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc.
En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

FRANTEL
MONTPELLIER
A deux pas de la place de la Comédie

SC. PO.
IPEQ
Enseignement supérieur privé
46, bd St-Michel
633.81.23 / 033.45.87
(au cœur du Quartier Latin)
Plusieurs cycles de préparation pour entrée en Année Préparatoire et 2e année de l'IEP.
Petits groupes.
Contrôles fréquents.
documentation sur demande

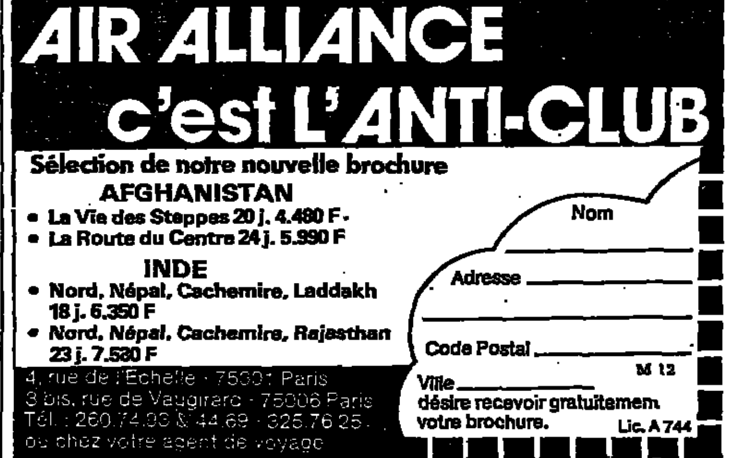


Partez..
le 16 juillet ou le 6 août
sur le SS REGINA PRIMA ou le SS VICTORIA avec
les croisières des amitiés européennes
Croisières Chandris
votre agent de voyages vous attend

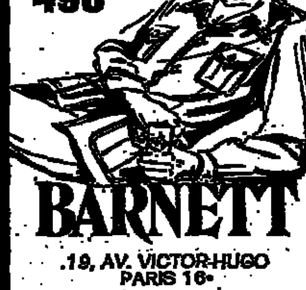
FRANTEL
NANCY
A deux pas de la place Stanislas



FRANTEL
ROUEN
A deux pas de la rue du Gros-Horloge









AFRIQUE

LE PROBLÈME DU SAHARA OCCIDENTAL

Si l'autodétermination peut être organisée, elle doit l'être

déclare M. de Guiringaud

« *Le gouvernement français refuse de prendre parti dans le conflit qui oppose le Maroc et la Mauritanie à l'Algérie à propos du Sahara occidental* », a déclaré M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, à l'occasion d'un déjeuner organisé lundi 23 mai par l'Association de de la presse franco-arabe. Le chef de la diplomatie française a rappelé que les débats qui avaient eu lieu aux Nations unies à ce sujet s'étaient terminés par l'adoption de deux résolutions. « *Celles-ci avaient en commun qu'elles préconisaient toutes deux le droit à l'autodétermination. La France a voté les deux textes. Nous nous en tenons là. Si l'autodétermination peut être organisée, elle doit l'être. Mais ce n'est pas la persistance des troubles dans la région qui permettra l'organisation d'une telle consultation.* »

A un journaliste qui lui demandait s'il estimait que la question du Sahara était « *réglée* », ainsi que l'affirme le gouvernement de Rabat, M. de Guiringaud a répondu : « *Ce problème est toujours en instance devant les Nations unies, l'O.U.A. et les organisations internationales. Nous ne nous prononçons pas et nous ne voulons pas prendre parti.* »

Evoquant le sort des six Français disparus après l'opération menée à Zouérate, en Mauritanie, par le Front Polisario, le ministre a, à nouveau, récusé le terme de « *mercenaire* » employé par le premier ministre de la R.A.S.D. pour qualifier les Français travaillant à titre civil en Mauritanie et au Maroc (*le Monde* daté 24-25 mai). « *Les coopérants travaillant en Algérie sont-ils aussi des mercenaires ?* », a-t-il demandé. Et il a ajouté : « *Selon la commission de la conférence diplomatique sur les droits humanitaires à Genève, un mercenaire est une personne spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé. Elle prend part directement aux hostilités en vue d'obtenir des avantages personnels ou une rémunération matérielle ou un avantage supérieur à celui qu'elle obtiendrait normalement. Elle n'est enfin ni ressortissant d'une partie au conflit, ni membre des forces armées d'une partie au conflit.* » « *Comment peut-on soutenir*, a dit le ministre, *que les Français enlevés à Zouérate, et qui travaillaient pour le compte d'une société civile mauritanienne, répondent à cette définition qui a d'ailleurs été élaborée par des pays du tiers-monde ?* »

Interrogé sur la réponse que le gouvernement français entendait donner à la proposition algérienne de faciliter des discussions directes entre le Front Polisario et Paris, M. de Guiringaud a répondu : « *Je suis prêt à prendre, sur le plan humanitaire, tous les contacts nécessaires pour la libération des Français enlevés. Ce que je n'accepterai pas, c'est que l'on se serve de la vie de six civils innocents à des fins politiques.* »

Parlant, lundi 23 mai, devant l'Association de la presse franco-arabe, M. de Guiringaud, ministre des affaires étrangères, après avoir évoqué le problème du Sahara occidental (nos informations par ailleurs), a rappelé la « *sympathie* » de la France à l'égard de la convocation de la conférence de Genève, « *seule procédure proposée pour régler le problème du Proche-Orient dans son ensemble* ». A propos des élections israéliennes, il a seulement noté : « *M. Begin n'a fait que répéter après les élections ce qu'il avait dit auparavant.* »

ALGÉRIE PRESSE SERVICE : un rappel opportun.

Alger (*A.F.P.*). — L'agence officielle Algérie Presse Service a estimé mardi 24 mai que les déclarations faites la veille par M. de Guiringaud, sur le problème du Sahara occidental, devaient être rapprochées du message adressé, en mars 1976, au président Boumediène par le président Giscard d'Estaing. Dans ce message, rappelle l'A.P.S., le chef de l'Etat français indiquait que la France était « *prête à se joindre aux efforts de conciliation qui pourraient être entrepris, au plan international notamment, en vue de réaliser un accord sur le mode de consultation des populations sarahouies* ». L'agence note que « *le ministre français a tenu à rappeler opportunément que Paris ne considère pas que le problème du Sahara occidental est réglé sur le fond* ». Elle souligne également que pour M. de Guiringaud « *le gouvernement français s'en tient à sa position en faveur de l'autodétermination* ».

« *Sans doute est-il souhaitable que cette neutralité officiellement réaffirmée puisse se refléter de manière plus tangible dans la réalité quotidienne, tant dans les rapports bilatéraux que dans l'ensemble de la région maghrébine, méditerranéenne et africaine, où le capital d'estime des uns et des autres n'est pas tout à fait épuisé et où les intérêts sont encore très importants* », conclut l'agence de presse algérienne.

Tchad

La lutte contre la sécheresse

LA FRANCE A MIS DEUX TRANSALL A LA DISPOSITION DE N'DJAMENA

Le gouvernement français a décidé de mettre à la disposition des autorités tchadiennes deux avions Transall dans le cadre de la lutte contre la sécheresse (nos dernières éditions). Cette décision a été qualifiée d'« appréciable » mardi 24 mai à N'Djamena.

Les deux Transall effectueront des transports de denrées alimentaires notamment dans la région du Tibesti, où la population doit faire face à une « sécheresse catastrophique ». Dans le domaine sanitaire, une contribution « exceptionnelle » sera apportée par la France sous la forme d'une livraison gratuite de médicaments qui seront distribués aux habitants des régions les plus touchées. Par ailleurs, une livraison de 4 800 tonnes de céréales est en cours. Cette année, le déficit céréalier du Tchad est de 100 000 tonnes. — (A.F.P.)

● *Les Européens quittent la Rhodésie* au rythme de cinquante par jour. Selon des statistiques officielles publiées mardi 24 mai, 1 472 Blancs sont partis en avril. On a enregistré l'arrivée de 438 immigrants. En mars, les chiffres correspondants étaient respectivement de 1 537 et 606. 3 587 Blancs ont quitté le pays pendant les quatre premiers mois de 1977. — (*Reuter.*)

tJ HEBDO
tribune juive de l'actualité

Cette semaine, un numéro exceptionnel de 64 pages

- **Pourquoi la victoire de Begin ? et ses conséquences**
- **Les rubriques habituelles d'actualité, de magazine.**
- **Un supplément « spécial mariage » en couleurs et 10 colonnes d'annonces matrimoniales.**

Abonnement de 6 mois : 94 Frs
Le numéro en kiosque ou contre 5 Frs en timbres à
T.J. Hebdo 18 rue Volney 75002 Paris.

PROCHE-ORIENT

LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT DU PROBLÈME PALESTINIEN

EN L'ABSENCE DE M. BEGIN HOSPITALISÉ

Le Likoud et le Dash recherchent un accord sur le statut de la Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem. — La vive émotion provoquée, lundi 23 mai, par l'annonce de la nouvelle hospitalisation de M. Menahem Begin a été apaisée en fin de soirée, un bulletin de santé signé par ses trois médecins précisant que le malaise du chef du Likoud était seulement dû à un excès de fatigue. M. Begin pourra reprendre ses activités politiques dans une semaine, mais devra ménager ses efforts et se surveiller.

Mardi 24 mai, comme prévu, des délégations du Likoud et du Dash se sont rencontrées pour examiner les conditions d'une alliance. Sur les sept conditions que le parti de M. Ygaël Yadin a posées pour s'unir au Likoud, deux font l'objet de divergences de vues. Elles portent sur l'avenir de la Cisjordanie et la limitation à deux ans au lieu de quatre du mandat de la Knesset élue le 17 mai afin de faire adopter une réforme électorale instituant le système majoritaire.

A l'issue de la rencontre qui s'est déroulée à Tel-Aviv au siège du Likoud, les participants se sont déclarés satisfaits et ont affirmé que « *le premier contact officiel a été amical et constructif* ». Les deux parties sont d'accord pour s'opposer à la création d'un Etat palestinien entre Israël et la Jordanie et souhaitent que la conférence de Genève puisse être convoquée le plus tôt possible « *afin que s'engage entre Israël et les Etats arabes la négociation de la paix* ».

Un appel du professeur Milton Friedmann

Les porte-parole des deux partis ont indiqué que les divergences n'avaient pas encore été surmontées quant au tracé de la frontière orientale d'Israël.

Le Likoud voudrait que le Jourdain soit la frontière politique d'Israël alors que le Dash, partageant sur ce point les vues des travaillistes, estime que le fleuve ne devrait constituer qu'une frontière de sécurité. M. Simha Erlich, pour le Likoud, et M. Ygaël Yadin, pour le Dash, n'ont pas donné l'impression qu'un compromis entre les deux points de vue était impossible. Ils sont convenus de se retrouver jeudi 26 mai afin de poursuivre leurs entretiens. A entendre les porte-parole des deux *partis et à voir les sourires* qu'ils échangeaient à l'issue de leur première rencontre, un accord pourrait paraître moins difficile à réaliser qu'on l'avait cru au lendemain des élections.

Dans le camp du Likoud, on paraît moins intransigeant envers le Dash qu'on a l'intention de l'être avec le président des Etats-Unis. M. Begin a en effet répété à de multiples occasions depuis les élections qu'il n'était pas question de discuter de l'avenir de « *la Samarie et de la Judée* (la Cisjordanie n'existant pas), *qui font partie d'Israël autant que Tel-Aviv et Haïfa* ». Pourtant, il en est bien question dans les pourparlers avec le Dash, qui n'a pas renoncé à faire passer la frontière politique par une ligne impliquant une renonciation de la souveraineté israélienne sur une partie de la Cisjordanie.

En politique intérieure, c'est au sein même du Likoud que des frictions pourraient surgir, notamment sur les questions économiques. Les principales responsabilités dans ce domaine semblent être laissées au parti libéral, dont le chef, M. Simha Erlich, est le numéro deux du Likoud (regroupant le Hérouth, le parti libéral et le Laam). M. Erlich, qui est appelé à prendre le portefeuille des finances, a demandé au professeur Milton Friedmann, juif américain, prix Nobel d'économie, de venir à Jérusalem afin de réorganiser de fond en comble l'économie israélienne. Cette décision a provoqué une très vive émotion dans les milieux d'affaires israéliens et dans les influentes institutions économiques du puissant secteur contrôlé par la centrale syndicale Histadrouth, qu'inquiètent les théories de M. Friedmann préconisant une totale libéralisation du système économique. Si la décision de faire appel au prix Nobel américain a provoqué un tollé de protestation dans les partis de gauche (le représentant du groupe d'extrême gauche Shelli à la Histadrouth a même rappelé que M. Friedmann était « *le conseiller du gouvernement Pinochet au Chili* »), le représentant du Hérouth à la centrale syndicale a lui aussi manifesté une certaine réticence.

Ce dernier, M. David Lévy, a en effet déclaré que M. Friedmann pourrait faire des suggestions, mais que seul le gouvernement sera habilité à décider de les appliquer ou non. M. David Lévy, qui est originaire du Maroc, a été désigné comme candidat du *Likoud aux fonctions très importantes* de secrétaire général de la Histadrouth. M. Lévy a déclaré qu'il était, comme M. Begin, opposé au « *chômage contrôlé* » que M. Erlich suggère afin de juguler l'inflation.

ANDRE SCEMAMA.

M. ERLICH ET LA RÉSOLUTION 242

M. Simha Erlich, numéro deux du groupe Likoud, s'est toujours soigneusement gardé de prendre publiquement position sur les questions relevant des affaires étrangères et de la sécurité. Mais à l'issue de la rencontre avec les représentants du Dash, mardi 24 mai, à Tel-Aviv, pressé de questions par les journalistes, le futur ministre des finances a réaffirmé que tous les engagements diplomatiques du gouvernement sortant seraient respectés. « Même la résolution 242 du Conseil de sécurité ? », *lui a-t-on demandé.* « Tous les engagements », *s'est contenté de répondre M. Erlich.*

Cette réponse, qui n'a guère été relevée dans les milieux politiques, est-elle en contradiction avec les prises de position réitérées de M. Begin quant à l'avenir de la Cisjordanie ? Pas du tout, déclarait-on ce mercredi dans l'entourage de M. Erlich, si l'on s'en tient au texte anglais de cette fameuse résolution qui recommande l'évacuatio par Israël DE territoires et non DES territoires, selon la traduction française. Or le Likoud et M. Begin en personne ont toujours affirmé que dans le Sinaï et le Golan, un repli israélien pourrait être envisagé dans le cadre d'un accord de paix avec l'Egypte et la Syrie. Quant à la Cisjordanie, qui n'est pas citée séparément dans le texte du Conseil de sécurité, c'est une tout autre affaire. — A. Sc.

LE ROI HUSSEIN : les nouveaux dirigeants israéliens pourraient être tentés de modifier la situation sur le terrain.

Le roi Hussein de Jordanie estime, dans une interview accordée à Amman à l'A. F. P., que la victoire du Likoud aux élections israéliennes « pourrait avoir des effets négatifs sur l'instauration à brève échéance d'une paix juste et durable au Proche-Orient ».

« Le moindre incident ou provocation, a-t-il ajouté, peut entraîner une explosion au Proche-Orient, car les nouveaux dirigeants israéliens pourraient être tentés de modifier la situation sur le terrain. C'est pourquoi la situation est plus délicate qu'elle ne l'était précédemment et requiert de nous tous davantage de prudence et de circonspection. »

Le roi Hussein s'est refusé à faire un pronostic sur l'attitude des Etats-Unis au cas où Israël se refuserait au dialogue. Il a *indiqué* cependant qu'il avait retiré de ses entretiens à Washington « l'impression profonde que le président Carter est un homme lucide, courageux et déterminé à faire tout ce qui est *possible pour parvenir* à la paix au Proche-Orient ». « C'est là, ajouta-t-il, le seul aspect encourageant dans la situation actuelle. »

Interrogé sur le sens qu'attache le président Carter au terme de « patrie » (homeland) pour les Palestiniens, le souverain hachémite a répondu que, selon lui, le président américain « a voulu parler des droits qu'ont les Palestiniens sur la terre palestinienne occupée, notamment sur les territoires occupés en juin 1967 ».

A WASHINGTON

Le prince Fahd d'Arabie Saoudite et le président Carter ont examiné la création éventuelle d'une « patrie » palestinienne

De notre correspondant

Washington. — Soucieux de bien souligner que le changement de gouvernement en Israël ne modifiait en rien les « suggestions » américaines ni son désir de poursuivre activement la recherche d'un règlement, le président Carter a discuté en priorité avec le prince Fahd du problème palestinien, et plus particulièrement de la création éventuelle d'un « homeland » (patrie) pour les Palestiniens.

Le porte-parole de la Maison-Blanche a en effet indiqué que les deux premières heures d'entretien entre les deux hommes d'Etat avaient porté, « *d'une manière assez spécifique* », sur le « *processus par lequel un* « homeland » *palestinien, avec des frontières reconnues, pourrait être établi aux côtés d'un Israël aux frontières garanties* ».

M. Powell n'a pas été en mesure de préciser si l'entité palestinienne envisagée serait un Etat indépendant ou ayant des « *liens constitutionnels* » avec la Jordanie. Aussi bien, il a ajouté prudemment que les Etats-Unis ne recommandaient, à ce stade, aucune solution particulière et qu'il était connu que les deux hommes d'Etat n'avaient pas les mêmes vues sur la formule du règlement définitif. Avec la même prudence, le prince Fahd lui a fait écho en indiquant aux journalistes que l'*Arabie Saoudite était* un petit pays « *qui ne pouvait vraiment pas faire tout ce qu'on attendait de lui* », en d'autres termes, imposer une solution aux autres Etats arabes.

En tout cas, le fait que le président Carter ait répondu au vœu de son interlocuteur saoudien pour entrer dans le vif du sujet révèle la détermination du gouvernement américain d'aller de l'avant à la recherche d'une solution, sans être freiné par la lente et laborieuse gestation du nouveau gouvernement israélien. D'autre part, le maintien de la coopération diplomatique entre les Etats-Unis et les pays arabes est considéré, dans les milieux officiels américains, comme une nécessité, et même comme une priorité, étant donné les risques pris par les dirigeants arabes modérés ayant fait confiance à la diplomatie américaine.

Ainsi le président Carter n'a pas retenu les avis de certains de ses *conseillers qui lui recommandaient* de rester dans les généralités dans ses conversations avec le prince Fahd, de « *noyer le poisson* », de temporiser en attendant la formation définitive du nouveau gouvernement de Jérusalem. En *fait*, il a *répondu* à l'appel du prince, qui, dès son arrivée à la Maison-Blanche, avait évoqué la « *sage opinion* » du président Carter selon laquelle la question palestinienne était au cœur du problème du Proche-Orient et rendait nécessaire de créer un « *homeland* » palestinien. « *Les Etats-Unis ont la capacité morale et matérielle de définir un règlement au Proche-Orient* », a-t-il ajouté. Pour sa part, le président Carter avait seulement évoqué les « *profondes convictions religieuses des Etats-Unis comme de l'Arabie Saoudite* », qui, à son avis, contribuaient à la stabilité dans cette région et dans le monde entier. « *Les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite ont des héritages entièrement compatibles* », avait-il déclaré.

Le problème du pétrole

Sur le problème du pétrole, le président s'est contenté d'énoncer une vérité d'évidence en rappelant que les Etats-Unis en achetaient de « *grandes quantités* » à l'Arabie Saoudite. *Il est évident* que les dirigeants américains escomptent obtenir du prince Fahd des éclaircissements sur ses déclarations faites à un journal de Beyrouth et évoquant la menace d'un nouvel embargo ainsi que sur les *intentions du gouvernement* de Ryad quant à l'augmentation des prix et de la production du pétrole saoudien. D'autre part, on s'attend que les Saoudiens soulèvent la question des commandes de chasseurs américains *F 16, qui, selon la nouvelle* politique définie récemment par M. Carter, exigent l'approbation présidentielle. Les réactions du Congrès à l'égard de ce marché sont franchement négatives.

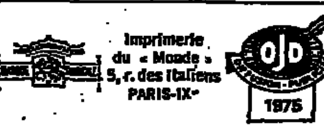
En attendant la discussion de ces sujets délicats, les deux parties s'appliquent à créer un climat favorable aux entretiens. Selon l'hebdomadaire *Newsweek*, la Maison Blanche aurait demandé et obtenu des leaders du Congrès d'ajourner les débats sur la législation contre le boycottage arabe afin de ménager les susceptibilités du prince, qui avait menacé de renoncer à son voyage. D'autre part, la plupart des journaux américains ont publié, mardi, une page entière de publicité, préparée par l'ambassade saoudienne, célébrant les mérites de la « *relation très spéciale* » entre les deux pays (la semaine dernière, le président Carter avait évoqué la « *relation spéciale* » entre Israël et les Etats-Unis), notamment dans la recherche d'un « *juste et durable* » règlement au Proche-Orient et d'un prix « *juste et raisonnable* » du pétrole, la coopération économique entre le monde industriel et les pays en voie de développement, l'attachement à la « *libre entreprise* » et la « *sécurité stratégique de la coalition des nations non communistes* ».

HENRI PIERRE.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

OJD 1975

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

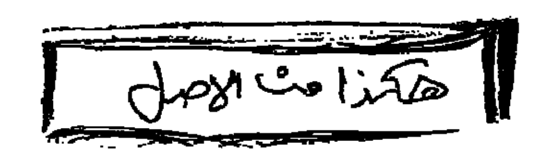
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57437.

C'EST PAS CHER
DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO
Notices à votre disposition chez les dépositaires

PLM BIARRITZ
★★★ au bord de la plage
Hôtel-Résidence : 210 chambres et appartements - pour vos vacances et vos séminaires.
PLM BIARRITZ - Réservation centrale - Tél. : 588 73 46 - Télex : 270740.

PLM Saint Jacques - Votre hôtel à Paris
800 CHAMBRES 4 ÉTOILES - 17, bd Saint-Jacques 75014 Paris - Tél. 589 89 80





AMÉRIQUES

Canada

Grande victoire du parti de M. Trudeau aux élections partielles dans le Québec

De notre correspondant

Montréal. — Six élections partielles, destinées à pourvoir des sièges de députés fédéraux devenus vacants, ont donné, mardi 24 mai, une large victoire au parti libéral de M. Trudeau. Les libéraux ont défait leurs adversaires immédiats, les candidats du parti progressiste conservateur (P.C.) dans cinq des circonscriptions en jeu. Le parti de M. Trudeau dispose désormais de cent quarante et un des deux cent soixante-quatre sièges de la Chambre des communes d'Ottawa, contre quatre-vingt-quinze détenus par les conservateurs, dirigés par M. Joe Clark. Un petit parti, qui n'avait que dix élus aux Communes, le Parti du crédit social, a fait élire sans difficulté un de ses candidats. Il s'agissait de M. Gilles Caouette, fils du fondateur de ce parti, M. Real Caouette, qui se présentait dans la circonscription qui avait été celle de son père.

Cinq des circonscriptions dispourront être résolus que le jour où l'autre était celle de l'île du Prince-Edouard. Parmi les circonscriptions québécoises, quatre étaient traditionnellement des fiefs libéraux. Toutefois, cette première consultation à l'échelon national depuis qu'un gouvernement indépendantiste a été élu au Québec était attendue avec beaucoup d'intérêt. Conformément à sa politique, le parti québécois s'est abstenu d'y prendre part. Le scrutin ne peut donc être interprété comme un vote de défiance à l'égard du parti de M. Lévesque ; mais il confirme des sondages constants qui montrent que les électeurs québécois ont généralement une estime égale pour M. Lévesque, premier ministre provincial, et M. Trudeau, premier ministre fédéral.

C'est un des paradoxes qui ne pourra être résolu que le jour où les politiques contradictoires prônées par les deux hommes s'affronteront de manière décisive. Tant qu'elles restent distinctes, sur deux plans séparés, comme ce fut souvent le cas dans la période contemporaine, les Québécois soutiennent fermement une politique autonomiste à l'intérieur de leur province et une politique fédéraliste à Ottawa, surtout si elle est défendue par un francophone.

M. Trudeau, qui avait fait activement campagne, ce qui est très inhabituel de la part d'un premier ministre fédéral, pour des élections partielles, a déclaré après le scrutin qu'il ne fallait pas l'interpréter comme un vote sur l'unité canadienne. Il s'agissait, a-t-il expliqué, « *de porter une appréciation sur notre gouvernement* ». Il avait affirmé, il y a quelques semaines, qu'il considérerait ces partielles comme un test capital pour son avenir politique. Le scrutin de mardi confirme la remontée de sa popularité. Celle-ci, encore très basse autour du 15 novembre, n'a cessé d'être en hausse depuis que les partisans du fédéralisme voient en lui le seul homme capable de sauver l'unité canadienne.

M. Trudeau peut se prévaloir auprès du Canada anglais — où il est parfois durement contesté — de son succès dans la province francophone. Et ces résultats ont relancé les spéculations sur la possibilité d'élections générales fédérales à l'automne.

Le principal adversaire de M. Trudeau, M. Clark, qui ne paraissait déjà guère de taille à lutter avec l'actuel premier ministre, sera sûrement critiqué dans son parti après un échec aussi cuisant. Il a souligné que le parti conservateur pouvait cependant se féliciter d'avoir augmenté son pourcentage de voix de 11 % dans la province de Québec, qui vote traditionnellement pour les libéraux aux élections générales.

ALAIN-MARIE CARRON.

États-Unis

LA COUR SUPRÊME REFUSE DE RÉVISER LA CONDAMNATION DES TROIS PLUS PROCHES COLLABORATEURS DE M. NIXON

L'ancien ministre de la justice de M. Nixon, M. John Mitchell, et les deux « grands vizirs » de la Maison-Blanche, John Ehrlichman et Robert Haldeman, condamnés chacun à deux ans et demi de prison pour leur rôle dans l'affaire du Watergate, ont vu, le 23 mai, leur pourvoi rejeté par la Cour suprême. C'était leur dernière chance d'échapper à l'application de leur peine. Ils peuvent certes, en théorie, demander à la Cour suprême d'être « réentendus » (*rehearing*) en déposant une motion dans ce sens dans les vingt-trois jours à venir, mais il est rarissime que les juges accèdent à pareil recours. Ce qui est toujours possible, c'est qu'un ou plusieurs membres de la plus haute instance judiciaire des États-Unis ordonnent un sursis à leur entrée en prison.

Chili

La junte viole sa propre légalité
estime l'Organisation des États américains

De notre correspondant

New-York. — Une commission de l'Organisation des États américains (O.E.A.) a accusé, le 22 mai, le régime de Santiago de procéder à des arrestations illégales, de torturer et d'assassiner des citoyens chiliens. Le rapport (91 pages documentées) sera présenté, le mois prochain, à Grenada lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'organisation. Il affirme que si de légers progrès ont été enregistrés dans le domaine de la protection des droits civiques au Chili depuis la dernière réunion de l'O.E.A. en juin 1976, le gouvernement de ce pays continue de violer ses propres décrets.

Quatre cent quinze personnes disparues

Le rapport cite le nom de 40 Chiliens qui ont disparu l'été dernier et dont les familles n'ont plus eu de nouvelles. Il estime que 415 autres personnes — 914 selon d'autres sources — ont subi le même sort depuis la publication du dernier rapport de l'O.E.A. Parmi les citoyens arrêtés en 1976, 20 % (109 personnes) n'ont plus donné signe de vie.

Le gouvernement chilien s'inscrit en faux contre ces accusations et prétend ne rien savoir au sujet des personnes disparues. Les officiels de Santiago assurent que les informations ont été fournies à la commission par des communistes. Dans les milieux proches de l'O.E.A., on pense que l'administration Carter, qui a placé les droits civiques au nombre de ses préoccupations prioritaires, ne restera pas indifférente à ces nouvelles révélations : le Chili, en effet, continue de bénéficier d'un important soutien financier des banques américaines et des institutions internationales où l'influence des États-Unis est prépondérante.

M. Clodomiro Almeida, secrétaire exécutif de l'Unité populaire, ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende, qui doit prendre contact, ces jours prochains avec de hautes personnalités du gouvernement américain, nous a dit, à ce propos, qu'il avait « *adressé une lettre au président Carter dans laquelle il invitait son administration à simplement réduire le soutien économique accordé au régime de Pinochet, par le truchement du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et des banques privées, à un niveau normal* ». — L. W.

L'AMIRAL MERINO AFFIRME QUE LES FORCES ARMÉES DOIVENT QUITTER LA DIRECTION DU GOUVERNEMENT

Santiago-du-Chili (A.F.P.). — Le commandant en chef de la marine chilienne et membre de la junte militaire, l'amiral José Toribio Merino, a déclaré samedi 21 mai que le moment était venu pour l'armée d'abandonner la direction du gouvernement.

Dans une interview accordée au « Mercurio », l'amiral a précisé que la nécessité de gouverner détourne l'armée de son véritable objectif, qui est celui de défendre la nation. « La situation économique s'améliore. L'ordre que nous souhaitions a été établi. Nos objectifs sont atteints. Pour nous, cela suffit. »

Soulignant la différence entre gouverner un pays et conduire une armée, l'amiral a affirmé : « C'est une tragédie de se trouver mêlé à des affaires auxquelles on ne veut pas être mêlé. C'est cela que M. Allende n'a jamais compris, n'a *jamais voulu comprendre*. » Il a ajouté qu'une réforme administrative était en cours en vue de la délivrance de nouvelles cartes d'identité. « Ceci permettra aux citoyens d'aller aux urnes dans quelque temps », a-t-il conclu.

● MM. JUAN VACCARI ET ALBERTO PEREZ, détenus depuis février 1972, et qui sont vraisemblablement les deux plus anciens prisonniers politiques du Pérou, viennent d'être envoyés dans une colonie pénitentiaire isolée de l'Amazonie péruvienne, selon le témoignage de leurs parents. Ils avaient été condamnés, respectivement, à dix et huit ans de prison pour leur appartenance à l'Avant-Garde civile-militaire.

Argentine

LE GOUVERNEMENT PREND LE CONTROLE DU QUOTIDIEN « LA OPINION »

Buenos-Aires (*A.P., Reuter.*). — Les autorités militaires argentines ont pris, le mardi 24 mai, le contrôle du quotidien *la Opinion*, l'un des journaux les plus prestigieux d'Amérique latine.

Le directeur de la publication, M. Jacobo Timerman, est en état d'arrestation depuis le 15 avril : il est impliqué dans un scandale financier qui a éclaté après la mort d'un banquier, M. David Graiver, l'été dernier, au Mexique.

Le gouvernement va nommer un administrateur qui sera chargé de la gestion du journal jusqu'à ce qu'un tribunal statue sur le sort de M. Timerman. Ce poste reviendra à un général en retraite.

La société éditrice de *la Opinion*, OLTA S.A., appartiendrait à la famille Graiver. Trois autres entreprises de ce groupe ont également été placées, le 24 mai, sous contrôle gouvernemental.

D'autre part, la junte militaire a accepté, le mardi 24 mai, la démission du ministre de l'éducation, M. Bruera, l'un des deux seuls ministres civils.

Enfin, seize guérilleros ont été tués le 24 mai au cours d'une fusillade avec les forces de sécurité, annonce un communiqué de l'armée. La fusillade s'est produite dans la ville de Monte-Grande, à l'ouest de Buenos-Aires.

[Plusieurs membres de la famille Graiver ont été arrêtés et sont actuellement interrogés sur leur implication éventuelle dans le financement des activités de la guérilla péroniste du mouvement des Montoneros.]

ASIE

Corée du Sud

Séoul souhaite des assurances sur l'intervention de Washington en cas d'agression

M. Philip Habib, sous-secrétaire d'État américain chargé des affaires politiques, et le général George Brown, chef d'état-major, ont entamé, mardi 24 mai à Séoul, des négociations avec les dirigeants sud-coréens en prévision du retrait des forces terrestres américaines stationnées dans ce pays. Ces pourparlers s'engagent quelques jours après l'éviction du chef d'état-major des forces américaines en Corée, le général Singlaub, qui s'était déclaré hostile au retrait préconisé par le président Carter (« le Monde » daté 24-25 mai). A son arrivée à Séoul, M. Habib a rappelé la permanence de « l'engagement des États-Unis en faveur de la sécurité de la République de Corée ».

De notre envoyé spécial

Séoul. — « *Nous ne pouvons pas retenir les Américains contre leur volonté, du moins sommes-nous en droit d'espérer qu'ils prendront les précautions nécessaires pour que la mission qu'ils ont accomplie ici depuis l'armistice de 1953 conserve un sens* », disait-on dans les milieux gouvernementaux sud-coréens à la veille de la rencontre entre le président Park et les deux émissaires du président Carter.

Les Sud-Coréens savent que le départ de trente-deux mille hommes des forces terrestres américaines stationnées en deçà du 38e parallèle a déjà fait l'objet à Washington d'une décision de principe qui n'est pas négociable. Tout au plus les dirigeants de Séoul espèrent-ils que ce retrait aura lieu progressivement, de façon que leur armée soit en mesure de prendre la relève. Le départ des unités américaines sera sans doute synchronisé avec la livraison par les États-Unis d'un armement moderne. L'aide militaire américaine pourrait atteindre 3,5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années.

Néanmoins, affirme-t-on à Séoul, la question de l'aide en matériel militaire est secondaire. « *Ce qui compte le plus pour nous*, dit un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, *c'est de savoir avec précision et certitude dans quel délai et par quels moyens les États-Unis interviendront si nous devons faire face à une nouvelle attaque nord-coréenne.* »

Certes, l'aviation et la marine américaines resteront en Corée. Leur aide, en cas de conflit, serait déterminante. Mais serait-elle automatique ? On se rend parfaitement compte à Séoul qu'il y a une différence de nature entre la présence de l'infanterie américaine et celle de l'aviation. Les forces terrestres stationnées à proximité immédiate de la frontière auraient nécessairement été engagées dans la guerre si la Corée du Nord avait attaqué. En revanche, les aviateurs américains attendront les instructions de Washington avant de prendre part aux hostilités.

C'est parce qu'ils redoutent un conflit limité, opposant par exemple des chars du Nord à ceux du Sud, que les dirigeants de Séoul veulent des assurances quant aux conditions de la riposte américaine. Le retrait des forces terrestres implique celui des missiles sol-sol à tête nucléaire que les États-Unis ont déployés en assez grand nombre en Corée du Sud. Séoul entendant rester sous le « parapluie » nucléaire américain, il faudra fixer les conditions de cette protection, ce qui sera un point délicat des conversations.

La Corée du Sud veut bien se laisser persuader qu'elle est maintenant en mesure d'assurer sa défense, mais elle souhaite que le retrait des troupes américaines n'apparaisse pas comme un désaveu ou une « sanction » motivés par les entorses aux règles de la démocratie dans un pays parfois placé sur la sellette par les « idéalistes » de l'administration Carter.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Japon

Décès de M. Saburo Eda chef de file de la droite socialiste

De notre correspondant

Tokyo. — M. Saburo Eda, l'une des personnalités les plus connues du mouvement socialiste au Japon, ancien vice-président du P.S. et longtemps chef de son aile droite, est mort, dimanche 22 mai à Tokyo, d'un cancer du poumon. Il était âgé de soixante-neuf ans.

Survenant à quelques semaines des élections pour le renouvellement de la Chambre haute, prévues en juillet, la disparition de M. Eda modifie sensiblement l'échiquier politique nippon, en particulier dans les rangs de l'opposition. Partisan de longue date d'une union des partis de gauche excluant le parti communiste, M. Eda avait quitté le parti socialiste le 26 mars dernier pour former un nouveau mouvement, Shakai shimin rengo (la Ligue des citoyens socialistes), qui apparaissait comme l'un des pôles du mouvement centriste.

Vivement critiqué au cours du dernier congrès du P.S., en février, pour sa participation à la « Société pour penser un nouveau Japon », qui réunit des membres du Komei To (parti d'inspiration bouddhiste) et du parti social-démocrate, M. Eda n'avait pas été réélu à la vice-présidence. Comme la plupart des dirigeants du P.S., il avait, d'autre part, été battu aux élections du 5 décembre.

Certains avaient vu dans le départ de M. Eda le prélude à une scission comparable à celle de 1959, lorsque l'aile droite du P.S. avait décidé de former le parti social-démocrate. Sa défection pouvait avoir un effet catalyseur sur un bon nombre de députés en désaccord avec la ligne « *pure et dure* » que la gauche du parti entend suivre. Un certain nombre d'organisations régionales du P.S. avaient d'ailleurs apporté leur soutien à la *Ligue des citoyens socialistes*. M. Eda tentait, d'autre part, de drainer une partie de cet électorat flottant, de plus en plus important au Japon, que tentent également d'attirer de nouveaux petits partis (l'un formé par une poignée d'intellectuels, les deux autres par des mouvements féministes).

Bien que M. Oshiba, l'un des fidèles de M. Eda, ait annoncé qu'il quittait le P.S. pour prendre la responsabilité de la Ligue des citoyens socialistes, le courant modéré se trouve désormais privé d'une personnalité de premier plan. Sans le pôle que constituait M. Eda, homme d'idées et l'un des derniers représentants d'un certain romantisme socialiste hérité des années 30, il est douteux que beaucoup de membres du P.S. soient, dans l'immédiat, tentés par l' « *aventure* » d'une scission.

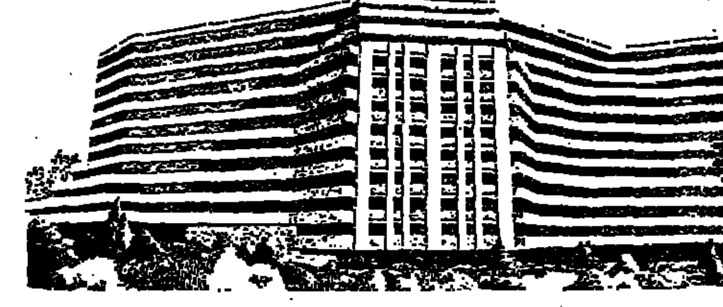
PHILIPPE PONS.

Avis aux femmes qui travaillent.

Pour vous, un nouveau type de résidence vient d'être conçu avec le concours de femmes, de sociologues et d'Hervé Picot.

Aux Clefs d'Ariane, vous ne serez pas seulement propriétaire de votre appartement, mais vous disposerez, pour vous aider à régler les problèmes qui se posent à vous chaque jour, des services tels que: garde d'enfants, étude surveillée, infirmerie, entretien dépannage, aide ménagère, mini-épicerie, etc.

Visitez l'appartement modèle tous les jours de 12h 30 à 19h 30; les mardi et jeudi sans interruption de 12h 30 jusqu'à 22h; le dimanche de 14h 30 à 19h 30.



Les Clefs d'Ariane.
Appartements avec services.

☐ Je désire recevoir une documentation. ☐ Je désire prendre rendez-vous.
Nom ________ Adresse ________ Tél. ________

Hervé Picot. Information et vente Hervé Picot S.A. 62, rue d'Alleray. 75015 Paris. Tél. 828.48.40.
saci 25 ans d'activité



LA DISCUSSION DU PREMIER COLLECTIF BUDGÉTAIRE

Les députés s'étonnent que la « vérité » du budget de 1977 ait été aussi provisoire et approximative

Mardi 24 mai, sous la présidence de Mme FRITSCH (réf.), l'Assemblée nationale examine le projet de loi de finances rectificative pour 1977 (mise à jour du budget de 1977) et la lettre rectificative qui le modifie en traduisant l'incidence budgétaire des mesures annoncées le 26 avril dernier par le premier ministre en faveur des familles, des personnes âgées, de l'emploi des jeunes et des équipements publics.

Au terme de ces modifications, le déficit prévisionnel du budget de 1977 s'établirait à 11 810 millions, couverts à hauteur de 8 000 millions par l'emprunt à long terme récemment approuvé par le Parlement et, pour le solde, par des ressources d'épargne à court et moyen terme.

M. MAURICE PAPON (R.P.R.), rapporteur général de la commission des finances, commente en ces termes « *cette loi de finances rectificative de fin d'année placée en début d'exercice* » : « *Cet ajustement, inhabituel par sa date et par son montant, nous est présenté comme une opération vérité, mais l'on peut s'étonner que sur certains points la vérité de la loi de finances pour 1977 ait été aussi provisoire et les évaluations de certaines dépenses si peu marquées de réalisme. Après que l'équilibre budgétaire eut été qualifié de contrainte fondamentale et trois mois après le vote du budget, le Parlement se voit proposer d'entériner, au titre d'une simple mise à jour, un déficit de quelque 10 milliards de francs. En matière budgétaire, la vérité ne saurait être trimestrielle. Il est souhaitable que celle qui nous est présentée ne soit ni trop rapidement ni trop largement démentie par les faits. Le vote du budget de l'Etat y perdrait sa signification.* »

En ce qui concerne les subventions supplémentaires destinées aux entreprises nationales (5 milliards de francs), M. Papon relève que « *les contraintes du programme de lutte contre l'inflation aboutissent, dans ce secteur, à des situations anti-économiques. La solution n'est pas*, à son avis, *exclusivement budgétaire, et une remise en ordre plus profonde est nécessaire* ».

Quant à l'incidence financière du plan gouvernemental, « *marginale au regard de la masse du budget de 1977* », elle traduit « *un effort de solidarité sur lequel*, estime M. Papon, *le Parlement ne saurait que confirmer le vote favorable émis lors de la présentation de ce programme* ».

M. DAILLET (réf.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, consacre l'essentiel de son intervention au problème du chômage des jeunes dont une diminution sensible appelait, à son avis, des mesures d'une tout autre ampleur que l'effort prévu pour 1977 mais que le contenu de la lettre rectificative permet, en revanche, d'espérer.

Pour M. ICART (R.I.), président de la commission des finances, « *un redressement significatif de la situation de l'emploi ne passe pas par une relance généralisée de la consommation et de l'investissement public* ». Il estime, en revanche, que la loi du 3 janvier 1975 sur le licenciement pour cause économique est devenue un obstacle à l'embauche et, plus particulièrement, à l'emploi des jeunes, car, en raison de la lourdeur de la procédure instituée, les entreprises qui seraient prêtes à embaucher des jeunes travailleurs ne le font pas. Aussi propose-t-il de suspendre l'application de cette loi à l'égard des personnes exerçant un premier emploi. « *Il s'agirait*, précise-t-il, *d'une mesure exceptionnelle limitée dans le temps.* »

Pour M. BOULIN, ministre délégué à l'économie et aux finances, « *ce n'est pas la grève qui maintiendra ou augmentera le pouvoir d'achat des travailleurs. La situation actuelle des entreprises*, précise-t-il, *n'est pas favorable à l'embauche. (...) Faut-il*, ajoute-t-il, *pour autant remettre en cause la politique économique engagée ? Ce serait aller au désastre (...)* ».

Il poursuit : « *La politique budgétaire du gouvernement répond à trois impératifs : d'abord assurer la vérité des comptes publics ; ensuite mettre en œuvre des actions nouvelles en faveur des entreprises nationales et de l'emploi des jeunes ; enfin concourir au financement non monétaire de l'économie. 37,8 milliards en 1975, 17,1 milliards en 1976, 13 milliards en 1977, nous progressons*, constate M. Boulin, *vers un équilibre d'exécution.* »

Evoquant ensuite l'emprunt lancé par le gouvernement et qui vient d'être porté de 6 à 8 milliards, il déclare : « *Son succès prouve que le crédit de l'Etat est intact. En ce sens, la journée d'hier, à l'inverse de celle d'aujourd'hui, a été une bonne journée pour la France.* »

Pour ce qui est des entreprises publiques il reconnaît que la vérité tarifaire est un idéal, mais estime qu'il n'était pas possible, dans la conjoncture actuelle, de l'atteindre. « *Cela dit*, précise-t-il, *l'Etat devra proposer à ses entreprises une politique contractuelle, les inciter à assainir leurs comptes, et surtout à revoir leurs programmes d'investissement.* » Il précise à cette occasion que la ligne rapide Paris-Lyon devrait produire, dès la première année de mise en service, un bénéfice net de 500 millions. Puis il indique que le gouvernement a préparé le projet de budget de 1978 sur la base du budget de 1977 rectifié.

Dans la discussion générale, M. ROBERT-ANDRE VIVIEN (R.P.R., Val-de-Marne) observe que, « *pour certains postes budgétaires, la sous-évaluation des dotations de la loi de finances pour 1977 apparaissait manifeste* ».

M. LAMPS (P.C., Somme) insiste sur « *l'instabilité financière, l'insincérité manifeste du budget de l'Etat, le million et demi de demandeurs d'emplois, la hausse des prix, la stagnation de la production, l'augmentation des profits des grosses sociétés, le gaspillage des ressources nationales, le pillage des fonds publics et l'exploitation accrue des travailleurs* ». Evoquant ensuite « *les attaques virulentes de la droite* » contre les entreprises nationales, il observe que « *leur gestion soi-disant mauvaise est en fait délibérément et sciemment organisée* ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. FRANCESCHI (P.S.), M. MAYOUD (R.I., Rhône) exprime sa confiance dans la politique menée par M. Barre. « *L'austérité dénoncée par certains*, observe-t-il, *n'était guère visible sur les routes au cours du week-end de l'Ascension.* » « *En réalité*, ajoute-t-il, *les seuls cas dramatiques sont ceux des chômeurs ; or, la politique actuelle permettra de venir à bout du chômage.* »

« *Monsieur le ministre, vous êtes sourd* », constate M. COT (P.S., Savoie), qui relève « *la volonté de M. Boulin de ne pas entendre le cri de colère des travailleurs* » et de réduire l'ampleur de la grève générale. « *Cette surdité*, affirme-t-il, *caractérise votre gouvernement.* » En ce qui concerne le collectif, il constate que « *l'opération vérité succède à l'opération dissimulation* ».

« *Une fois de plus*, déclare M. LEGRAND (P.C., Pas-de-Calais), *le gouvernement répand l'idée fausse d'un prétendu déficit de la Sécurité sociale, et ce afin de justifier les mesures anti-sociales qu'il a prises.* »

M. SPRAUER (R.P.R., Bas-Rhin) approuve le programme d'action du gouvernement, qui, dit-il, se traduira par une relance sélective. Toutefois, les mesures en faveur de l'emploi des jeunes ne sont pas, à son avis, suffisantes.

M. KALINSKY (P.C., Val-de-Marne) évoque « *la crise financière des collectivités locales* » et dénonce la politique du gouvernement, qui se débarrasse sur les communes et les départements de charges qu'il assumait auparavant.

M. VOISIN (app. R.P.R., Indre-et-Loire) relève que M. Mitterrand a reconnu, dans le débat qui l'opposait à M. Barre, que la crise était mondiale, et que le chômage ne pourrait être résorbé qu'en cinq ans.

M. CHAMBAZ (P.C., Paris) condamne « *la politique scolaire et universitaire rétrograde du gouvernement, qui se contente de répondre aux avertissements par des provocations insolentes* ».

Pour M. RIEUBON (P.C., Bouches-du-Rhône), « *c'est vers une hausse moyenne annuelle des prix d'au moins 12 % que le gouvernement actuel nous entraîne allègrement* ». Il affirme que, « *au milieu d'immenses richesses, la pauvreté existe dans notre pays pour des millions de personnes* ».

M. VIZET (P.C., Essonne) observe que, « *loin de se laisser aller au découragement, les jeunes rejoignent de plus en plus leurs aînés dans la lutte ainsi qu'ils l'ont montré en participant nombreux à la grève nationale* ».

M. TOURNÉ (P.C., Pyrénées-Orientales) évoque la situation de l'agriculture, de la viticulture surtout, à la suite des dommages causés par le gel et la pluie. « *Il faut*, conclut-il, *débloquer des crédits spéciaux.* »

Répondant aux orateurs, M. BOULIN relève « *le festival d'une gauche où le P.C. s'est taillé la part du lion* ». Il déclare : « *On peut jongler avec les chiffres, mais il faut rester objectif. Ainsi, le déficit budgétaire se réduit et il est le plus faible des pays européens voisins. J'attends toujours des propositions constructives, mais n'entends qu'une litanie purement démagogique. La gauche française est la seule qui semble ne pas comprendre que la lutte contre le chômage passe par la lutte contre l'inflation.* » Il conclut : « *Ce ne sont pas les manifestations de rue qui nous empêcherons de poursuivre une politique conforme à l'intérêt national.* »

L'Assemblée aborde ensuite l'examen des articles. Interviennent successivement sur l'article premier (ouverture de dépenses ordinaires) plusieurs députés communistes : MM. LAMPS (Somme) sur le recrutement de vingt mille vacataires ; GOUHIER (Seine-Saint-Denis) sur le logement ; LUCAS (Pas-de-Calais) sur la subvention accordée aux Houillères ; VILLA (Paris) sur les transports en commun ; BARBET (Hauts-de-Seine) sur la construction aéronautique ; MONTDARGENT (Val-d'Oise) sur Air France et HAGE (Nord) sur le chômage.

La suite du débat est renvoyée à mercredi après-midi. — P. Fr.

LA MODIFICATION DU RÉGIME DES SUPPLÉANTS INSCRITE A L'ORDRE DU JOUR

La conférence des présidents, réunie le 24 mai, a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances :

• JEUDI 26 MAI : projets sur les militaires comoriens, sur le contrôle des produits chimiques et sur les pensions de vieillesse ; proposition de loi organique sur le régime des suppléants ; propositions sur les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle, sur le permis de conduire, sur les pensions de vieillesse et sur la sécurité sociale dans les mines ;

• VENDREDI 27 : questions orales sans débat ;

• MARDI 31 : projet instituant le complément familial ;

• MERCREDI 1er JUIN : rapport de la commission mixte paritaire sur le code minier ; propositions sur la retraite des femmes et sur la prophylaxie des maladies des animaux ; projets sur les préparateurs en pharmacie et les forêts de la Réunion.

La proposition de M. Gerbet est retirée

En séance publique, mardi soir, le groupe communiste s'est félicité que la proposition de loi de M. Gerbet (R.I.) relative à l'obligation de réserve des magistrats n'ait pas été maintenue à l'ordre du jour complémentaire, car « elle portait atteinte au principe fondamental de la liberté syndicale ». M. Delaneau (R.I.) s'est élevé contre cette appréciation.

Les députés ont été informés que M. Edgar Faure avait admis l'irrecevabilité des propositions de loi relatives à l'indemnité d'expatriation des militaires mais décidé de saisir le Conseil constitutionnel de la proposition sur la sécurité sociale dans les mines, *à laquelle le gouvernement* oppose également l'article 41 de la Constitution, estimant qu'elle n'est pas du domaine de la loi.

EN VISITE EN ALSACE JEUDI 26 MAI

M. Barre prononcera à Strasbourg un discours de « portée générale »

M. Raymond Barre se rendra jeudi 26 mai à Strasbourg où il assistera, de 10 heures à 12 heures, à l'assemblée générale du Crédit mutuel d'Alsace, de Lorraine et de Franche-Comté. Il prononcera à cette occasion un discours de portée « générale » au cours duquel il évoquera l'ensemble des problèmes économiques, sociaux et politiques. Le premier ministre sera également reçu, à 12 h. 30, à l'hôtel de ville, par le maire de Strasbourg, M. Pflimlin, et sera l'hôte à déjeuner du conseil général du Bas-Rhin avant de regagner Paris dans l'après-midi.

M. Raymond Barre poursuit d'autre part ses conversations politiques avec les représentants des formations de la majorité.

Le programme du voyage de M. Barre — qui est le premier depuis la constitution de son deuxième gouvernement — ne lui laissera pas le loisir d'avoir un contact direct avec *la population comme ce fut le cas* lors de ses visites, en janvier, dans la région du Centre, et, en février, dans le Sud-Ouest, mais le chef du gouvernement envisage dès à présent un second voyage en Alsace. Il devait s'en entretenir mercredi *25 mai, à l'hôtel Matignon*, avec les parlementaires alsaciens.

Dans l'entourage du premier ministre, on continue à se montrer très flou sur les intentions politiques du premier ministre à l'égard des formations de la majorité engagées *dans la préparation des élections* législatives. Il est peu vraisemblable que M. Raymond Barre précise à Strasbourg comment il entend « *développer l'action de la majorité* » afin de « *conduire* » celle-ci à la bataille électorale ainsi que le souhaitait le président de la République dans l'interview accordée, vendredi 20 mai, aux quotidiens régionaux. Sans doute se bornera-t-il à insister de nouveau sur la nécessité d'« *organiser* » la majorité.

On affirme, à l'hôtel Matignon, qu'il est « *prématuré* » d'attendre davantage de la part du chef du gouvernement tant qu'il n'a pas terminé ses entretiens politiques. A la question de savoir comment M. Raymond Barre conçoit son rôle d'« *animateur central* » de la majorité, le porte-parole de l'hôtel Matignon, répond invariablement : « *Le premier ministre fera connaître ses intentions en temps utile.* » — A. R.

Une mise au point de l'Élysée au sujet des intentions de M. Giscard d'Estaing

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a déclaré, mardi 24 mai, à propos d'un article sur la situation politique en France paru la veille sous la signature de Joseph Kraft dans l'*International Herald Tribune* : « *Les seuls propos du président de la République qui peuvent lui être attribués sont ceux qui sont tenus dans des interviews ou dans des déclaration officielles. Ces interviews et ces déclarations n'ont pas manqué dans les semaines récentes, et l'on peut s'y référer. Le président de la République a eu une conversation avec Joseph Kraft, qui en a retiré un certain nombre d'impressions, comme il l'avait d'ailleurs fait après s'être entretenu avec le premier secrétaire du parti socialiste* (1). *Ces impressions ne peuvent pas constituer une prise de position du président de la République.* »

Voici ce qu'écrivait le journaliste américain : « *Les chances sont encore en faveur d'une victoire de la gauche aux élections de l'an prochain. Mais pas de beaucoup. L'économie peut se redresser. Giscard ou Barre peuvent reprendre la situation en main et renvoyer Chirac et les gaullistes dans l'ombre. Les communistes peuvent jouer trop gros et pousser ce pays riche, fondamentalement bourgeois, à voter de nouveau à droite.*

» *De plus, comme président, Giscard détient le droit de dissoudre le Parlement. Il m'a clairement indiqué qu'il n'aurait pas de scrupule à en faire usage si la gauche gagne. Mais il voudrait être assez fort pour dissoudre dans des conditions et à un moment tels que les socialistes se sépareraient des communistes et entreraient dans une majorité de centre gauche.*

» *Avec tant d'inconnues, il ne convient guère à Washington d'abandonner la lutte pour empêcher les communistes d'entrer dans les gouvernements d'Europe occidentale. C'était probablement une erreur d'engager des conversations officielles entre des diplomates américains et des dirigeants communistes français. Les Etats-Unis n'ont certainement aucun intérêt à une reddition anticipée à ce propos.* »

(1) *Le Monde* daté 22-23 mai et 24-25 mai.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT Mme ALLENDE

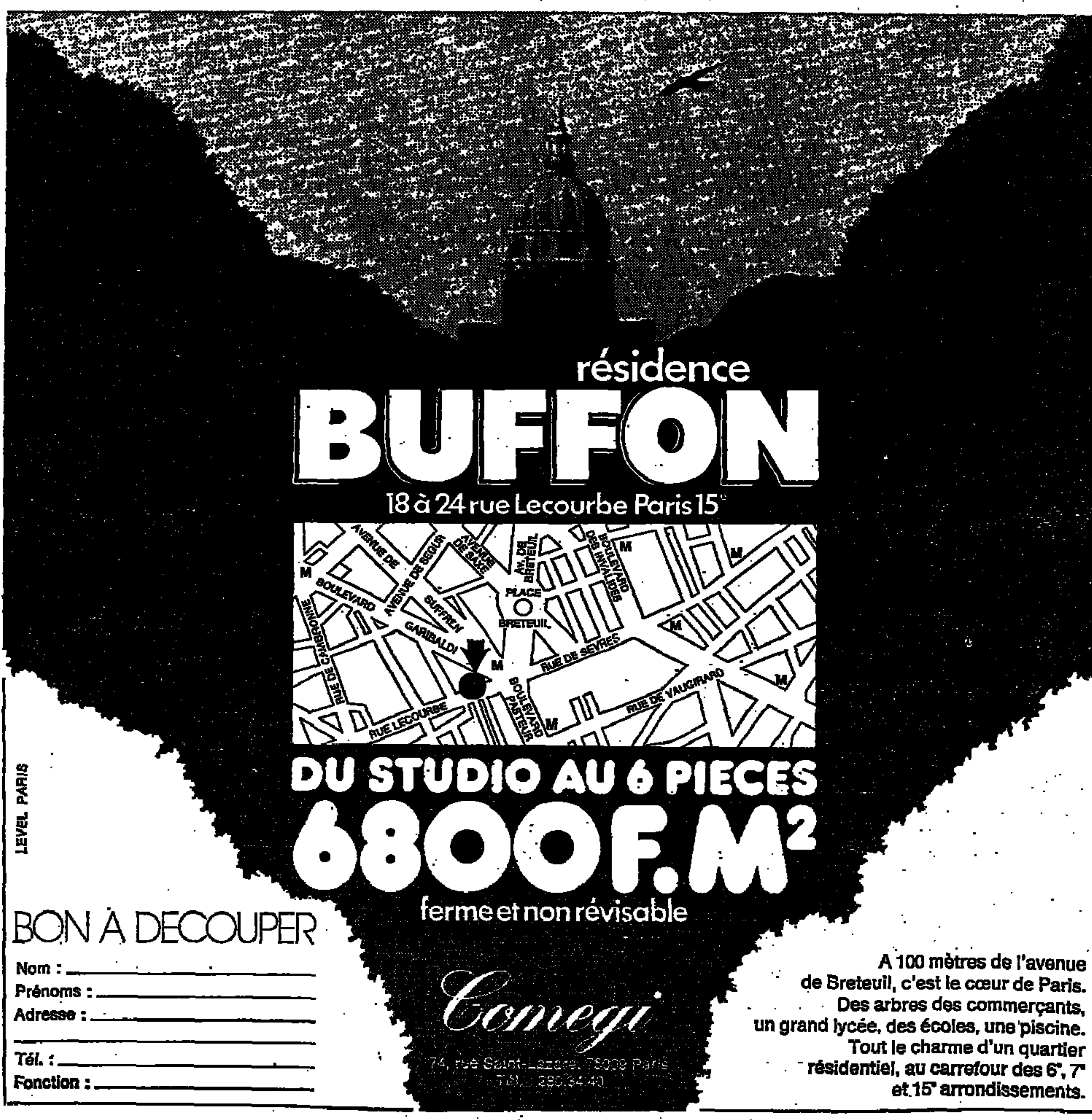
Mme Hortensia Bussi de Allende, veuve du président de la République chilienne assassiné par les militaires qui ont pris le pouvoir à Santiago le 11 septembre 1973, sera reçue, sur sa demande, jeudi 26 mai, par M. Giscard d'Estaing. Mme Allende, qui séjourne à Paris depuis quelques jours, a rencontré, lundi 23 mai, M. Marchais, secrétaire général du parti communiste. Elle s'était entretenue avec M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste à l'occasion d'un colloque sur les droits de l'homme en Amérique latine, organisé le 5 mai à Nancy.

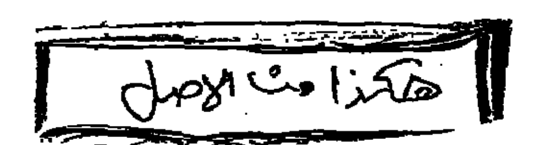
A Antenne-2 le 8 juin

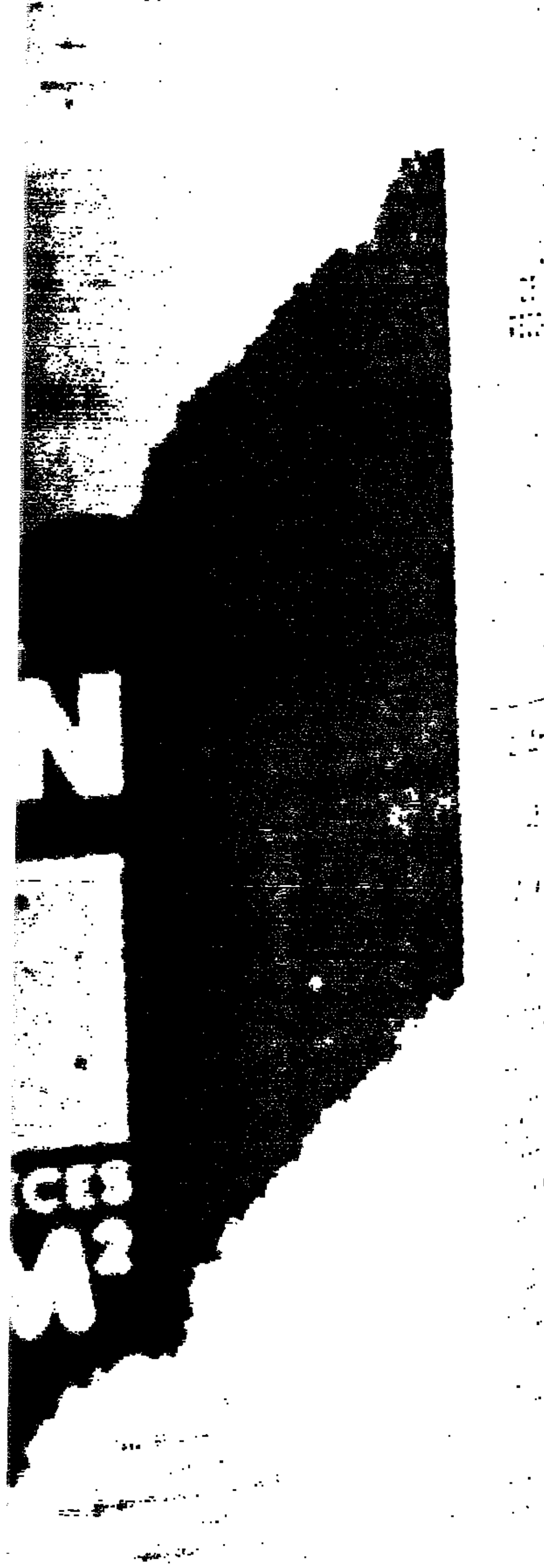
LE CHEF DE L'ÉTAT FERA FACE A VINGT-CINQ LYCÉENS

Trois élèves d'une classe terminale C du lycée Saint-Exupéry de Lyon, Philippe Mutzig, Emmanuel Collot et Christine Hulard, sont installés depuis le lundi 23 mai à l'Elysée avec une équipe de télévision d'Antenne 2, qui réalise un court métrage sur M. Giscard d'Estaing. Ils assistent, ce mercredi, à l'ouverture du conseil des minsitres et participent cette semaine aux activités quotidiennes *du chef de l'Etat*, qu'ils accompagneront vendredi 27 à l'île d'Houat (Morbihan).

Le court métrage qu'ils auront réalisé sera projeté mercredi 8 juin, à 20 h. 30, à Antenne 2, au début de l'émission « Question de temps », qui réunira, en direct de l'Elysée, le chef de l'Etat et les vingt-cinq élèves de cette classe terminale pour un débat sur les jeunes. Au cours des « Dossiers de l'écran » du 1er février, M. Giscard d'Estaing s'était entretenu *dans* les mêmes conditions avec une échantillon de soixante Français « représentatifs ».







La mort de Pierre Abelin

Pierre Abelin est décédé lundi 23 mai à l'âge de soixante-huit ans. Il avait été hospitalisé à Châtellerault, ville dont il était le maire, puis transporté à Poitiers et avait subi deux interventions chirurgicales. Les obsèques de l'ancien ministre de la coopération auront lieu jeudi à 15 h. 30 en l'église Saint-Jean-Baptiste de Châtellerault. M. René Monory, ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, assistera à la cérémonie, de même que M. Jean Lecanuet, ancien ministre d'État, et une importante délégation du Centre des démocrates sociaux, dont le défunt était un des vice-présidents.

De toutes les batailles du centrisme

Trente ans durant, Pierre Abelin a tenu dans la vie politique française ce que l'on nomme parfois un « premier second rôle ». Il a été, soit le témoin soit l'un des acteurs de bon nombre des événements qui ont marqué la chronique de deux Républiques. Sa haute silhouette, sa chevelure blanche, son visage marqué de plis profonds et sa voix aux accents sarcastiques peuvent être associés dans les mémoires à bien des débats et à bien des entreprises.

Né à Poitiers en mai 1909, docteur en droit, diplômé de l'École libre des sciences politiques, il était entré au Parlement en 1945. Membre des deux Assemblées constituantes puis de l'Assemblée nationale à partir de 1946, député de la Vienne, il ne connut l'échec qu'en 1958 lorsque la grande vague gaulliste permit à un candidat U.N.R., M. Ernest Bouchet, d'être élu à sa place. Il reprit son siège en 1962 après avoir mis à profit l'intermède pour conquérir, en 1959, la mairie de Châtellerault. A chaque occasion, ses électeurs allaient désormais le confirmer dans ces mandats.

En octobre 1975, alors qu'il était membre du gouvernement, il fut contraint, par le décès de son suppléant à l'Assemblée nationale, d'affronter une élection législative partielle. La candidature de Mme Edith Cresson (P.S.) contribua à faire reculer sensiblement la majorité, mais ne suffit pas à mettre véritablement en difficulté l'ancien député.

Le cheminement politique de Pierre Abelin est indissociable de l'histoire du Mouvement républicain populaire et même d'une partie de la démocratie chrétienne française. Il milita au M.R.P. dès la constitution de ce parti et en devint rapidement un des responsables importants, encore que n'apparaissant jamais au tout premier plan. Il était en effet de ceux qui ajoutent à leur activité de personnage public ou de porte-parole une action plus secrète de négociateur, d'intermédiaire, d' « arrangeur de coups ». Ainsi fut-il souvent celui que les centristes envoyèrent comme émissaire pour discuter discrètement avec tel ou tel parti « adverse », qu'il fût de la majorité ou de l'opposition, y compris le P.C.F. Ses manières directes, son sens de la répartie pas toujours charitable, son caractère entier et une certaine brusquerie, alliés à de l'habileté, de la courtoisie et à un souci parfois tout relatif de l'information rigoureuse lui valurent quelques succès et un certain nombre d'inimitiés.

Parallèlement à sa carrière politique, il conduisit une très riche activité d'homme d'affaires. Il anima ou présida de fort nombreuses sociétés et groupements dans des secteurs aussi variés que l'industrie cotonnière, la confiserie, l'industrie chocolatière, les supermarchés, les chemins de fer outre-mer, les télécommunications, etc. Il fut en particulier administrateur du Laboratoire central des télécommunications, de la Compagnie générale de construction téléphonique, et du Matériel téléphonique. Bien que l'homme d'affaires et l'homme politique se soient appliqués à ne pas paraître mélanger les genres, les deux activités se complétèrent parfois étroitement. En tout cas, l'aide qu'apporta Pierre Abelin aux partis auxquels il appartint et aux entreprises auxquelles il s'associa fut souvent très concrète. Sans lui, le centrisme n'eût peut-être pas toujours disposé des moyens dont il disposa...

Il fut de toutes les batailles du centrisme. « Vieux militant » du M.R.P., représentant de la tendance la plus oppositionnelle de cette formation, antigaulliste convaincu, il œuvra en 1963 et 1964 en faveur de l'alliance avec les socialistes dans le cadre de la « grande fédération » *proposée par M. Gaston Defferre* (Monsieur X.) *en vue de l'élection présidentielle de 1965. C'est d'ailleurs dans son appartement parisien de la place Malesherbes qu'eut lieu, dans la nuit du 17 au 18 juin 1964, l'ultime tentative de conciliation entre les protagonistes de cette tentative.*

Pierre Abelin marqua son opposition au régime du général de Gaulle en de nombreuses occasions : par son action à la présidence du groupe parlementaire du Centre démocratique, à partir de 1963 ; par l'aide qu'il apporta à M. Jean Lecanuet, candidat à la présidence de la République en 1965, par le rôle qu'il joua dans la création du Centre démocrate, après ce scrutin ; par son activité, à partir de 1967, au secrétariat général de cette formation (qui succéda au M.R.P., lui-même mis en sommeil) ; par la tentative qu'il fit en 1972, sous Georges Pompidou, de provoquer l'éclatement du groupe parlementaire centriste en le quittant (pour protester contre sa trop grande docilité à l'égard du gouvernement) ; enfin en se comptant parmi les plus convaincus promoteurs du Mouvement réformateur, fondé en 1971 avec les radicaux et d'autres modérés, dans l'espoir (amèrement déçu) de faire triompher le centrisme et la troisième voie lors des élections de 1973.

Une déception

Ce n'est qu'avec la dernière élection présidentielle que les centristes demeurés dans l'opposition rejoignent la majorité regroupée autour de M. Giscard d'Estaing. Ils fusionnent avec ceux des leurs qui les avaient précédés en 1969 (en apportant leur soutien à Georges Pompidou). Ainsi naît, en 1976, le Centre des démocrates sociaux, dont Pierre Abelin sera l'un des vice-présidents.

C'est aussi l'arrivée au pouvoir de M. Giscard d'Estaing qui permettra au député de la Vienne de renouer avec les responsabilités gouvernementales et d'être, pour la première fois, ministre à part entière. Si la Vᵉ République l'avait obligé, de ce point de vue, à une longue patience, la IVᵉ ne lui avait permis d'accéder qu'à des postes relativement modestes : secrétaire d'État à la présidence du conseil (gouvernements Robert Schuman - 1947 et 1948), secrétaire d'État aux finances (gouvernement de M. Pinay, 1952), secrétaire d'État aux affaires économiques (gouvernement de M. Edgar Faure, 1955-1956). Venant d'un président qui souhaitait « gouverner au centre *», sa nomination, en mai 1974, au ministère de la coopération, apparut un peu comme la récompense des loyaux services rendus à la cause du centrisme mais elle était aussi la consécration des efforts accomplis depuis quelques semaines (si ce n'est quelques mois) en faveur du rapprochement entre le futur candidat Valéry Giscard d'Estaing et le Centre démocrate.*

En janvier 1976, Pierre Abelin vécut donc sa mise à l'écart du gouvernement comme une injustice. Afin de demeurer ministre (et malgré les conseils qui avaient pu lui être prodigués) il avait renoncé trois mois plus tôt seulement, au siège de député qu'il venait de reconquérir au terme de son affrontement avec Mme Edith Cresson. Il avait aussi la conviction de ne pas avoir démérité à son poste gouvernemental. Certes, l'affaire Claustre n'était pas étrangère à sa disgrâce : on avait pu lui reprocher d'avoir tardé à agir en faveur de l'ethnologue française prisonnière au Tibesti, ou de s'être montré trop optimiste. En revanche, nul ne contestait que, par son action dans d'autres domaines, il avait contribué à sortir la politique française de coopération de l'impasse où l'avaient conduite les gouvernements précédents. Sa nomination, le 12 juillet suivant, à la présidence de l'Office de recherche scientifique et technique outre-mer ne devait lui apporter qu'une relative consolation.

En mars dernier, réélu dès le premier tour à la tête de sa liste à la mairie de Chatellerault, Pierre Abelin avait été, parmi les représentants de la majorité, un de ceux qui avaient le mieux résisté aux progrès de l'opposition.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

LE CONFLIT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX REBONDIT

(De notre correspondant.)

Bordeaux. — L'absence des trois délégué de la communauté urbaine de Bordeaux au conseil régional d'Aquitaine a provoqué le lundi 23 mai un incident à l'ouverture de la session de printemps.

M. André Labarrère, député des Pyrénées-Atlantiques et maire socialiste de Pau, s'en est pris d'abord au « *blocage d'un établissement public par son président* », tandis que M. Jean Barrière, secrétaire fédéral du P.C. de la Gironde, a souligné que cette absence des trois représentants de la communauté urbaine créait une situation « *entachant moralement et politiquement la session. Les dossiers vont être votés par une majorité qui n'est plus représentative de l'Aquitaine* ». En signe de protestation, une interruption de séance de cinq minutes fut décidée avec l'accord des autres partis de gauche.

A la reprise des travaux, le préfet de région, M. Paul Masson, a exposé aux conseillers les arguments juridiques qui avaient inspiré son action à propos de la communauté urbaine, puis M. Jacques Chaban-Delmas, une nouvelle fois, dénonça « l'agression » à laquelle il avait dû répondre « *Le maire de Bordeaux pour un peu apparaîtrait comme l'accusé*, a-t-il dit. *C'est un comble ! Il n'y a pas un maire, quelle que soit son appartenance, qui ne compr[illegible] qu'il est impossible de lai[illegible] aboutir à la main mise sur [illegible] par ceux ou leurs amis [illegible] ont été exclus dès le premier tour* ».

Certains radicaux contestent la régularité du dernier congrès

Le comité directeur du parti radical (qui a été renouvelé lors du dernier congrès de cette formation les 14 et 15 mai) siégera, vendredi matin 27 mai, place de Valois. Cette séance devrait être précédée d'une réunion de la commission de vérification des mandats qui fut chargée, lors des assises, de veiller à la régularité des opérations de vote.

Il semble que le président de cette commission, M. Jacques Mézard, soit décidé justement à contester la validité du scrutin au terme duquel M. Jean-Jacques Servan Schreiber a été élu président du parti.

Cette contestation porte sur plusieurs points : en premier lieu sur un désaccord concernant le nombre de votants : le pointage des « grilles » (les listes de délégués et de mandants) fait apparaître un total de huit cent quatre-vingt-dix-sept votants, alors que le total des abstentions et des suffrages recueillis par les candidats s'élevait, lors de la proclamation des résultats, à huit cent onze. Quatre-vingt-six votes manquent donc à l'appel.

Le second point de la protestation est basé sur les plaintes écrites reçues par la commission de vérification. Le troisième l'est sur la composition de l'assemblée qui, le jeudi soir, entérina l'admission des membres du Centre républicain au congrès : il y aurait eu, à ce moment-là, un grand nombre d'invités et d'auditeurs parmi les votants. Enfin, ceux qui discutent la régularité des opérations de vote contestent l'existence même de certaines fédérations du Centre républicain. Ils affirment n'avoir pu vérifier les adresses que d'une faible proportion des cinquante et une fédérations départementales revendiquées par le parti de M. Morice (qui disposait de deux cent quarante-quatre mandats).

Ces diverses constatations pourraient conduire les responsables de la commission de vérification des mandats à interpeller la direction du parti lors de la réunion du comité directeur.

« J.-J. S.-S. doit se démettre »

Dans une déclaration publiée mardi 24 mai, une vingtaine de militants et responsables départementaux (1) du parti radical affirment : « *Nous avons été très déçus et choqués par les méthodes employées pour obtenir le vote en faveur de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber : fédérations fantômes du Centre républicain votant par l'entremise de représentants de mouvements non radicaux, promesses de financement aux prochaines élections pour les membres « dociles » du congrès, disparition inadmissible de cent bulletins..., etc. Nous considérons qu'un tel vote ne peut désigner valablement le président du parti radical-socialiste et souhaitons que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber se démette de lui-même.* »

Les signataires annoncent leur volonté de recourir « *à toute voie de droit* » pour obtenir « *l'invalidation de cette élection* ».

(1) Parmi les signataires, on relève les noms de MM. Gérard-Marie de Ficquelmont (Creuse), Richard Sulser (Doubs), *Denis Blanchard d'Ignac* (Gironde), Jean-Marc Oury (Hauts-de-Seine), Dominique Merien (Pas-de-Calais), Jean Graddet (Paris), Alain Joissains (Bouches-du-Rhône), Mme Claude Blard (Corrèze), M. Jacques Rocher (Bretagne), Yann Marzin (Côtes-du-Nord).

Élu secrétaire général du parti républicain

M. Soisson démissionne du gouvernement

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a été reçu, mardi 24 mai, à l'Elysée, par M. Valéry Giscard d'Estaing. Il a remis au président de la République sa démission de secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. A sa sortie du palais présidentiel, M. Soisson a précisé qu'il demeurerait à son poste « sans doute jusqu'au 1ᵉʳ juin ». *Il a aussi indiqué que M. Alain Griotteray, délégué national du parti républicain, chargé des élections, avait assisté à la dernière partie de son entretien avec le chef de l'Etat.*

On indiquait, mercredi 25 mai, à l'Elysée, que le nom du successeur de M. Soisson au gouvernement serait rendu public au terme du conseil des ministres du 1ᵉʳ juin. Il pourrait s'agir de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, qui ne serait pas remplacé à ce poste.

Neuf mois secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Jean-Pierre Soisson n'aura eu le temps que d'esquisser une politique. Ayant établi, à l'inverse de son prédécesseur, M. Pierre Mazeaud, des rapports généralement confiants avec les associations d'éducation populaire, il était décidé à favoriser les loisirs des jeunes en banlieue et dans les villes nouvelles, où ces associations sont en général mal implantées. L'aide financière qu'il avait promise à celles qui acceptaient de créer une chorale, un club ou une troupe de scouts là où il n'en existait pas, était le premier volet d'une politique ambitieuse visant à permettre à chaque jeune Français de tirer le meilleur parti des deux cent neuf jours de loisirs dont il dispose chaque année.

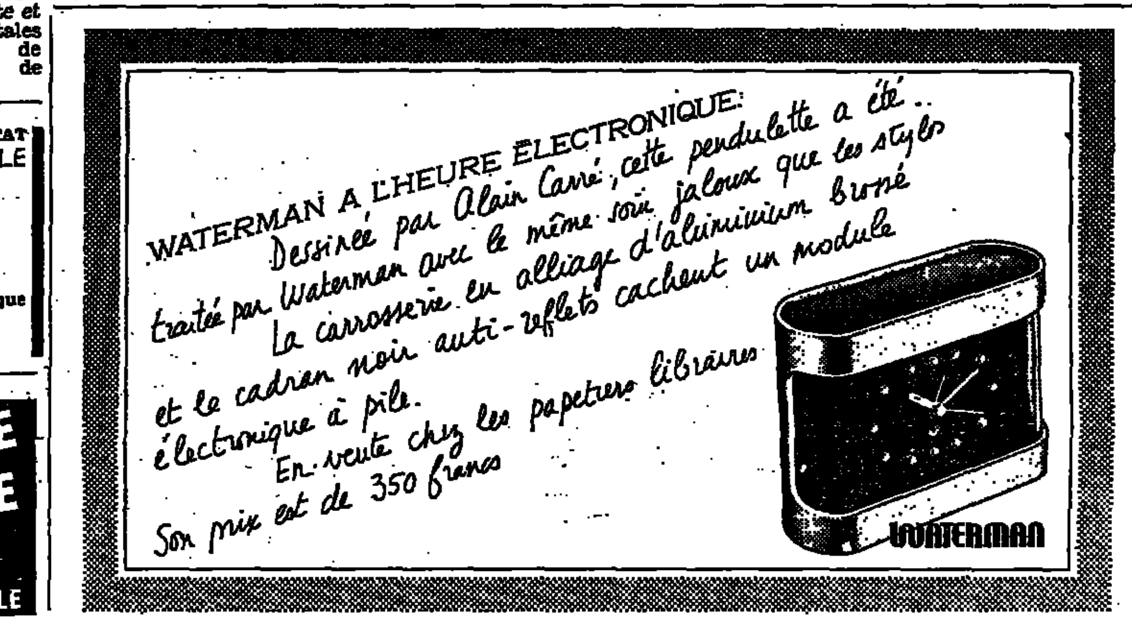
M. Soisson avait manifesté son intention de rénover un certain nombre de colonies de vacances et de sensibiliser, par l'organisation d'un colloque qui devait avoir lieu en juin, les directeurs de chaînes de radio et de télévision aux besoins d'information et d'éducation des jeunes en dehors de l'école.

Sur le plan sportif, M. Soisson s'attacha à établir une « nouvelle donne » avec les fédérations par la signature de contrats en bonne et due forme. Trois contrats avaient déjà été signés avec les fédérations d'athlétisme, de football et de cyclisme. Dans ceux-ci, les fédérations s'engageaient à accroître notablement leur nombre de licenciés et à améliorer le niveau de leur élite. Pour sa part, le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, promettait de soutenir cetet action par une aide financière accrue et par la création de nouveaux postes d'encadrement technique.

Ainsi se précisaient les grandes lignes de la politique sportive de M. Soisson : renforcement de l'encadrement technique; développement de la recherche, notamment en matière médicale; enfin, accroissement de l'effort en faveur du sport pour tous. Dans la mesure où cette politique corrigeait pour partie l'action de son prédécesseur, on regrettera que le départ de M. Soisson prive le sport français d'une ligne de conduite suffisamment suivie. A moins que son successeur ne reprenne à son compte cette « nouvelle donne ».

PREPAREZ le DIPLOME D'ETAT
D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 698
ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits-Champs, 75080 PARIS - CEDEX 02

LA CANNE A SUCRE
BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

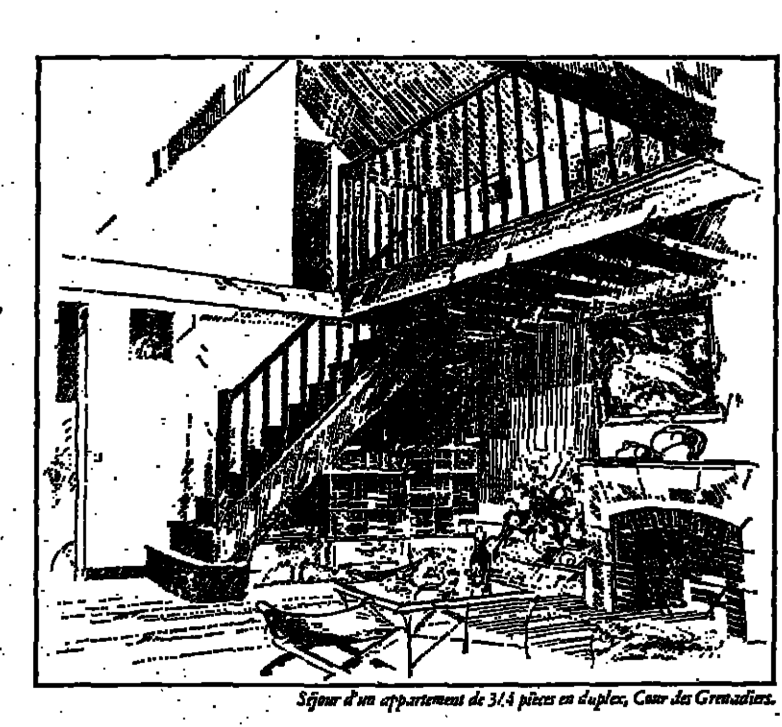


Vous qui aimez les appartements de caractère.

Vous qui aimez les appartements de caractère et appréciez en même temps le grand confort, vous qui avez un faible pour les sites paisibles sans vouloir renoncer pour autant à vivre en plein cœur de la capitale, découvrez dans le plus parisien des quartiers de Paris un monde à part, préservé, fait de petits immeubles du XVIIIᵉ siècle, restaurés, aux façades classées.

Traversez les cours intérieures pavées à l'ancienne, qui relient la rue Tournefort à la rue Mouffetard, et votre choix sera irréversible : vous ne voudrez plus choisir votre studio ou votre appartement qu'au Palais des Gardes Françaises.

LE PALAIS DES GARDES FRANÇAISES
36, rue Mouffetard & 7-11, rue Tournefort
PARIS Vᵉ



Séjour d'un appartement de 3/4 pièces en duplex, Cour des Grenadiers.

Pour recevoir une documentation, renvoyez ce bon à :
Zannettacci : 98, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris
☐ Appartement ☐ Studio
Nom ____
Adresse ____
____ M

1ʳᵉ tranche : reste à vendre quelques appartements.
Livraison immédiate.
2ᵉ tranche : livraison courant 78.

Réalisation Jérôme-PUJOS

Renseignements et vente :
Zannettacci : 296.17.01
98, av. Raymond-Poincaré, Paris 16ᵉ
Bureau de vente sur place :
36, rue Mouffetard, Paris 5ᵉ.

Éditions Claude Bonin

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Ile-de-France

LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT DE LA CAPITALE

Paris-gadget

(Suite de la première page.)

Aux yeux des élus, les associations d'habitants, comme la plupart de celles que leur parti ou leurs amis politiques ne contrôlaient pas directement, étaient composées de gêneurs. Leur seul avantage : les militants de l'aménagement comme ceux de l'environnement et de l'animation jouaient bénévolement le rôle de bureaux d'études. Ils connaissaient le terrain, dénichaient dans les dossiers de l'administration de quoi poser des questions écrites. L'administration, de son côté, craignait que les élus ne prennent ombrage de rapports trop directs avec les associations. Elle restait sur une prudente réserve.

Des satisfactions quelquefois, mais qui dépassaient l'enjeu. Des associations d'habitants s'étaient préoccupées de l'animation culturelle et sociale du centre de Paris, vidé par le départ des Halles à Rungis. De leurs propos on ne retint que Baltard, architecte des vieux pavillons alignés devant la bourse de commerce. Au secours de Baltard, promu le Michel-Ange de la fonte ajourée, les plumes les plus illustres volèrent. Les associations se retrouvèrent sans Baltard et sans animation, au bord d'un trou qui n'est toujours pas comblé. Les élus ne furent dans l'affaire que les jouets impuissants du pouvoir et de la mode.

Mais tout allait changer. Les Parisiens auraient plus d'élus, un vrai maire, et leur mot à dire.

Le nombre des conseillers est passé de 90 à 109. Au lieu de représenter chacun 30 000 personnes, ils n'en représentent plus que 27 000. Enorme progrès. Le Conseil a été élu dans le bruit et la fureur ; et dans l'indifférence d'un électeur sur trois. Paris a un maire. Ou un patron de choc.

Et la participation des Parisiens à l'animation de leur ville ? Et l'imagination ? Les arrondissements sont privés de leurs anciens « maires-fonctionnaires », remplacés par des « fonctionnaires-maires ». Les premiers n'avaient que le pouvoir que leur déléguait l'administration, les seconds, celui, tout aussi limité, que leur concède le maire qui les désigne. Ils restent des chefs de bureau assis sous le buste de Marianne.

Restent les commissions d'arrondissement. Leur règlement comporte une fascinante innovation : au troisième tour de scrutin pour l'élection de leur président, en cas d'égalité des suffrages, c'est le plus jeune candidat qui sera élu. Rude coup porté à la gérontocratie...

Pour le reste, les commissions donnent leur avis *« sur les questions qui leur sont soumises par le Conseil de Paris »*. Elles assistent ce dernier et le maire *« pour animer la vie locale, et en particulier les organismes à caractère administratif de l'arrondissement »*. Elles sont réunies *« au moins une fois et au plus quatre fois par trimestre »* par leurs présidents. Ceux-ci fixent l'ordre du jour. Mais, ajoute le règlement, cet ordre du jour doit être communiqué au moins dix jours avant la réunion au maire de Paris, *« qui peut s'opposer à l'inscription de tout sujet qui ne serait pas de la compétence de la commission »*. Comme cette compétence, on l'a vu, est des plus vagues, c'est en fait au maire de la déterminer selon ses humeurs et sa politique.

Les réunions — on avait failli oublier de l'inscrire dans le règlement, mais cet oubli a été réparé — ne seront pas publiques. Les ordres du jour et les procès-verbaux seront affichés dans les mairies annexes. Pas question d'un bulletin d'arrondissement : il pourrait trouver des lecteurs.

Lorsqu'on rappellera enfin que, face aux conseillers et aux fonctionnaires municipaux, les membres du Tiers sont eux-mêmes élus par le Conseil, et que la majorité — et il n'y a guère de raisons pour que toute majorité agisse autrement — se garde de laisser se glisser parmi eux tout membre réel ou supposé de l'opposition, on mesurera combien il est improbable que les commissions d'arrondissement se laissent aller à de graves excès de non-conformisme.

On comprend que, parmi les cent sept « commissaires » déjà désignés, beaucoup, qui n'étaient pas candidats à un tel honneur, se demandent ce qu'ils font dans cette galère. M. Chirac, conscient sans doute du ridicule de leur situation, a promis qu'il consulterait souvent les commissions et tiendrait le plus grand compte de leurs avis. Mais de quel poids sera l'avis de citoyens qui ne représentent officiellement personne, qui ne reflètent en aucune façon l'éventail sociologique de l'arrondissement où ils vivent, ni ses activités réelles, ni ses associations quelles qu'elles soient, et qui ne peuvent, bien sûr, exprimer aucune opinion qui puisse avoir un caractère politique, c'est-à-dire, pratiquement, en désaccord avec la politique municipale ou nationale du maire ?

Animer Paris, c'est lui rendre vie, en faire une ville que l'on cesse de fuir, et que la « province », jadis admirative, considère aujourd'hui avec moins d'envie que de pitié, une ville dont les habitants se sentent chez eux, puissent décider du sort de leurs arbres et de leurs pelouses sans avoir à en appeler au président de la République, de l'utilisation de leurs lieux d'accueil sans avoir à en référer à un ancien premier ministre, de leurs fêtes de quartier sans y mêler le ministère de l'intérieur. On voit mal comment une centaine de personnalités choisies parmi deux millions et demi d'habitants, face à autant d'élus qui les ont élues et à autant de fonctionnaires, pourraient jouer dans tout cela les animateurs...

Bel exemple de ce que deviennent bien des réformes qui partent du principe que les Français — et pas seulement les Parisiens — sont des citoyens conscients de *leurs droits, de leurs devoirs, de* leur vie en société et de leurs différences. Dans la plupart des cas, il n'en reste qu'un bibelot de vitrine — qu'il s'appelle médiateur, déléguée à la condition féminine, participation dans les entreprises, réforme de l'Université ou démocratie municipale. Un *petit objet* commémoratif des luttes menées par quelques-uns, des désirs de beaucoup d'autres. La visite d'un musée des gadgets les consolera-t-elle longtemps ?

JEAN PLANCHAIS.

M. Chirac souhaite promouvoir à Paris une « démocratie de participation »

Le maire de Paris a réuni, lundi après-midi 23 mai, tous les membres des commissions d'arrondissement. Le premier magistrat de la capitale a réaffirmé l'« autorité » du maire et l'« unité » de sa gestion avant de préciser que les commissions d'arrondissement, dotées d'un droit de proposition, seront les éléments essentiels de la « démocratie de participation » qu'il entend promouvoir à Paris. L'opposition, en revanche, estime qu'il s'agit d'une « caricature de démocratie ». Le P.S. annonce qu'il animera « une autre structure capable de développer la vie locale ».

Recevant les membres des commissions d'arrondissement (élus du secteur, officiers municipaux et personnalités représentatives des activités locales désignées par le Conseil de Paris), M. Jacques Chirac a réaffirmé qu'il entend écarter tout risque de dissonance entre la ville et l'arrondissement. Il a déclaré : *« Il ne peut y avoir pour Paris qu'une politique, celle qui est conduite par le maire et décidée par le Conseil. »* Mais, soucieux de promouvoir, grâce aux commissions d'arrondissement, une *« démocratie de participation »*, il a ajouté : *« Les commissions d'arrondissement seront consultées sur les questions d'intérêt local, elles auront le droit de proposer et, ce faisant, elles participeront, sous la direction du maire et du Conseil, à l'animation de la vie locale. »*

De son côté le groupe socialiste, dans une déclaration publiée lundi 23 mai, affirme : *« Il est clair que les commissions d'arrondissement ne pourront pas servir de point d'appui à une démocratie locale plus vivante et plus riche. Elles seront, au contraire, les relais de la politique décidée par la droite. »*

Le maire, ayant également confirmé que des *« commissions extra-municipales de concertation »* seraient créées pour certains secteurs d'activités (enseignement, commerce, artisanat...), M. Daniel Benassaya (P.S.) s'interroge : *« Pourquoi le maire de Paris, le jour même de la réception solennelle des commissions d'arrondissement à l'Hôtel de Ville de Paris, éprouve-t-il le besoin de déclarer qu'il entend créer des commissions extra-municipales ? Pour deux raisons : M. Chirac est parfaitement conscient qu'en dehors des élus, les autres membres des commissions d'arrondissement — de par sa seule volonté — ne sont pas représentatifs de la population. De plus, M. Chirac entend encore plus renforcer son autorité en introduisant dans ces futures commissions extra-municipales des personnes encore plus dévouées à sa cause, se libérant ainsi et totalement pour les arrondissements détenus par la gauche des élus siégeant dans les commissions d'arrondissement et pouvant proposer une autre gestion, une autre politique que la sienne. »*

Le conseiller socialiste conclut : *« La loi du 31 décembre 1975, portant réforme du statut de Paris, prévoit un double rôle aux commissions d'arrondissement : donner avis sur les sujets qui lui sont soumis par le maire et le Conseil de Paris, et aussi animer la vie locale. M. Jacques Chirac ne veut entendre que parler de la première compétence des commissions, aussi il faut dès à présent souligner l'échec de l'installation des commissions d'arrondissement, dénoncer la tromperie d'une caricature de démocratie et animer une autre structure capable de développer la vie locale avec la participation effective de la population, des associations, des représentants des travailleurs. »*

Le préfet de région propose un programme de trois ans pour l'amélioration des transports en commun

M. Lucien Lanier, préfet de Paris et de la région d'Ile-de-France, va proposer à l'assemblée régionale, au cours des semaines à venir, un programme pluri-annuel d'investissements pour les transports en commun.

Les conseillers régionaux d'Ile-de-France avaient constaté, à l'occasion du vote de leur dernier budget que l'extension d'un réseau de transports collectifs nécessitait un effort financier de longue haleine. Ils avaient donc réclamé à la préfecture une étude approfondie des projets et la publication d'un plan de financement pluri-annuel. Si l'établissement public régional finance directement 30 % des travaux de prolongement en banlieue des lignes de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P., il consent également des prêts aux entreprises de transport qui atteignent 40 % du montant des travaux ; 70 % des investissements sont ainsi assurés, directement ou indirectement par l'établissement public régional. Les transports « consomment » 70 % du budget de la région.

Au cours des trois prochaines années, les crédits régionaux seront principalement consacrés aux opérations en cours ; 2 milliards de francs seront nécessaires pour mener à bien les opérations déjà lancées : l'interconnexion des réseaux de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. (qui grèvera le budget régional durant 10 ans), le prolongement du R.E.R. vers Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne), le prolongement de la ligne 7 de la porte de La Villette au fort d'Aubervilliers, de la ligne 10 à Boulogne (Hauts-de-Seine), de la ligne 13 à Châtillon (Hauts-de-Seine), et de la ligne 13 bis à Asnières. La S.N.C.F., pour sa part, achèvera la jonction des gares des Invalides et d'Orsay, la desserte de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), la jonction Massy-Palaiseau (Essonne), pont de Rungis (Val-de-Marne).

Pour ce qui concerne les opérations nouvelles, le préfet proposera aux élus trois hypothèses de travail : le ralentissement des investissements, la continuation de l'effort financier au rythme actuel, son accroissement.

Dans la première hypothèse, 1 milliard 400 millions seraient consacrés en trois ans aux opérations nouvelles : la ligne n° 7 à Villejuif (Val-de-Marne), la ligne n° 5 vers Bobigny (Seine-Saint-Denis), la ligne S.N.C.F. de Cergy-Pontoise et la liaison S.N.C.F. Vallée de Montmorency-Pereire. Dans la seconde hypothèse, c'est 1 milliard 750 millions qui seraient affectés aux opérations nouvelles : au précédent programme s'ajouterait le prolongement de la ligne n° 5 jusqu'à Bobigny (seule préfecture de la Petite Couronne à ne pas être desservie par le métro), la ligne n° 7 à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). La troisième hypothèse (2 milliards) est encore plus ambitieuse pour les opérations nouvelles : aux précédents programmes s'ajouteraient l'interconnexion à Nanterre entre le RER et la ligne S.N.C.F. Cergy-Pontoise-Roissy et le prolongement de la ligne n° 4 à Montrouge.

Trois constatations s'imposent à la lecture de ce programme. Même dans son hypothèse la plus ambitieuse, la préfecture a largement taillé dans les projets d'investissements proposés par la S.N.C.F. et la R.A.T.P. C'est ainsi que le prolongement de la ligne n° 5 à Bobigny déclaré prioritaire par le conseil interministériel du 6 décembre 1973 ne serait réalisé que dans la seconde hypothèse préfectorale. De même pour la ligne n° 7 à La Courneuve.

Le préfet, d'autre part, abandonné « provisoirement » plusieurs projets : le prolongement de la ligne n° 1 vers la Défense (Hauts-de-Seine), de la ligne n° 8 à Créteil (Val-de-Marne), de la ligne n° 9 à Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), de la ligne n° 10 dans Paris, de la ligne n° 11 à Romainville (Seine-Saint-Denis), de la ligne n° 13 à Stains (Seine-Saint-Denis), de la ligne n° 13 à Clamart (Hauts-de-Seine), de la ligne n° 13 bis à Genevilliers (Hauts-de-Seine).

Tous ces projets avaient été demandés par la S.N.C.F. ou la R.A.T.P.

Seconde constatation : le préfet propose trois hypothèses de travail aux élus. Il restreint ainsi beaucoup leur marge de manœuvre.

Reste enfin que cette marge de manœuvre est globalement limitée par l'enveloppe financière que définit le préfet de région. Peut-on espérer l'accroître ? Les élus vont proposer à ce sujet de lancer un emprunt qui leur permettrait de financer une politique plus ambitieuse.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

A PROPOS DE...

UN COLLOQUE SUR LA POLLUTION A AVIGNON

Cinq ans pour sauver le Rhône

« Sauver le Rhône » : tel est l'objectif que se sont assigné les élus des communes riveraines du fleuve, de Lyon à la Méditerranée, groupés en deux associations de défense de l'environnement. Pour la première fois depuis qu'elles existent, ces deux associations, présidées l'une et l'autre par des élus communistes (M. Camille Vallin, maire de Givors, et M. Vincent Porelli, député des Bouches-du-Rhône et maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône), ont tenu un colloque les 21 et 22 mai, en Avignon, pour faire le point de leurs expériences respectives et jeter les bases d'un programme de lutte. Un même effort de coordination est envisagé par les autres associations ou comités locaux rassemblés au sein de l'Union régionale pour la protection de la vie et de la nature (U.R.V.N.) et de la Fédération Rhône-Alpes pour la protection de la nature (FRAPNA).

Tous les intervenants à ce colloque — boudé par les principaux élus socialistes et auquel participaient certains représentants de l'administration — ont été unanimes à constater la gravité de la pollution de la vallée du Rhône. Dans la région Rhône-Alpes, d'importantes quantités de déchets domestiques et industriels toxiques sont rejetées chaque année dans la nature : 68 000 tonnes de plomb en 1972, plus de 15 000 tonnes de chrome, près de 200 000 tonnes de mercure. Dans cette même région, et pour la même année, 440 000 tonnes de déchets industriels ont été produites, dont 27 000 seulement ont été incinérées ou traitées, et 240 000 tonnes d'anhydribe sulfureux, ainsi que 21 000 tonnes de gaz nitreux ont été libérées dans l'atmosphère.

On constate aussi un envasement du lit et des berges du fleuve, une prolifération de mousses, d'algues diverses, de roseaux et une mutation de la faune. Les « accidents » ont été nombreux et parfois spectaculaires tels ceux qui se sont produits en 1972 et en 1976, en aval de Lyon, et qui ont provoqué la mort de centaines de tonnes de poissons.

Créée en mai 1971, l'association Nord pour la défense de la nature et la lutte contre les pollutions de la vallée du Rhône, qui groupe quarante-sept communes riveraines et diverses associations, a déjà obtenu des résultats importants, notamment en incitant, avec l'aide de l'agence de bassin, plusieurs usines à recycler leurs déchets : Air Liquide, à Pierre-Bénite, qui rejetait 10 000 tonnes par an de lait de chaux : A.E.C., à Salaise-sur-Sanne, qui s'apprêtait à déverser de grandes quantités de sulfate de soude ; Rhône-Poulenc, aux Roches-de-Condrieu, qui commercialise désormais, sous la forme de carreau de plâtre, ses déchets de phosphogypse.

L'association Sud, née en juin 1976 à Arles — à laquelle ont adhéré une trentaine de communes, ainsi que le parc régional naturel de Camargue et l'Association des pêcheurs au filet et engins du bassin du Rhône, — a décidé d'entreprendre une étude sur la pollution du fleuve. Cette étude, pour laquelle elle a obtenu une aide initiale de 100 000 francs du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, demandera au moins un an et portera sur une partie du cours moyen du Rhône et sur le bas-Rhône, de Valence à la Méditerranée.

Il s'agit d'étudier les pollutions les plus dangereuses et les plus insidieuses dues à certains métaux lourds (mercure, plomb, cadmium, titane) dont les effets biologiques sont actuellement connus. Les investigations seront réalisées par des chercheurs des laboratoires de chimie analytique de l'université de Provence (ex-Marseille I), dont la collaboration doit préfigurer la constitution d'un comité scientifique auprès des deux associations.

M. Vallin a proposé qu'un plan de cinq ans soit soumis aux pouvoirs publics pour avancer dans deux directions : la suppression des rejets industriels polluants (soit par épuration, soit par destruction, soit par recyclage des déchets) et la réalisation de stations d'épuration communales et intercommunales, bénéficiant des mêmes subventions de l'agence de bassin que celles qui sont accordées aux industriels (de 50 à 70 % au lieu de 25 %).

GUY PORTE.

ÉQUIPEMENT

TRANSPORTS

Concorde à New-York ? décision sur le fond le 1er juin

De notre correspondant

New-York. — La cour d'appel, devant laquelle les autorités portuaires de New-York avaient porté la décision du juge Pollak déclarant que le refus de permettre à Concorde de se poser à Kennedy était illégal, a refusé, le mardi 24 mai, d'entendre la demande d'action suspensive présentée par les avocats des autorités portuaires et ajourné le procès jusqu'au 1er juin. Elle a fait savoir aux avocats des deux parties qu'elle se prononcera ce jour-là sur le fond du dossier et n'a pas hésité à déclarer, sur un ton dont la fermeté a été remarquée, *« que si l'appel des autorités portuaires n'était pas reçu, la mise au ban de Concorde à Kennedy serait automatiquement levée »*.

Air France et British Airways ont fait connaître, de leur côté, qu'elles n'avaient pas l'intention de commencer les vols d'essais de Concorde avant que la décision de la cour d'appel soit connue.

Lundi, l'Agence fédérale de l'aviation (F.A.A.) avait rendu publique son évaluation de la performance de Concorde à Washington-Dulles douze mois après qu'il eut entamé sa période d'essai sur cet aéroport. Selon ce rapport, 1) les émissions de fumées de Concorde sont inférieures à ce que l'on prévoyait ; 2) le niveau moyen des décibels émis par l'appareil en avril 1977 a été voisin de celui qui avait été prévu il y a un an dans le document sur la base duquel M. Coleman avait décidé d'accorder à Concorde seize mois d'essai ; 3) les riverains de Dulles sont moins opposés à Concorde qu'ils ne l'étaient il y a un an : 50,3 % sont aujourd'hui favorables à la venue de Concorde (au lieu de 45,7 %), 26,2 % y sont opposés (au lieu de 36,9 %).

Cette évaluation ne permet pas de préjuger la décision finale de la F.A.A. qui ne pourra intervenir qu'en septembre, à la fin de la période d'essai accordée à Concorde. C'est à la même époque que la Cour suprême, devant laquelle celle des deux parties qui aura été déboutée le 1er juin par la cour d'appel de New-York ne manquera pas de porter l'affaire, fera connaître son verdict.

LOUIS WIZNITZER.

FG

CAPEL
habille en long
comme en large
• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.09.
• Capel Rive Gauche : centre com. Maine-Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.
• Capel Madeleine : 26 bd Malesherbes 75008 Paris, 266.34.21.

bac
10 jours pour réussir
Du 6 juin au 17 juin
Session intensive
MATH - PHYSIQUE
SOS MATH Etablissement d'Enseignement Privé
3, rue de MONCEAU - 755-61-24
Métros : Etoile ou St-Philippe

Partout, moins cher, 12 mois sur 12 avec nouvelles frontières

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Départs de Paris

ATHENES	700 F
ISTANBUL	700 F
CASABLANCA (1)	980 F
LE CAIRE	1100 F
MONTREAL	1360 F
NEW YORK	1450 F
BOMBAY	2050 F
SINGAPOUR	2650 F

Départs de Bruxelles

LIMA	2150 F
MEXICO	2250 F

ALLER RETOUR

CIRCUITS ORGANISES

Découverte des Aurès
du 25 juin au 2 juillet
du 9 juillet au 16 juillet
du 23 juillet au 30 juillet
du 6 août au 13 août
du 20 août au 27 août
du 3 septembre au 10 septembre
1680 F

Découverte du Hoggar
du 2 juillet au 27 août
Départ tous les 15 jours
2950 F

Renseignements et inscriptions à :
NOUVELLES FRONTIERES
TOURAVENTURE
66, bd Saint-Michel 75006 PARIS
Tél. : 329.12.14
119, rue Solférino
59000 LILLE
Tél. : 54.24.04
LIC 793 A

MÉDECINE

PREMIER SUCCÈS POUR LA TECHNIQUE DES MANIPULATIONS GÉNÉTIQUES

Un gène de l'insuline est transplanté dans une bactérie

Une équipe du département de biochimie de l'université de Californie (San-Francisco) vient d'annoncer qu'elle a réussi à transplanter dans une bactérie commune de la flore intestinale (escherischia coli ou colibacille) le gène qui, chez le rat, commande la synthèse de l'insuline. Les docteurs Rutter, Goodman et leurs collaborateurs ont, dans cette première étape, créé, en *recourant aux techniques maintenant classiques* de recombinaison génétique (1), un chromosome hybride, en fusionnant au patrimoine génétique d'un colibacille le gène qui, dans les cellules du rat, commande la fabrication de l'insuline.

Les générations de ces colibacilles *particuliers qui se succèdent depuis* la *réussite* de cette intégration continuent à fabriquer ce gène insulinique, dont *elles* n'ont nul *besoin.* En *effet,* les bactéries, n'utilisant *ni* insuline ni autre hormone, ne disposent normalement d'aucun mode d'instruction génétique susceptible de commander leur fabrication.

Ce « gène-chimère » n'est, pour l'instant, pas fonctionnel. Il est présent *dans les bactéries ainsi* remaniées, mais ne détermine aucune production hormonale. La deuxième étape, visant à *stimuler* le gène silencieux pour qu'il entreprenne la fabrication d'insuline, *« sera accomplie dans moins de six mois »,* a déclaré le docteur Goodman ; rien ne s'opposerait alors à ce que l'on puisse concevoir soit une fabrication massive par ces cultures bacté*riennes particulières d'insuline de* rat, soit même, ultérieurement, d'insuline humaine par l'intégration cette *fois du gène commandant dans* les cellules de l'homme la fabrication de cette hormone. Une étape fort importante pour la science et pour la médecine serait alors accomplie.

En effet, l'insuline dont disposent actuellement les médecins pour traiter *les diabétiques* résulte d'une fabrication coûteuse, compliquée et peu satisfaisante, faisant appel à un mélange d'insulines de vaches et de cochons, extraites et purifiées — tant *bien que mal* — du pancréas de ces animaux.

L'insuline humaine, qui pourrait être produite en grande quantité par des cultures bactériennes spécialement préparées, offrirait à l'évidence d'importants avantages.

En outre, la réussite de l'expé*rience californienne ouvre de nou*velles et importantes perspectives de recherches concernant l'origine même du diabète, et les motifs pour *lesquels certains patients souffrent* d'une fragilité génétique qui conduit à l'altération de la sécrétion d'in*suline,* et donc du *métabolisme* du sucre (2).

Un espoir pour les diabétiques

Si les spécialistes américains réussissent à rendre fonctionnel le gène de rat intégré à leur bactérie, s'ils arrivent à ce qu'il s'exprime, et à ce qu'il entreprenne la fabrication de l'insuline, une autre étape, à plus *long terme, serait alors concevable.*

Il n'est pas impossible, en effet, que l'on puisse un jour, en recourant *à des techniques analogues intégrer* l'information génétique nécessaire à la fabrication de l'insuline au sein même des cellules des malades diabétiques qui souffrent d'une anomalie de cette production.

D'autres succès, concernant l'introduction au sein de végétaux de *gènes augmentant la fixation* de l'azote, viennent d'être signalés par d'autres équipes américaines. L'ob*jectif* de ces travaux *n'est plus ici* d'ordre thérapeutique, mais concernent les ressources agricoles de la planète entière : leur succès permettrait, en effet, de faire l'économie de ces engrais azotés coûteux, dont la source n'est pas indéfiniment extensible.

Après avoir fait l'objet de violentes polémiques, et de mises en garde alarmistes, les techniques de recombinaison génétique apportent ainsi leurs premiers fruits, dans des domaines particulièrement bénéfiques, pour le bien-être humain, et dont nul ne doute plus qu'ils ne sont que les toutes *premières* étapes de très importants développements.

Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Nous avons décrit ces techniques dans *le Monde* du 18 septembre 1974 et du 19 mars 1975.

(2) *Science,* revue de l'American Association for the Advancement of Science, publiera, la semaine prochaine, le rapport des chercheurs californiens.

● RECTIFICATIF. — Le livre du docteur Christian Bourde, dont nous avons indiqué les références dans « le Monde de la médecine » du 18 mai 1977, s'intitule *les Maladies de la circulation sanguine,* et non pas *les Varices* (P.U.F., « Que sais-je »).

AU CONGRÈS DES MÉDECINS DE GROUPE

Des maisons médicales communales ?

De notre correspondant

Clermont-Ferrand. — Plus du quart des praticiens libéraux français exercent en groupe ; ce phénomène traduit la volonté de nombreux médecins de rompre un certain isolement, de disposer d'appareils d'assez haute technicité, de collaborer efficacement avec d'autres professions para-médicales. Tout en affirmant leur désir de rester maîtres de la gestion de leur cabinet médical, quelque cinq cents congressistes réunis à Clermont-Ferrand du 19 au 22 mai pour le dix-huitième congrès du Syndicat national de médecine de groupe, sous la présidence du docteur William Junod, ont insisté sur leur volonté de développer des liens étroits avec les collectivités locales. Des premiers contacts ont déjà été *pris avec* les représentants de certaines municipalités comme Saint-Etienne ou Reims (« le Monde » du 28 avril).

Les médecins de groupe veulent apporter à la population une réponse globale à la totalité des besoins de l'individu.

Cette réponse s'inscrit dans une action coordonnée entre les médecins et les autres professions de santé en liaison étroite avec les travailleurs sociaux. Pour mener à bien ces objectifs, une structure juridique simple est nécessaire. Le projet de loi sur le groupe d'exercice professionnel correspond au but poursuivi, et il appartient désormais au gouvernement de déposer ce projet de loi au Parlement. Telle est une des conclusions du 18e Congrès du Syndicat national de la médecine de groupe (S.N.M.G.).

D'autre part, un projet-cadre des devoirs, obligations et droits réciproques des équipes médicales *et des collectivités locales* a été élaboré. Son intention est claire : il s'agit d'*« assurer à la population les soins de la meilleure qualité possible dans l'indépendance jugée indissociable de la responsabilité économique des médecins ».* Pour ce faire, ces derniers sont prêts par ailleurs à collaborer à toute action destinée à réduire les inégalités dans l'accession aux soins. S'ils ont abordé les problèmes concernant les horaires de travail du médecin et celui du mode de rémunération, ils n'ont pas trouvé pour l'heure de réponse définitive. Il convient de noter également que ces propositions s'inscrivent dans le contexte d'une lutte menée par le S.N.M.G. contre toutes formes de centralisme.

Laisser le malade dans son environnement

Ainsi, pour lutter contre ce que le président Junod a appelé *« l'hospitalo-centrisme, c'est-à-dire l'hypertrophie des hôpitaux »,* le congrès s'est déclaré pour la création de *« petites unités médico-sociales locales »* qui répondraient au souci de laisser au maximum le malade dans son environnement, sauf lorsque l'hospitalisation est techniquement indispensable (1). Cette dernière proposition traduit également une autre préoccupation : réduire l'énorme déficit de la Sécurité sociale.

Enfin, selon le président William Junod, un certain nombre d'expérimentations sur le terrain en collaboration avec les collectivités locales pourront être tentées d'ici à la fin de l'année afin de concrétiser les idées qui se sont dégagées de ce congrès.

JEAN-PIERRE ROUGER.

(1) Le docteur Junod a décrit et chiffré le coût de ces unités dans *le Monde* du 3 novembre 1976.

L'AUSTRALIE MET DES CONDITIONS POUR L'EXPORTATION DE SON URANIUM

Canberra (Reuter). — Le gouvernement australien vient d'annoncer *la mise au point, pour ses exportations* d'uranium, de mesures de sauvegarde très analogues à celles *déjà prises par les Etats-Unis* et le Canada. Le premier ministre, M. Malcolm Fraser, a, en effet, indiqué, mardi 24 mai devant le Parlement, que les pays importateurs d'uranium australien ne seront dorénavant plus autorisés, après son utilisation dans les centrales nucléaires, à le retraiter pour en extraire le plutonium sans *l'accord préalable* de Canberra. Une permission préalable sera également nécessaire pour des transferts de matériel nucléaire d'origine australienne entre *pays étrangers.*

L'uranium australien ne devra en aucun cas être enrichi aux niveaux requis pour la fabrication d'armes nucléaires.

Comme les Etats-Unis et le Canada, l'Australie se réserve le droit de suspendre ses livraisons à tout pays qui violerait ces mesures.

DÉFENSE

Ancien inspecteur général de la marine

L'AMIRAL DAILLE PRÉSIDE UNE SOCIÉTÉ CHARGÉE DE DÉVELOPPER LES VENTES D'ARMES A L'ÉTRANGER

Moins de quatre mois après avoir quitté l'inspection générale de la marine nationale, qui dépend, directement, du ministre de la défense, l'amiral Gérard Daille vient de prendre la présidence de la Société française d'exportation de matériels navals militaires *(SOFREXAN)* chargée de développer et de favoriser les ventes d'armes navales à l'étranger.

L'amiral Daille, soixante et un ans, qui a atteint la limite d'âge de son rang en janvier dernier, succède à M. Alexandre Sorine, ancien ingénieur en chef du génie maritime, qui était président-directeur général de la SOFREXAN depuis 1970. Cette société, fondée sur l'initiative de la délégation générale à l'armement, réunit quatre chantiers *navals, capables de construire* toute la gamme de navires de combat, et six sociétés spécialisées dans la *fabrication* des systèmes d'armes navales.

Aux côtés de ces différents *actionnaires,* qui sont *les* sociétés privées ou nationales fondatrices de la SOFREXAN, l'Etat a décidé de prendre une participation financière au capital social de la société. La SOFREXAN a offi*ciellement pour but de développer* les ventes à l'exportation de matériels navals et militaires et de fournir à tout acquéreur étranger le concours financier et technique, ainsi que des conseillers.

Depuis 1975, on note un certain tassement des exportations de matériels militaires navals, qui ont représenté, l'an dernier, environ 6 % du montant total des *livraisons* d'armes de *la France* à l'étranger (les matériels aéronautique : 65 % ; les matériels terrestres : *19 %, et l'électronique :* environ 10 %). Cet essoufflement des activités à l'exportation, conjugué avec une diminution des commandes venant de la marine nationale, explique, du *reste, la stagnation* du plan de charge des arsenaux qui dépendent de la direction technique des *constructions* navales.

[Né le 6 *février* 1916 à Jacob-Bellecombette (Savoie), l'amiral *Gérard Daille a appartenu aux forces* navales françaises libres. Après avoir été à l'état-major particulier du général de Gaulle à la présidence de la République, de 1952 à 1960 il a commandé le porte-avions *Clemenceau,* et il a été chef de la division « plans » à l'état-major de la marine. Préfet maritime de la IIe région maritime à Brest en 1972, il a été, de juin 1975 à janvier 1977, inspecteur général de la marine nationale.]

SCIENCES

Les prix scientifiques Philips

UN ETHOLOGUE EN JEANS

Le premier prix du IXe Concours européen Philips pour les jeunes *scientifiques et inventeurs* a été décerné, lundi 23 mai à Paris, à un jeune Espagnol de dix-sept ans, brun et réfléchi, José Durán, pour ses travaux sur le comportement du lézard de muraille. Il a reçu, comme douze autres concurrents, un chèque de 10 000 francs. Quatorze autres prix de 5 000 francs et neuf de 1 000 francs ont été attribués.

Une vingtaine de graves messieurs, tous scientifiques *« éminents »,* composant le jury, avaient pris place sur la scène de la salle Gémier du palais de Chaillot, face à *quarante-deux concurrents de* dix-sept nationalités, les uns endimanchés, les autres — comme le premier prix — en jeans, finalistes de ce concours européen que précèdent chaque année des compétitions nationales (*le Monde* du 3 novembre 1976). Les organisateurs ont exalté la *« juvénile ardeur »* des *« valeureux candidats »,* les qualifiants de *« fleurs qui porteront un jour des fruits ».*

Rougissant sous le feu des pro*jecteurs, les concurrents, gauches* et impressionnés, ont écouté le président du jury faire leur éloge avant de recevoir un « certificat de mérite ».

Après la cérémonie, José Durán a expliqué quels trésors de patience il avait dû déployer pour conduire à bien ses recherches sur le lézard. Ses observations sur la copulation, la défécation et la nutrition de ce charmant reptile sont d'un tel intérêt scientifique qu'elles font d'ores et déjà de lui un vrai ethologue, a estimé le jury.

*D'autres candidats se sont pen*chés sur la digestion de l'escargot, l'étude de la thyroïde de la souris *et l'écologie marine. Les jurés ont* aussi couronné des recherches sur l'électricité, l'aérodynamique et les *mini-ordinateurs. Mais, signe* des temps, les concurrents s'étaient surtout intéressés à l'environnement et à la vie animale. — B. L.-G.

★ Prix scientifique Philips pour les jeunes, 50, avenue Montaigne, 75380 Paris Cedex 08. Tél. 225-94-50.

● *« L'ordinateur et les arts visuels »* sera le thème des débats organisés les 26 et 27 mai par l'université de Paris-I, l'Institut d'esthétique et des sciences de l'art, la Société française d'esthétique, de 10 heures à 19 heures, 162, rue Saint-Charles (Paris-15e). Avec notamment, la participation de Georges Guilbaud, Jacques Arsac, Iannis Xenakis, Pierre Barbaud, Vera et François Molnar et Georges Charbonnier.

● *Un océanographe va diriger la NASA.* — M. Robert Frosch, précédemment directeur pour l'océanographie appliquée du *Woods Hole Oceanographic Institution,* vient d'être nommé par le président Carter à la tête de la NASA, précédemment dirigée par M. James Fletcher.



4, Rue Soyer, Neuilly-sur-Seine : pas seulement une adresse, une opportunité.

LE QUARTIER : Rue Soyer (métro Pont-de-Neuilly). Rue calme de Neuilly, à proximité immédiate des transports en commun, des écoles et lycées, commerçants et administrations.

L'IMMEUBLE : 6 étages, façades en pierre de taille. Hall d'entrée et paliers luxueusement décorés. Isolation thermique et phonique.

LES APPARTEMENTS : 13 appartements du 3 au 5 pièces, tous prolongés de larges balcons ou de jardins privatifs en rez-de-chaussée.

LES PRESTATIONS : Chauffage électrique intégré, moquette de laine, dans les pièces à vivre, larges placards, cuisines entièrement équipées (avec lave-linge, lave-vaisselle, réfrigérateur congélateur, four électrique, etc.), salles de bains luxueusement aménagées (dalles de marbre et moquette, miroir, bandeau lumineux, etc.).

Téléphone installé dans tous les appartements.

LES PRIX : Moins de 7600 F le m² (balcon non compris). Vérifier et comparez : le 4, Rue Soyer est réellement une opportunité.

Pour recevoir une documentation gratuite, remplissez et adressez ce bon à :



4, rue Marbeuf, 75008 Paris
225.37.79 et 45.37

BON pour une documentation gratuite "4, Rue Soyer". M
Nom
Prénom
Adresse
Code postal

ÉDUCATION

Après le décès du responsable d'une résidence

LES DIRECTEURS DES CROUS DÉNONCENT LE CLIMAT DE CERTAINES CITÉS UNIVERSITAIRES

Le décès du directeur de la résidence universitaire Hector-Berlioz, sur le campus de Saint-Martin - d'Hères - Grenoble (*le Monde* du 18 mai), a été évoqué au cours d'une assemblée générale de l'Amicale des directeurs des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS). L'assemblée a publié un communiqué dénonçant *« l'insécurité qui règne dans un trop grand nombre de résidences universitaires »*.

Les directeurs de CROUS expliquent :

« Les excès de la liberté de circulation instituée dès 1969 dans les cités universitaires, auxquels s'ajoutent la crainte ou l'indifférence de certains résidents, permettent à des minorités — étudiantes ou non — de proférer des menaces et d'exercer des pressions physiques ou morales sur les personnels administratifs et ouvriers qui logent dans ces établissements par nécessité de service.

» Les cas d'agressions et de brutalités sur les personnels et leurs familles ont atteint, ces derniers temps, un niveau intolérable. Fonctionnaires de responsabilité, les directeurs des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires estiment qu'ils manqueraient aux devoirs de leur charge en n'informant pas solennellement le secrétariat d'Etat aux universités et l'opinion des conditions de vie et de travail des étudiants et des agents qui s'efforcent d'assurer leur tâche sous leur responsabilité.

» Ils font, d'ailleurs, remarquer que les fonctionnaires de l'éducation, susceptibles de servir dans le cadre des œuvres universitaires, ne semblent pas attirés par ces tâches, au demeurant passionnantes et capitales pour la formation des étudiants socialement les moins favorisés. »

De son côté, la Fédération des résidences universitaires de France (FRUF) déclare : *« Le décès récent de M. Cheminaud, directeur de la résidence universitaire Hector-Berlioz à Genoble, met en lumière, de façon tragique, les problèmes qui se posent dans cette résidence, où quelques éléments provocateurs, étrangers au monde étudiant, entretiennent un climat permanent de violence et de tension préjudiciable à l'ensemble des résidents, du personnel ouvrier et administratif. La FRUF dénonce ces provocations, qui masquent les vrais problèmes des résidents et du fonctionnement des cités universitaires. »*

ANCIENS COMBATTANTS

● *Le congrès international de la Fédération des anciens résistants*, qui s'est réuni à Toulouse les 21 et 22 mai, dénonce *« la recrudescence du nazisme et de l'antisémitisme en France et en Europe »*. Il fustige *« ceux qui, par leurs agissements, font l'apologie du nazisme »* et déplore *« que les criminels de guerre bénéficient encore d'indulgence et même de protections »*.

● *Mme Marie-Madeleine Fourcade*, président du Comité d'action de la Résistance, s'est élevée contre *« les attaques de collaborateurs qui, tout en glorifiant le régime vichyssois et son chef, le maréchal Pétain, présentent la Résistance comme une époque néfaste aux intérêts de la France »*. — *(Corresp.)*

Dans un village de Lorraine

Les institutrices aux mains nues

Parce qu'il n'y avait pas d'école maternelle dans leur village, les mères de famille de Manoncourt-en-Woëvre *(Meurthe-et-Moselle)* ont décidé de la créer et de la faire fonctionner elles-mêmes un jour par semaine. L'expérience dure depuis plus d'un an.

De notre envoyé spécial

Manoncourt-en-Woëvre (Meurthe-et-Moselle). — Un bourg de cent quatre-vingts habitants posé sur la plaine de la Woëvre, terre grasse et dure plus propice de ce côté-ci à l'élevage qu'à la culture. Les *hommes sont paysans, réparateurs de* machines agricoles ou vont travailler dans les entreprises de pneumatiques ou de construction de maisons individuelles à Toul, à l'aciérie de Pompey, voire à Nancy. Mais on reste au village parce qu'on l'aime bien et parce qu'on s'aime bien.

Manoncourt n'est pas un village sans école. Avec deux voisines, Tremblecourt et Jaillon, la commune accueille une école *« éclatée »* : classe enfantine et cours préparatoire *à Tremblecourt*, les deux années de cours élémentaire à Jaillon, les deux cours moyens à Manoncourt. Mais, il y a deux ans, ces villages partageaient le sort de ces milliers d'autres qui n'ont pas d'école maternelle pour les moins de cinq ans. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, même si, pour l'administration, rien n'a changé.

Tout a commencé au début de 1976. Les adolescents de Manoncourt réclament une salle pour se retrouver pendant le week-end. Le maire réunit leurs parents avec un représentant de la Maison des jeunes et *de la culture de Toul.*

L'une des mamans profite de l'occasion pour parler du problème des enfants en bas âge. Arrivée depuis peu au village, elle ressent plus que les autres le besoin d'une école pour les tout-petits. La question n'est pas nouvelle. Un an auparavant, elle avait été posée par une association familiale. Une étude avait conclu qu'une école maternelle pourrait être ouverte si la commune prenait à sa charge le traitement d'une aide-éducatrice. Trop cher : on renonça.

Cette fois, l'idée accroche. Les *mamans battent le rappel dans les* communes proches. Toutes les mères — sauf une — qui ont un enfant de deux à cinq ans tombent d'accord pour *« faire quelque chose »*. Avec quinze mamans décidées, l'expérience commence.

La maison d'école

La *« garderie »* ou la *« classe »* (on ne voit pas bien la différence...) aura lieu le jeudi. *« Un après-midi par semaine, c'est bien suffisant,* estime Blandine, une jeune femme d'agriculteur. *Car je me dis que les gosses à la campagne apprennent beaucoup de choses même au-dehors de l'école. »* Françoise, dont le mari est éducateur, assure une sorte de permanence qui tranquillise les autres mères. Tout le *monde balbutie au début.* Par chance, le père d'un enfant est représentant en matériel éducatif. Il donne des spécimens de jeux ; on achète de la pâte à modeler ; le plein air occupe la moitié du temps.

A la fin de l'année scolaire, on fait le bilan. Toutes les préoccupations pédagogiques viennent sur le tapis : sommes-nous assez autoritaires ? Ou trop ? *Poussons-nous suffisamment* les enfants ? Les mamans ont le sentiment vague qu'elles ne sont pas capables. Un moment, elles hésitent : va-t-on se cotiser pour payer une institutrice professionnelle ? On y renonce : ce serait trop bête ! Plutôt se former et, pour cela, prendre contact avec la maîtresse du cours préparatoire, qui accepte de prêter des livres et de donner des conseils.

Quand le *« club des petits »* rouvre en septembre 1976, les mamans *ont décidé de répartir les enfants en* trois groupes d'âges. Du coup, la salle de la mairie est trop petite. Des grands-parents proposent une maison qu'ils n'habitent pas, et les marmots de Manoncourt ont désormais leur *« maison d'école »*. Seuls quelques pupitres de bois récupérés donnent au local un air de classe. Les tout-petits disposent de la cuisine, *les « moyens » et les « grands »* de la salle à manger.

Soulagement

Aujourd'hui, ils sont venus une vingtaine malgré la pluie, huit de deux et trois ans, douze de trois à cinq ans. Une maman avec les *premiers, deux avec les seconds.* Tandis que les petits, assis en rond près du poêle, s'évertuent à reconnaître la couleur de grosses pièces en plastique, la séance des grands est consacrée à une *« approche sensorielle de la lecture »*. En sautant, en s'étendant à terre, les enfants apprennent à distinguer *« au-dessus de »* et *« sur »*. La leçon prend l'allure d'un jeu où ils découvrent ensemble les subtilités du langage. Les mamans ont préparé la *séquence, mais elles se réfèrent* scrupuleusement à l'ouvrage prêté par l'institutrice.

Après le goûter (chaque enfant apporte 1 franc pour couvrir les frais du gâteau), éducation rythmique à l'aide d'un disque (l'électrophone a été acheté grâce à un crédit de 500 francs du conseil municipal). Pendant la dernière heure, loto sensoriel pour les petits : il s'agit de recomposer une sorte de puzzle : peinture pour les grands, qui décorent avec leurs doigts un avion de carton utilisé tout à l'heure pour le langage. Un conte ramène le calme avant le départ. Les trois mamans de service aujourd'hui ne cachent pas leur soulagement quand, mains et tabliers nettoyés, chaussures enfilées, toute la troupe a été rendue *aux parents...*

Les institutrices aux mains nues ont découvert la difficulté d'enseigner. *« Quand on songe,* dit l'une d'elles, *que les maîtresses sont seules avec trente enfants, cela explique beaucoup de choses... Qu'elles soient énervées, par exemple, ou que ça ne marche pas bien pour tous les gosses. Nous, on peut rester cinq minutes avec celui qui a de la peine à suivre. »*

La difficulté, mais le charme aussi : *« On voit que les autres enfants sont comme les nôtres. » « On s'aperçoit qu'on est capable de faire autre chose que le ménage ou soigner les bêtes. »* Tout l'émail de la vie est changé pour ces femmes de Manoncourt. *« On continue à la maison ce qu'on fait ici. »* Bien sûr, il y a les maris. Ils approuvent. Mais ils ne s'en mêlent pas. La maternelle de *Manoncourt reste l'affaire des* femmes

Que sera l'avenir de cette maternelle ? Si les enseignants locaux, loin d'être hostiles, ont soutenu l'entreprise, les mamans attendent avec curiosité le moment où *« leurs élèves »* entreront dans la grande école... Sans complexe, cependant : *« Il nous manque encore la technique, mais nous avons, nous, le sens maternel ! »*

L'administration ferme les yeux. *Les conditions de sécurité des* locaux ? *« Rien à craindre,* affirme M. Jean Thouvenin, le maire robuste et disert de Manoncourt. *Les salles sont au rez-de-chaussée. Et il n'y a jamais plus de vingt personnes. Pas plus que pour une réunion de famille ! »*

C'est que le maire tient à cette garderie : *« Ça va dans le sens de ce qu'on défend. La société nous tire à tout attendre d'elle. Pour un coup, on s'est débrouillés tout seuls. Et puis le milieu rural, on l'oublie toujours dans les grands schémas de planification. On ne pense à lui que lorsqu'on a envie de retrouver les petits oiseaux. Là, il a fait la preuve qu'il veut exister... »*

CHARLES VIAL.

Les présidents d'université ont entretenu M. Giscard d'Estaing du blocage des carrières

M. Jean Dry, premier vice-président, et les membres de la section permanente de la conférence des présidents d'université ont été reçus à déjeuner lundi 23 mai au palais de l'Elysée par le président de la République. Au cours de cette rencontre, à laquelle assistaient également le premier ministre et Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barrre ont fait un tour d'horizon de la situation universitaire avec leurs invités. *« Ce fut une discussion panoramique et un peu décousue »*, rapporte un participant.

Le président de la République s'est montré préoccupé par les problèmes des carrières des enseignants : les présidents d'université ont rappelé que deux cents postes seulement seraient vacants chaque année d'ici à 1990 et que le recrutement ne porterait que sur mille postes en l'an 2000. Mme Saunier-Seïté a exposé les diverses solutions envisagées par ses services : transformation de postes, avancement de l'âge de la retraite — le seuil limite pourrait être fixé à soixante-cinq ans — détachement ou placement « hors cadre » des professeurs en fin de carrière.

Les présidents d'université n'ont pas obtenu, d'autre part, la promesse d'amélioration de leurs moyens financiers. *Comme* l'a rappelé le président de la République, le budget de 1978 restera dominé par la rigueur. M. Raymond Barre a signalé que le budget des universités avait été particulièrement serré en 1976-1977 et qu'une *« bouffée d'oxygène »* pourrait être envisagée à la prochaine rentrée universitaire. Les présidents se sont étonnés à leur sortie de l'Elysée que la *« politisation »* dans l'enseignement, dénoncée successivement par le ministre de l'éducation et le secrétaire d'Etat aux universités, n'ait pas été évoquée au cours de l'entretien. M. Giscard d'Estaing a toutefois demandé à ses visiteurs pourquoi l'année universitaire avait été *« calme »*, après les mouvements de grève de l'an dernier. Le président de la République a aussi rappelé qu'il était très attaché à la loi d'orientation de 1968 et qu'il avait contribué à mettre *au point*, lorsqu'il était parlementaire, l'autonomie des universités.

RELIGION

« LA NAISSANCE D'UN SCHISME »

Sous le titre *« La naissance d'un schisme »*, à propos de la venue à Paris de Mgr Lefebvre, le Père Jean Potin écrit dans *la Croix* du 24 et 25 mai :

« Jusqu'ici le pape et, en ce qui concerne Paris, le cardinal Marty, ont fait preuve d'une volonté de dialogue et d'un désir de maintenir les liens de la communion. La rupture officielle a pu être évitée. Le moment vient inévitablement où après avoir constaté le schisme de fait il sera impossible de ne pas l'officialiser par l'excommunication. L'unité de l'Eglise est le bien le plus précieux que l'Eglise doit s'efforcer de sauvegarder. Mais le désir d'éviter le départ d'un groupe peut aussi miner la cohésion de l'ensemble du troupeau.

» N'est-ce pas ce qui commence à se passer chez un certain nombre de chrétiens qui ont admis les orientations du concile dans la fidélité à l'Eglise mais dans la souffrance. Les accusations de Mgr Lefevre contre le pape, les évêques, le concile, la nouvelle liturgie, la validité des sacrements, l'œcuménisme, le catéchisme, ne peuvent que troubler ces chrétiens si la hiérarchie donne l'impression d'hésiter et de préférer la continuation du dialogue à la fermeté. »

● PRECISION. — M. Pierre-Patrick Kaltenbach, président des Associations familiales protestantes, dont nous avons publié un point de vue sur l'occupation de Saint-Nicolas-du-Chardonnet (*le Monde* du 21 mai), nous prie de préciser qu'il n'est pas pasteur, comme nous l'avons écrit par erreur.

L'ABBÉ DUCAUD-BOURGET RÉPOND « OUI, MAIS... » AU CARDINAL MARTY

L'abbé Ducaud-Bourget a répondu aux questions posées par le cardinal Marty sur le concile Vatican II, la mise en œuvre de ce dernier et la reconnaissance de l'autorité de l'archevêque de Paris (*le Monde* du 19 mai)

Vatican II est un concile œcuménique, mais pastoral et non dogmatique, estime l'abbé Ducaud-Bourget ; Paul VI a le devoir de le faire appliquer, mais sans en changer la nature. La bulle de Pie V sur la liturgie demeure donc en vigueur. Enfin, c'est une calomnie que de prétendre qu'il y a schisme car *« nous ne sommes pas en marge de la communauté du diocèse, c'est elle qui nous a expulsés »*.

L'abbé Ducaud-Bourget affirme reconnaître l'épiscopat comme parfaitement légitime, puisqu'il a été mis en place par Paul VI. *« A vos trois questions*, conclut-il, *nous répondons* : oui, mais *secundum quid* et *servatis servandis* », qu'on pourrait ainsi paraphraser : *« Oui jusqu'à un certain point et en maintenant ce qui doit être maintenu. »*

● RECTIFICATIF. — Une double erreur de transmission dans notre article sur le synode de l'Eglise réformée de France (*le Monde* daté 24-25 mai) a fait dire au docteur Philippe Gabbai le contraire de ce qu'il avait affirmé. Au lieu de : *« Tout ce qui TIENDRAIT à mettre en péril le respect du désir au sens plein de ce terme est à CONTINUER »*, il fallait lire : *« Tout ce qui TENDRAIT à mettre en péril le respect du désir au sens plein de ce terme est à CONDAMNER. »*

AÉRONAUTIQUE

LA COMPAGNIE EASTERN AIRLINES NE COMMANDERA PAS CINQUANTE AIRBUS

Los Angeles *(A.F.P., A.P.)*. — La *compagnie intérieure américaine* Eastern Airlines aura besoin, d'ici à 1990, d'une cinquantaine d'avions moyen-courriers du *genre Airbus, mais elle n'achètera* sans doute pas autant d'exemplaires de l'avion européen, a indiqué, lundi 23 mai, à Los Angeles, M. Frank Borman, président de la compagnie aérienne américaine. Il est même *« probable »* qu'Eastern Airlines, tout en achetant éventuellement quelques Airbus, fera aussi l'acquisition d'avions du même type fabriqués aux Etats-Unis et dont l'introduction sur le marché américain est prévue vers 1983.

Eastern va essayer cet hiver quatre *exemplaires de l'avion* qui lui seront loués par le consortium european Airbus - Industrie. La compagnie aérienne décidera par *la suite* si elle veut acheter l'avion européen Airbus-Industrie. La 25 millions de dollars l'unité (environ 120 millions de francs). Lors d'un récent séjour à Paris (*le Monde* du 12 mai), M. Borman, qui est l'ancien astronaute américain, avait indiqué que sa compagnie pourrait acheter jusqu'à cinquante Airbus en dix ans.

« Nous prendrons probablement une décision définitive au printemps prochain », a précisé de son côté M. Charles Simon, vice-président d'Eastern *Airlines, qui* a ajouté qu'il espérait obtenir un rabais d'Airbus - Industrie, car Eastern Airlines sera la première *compagnie* aérienne américaine à acheter l'avion, si elle décide de l'acquérir.

Entre Gourmets au Louis XIV
"La Bourride"
Le Louis XIV
est l'un des 700 restaurants parisiens
qui acceptent
la Carte American Express.
8, Bd St-Denis - Paris 10e. Tél. 208.56.56.
Fermé Lundi et Mardi.
Ogilvy & Mather

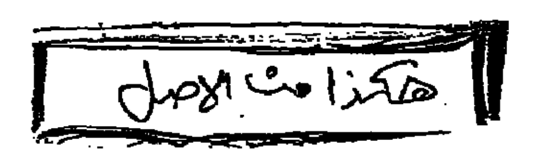
Tête à Tête aux Trois Moutons
"L'Epaule d'Agneau"
Les Trois Moutons
est l'un des 700 restaurants parisiens
qui acceptent
la Carte American Express.
63, Av. Franklin-Roosevelt - paris 8e.
Tél. 225.26.95. Fermé le Dimanche.
Ogilvy & Mather

La Carte American Express
est honorée par
des milliers de restaurants.
En France. Et à l'étranger.
AMERICAN EXPRESS
Ogilvy & Mather

Parce qu'une
LANGUE
ÉTRANGÈRE
s'apprend sur place
venez avec nous en
ANGLETERRE
ÉCOSSE
ÉTATS-UNIS
ALLEMAGNE
AUTRICHE-ESPAGNE
préparer le B.E.P.C. ou le BAC
dans une ambiance agréable
GRANDES VACANCES
OSFB
ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE
43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél ...
Bon
pour une documentation complète et gracieuse
NOM ______
ADRESSE ______
à retourner à l'OSFB 43, rue de provence 75009 paris

LA FACLIP vous prépare à une spécialité fondamentale dans l'économie moderne dans son
ÉCOLE DE GESTION DE PERSONNEL
Admission niveau Bac
Durée des études : 3 années
LE DIRECTEUR REÇOIT LE MATIN OU SUR RENDEZ-VOUS
25, rue de la Sourdière, 75001 PARIS - TÉL. : 261-67-31





ÉDUCATION

Libres opinions

LES UNIVERSITAIRES SANS SURVEILLANCE ?

Par PASCAL SALIN (*)

LE MONDE daté 6-7 février a publié un article signé de Michel Vernières intitulé « Les universitaires sous surveillance ». Sous surveillance de qui ? De l'Etat, qui jouerait de la variété des statuts des enseignants pour leur ôter la liberté. Mais Michel Vernières *suggère au passage que ce contrôle serait double, au moins* potentiellement, puisque le patronat, public ou privé, voudrait être « *le seul maître des qualifications* ». Ne pourrait-on pas, au contraire, reprocher au patronat français de ne pas s'intéresser suffisamment à l'Université ? Il n'a certainement ni les moyens ni l'envie « *d'être le seul maître des qualifications* ». *Que l'hypothèse contraire puisse* être avancée témoigne une fois de plus dans quel univers mythique vivent un certain nombre de nos collègues .

Ce qui est certainement critiquable dans la situation actuelle *de l'Université française c'est son extrême centralisation, qui vide* de presque tout contenu la fameuse notion d' « autonomie » et qui soumet la vie des universités (non la pensée des universitaires, heureusement), non pas tellement au « pouvoir », mais plutôt aux bureaucrates. C'est en ce sens, et en ce sens seulement, que l'on peut estimer que les « *universitaires sont sous surveillance* ».

Dans la mesure, par conséquent, où l'on estime trop pesante cette tutelle il serait légitime de revendiquer une plus grande autonomie. Michel Vernières se plaint de la tutelle gouvernementale (la faible marge d'indépendance qui resterait aux universités permettrait selon lui « à *certains universitaires de développer des enseignements et des recherches peu conformes aux vues du pouvoir* »). Si le pouvoir a ainsi les moyens de limiter la liberté des universitaires *et d'orienter leurs travaux, il est urgent de développer un système* véritablement concurrentiel qui ôtera au « pouvoir » le monopole de la pensée. Telle serait tout au moins la conséquence que tout esprit raisonnable tirerait des prémices indiquées. Mais non ! Michel Vernières propose pour solution une tutelle renforcée de l'Etat !

Ainsi, sous prétexte d'assurer le bon fonctionnement du « service public », il demande l'élaboration d'un statut des enseignants. Ce statut conduirait nécessairement à codifier, à rigidifier le fonctionnement d'une caste plus que jamais fermée par rapport à l'extérieur. Servir le public consiste à fournir aux étudiants et au pays les enseignants les meilleurs et les chercheurs les meilleurs. Cela ne consiste certainement pas à « accorder des garanties à tous les personnels ». On voit déjà maintenant comment un certain nombre *d'enseignants s'accrochent à leur poste, alors même qu'ils sont en* principe nommés pour une période limitée, ce qui conduit à garantir les situations acquises au lieu de rechercher à recruter ceux qui seraient les plus aptes. Ainsi, en sciences économiques le concours d'agrégation comporte déjà un grave inconvénient : celui d'empêcher des économistes de haut niveau, qui ne seraient pas entrés depuis leur plus jeune âge dans le « tuyau universitaire », d'y entrer ultérieurement.

Michel Vernières veut *généraliser* ce système et il demande par conséquent une formation pédagogique des enseignants du supérieur. Et de manière très caractéristique, il écrit « *pourquoi les universités devraient-elles demeurer le seul secteur de la fonction publique dont les personnels n'ont pas besoin d'être formés de manière spécifique ?* ». Ainsi, pour lui, les universitaires sont avant tout des fonctionnaires. Sa position illustre parfaitement deux constantes des attitudes universitaires françaises, bien souvent partagées par des hommes d'horizons politiques très différents :

— Le souci de renforcer les cloisonnements en imposant un mode d'accès unique à la caste. C'est le système mandarinal (il serait accentué du fait des propositions de Michel Vernières par le fait qu'il faudrait y entrer plus tôt qu'actuellement).

— L'incapacité à concevoir qu'il existe d'autres pays que la France et d'autres solutions. La valeur de l'enseignement et de la recherche aux Etats-Unis et dans bien d'autres pays vient-elle de ce que les enseignants ont un statut, sont des fonctionnaires et ont reçu une formation pédagogique dans leur *jeune âge* ? *L'hypothèse fait sourire*, tellement elle est dérisoire. L'avance intellectuelle de ces pays est due, bien au contraire, à l'absence de caste, à l'aptitude des universités à prendre les compétences là où elles existent. La vie profes*sionnelle est peut-être plus dure pour les* enseignants, mais, au moins, le *service du public* est-il assuré au mieux. Que l'on cesse, une fois pour toutes, de masquer les revendications individuelles par l'appel au service public, comme on le fait constamment en France. Le statut est l'égide des faibles, l'égide des manipulateurs professionnels dont le temps se passe en palabres plus qu'à faire avancer la connaissance.

★ Professeur à l'université Paris-IX-Dauphine.

JEUNESSE

TÉMOIGNAGE

L'impossible insertion d'un grand handicapé

Grand handicapé moteur privé de l'usage de ses quatre membres et de celui, partiel, de la parole, un de nos lecteurs de Chenove (Côte-d'Or), âgé de vingt-sept ans, Jean-Marc Bardeau, raconte ci-dessous les obstacles qui se sont dressés devant lui lorsqu'il a tenté de mener une vie normale. Au-delà de son cas personnel, ce récit témoigne d'une double ségrégation : celle — douloureuse — que provoquent les infériorités physiques, mais aussi celle — choquante — dans laquelle notre société confine les handicapés.

Après avoir fréquenté plusieurs établissements spécialisés et tenté de travailler, Jean-Marc Bardeau, aujourd'hui chômeur, fait des études de sciences sociales par correspondance. Il est l'auteur d'un ouvrage paru cette année aux éditions Payot, « Infirmités et Inadaptations sociales ».

Le premier établissement où j'entrai « enfermait » des enfants de santé délicate, nerveux. Le second recevait des handicapés physiques. Les méthodes éducatives de l'un et de l'autre étaient rudimentaires, répressives (privations, châtiments corporels). *Le premier tenait beaucoup plus* de l'enfermement que de l'éducation. L'an dernier, l'affaire de l'Espélidou (1) nous a rappelé que de tels établissements existent encore.

Certes, aujourd'hui, M. René Lenoir (2), avec sa commission d'éducation spécialisée — chargée de détecter et de placer les enfants handicapés ou prétendus tels, — tendrait à supprimer de telles institutions *et les tâtonnements dont, comme* bien d'autres, j'ai été victime. Mais au prix de la mise en fiche de tout enfant suspect de handicap et de l'orientation de certains d'entre eux par des administrateurs nommés par le préfet. L'enfant handicapé reste comme par le passé un objet, un *dossier, son histoire affective* et sociale n'est pas davantage prise en compte (...).

C'est seulement à l'âge de *neuf ans que, par relations,* je suis entré dans un établissement de rééducation motrice. Ils étaient moins nombreux qu'aujourd'hui et les places étaient chères (...). Là, je fis effectivement des progrès physiques, mais ceux-ci sont-ils synonymes d'épanouissement affectif et psychologique ? Le handicapé est soumis à des soins constants, et ce n'est qu'en fonction de ses progrès que les médecins et les éducateurs décident *s'il mérite* de retourner dans sa famille. Après ce séjour, je restai très *dépendant de ma mère, très* infantile. Tout restait à faire sur le plan scolaire. Car, si j'avais amélioré ma marche et *remplacé l'écriture par la frappe à la* machine à écrire, je n'avais acquis que des rudiments de lecture et de calcul. Durant quatre années ensuite, je dus récupérer en classe de perfectionnement mes déficits scolaires.

A seize ans, j'obtins mon certificat d'études primaires.

Je fis alors un séjour dans une école professionnelle pour handicapés moteurs où existent *différentes* sections. *La seule* paraissant à ma portée était celle d'employé de bureau. Mais au bout de quelque temps je dus la quitter du fait de ma lenteur à taper à la machine, de ma maladresse à manipuler les papiers et de l'impossibilité dans laquelle je suis de tenir un crayon. *Je restai* cependant deux années dans cette école et obtins quelques bribes de culture générale.

Dépendance

De retour dans ma famille, *j'espérais trouver un travail normal.* Mais on m'avait déjà orienté vers le secteur « protégé » où les travailleurs handicapés sont répartis selon leur rentabilité. Après diverses péripéties, je refusai cette solution. Je connus alors deux années de chômage. Soutenu par deux éducateurs du centre d'éducation spécialisée où j'avais fait mes études, je me présentai dans une grande-entreprise de Dijon. Après quelques essais sur une chaîne de tri de pièces, je passai une quinzaine de jours sur une machine à photocopier. Le travail en lui-même m'était accessible, mais il me fallait rester debout lorsque la machine fonctionnait. Un travail pénible pour moi.

L'insertion parmi les ouvriers fut difficile. Au restaurant de la boîte on me proposa de prendre mes repas à la cuisine, mais je m'imposai au restaurant. Malgré mes difficultés à tenir ma place, je ne reçus aucun soutien des syndicats : *pour eux aussi j'étais le* « handicapé ». Comme dans les centres de soins, l'affaire devait se traiter entre ma mère et le patron.

A nouveau au chômage, je me *mis à réfléchir* sur la signification sociale et politique de mon *expérience.* Avec *un groupe de handicapés* et de valides, j'essayai de prendre en charge certains de nos problèmes : *emploi, accès aux loisirs, situation des travailleurs* en atelier protégé. Mais nous nous heurtâmes aux difficultés nées de notre handicap et à notre rejet par la société. Pris en charge depuis toujours par notre famille, les institutions de soins, les associations officielles, nous nous aperçûmes que nous étions des *assistés* incapables de lutter collectivement et nous nous enlisâmes dans des conflits personnels.

Exclu des structures sociales, normales ou parallèles, le risque était grand de se replier sur moi-même. Je décidai cependant d'aller vers les autres afin de vivre et de réfléchir avec eux à la signification de tant de handicaps. Je m'engageai aux côtés des militantes du MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception). Comme elles, je ne me sentais pas libre de mon corps. *Petit à petit, j'acceptai que ma* sœur, de deux ans plus jeune que moi, ait une vie différente sur le plan des études, des loisirs, et des relations. Je parvins à partager ses difficultés et ses projets. De son côté, elle a essayé de comprendre mon handicap, sans pitié, ni admiration, et je pense qu'elle m'a rendu en cela un grand service.

Mais je n'accepte toujours pas facilement ma dépendance à l'égard de ma mère. C'est une source d'agressivité et de conflits (...) car cela me coûte *de ne pas pouvoir me déplacer seul et de demander de l'aide* pour rencontrer les autres ou pour participer à des actions sociales ou politiques (...).

Je sais qu'il naît en France un enfant handicapé toutes les sept minutes et je ne peux éviter de penser à ce que dit le *professeur Minkowski* dans son dernier livre : 80 % des nouveau-nés en détresse pourraient avoir une naissance normale si toutes les maternités étaient équipées en matériel et en personnel qualifié...

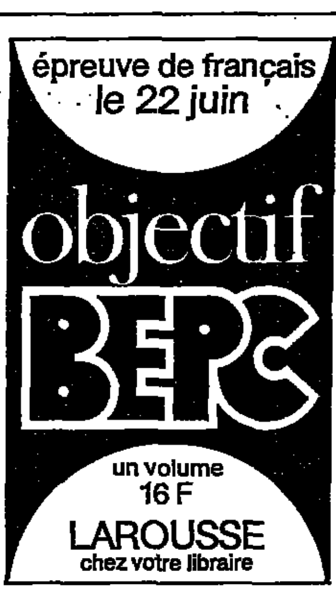
(1) Voir notamment *le Monde* du 23 juin 1976.

(2) Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la Sécurité sociale, chargée de l'action sociale.

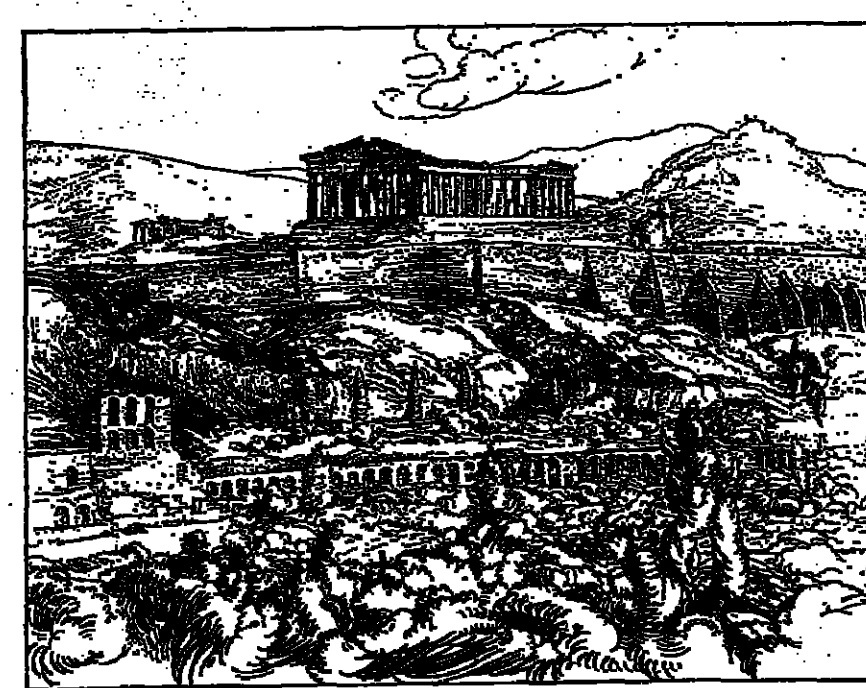
Prévoir
une bonne literie
TRÉCA
c'est bien...
...la choisir chez
CAPÉLOU
c'est mieux !
EXPOSITION ET MAGASIN DE VENTE
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
Metro Parmentier
Tél. 357.46.35
PARIS XI[e]

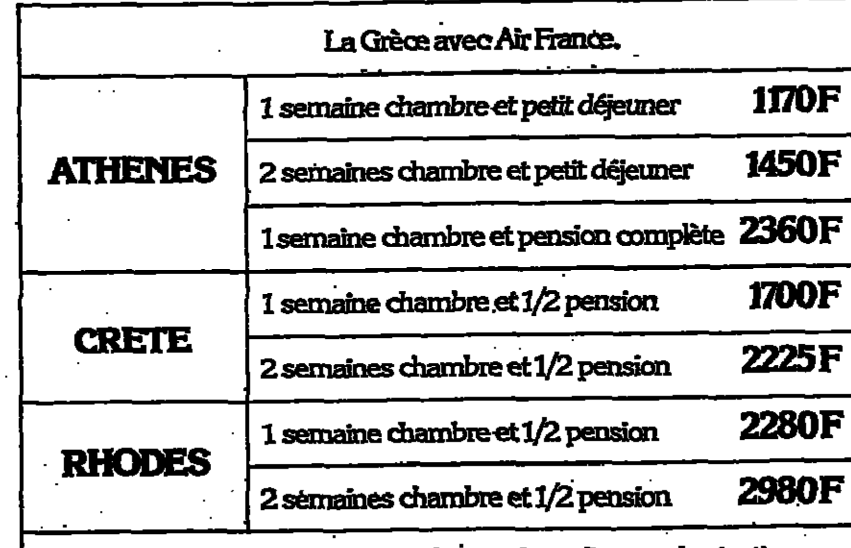






Vous aimez ce dessin, allez voir le modèle.





La Grèce avec Air France.

ATHENES	1 semaine chambre et petit déjeuner	1170F
	2 semaines chambre et petit déjeuner	1450F
	1 semaine chambre et pension complète	2360F
CRETE	1 semaine chambre et 1/2 pension	1700F
	2 semaines chambre et 1/2 pension	2225F
RHODES	1 semaine chambre et 1/2 pension	2280F
	2 semaines chambre et 1/2 pension	2980F

Air France vous propose également bien d'autres destinations. Pour les connaître, adressez-vous simplement à votre Agent de voyages ou à Air France.



Le ciel de vos vacances.

CARNET

Réceptions

— L'ambassadeur de Bulgarie, M. Konstantin Atanassov, a donné un cocktail lundi à l'occasion de la fête de la culture et des lettres slaves.

— L'ambassadeur de Grèce et Mme D. Papaloannou ont donné une réception en l'honneur de M. Athanase Tsaldaris, secrétaire d'Etat aux communications.

Naissances

— Alain Gerset et Françoise, née Grupper, ont la joie d'annoncer, avec Anne, la naissance de

Thomas,

le 17 mai 1977.

26, rue Washington, 75008 Paris.

— Claude et Michel Suquet sont heureux de faire part de la naissance de

Perrine,

le 9 mai 1977.

Domaine de La Tuilerie.
Noisy-le-Roi.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de

Mlle Laurence Charrière,

fille du capitaine de corvette (C.R. †) Georges-Marc Charrière et de Mme Georges-Marc Charrière, née *Elysabeth Bouché*,

avec le baron Olivier de La Baume, fils du baron de La Baume (†) et de la baronne, née Solange Dutreil.

— Jean Hourcade dit Bellocq et Etsuko Murakami

ont la joie de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 22 mai 1977 à Fukuyama (Japon).

Institut français de Kyôto (Japon).

Décès

— Mme Pierre Abelin, son épouse,
M. Philippe Abelin,
M. et Mme Michel Abelin,
M. et Mme François Abelin,
M. et Mme Dominique Abelin,
M. Jean-Pierre Abelin,
Le docteur Catherine Fouché, ses enfants,
Mme Terrat-Branly, sa belle-mère,
M. et Mme René Levrel,
M. et Mme Jacques Doublet et leurs enfants,
M. et Mme Georges Guérin et leurs enfants,
Mme François Levanti et son *fils*, ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs et neveux,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre ABELIN,
ancien ministre,
président du conseil général de la Vienne,
maire de Châtellerault,

survenu le 23 mai 1977.

Ses obsèques seront célébrées le jeudi 26 mai 1977 en l'église Saint-Jean-Baptiste.

Le deuil se réunira à 15 h. 30 face à l'hôtel de ville.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La Cerisaie, La Chapelle-d'Antoigné, 86100 Châtellerault.

[Lire page 11 l'article de N.-J. Bergeroux.]

— Les membres du conseil municipal de Châtellerault et le personnel communal

ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre ABELIN,
ancien ministre,
président du conseil général de la Vienne,
maire de la ville.

Ses obsèques auront lieu le jeudi 26 mai 1977 en l'église Saint-Jean-Baptiste.

Inhumation au cimetière Saint-Jacques. Le deuil se réunira à 15 h. 30 face à l'hôtel de ville. Une chapelle ardente ouverte au public sera dressée dans le hall de l'hôtel de ville à partir du mercredi 25 mai, à 14 heures, jusqu'au jeudi 26 mai, à 15 heures.

— M. et Mme Marcel Baumlin,
M. et Mme Eric Baumlin,
M. et Mme Jean-Bernard Dutuit et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès, survenu le 20 mai 1977, de Mme veuve Louis-Léopold BABAUD, leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Janine Baudis-Anghilante, sa mère,
M. Pierre Baudis, son père,
M. et Mme Dominique Baudis, son frère et sa belle-sœur,
Toute sa famille et ses amis,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Chantal BAUDIS,

survenu accidentellement en Espagne, dans sa vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 26 mai 1977, à 14 heures, en l'église Saint-Paul-Saint-Louis, 99, rue Saint-Antoine, Paris (4e), suivie de l'inhumation au cimetière parisien de Bagneux, dans la sépulture de famille.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— Mme Benjamin Bondit,
M. et Mme Jacques Lubin et leurs fils,
M. et Mme Jacques Bondit et leurs enfants,
M. et Mme Gilbert Lipack et leurs enfants,
M. et Mme Michel Bondit et leurs fils,
M. et Mme Léon Bondit et leurs enfants,
M. et Mme René Bouillet et leurs enfants,
M. et Mme Gustave Grynwajc et leurs enfants,
Et toute la famille,

ont le regret de faire part du deuil cruel qui vient de les frapper en la personne de

M. Benjamin BONDIT,
président cultuel
du temple consistorial
de la place des Vosges,
président des sociétés
de secours mutuels
les Amis retrouvés et Egalité
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
croix de guerre
et médaille de la Résistance,
médaille d'or
donneurs de sang bénévoles,
médaille de vermeil
de la Ville de Paris,
ancien capitaine de réserve,

leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère, oncle, cousin, parent et allié, décédé le 21 mai 1977 à Cannes, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques auront *lieu le jeudi* 26 mai.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 h. 30. Des autocars seront à la disposition des amis pour le retour dans Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue de Paradis, 75010 Paris.

— Mme Joseph Cavé, son épouse,
Ses enfants et ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Joseph CAVÉ,

survenu le 20 mai 1977, dans sa soixante-treizième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 23 mai, en l'église de Babœuf (Oise), sa paroisse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Michelle et André Delcombre, François, Caryl et Jeanne Delcombre,

ont eu la tristesse de perdre leur belle-mère, mère et grand-mère

Mme veuve Roger DELCOMBRE,
née Maria Thomas,

décédée le 13 mai 1977 à la clinique M.G.E.N. de Maisons-Laffitte.

Elle aurait eu quatre-vingts ans le 17 juillet.

L'incinération a été faite au Père-Lachaise

229, boulevard Jean-Jaurès,
92100 Boulogne.

— M. et Mme Jean Flammery,
M. et Mme René Flammery,
Leurs enfants et petit-enfant,
Toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père,

M. Charles-Lucien FLAMMERY,

survenu le 8 mai 1977 dans sa quatre-vingt-sixième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise ont eu lieu le 13 mai dans l'intimité.

22-26, rue du Sergent-Bauchat,
Paris 75012.
10, avenue de Villars, 75007 Paris.

— M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, et Mme,
M. et Mme Paul Giannoli et leurs fils,
M. Patrick Frey,
Mme Joseph Giannoli,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Aimé-François FREY,
née Anne Brun,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parente, pieusement décédée à Neuilly-sur-Seine, le 21 mai dans sa quatre-vingt-neuvième année

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Marc Ilovaisky,
M. et Mme Denys Ilovaisky,
Sophie et Marie,
Mme Olga Apoukhtine,
Toute la famille,
Et l'Association des officiers du régiment des cosaques de la garde de Sa Majesté l'Empereur,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc ILOVAISKY,
poète,

survenu à Paris, le 20 mai 1977.

Les obsèques seront célébrées le mardi 31 mai 1977, à 14 heures, en la cathédrale Saint-Alexandre-Newsky, 12 bis, rue Daru à Paris, suivies de l'inhumation au cimetière russe de Sainte-Geneviève-des-Bois (91).

— Les membres et les collaborateurs de la Société civile Desk

ont le regret de faire part du décès de leur associé, ami et camarade de travail,

M. Luc IONESCO,
photographe,

survenu le 9 mai 1977.

7, rue Villedo, 75001 Paris.

— Nous apprenons la mort de *notre confrère*

M. Pierre LEDIEU,
ancien collaborateur
de l'agence France-Presse,

décédé le lundi 23 mai à Paris, à l'âge de soixante-sept ans.

Ses obsèques ont eu lieu ce mercredi 25 mai au cimetière de Pantin.

[Entré comme secrétaire de rédaction à l'agence Havas en 1933, *Pierre Ledieu* avait été affecté, à la Libération, au service des reportages de l'A.F.P. Quittant l'agence en 1955, il entrait à *« l'Aurore »* avant de collaborer successivement à « Ici Paris », « France-Dimanche » et « Spéciale dernière ».]

— Les familles Barbaza, Collin, Gelard, Duparc, Lemoine, Ailliot,
M. et Mme Henry et leurs enfants,
M. et Mme Abraham,
Mlle R. Schlimm,
Mme Orsola Bianchetta,
Mme Madeleine Heize,
Et la famille sacerdotale du perpétuel secours,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Hélène LEMOINE,
président-directeur général
de la Quotidienne Publicité,

leur cousine et amie,

survenu le 20 mai 1977, munie des sacrements de l'Eglise, en son domicile, 103, avenue de la République, Paris (11e).

Priez pour elle.

Et prient d'assister à la cérémonie religieuse qui sera célébrée *le jeudi 26 mai 1977, à 10 h. 30, en* la basilique Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, 55, boulevard de Ménilmontant, Paris (11e), sa paroisse. On se réunira à la basilique.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bercy, dans le caveau de famille.

— Marthe Abraham,
Et le personnel de la Quotidienne Publicité, 136, rue du Chemin-Vert, Paris (11e),

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Hélène LEMOINE,
président-directeur général de la
Quotidienne Publicité,

survenu le 20 mai 1977, munie des sacrements de l'Eglise, en son domicile, 103, avenue de la République, Paris (11e).

Priez pour elle.

Et prient d'assister à la cérémonie religieuse qui sera célébrée le jeudi 26 mai 1977, à 10 h. 30, en la basilique Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, 55, boulevard de Ménilmontant, Paris (11e), sa paroisse. On *se réunira* en la basilique.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bercy dans le caveau de famille.

— Mme Jacques-André Lièvre,
M. et Mme Dominique Dieterlen et leurs enfants,
M. et Mme David Mitchell et leurs enfants,
Mlle Jeanne Eparvier,
Mlle Francine Besnard,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur Jacques-André LIEVRE,
professeur au collège de médecine
des hôpitaux de Paris,
médecin honoraire des hôpitaux
de Paris,
ancien président de la Société
médicale des hôpitaux de Paris,
ancien président de la Société
de rhumatologie,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 19 mai 1977, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

6, rue de Bellechasse,
75007 Paris.

— M. et Mme René Guercin et leur fils,
M. et Mme Jean Adamian et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Charles SPIRA,
née Andrée Perquel,

survenu le 23 mai, à Boulogne.

Un service religieux sera célébré le vendredi 27 mai, à 8 h. 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris (16e).

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

46, rue de la Faisanderie,
75016 Paris.
1301 S. Scott Arlington Va.
22204 U.S.A.

(Publicité)

ANDY WARHOL signera son livre « Ma philosophie de A à B »
le Mercredi 25 Mai 1977
de 18 heures à 20 heures.
Librairie
du Centre Georges-Pompidou
Plateau Beaubourg, PARIS (4e).

Remerciements

— Mme Pierre Granier de Cassagnac, ses enfants,
Et toute sa famille,

dans l'impossibilité de répondre à toutes les personnes qui leur ont manifesté tant de sympathie et d'affection lors du décès de M. Pierre GRANIER de CASSAGNAC, *les prient de trouver ici le témoignage* de leur reconnaissance émue et leurs chaleureux remerciements.

Messes anniversaires

— Une messe à la mémoire de Mme Georges LECLERCQ-SEITERT, rappelée à Dieu le 4 mai 1977, sera célébrée le jeudi 2 juin, à 18 h. 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris (7e).

De la part
Du général et de Mme Georges Leclercq,
De M. et Mme Paul Copie,
Et du colonel et de Mme Denis Leclercq.

— Lyon, Le Bois-d'Oingt, Paris, Tours.

Pour le troisième anniversaire de la mort de

Mme Elie DUPRAZ,

et à la mémoire de son époux,

M. Elie DUPRAZ,

une messe sera dite en l'église paroissiale du Bois-d'Oingt (Rhône), le ... juin 1977.

... fils demande à ceux qui les ont ... nus et aimés de bien vouloir ass... leur souvenir.

Communications diverses

— *Le* gala national de la Légion d'honneur, organisé au bénéfice de ses *œuvres sociales*, aura lieu *le* jeudi 2 juin, à 20 h. 45, au casino d'Enghien, sous la présidence du général de Boissieu, grand chancelier de l'ordre. Il comportera un dîner suivi d'un programme artistique particulièrement brillant : Cyril Atanassoff et Josette Amiel, Mady Mesplé, Claude Kahn. Pour tous renseignements : B.O.R.E., 14, rue de l'Université, 75007 Paris. Téléphone : 260-34-67 +.

— A l'occasion du dixième anniversaire du cercle Gaston-Crémieux, une veillée poétique juive, réalisée par Eve Griliquez, les 24 et 25 mai, à 20 h. 45, au Théâtre Ménilmontant, 15, rue du Retrait, Paris (20e).

Participation aux frais : 20 francs.

Visites et conférences

JEUDI 26 MAI

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — 10 h. 30, entrée du Panthéon, Mme Guillier : « Le Panthéon ».

10 h. 30, métro Trocadéro, Mme Oswald : « Vivre en quartier ancien à Paris ».

15 h., métro Mairie-d'Ivry, Mme Guillier : « La ville-jardin d'Ivry ».

16 h., 13, rue de l'Ancienne-Comédie, Mme Pajot : « Le café Procope ».

20 h. 30, 21, rue Notre-Dame-des-Victoires, Mme Thibaut : « Le comté d'Auvergne » (Caisse nationale des monuments historiques).

15 h., 2, rue de Sévigné : « Jardins, les plus beaux hôtels du Marais » (A travers Paris).

15 h., 11, rue de Birague : « La place des Vosges et la maison de Victor Hugo » (M. de La Roche).

15 h., 4, place Vendôme : « Les salons de la joaillerie Chaumet et la place Vendôme » (Tourisme culturel).

CONFERENCES. — 20 h. 30, 26, rue Bergère, Mme Clara Truchot : « La voie du yoga » (l'Homme et la Connaissance).

18 h. 30, 28, rue des Saints-Pères, M. Massimo Scolare : « Milan : de *la ville religieuse à la ville privée* » (CERA).

18 h. 15, 7, rue Fr.-de-Pressensé : « Musique et danse en Asie du Sud-Est » (F. M. V. J. Voyages).

20 h. 30, centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, M. Serge Doubrovsky : « Pour une écriture nomade ».

15 h., librairie de Médicis, 3, rue de Médicis, M. Davy : « Un itinéraire à la découverte de l'intériorité » ; M. Kohler : La quête du gourou ».

19 h., 14, cours Albert-Ier, M. Arthur Hoérée : « Le destin tragique d'un génie méconnu : Guillaume Leken » (les Amis de Richard Wagner).

20 h., 10, rue du Mail, M. Yonten Gyatso : « Enseignement du bouddhisme tibétain ».

Attachez vos ceintures...
Savourez
un SCHWEPPES Bitter Lemon :
c'est renversant !

JUSTICE

LE RETRAIT DU TEXTE CONTRE LE SYNDICALISME JUDICIAIRE

Fausse alerte

Revenant complètement sur une décision prise une semaine auparavant, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale — qui fixe son ordre du jour — a décidé, mardi 24 mai, de retirer de celui-ci une proposition de loi de M. Claude Gerbet, député giscardien d'Eure-et-Loir, vice-président de la commission des lois, tendant à l'interdiction du syndicalisme judiciaire. Ce *n'était, pour cette fois, qu'une* fausse alerte.

Le ministre de la justice s'était, de manière répétée, prononcé contre cette proposition et même contre sa discussion, tant elle risquait d'être adoptée, fût-ce contre *l'avis du gouvernement*. Le risque était évidemment double. D'une part, de créer, ce qui était d'ores et déjà acquis, un front uni des magistrats — et de quelques autres... — contre un texte remettant en *cause l'évolution* des dix dernières années, avalisée, de surcroît, à plusieurs reprises par le Conseil d'Etat. L'autre risque était au moins aussi grand : que le gouvernement soit mis en minorité par sa propre majorité, irritée de voir que les deux syndicats de magistrats (1) s'interrogent de plus en plus ostensiblement sur la réalité de l'indépendance de la magistrature.

La crise qui serait née eût pourtant été interprétée comme une tentative de l'exécutif de museler le corps judiciaire, bien qu'il ne soit pour rien apparemment dans la mauvaise manière qui lui avait été faite par l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de la proposition de loi de M. Gerbet.

La radiation de mardi est donc autant un heureux succès de M. Alain Peyrefitte, à qui il était indispensable, qu'un échec de M. Jean Foyer (R.P.R.). Car c'est évidemment le président de la commission des lois, dont on connaît l'hostilité à tout syndicalisme judiciaire en général, et au Syndicat de la magistrature, en particulier, *qui est derrière* toute cette affaire.

M. Foyer ayant, au terme d'un déjeuner avec M. Peyrefitte, mardi, accepté que soit retiré le texte de M. Gerbet, la question que se posent à présent les milieux judiciaires est simple : qu'a-t-il obtenu en échange ?

Ph. B.

(1) L'Union syndicale des magistrats et le Syndicat de la magistrature, à quoi il faut ajouter le Syndicat de la juridiction administrative, qui groupe une large partie des conseillers de tribunaux administratifs et quelques membres du Conseil d'Etat.

LE « CHIRURGIEN AUX MAINS NUES » POURSUIVI POUR EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE

Le parquet de Paris a ouvert une information pour exercice *illégal de la médecine* visant M. Michel Carayon, trente et un ans, comptable, qu'une publicité tapageuse désigne sous le vocable de « *chirurgien aux mains nues* ». Prétendant s'être initié l'année dernière, aux îles Philippines, à une pratique miraculeuse, il se *déclare capable d'extraire* de l'intérieur du corps d'un malade la substance néfaste, sans procéder à la moindre incision.

M. Carayon dispose de plusieurs lits dans une ancienne clinique de Joinville (Val-de-Marne) transformée en résidence pour personnes âgées, et assure qu'il n'impose pas de tarif à ses clients, le séjour dans l'établissement étant directement payé à la direction de celui-ci à raison de 100 francs par jour. M. Carayon affirme, en outre, n'avoir jamais usurpé le titre de médecin.

● *Le tribunal de grande instance de Foix* (Ariège) a condamné mardi 24 mai à un mois de prison ferme et 3 000 francs d'amende M. Gabriel Benis, joueur de rugby de l'équipe de Chambéry, pour coups et blessures involontaires. Le 30 novembre 1975, au cours d'un match de championnat de France entre Saint-Girons et Chambéry, M. Benis avait frappé à la tête M. Georges Fourion, qui avait dû subir ensuite l'ablation d'un œil. M. Benis devra en outre verser une provision de 20 000 F en attendant les conclusions des experts. —





AMBRE
SPECIALISTE
DE LA MODE
A PARTIR DU 44
Vous présente sa nouvelle Collection de Robes Plein-Eté
83 av. du Général-Leclerc PARIS 14e
Centres commerciaux
BELLE EPINE-PARLY 2-VELIZY 2
CRETEIL-LYON
LIMOGES-NANCY-MULHOUSE

J'ai envie d'un appartement livrable dès cet été, dans un immeuble calme et cossu, au centre de Nice.
J'ai entendu parler du Parnasse et de ses prix.
Envoyez-moi votre documentation.
Voici mes coordonnées : M 2
Mon nom ....
Mon adresse ....
.... Mon téléphone ....
Bon à retourner : Le Parnasse - Bureau de vente 30-32 Bd Victor Hugo 06000 Nice - Téléphone (93) 87 25 44

La femme est plus petite que l'homme.
Le boîtier de la Lady-Datejust est sculpté dans un unique bloc d'acier ou d'or 18 carats. Tout comme celui des Rolex pour homme. Etanche jusqu'à 50 m de profondeur, elle résiste aux très grands chocs. En un mot la Rolex pour femme, c'est la Rolex pour homme. En plus petit.
Lady-Datejust. Une Rolex mérite le prestige dont elle jouit.
ROLEX
GENÈVE

LE 74e CONGRÈS DES NOTAIRES DE FRANCE

Les libertés, nos libertés, leurs libertés

Nice. — « Droit fiscal et gestion des biens » est le thème retenu par les organisateurs du 74e congrès des notaires de France, dont les travaux ont commencé à Nice lundi 23 mai en présence de MM. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, et Jacques Médecin, secrétaire d'État au tourisme, maire de Nice, et s'achève ce mercredi 25 mai.

La présence du ministre de la justice lors de la séance d'ouverture du congrès des notaires est traditionnelle. M. Alain Peyrefitte a bien voulu donner à son intervention une signification originale. Cette originalité était en fait double. Conscient comme tout un chacun qu'« en France on est toujours à la veille d'une élection », M. Peyrefitte était venu à Nice dire « et redire » aux mille deux cents congressistes sa « conviction que le notariat de France est essentiel à notre société libérale. Le jour où notre société libérale serait mal en point, le notariat serait mal en point », et réciproquement.

De notre envoyé spécial

Autant que le ministre de tutelle des notaires, c'est l'auteur comblé d'un best-seller récent qui s'adressait aux notaires. N'hésitant pas à se citer pour répondre à de discrètes allusions de ses interlocuteurs (*« Le notaire, parce qu'il n'est pas un fonctionnaire, est lui-même une protection contre le césarisme bureaucratique et ce que l'on a appelé le mal français »*), M. Peyrefitte donnait à penser qu'avec le titre que l'on sait tout est dit.

Pour les notaires, entre autres, tout n'est pas dit et les incertitudes politiques du moment n'en sont pas la seule cause. Me Yves Salats (Paris), président de ce soixante-quatorzième congrès, le souligna dans son discours d'ouverture en se faisant deux fois le défenseur des libertés : les libertés tout court et celles que *« les notaires sont en droit d'obtenir »*.

Les libertés : intactes dans les textes, elles sont souvent menacées *dans les faits*, souligna Me Salats. Tout en prenant acte avec satisfaction de la préparation d'une charte des libertés, du projet de loi issu des travaux de la commission *« informatique et libertés »* et du projet de loi concernant la mise en place d'une commission des infractions fiscales et d'un comité du contentieux fiscal, Me Salats formulera *un certain nombre de regrets, de* réserves ou de propositions.

Les regrets concernent la méthode insolite qui va faire se succéder au Parlement trois textes, qui vont du particulier au général, et prévoir en quelque sorte des applications avant la description du cadre. Les réserves du notariat sont relatives à deux points du projet de loi *« informatique et libertés »* : la transmission d'informations vers ou de l'étranger, *« afin d'éviter la création de certains paradis informatiques, comme il existe certains paradis fiscaux »*, la composition du comité *« informatique et libertés »* prévue par le texte, *« qui devrait être plus démocratique et ne pas être composée par une majorité de fonctionnaires ou de représentants du gouvernement »*. Les propositions visent à mettre fin à certains abus, tel le détournement systématique par des services administratifs des questionnaires de santé réclamés par les organismes de crédit à leurs clients.

Du général au particulier, cette fois, que pensent de « leurs » libertés les notaires ? Leur liberté d'association (reconnue depuis 1966 par la loi sur les sociétés civiles) leur paraît insuffisante dans la mesure où elle ne favorise que la fusion d'offices en importantes sociétés civiles professionnelles au détriment des petites et moyennes études. Les notaires appellent ainsi de leurs vœux une certaine liberté d'établissement, ne serait-ce que pour équilibrer par de nouvelles créations d'offices les fusions qui peuvent se produire dans une ville ou un canton.

Enfin, les notaires revendiquent pour leur corps *« un pouvoir réglementaire suffisant »* et souhaiteraient que *« la profession elle-même soit investie des pouvoirs nécessaires pour régler ses propres problèmes aux lieu et place de l'administration »*. S'il s'agit de liberté, les notaires estiment ne pas disposer de celle des professions concurrentes (notamment en matière d'honoraires et de choix des établissements de dépôt des fonds de leurs clients). Sur ces libertés des notaires, le ministre s'est contenté de promettre une étude attentive du dossier.

Le réalisme économique

Les notaires ne veulent pas être considérés comme de simples rédacteurs d'actes. Pour remplir leur mission de *« conseils, d'arbitres et de conciliateurs »* pour reprendre les termes de Me Alain Bourdel (Paris), président du conseil supérieur du notariat, ils ont examiné dans tous les domaines de leur activité une multiplicité de cas où la cohabitation *du droit civil et d'un droit fiscal* proliférant à l'infini est rendu difficile, voire impossible.

Les notaires naviguent souvent à vue d'une situation à l'autre pour décider en fonction du *« réalisme économique »* que leur dicte leur pratique comment harmoniser ou réformer certaines pratiques. L'idée dominante souvent exprimée est que *« lorsque le droit civil est contraire au réalisme économique, il faut qu'il s'adapte »*. Les notaires se sont aussi montrés à diverses reprises préoccupés par l'harmonisation inéluctable des divers systèmes européens. Ils se sont efforcés de procéder à une sélection de ce que chaque pays leur paraît offrir de plus avantageux.

Réclamée par certains notaires au nom de ce réalisme économique, la suppression du droit d'enregistrement au profit du droit rattaché au système de la T.V.A. a paru *« utopique »* à la majorité qui souhaite simplement voir aménager ses droits. S'agissant de l'imposition fiscale des bénéfices non commerciaux (qui concerne directement les notaires eux-mêmes) des débats animés font apparaître le désir de voir assimiler les membres des professions libérales aux salariés *« dans la mesure où les intéressés peuvent faire la preuve de leur bonne foi »*. Mais est-on si souvent fondé à leur accorder cette confiance ? Telle est la question. Affirmer que *« l'opposition sera désormais entre petits et gros revenus et non plus entre salariés et non salariés »* ne pouvait se faire qu'en mettant un moment sous le boisseau le réalisme économique si souvent invoqué au cours des travaux.

Dans le domaine agricole, les notaires souhaitent que les droits de mutation frappant les immeubles ruraux (de l'ordre de 14,60 % actuellement) soient ramenés à 4,8 % dans un souci d'unification avec les autres législations en vigueur en Europe. Il faudrait aussi que la fiscalité qui frappe la transmission des petites et moyennes exploitations après décès soit *« aménagée pour ne plus être un obstacle à la poursuite de l'exploitation dans le cadre familial »*.

S'il est un domaine où les propositions souvent très discrètes et difficiles à situer dans le maquis des textes et des pratiques rejoignent à l'évidence un problème de société très directement perçu par chacun, c'est celui de la fiscalité appliquée au couple. Les notaires proposent notamment : que deux époux mariés sous quelque régime que ce soit puissent opter pour une imposition séparée ou par foyer ; l'abandon de la solidarité contraignante entre époux pour le paiement de l'impôt sur le revenu des biens propres, *« sauf lorsque l'administration aura pu prouver une immixtion de l'un des époux dans la gestion des biens propres de l'autre »*.

Si l'on voit clairement ce qu'ont de réaliste et de lucide de telles propositions, on demeure le plus souvent perplexe devant l'assurance du corps des notaires — certes témoins privilégiés — à proposer jusque dans le détail la *juste doctrine* au nom de laquelle doivent être gérés les biens et revenus des diverses couches socio-professionnelles de la population. Il est que la question — préalable — de la légitimité des quelques six mille cinq cents notaires français et des sources du pouvoir de fait qu'ils exercent n'est pas à l'ordre du jour.

MICHEL KAJMAN.

DES CHIFFRES

On dénombrait en France, à la date du 1er janvier 1977, 6 488 notaires (dont 94 femmes) et 5 267 offices (917 de moins qu'en 1970) ; 2 143 notaires se répartissaient à cette date les 907 sociétés civiles professionnelles titulaires d'un office notarial. Un peu plus de 40 000 clercs et employés assistent dans leur tâche les notaires qui ont reçu, en 1975, 4 262 821 actes.

EN BREF...

● *Deux camionnettes de messageries attaquées.* — Selon un communiqué publié lundi 23 mai par le Rassemblement pour la République, des sacs contenant les exemplaires de *la Lettre de la Nation* destinés à la région parisienne et à la région du Nord-Pas-de-Calais, ont été volés par des inconnus qui, dans la nuit du jeudi 19 au vendredi 20 mai, se sont attaqués, à proximité de la gare du Nord et au centre de tri Paris-Brune, à deux camionnettes de l'entreprise de routage assurant le transport du quotidien. Le Rassemblement pour la République (R.P.R.), dans son communiqué, indique qu'une semblable agression avait été commise dans la nuit du 17 au 18 avril dernier au centre de tri Paris-Brune, proteste *« contre ces atteintes inqualifiables à la liberté de la presse »* et précise que deux plaintes ont été déposées.

Selon les renseignements communiqués par la police, il semble que l'une des deux camionnettes — celle interceptée à proximité de la gare du Nord — transportait outre le quotidien gaulliste, quatre mille exemplaires du *Parisien libéré* et que l'ensemble du chargement a été jeté par les agresseurs non identifiés dans le canal de l'Ourcq.

● *Trois personnes d'une même famille sont mortes asphyxiées*, le 23 mai au soir, par les gaz de fermentation que dégageait une fosse à purin, dans une ferme de Larringes, petite commune de Haute-Savoie. M. Georges Chessel, âgé de quarante ans, était descendu dans la fosse vraisemblablement pour réparer la clé de la vanne de cette installation lorsqu'il connut des difficultés respiratoires. Son frère, M. Germain Chessel, âgé de trente-six ans, chercha à lui porter secours, mais fut également victime des émanations ainsi que sa femme, Mme Jeannette Chessel, âgée de trente-quatre ans, qui tentait de dégager son mari et son beau-frère.

● *Le circuit sauvage de Rungis.* — La seizième chambre correctionnelle de Paris a condamné, le 23 mai, à trois mois d'emprisonnement avec sursis (sans inscription au bulletin numéro 2 du casier judiciaire), M. Tony Canestraro, le jeune motocycliste qui tua deux spectateurs et en blessa trois autres le 3 septembre 1976, sur le « circuit sauvage » des halles de Rungis. (*Le Monde* du 20 avril.)

Faits et jugements

Canards avariés.

Trente-cinq tonnes de canards — quinze mille volailles, — *importées de Hongrie par la* Société industrielle de diffusion alimentaire (SIDA) de Trappes (Yvelines), ont été déclarées impropres à la consommation par le service de la répression des fraudes de Versailles. En dépit de cette interdiction, deux mille pièces ont été distribuées dans des magasins à grande surface de l'Île-de-France. Le parquet de Versailles a ouvert une information sur les conditions de cette mise en vente. — *(Corresp.)*

Un trou de 400 000 F.

Après la découverte d'un trou d'environ 400 000 F dans les comptes du comité des fêtes de la ville de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) et la disparition du comptable, M. Van der Steen, trois plaintes contre X ont été déposées samedi 21 mai devant le procureur de la République de Bayonne par MM. Bernard Marie, député (R.P.R.), maire de la ville, Richard d'Arcangues, ancien président du comité, et Hubert Chalmeton, président de la commission des finances.

Les experts de la Cour des comptes semblent avoir démontré que M. Van der Steen, de nationalité hollandaise, en tirant des chèques de fonctionnement interne, conservait à son profit les *différences* entre les *montants* inscrits lors des signatures et ceux qu'il percevait réellement, après falsifications. — *(Corresp.)*

POURSUIVI POUR FRAUDE FISCALE

M. Stark : « n'est pas un homme d'argent »

C'était le tour de M. Stark, Roger-Oscar-Emile, dit Johnny, de passer lundi 23 mai au hit-parade de la fraude fiscale qui se joue régulièrement à la onzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Les douanes reprochent à M. Stark, inventeur de Mireille Mathieu, d'avoir, en 1969, 1970 et 1971, par diverses infractions au contrôle des changes, fraudé une somme de 8 455 051 francs. Le fisc l'accuse d'avoir, en 1970, 1971 et 1972, omis de déclarer, par divers procédés, plus de 1 million de francs.

Cinquante-cinq ans, un discret costume sombre, des cheveux longs, blancs, un peu jaunis, soigneusement peignés en arrière, une chemise bleue comme ses yeux, où se lisent un peu de fatigue et pas mal d'intelligence. La silhouette est un peu tassée. Compte tenu de son état de santé, M. Stark est autorisé à s'expliquer assis.

« Je ne suis pas un homme d'argent, dit-il, *je suis directeur artistique.* »

M. Stark n'était pas un homme d'argent lorsqu'il a découvert Mireille Mathieu sur une scène de télévision en 1965. Avec ses économies, il a essayé de faire un lancement rapide et efficace. Malheureusement, le résultat a été très moyen parce que Mireille n'était pas prête. Fin 1966, il se trouvait pratiquement sans finances. Barclay s'est occupé de Mireille jusqu'en 1968, mais cela ne donnait toujours rien.

M. Stark a confié les intérêts de Mireille pour la France à une société française dont il était le P.-D. G., et pour l'étranger à une société suisse, où le fisc le soupçonne de jouer un rôle. Il fallait une société solide, avec des capitaux solides, pour lancer Mireille à l'étranger.

Les deux sociétés s'occupaient des questions d'argent. M. Stark, lui, était directeur artistique. Cela lui coûtait très cher. Mireille, c'était sa « fille » et d'ailleurs — c'est connu — elle l'appelle Tonton. Il faisait venir la nombreuse famille de Mireille. Il faisait voyager tout le monde, y compris les tantes, si nécessaire. Il donnait des cachets à son ex-femme, parce que c'est indispensable dans le métier. Il réglait les modalités des apparitions à la télévision, contrairement à ce que les gens pourraient croire, ça coûte de l'argent. Il faisait faire des romans-photos.

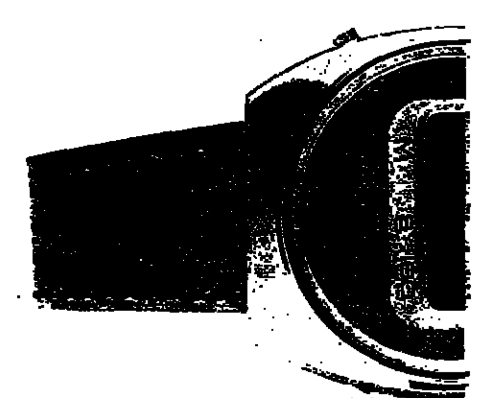
Il offrait des cadeaux à la presse : une montre entourée de diamants à la directrice — artistique, elle aussi — d'un magazine féminin, des postes de télévision en couleurs, des caméras, encore des montres, des repas, des voyages, des pièces d'or.

« Cela fait beaucoup, pour la presse, a fait remarquer le président, M. Michel Guth. *En 1970, les cadeaux excèdent les bénéfices. C'est généreux, et c'est curieux.* »

« Quand on s'adresse à moi, on sait qu'on s'adresse à l'artiste, a déclaré M. Stark. *Je suis Mireille Mathieu...* »

L'audience continuera le lundi 20 juin.

FRANÇOISE BERGER.





La nouvelle Jaz Quartz 12 est une montre à quartz de haute précision.

De nos jours, le progrès va très vite. Après les montres électroniques, les montres à quartz ont fait leur apparition et représentent actuellement le plus haut niveau de technicité jamais atteint dans l'horlogerie.

Si vous vous bornez à comparer la nouvelle Jaz Quartz 12 aux autres modèles concurrents, vous retrouverez exactement les mêmes performances : fiabilité totale avec précision de une à trois secondes par mois, fréquence de 32.768 Hz par seconde, consommation électrique minimum permettant aux piles de durer plus de 12 mois.

Mais, en plus, sur la Jaz Quartz 12, vous pouvez choisir entre deux programmes d'affichage numérique permanent : l'affichage heures - *minutes - secondes*, et l'affichage heures - minutes - date.

Vous pouvez également faire apparaître le mois, la date et l'indication matin ou après-midi.

La Jaz Quartz 12 comporte un dispositif d'éclairage pour la lecture nocturne.

Enfin, le mouvement, le plus plat du monde pour ce type de montre, est protégé de la poussière et de l'humidité.

La nouvelle Jaz Quartz 12 est un chronographe de compétition.

Grâce à la miniaturisation extrême de chaque pièce, il a été possible d'intégrer dans le boîtier de la Jaz Quartz 12 un système complet de chronométrage de haute performance.

Sa précision au centième de seconde lui vaut d'avoir été récemment choisie par la Fédération Française de Ski.

D'un simple geste sur l'une des deux touches de commande, vous passez de la fonction montre à la fonction chronographe, avec affichage numérique minutes-secondes-centièmes de seconde.

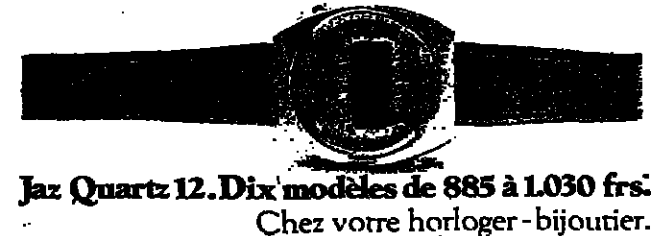
Mais vous pouvez aussi arrêter le chrono pour lire un temps intermédiaire, reprendre le comptage chrono en rattrapant le temps d'arrêt, revenir à la lecture de l'heure sans perdre le comptage chrono...

Toutes ces fonctions sont dirigées et mémorisées par un ordinateur miniature comprenant 3.500 transistors.

Et chaque information vous est donnée avec la précision du quartz : au centième de seconde...

Avec une Jaz Quartz 12 à votre poignet, vous aurez bien mieux qu'une montre : vous aurez un instrument fascinant.

JAZ



Jaz Quartz 12. Dix modèles de 885 à 1.030 frs.
Chez votre horloger - bijoutier.

Jaz garantit 3 ans les mouvements suisses à affichage permanent (LCD) d'Ebauches S.A.

PRESSE

LA DIFFUSION DES QUOTIDIENS EN 1976

D'après les déclarations des journaux ou les contrôles effectués par l'O.J.D. (Office de justification de la diffusion), il est possible d'établir la diffusion des dix plus importants quotidiens français (cinq parisiens, cinq régionaux) en *1976. Les chiffres sont les suivants :*

MOYENNE QUOTIDIENNE

	Diffusion totale	Diffusion non payée par le lecteur	Diffusion payée	Variation par rapport à 1975
1. Ouest-France	662 805	12 083	650 722	+ 4 %
2. France-Soir	530 273	51 189	479 087	— 13 %
3. Le Monde	439 937	5 305	434 632	+ 3 %
4. Le Progrès	390 475	13 396	377 089	— 2 %
5. La Voix du Nord	375 266	7 218	368 048	— 1 %
6. Sud-Ouest	368 327	10 629	357 698	— 1 %
7. Le Parisien libéré	359 112	34 046	325 066	(1)
8. Le Figaro	347 379	20 452	326 927	— 7 %
9. Le Dauphiné libéré	325 743	11 178	314 565	— 2 %
10. L'Aurore	289 260	48 126	241 134	— 5 %

(1) Le *Parisien libéré* n'avait donné ses chiffres que pour les quatre derniers mois de 1975. Sa diffusion était alors de 306 550.

LES SYNDICATS DU LIVRE FRANÇAIS ET BELGE « RÉPROUVENT » LE PROJET DE M. HERSANT A MOUSCRON

La Fédération française du Livre C.G.T., dans un communiqué publié mardi 24 mai, annonce que ses représentants ont rencontré ceux de la fédération du Livre belge affiliée à la F.G.T.B. « *afin d'examiner les problèmes posés par le projet d'implantation de quotidiens français à Mouscron (Belgique) par le groupe Hersant* ».

« *Les deux fédérations*, précise le communiqué, *marquent leur réprobation devant un tel projet, le groupe Hersant ayant déjà des imprimeries de presse à Lille et à Roubaix.* »

« *Elles sont convenues de garder un contact permanent afin de faire face à toutes les éventualités que nécessiterait la situation* », conclut le communiqué.

FRANÇOIS SIMON PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

Au terme de l'assemblée générale des rédacteurs du *Monde*, qui a eu lieu le 17 mai, trois nouveaux membres ont été élus au conseil d'administration : Philippe *Labarde, François Simon et Frédéric* Gaussen. Le nouveau conseil s'est réuni le lundi 23 mai pour procéder à l'élection du bureau (Jean-Marie Dupont, président sortant, n'étant pas rééligible) : *Président* : François Simon ; *vice-présidents :* Philippe Labarde et Claude Durieux ; *secrétaire :* Xavier Weeger.

● *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, quotidien à Tours, n'a pas paru, ce mercredi 25 mai, en raison d'un mouvement de grève des services de composition du journal.

SPORTS

TENNIS

LES INTERNATIONAUX DE FRANCE

Le sang-froid de François Jauffret

Les deux premières journées des Internationaux de France au stade *Roland-Garros* ont bénéficié d'un temps idéal les 23 et 24 mai, cette dernière journée profitant des loisirs de la grève générale. Ainsi se sont rameutées, porte d'Auteuil, les foules éprises du tennis sur terre battue, des luttes à retournements que suscitent ses premiers tours en cinq sets, de cette ambiance de beaux garçons et de jolies admiratrices, qui fait régner un « charme » entre courts et jardins. Le cadre a été rénové quelque peu, le sol des allées surtout, heureusement recouvertes de matière synthétique, sans que l'on ait réussi à obturer les vues sur le boulevard *extérieur et son charroi* vrombissant qui sont l'offense permanente des courts numéros 2, 3 et 4.

Trois têtes de série sont tombées dès ce premier tour : l'Américain Lutz, battu par Proisy (6-1, 6-3, 7-6), le Chilien Fillol, par le Tchèque Zednik (6-4, 6-3, 4-6, 6-3), l'Italien Barazzutti, par l'ambidextre chilien Gildermeister (6-4, 6-3, 6-3). Numéro un français, François Jauffret a prouvé une fois de plus son sang-froid en se sortant d'une situation désespérée sur le central face à l'Allemand Gebert, refaisant *surface* malgré un coup droit en flanelle (2-6, 0-6, 6-2, 7-6, 6-2). Jean-Louis Haillet, notre nouveau daviscupman, a alterné le meilleur et le pire face à l'Australien Gehring et l'a finalement battu (6-0, 6-7, 7-6, 5-7, 6-1).

Hervé Gauvain, qui fut un de nos plus grands espoirs cadets, s'est fait éliminer (par le Rhodésien Dowdeswell), tandis que Christophe Casa battait péniblement le vétéran australien Carmichaël. La meilleure impression *nous fut donnée* par *Dominique* Bedel, vainqueur de l'Américain Machette (6-2, 6-1, 6-2) et jouant avec une autorité que ne possède aucun de ses jeunes camarades.

O. M.

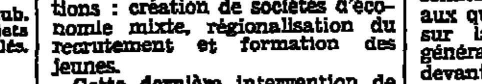


FORFAIT DE LA JOUEUSE « TRANSSEXUELLE »

La joueuse américaine Renée Richards, alias Richard Raskind, père d'un enfant et chirurgien ophtalmologiste, quarante-deux ans, qu'une récente opération a transformé en femme, a décidé de se retirer du simple dames, où elle devait affronter au premier tour l'Australienne Helen Gourlay. Elle avait été examinée à l'hôpital Necker, dans le service du professeur Lejeune, à la demande de la Fédération française de tennis.

Déjà interdite à Rome, Renée Richards ne désespère pas de disputer le tournoi de Wimbledon le mois prochain. Peut-être voudra-t-elle y disputer le double mixte, mais à elle seule...

FOOTBALL



M. MAUROY : une des branches du show-business.

Au cours de son intervention au Club de la presse d'Europe 1, dimanche 22 mai, M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat du parti socialiste, a, une nouvelle fois, précisé son point de vue sur la réorganisation du football professionnel. « *Ce qui se passe est vraiment inadmissible, c'est vraiment devenu une des branches du show business* », a déclaré le maire de Lille, avant de rappeler les grandes lignes de ses propositions : création de sociétés d'économie mixte, régionalisation du recrutement et formation des jeunes.

Cette dernière intervention de M. Mauroy survient peu avant la réunion, jeudi 26 mai, des maires socialistes ayant dans leurs villes une équipe de football de première division.

A L'HOTEL DROUOT

Jeudi

EXPOSITION

S. 2. - Livres anc. et mod. Autogr.
S. 11. - Dessins et tableaux anciens. Sièges et meubles 18e et 19e.
S. 14. - Bel ens. obj. « au ballon ». Gravures. Estampes.
S. 17. - Tablx. Argent. Siég. et meub.
S. 8-9. - Tablx anc. Meubl. Objets d'art *princip.* 18e, cert. estampillés.

VENTE

HOTEL GEORGE V

Collection Roger Peyrefitte. Sculpt. en marbre. Antiques et d'apr. antique. Céramiq. à figures noires et rouges. Antiquités égyptiennes.

RADIO-TÉLÉVISION

D'une chaîne à l'autre

LA GRÈVE CONTINUE A RADIO-FRANCE

● A l'appel des organisations syndicales SURT-C.F.D.T. et C.G.T., l'ensemble des agents de Radio-France ont décidé de continuer le mercredi 35 mai la grève commencée le 24 mai. Selon les syndicats, « *les augmentations individualisées de salaire, aggravant, s'il en était besoin, des inégalités insupportables* », ont provoqué cette décision.

DEUXIÈME GRÈVE EN QUINZE JOURS A FR 3-GUADELOUPE

● Les agents techniques et les animateurs de la station FR 3-Guadeloupe ont décidé de cesser le travail pendant trois jours à partir du lundi 23 mai, à l'appel du syndicat SURT-C.F.D.T. de la station. C'est la deuxième grève déclenchée en quinze jours. Les grévistes réclament une augmentation de prime de vie, la réévaluation du niveau de rémunération des animateurs et producteurs et l'étude d'un statut particulier pour les agents T.D.F. détachés dans les départements d'outre-mer.

PUBLICITÉ CLANDESTINE A ANTENNE 2 ?

● M. Roger Chinaud, président du groupe R.I. (parti républicain) de l'Assemblée nationale, a *attiré l'attention du premier ministre* sur le lancement publicitaire par la Société nationale de télévision Antenne 2 d'une eau de toilette devant s'appeler précisément Antenne 2.

Dans une question écrite, M. Roger Chinaud signale que le présentateur Jacques Martin a utilisé l'antenne au cours de son émission du dimanche 15 mai pour présenter « *longuement* » un produit « *dont la fabrication ne semble pas au demeurant être de la compétence naturelle d'une société de télévision* », il demande si une telle commercialisation répond bien à la mission et au cahier des charges des sociétés nationales de télévision et si cela ne correspond pas à une opération de publicité parallèle totalement interdite, il souhaite avoir « *l'avis du gouvernement sur cette question* ».

Au cours d'un « dossier » ouvert le mercredi 25 mai au journal de 7 heures, à Europe 1, M. Roger Chinaud s'est encore inquiété de ce qu'il appelle une « *déviation* » de l'autonomie donnée aux sociétés de télévision, « *déviation faite par un certain nombre de dirigeants* » ; « *il est indispensable que les parlementaires connaissent ces problèmes et marquent un temps d'arrêt* », a dit M. Roger Chinaud.

Interrogé à son tour au micro d'Europe 1, M. Jacques Martin a déclaré qu'il avait agi en toute indépendance et qu'il n'avait touché aucun argent : « *Les hommes politiquent se croient tout permis et portent des accusations comme ça, gratuitement* », a dit Jacques Martin. « *Je conseille maintenant aux républicains indépendants de lancer des eaux de toilette... Parfumez-vous à Chinaud II !* »

« LE GRAND ECHIQUIER » REPORTÉ AU 25 AOUT

● L'émission de Jacques Chancel « Le grand échiquier », qui devait être consacrée jeudi 26 mai sur Antenne 2 au Grand Orchestre philharmonique de Strasbourg *et à son chef, Alain Lombard*, est annulée. La grève du 24 mai a empêché en effet les cars de la Société française de production de se trouver à temps à Strasbourg pour les répétitions nécessaires. L'émission pourrait être présentée le 25 août.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 25 MAI

— *M. Jean-Pierre Soisson*, secrétaire général du parti républicain, répond aux questions des journalistes de Radio-Monte-Carlo, à 19 heures.

— *Le Centre des démocrates-sociaux* dispose de la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

JEUDI 26 MAI

— *MM. Marcel Lucotte*, sénateur (parti rép.) de Saône-et-Loire, vice-président du Sénat, *Pierre Schiélé*, sénateur (U.C.D.P.) du Haut-Rhin, et *Auguste Amic*, sénateur (soc.) du Var, répondent aux questions de Pierre Dumayet sur la déclaration de politique générale suivie d'un vote *faite* devant le Sénat par M. Raymond Barre, sur TF 1, à 19 h. 40.

— *Le Comité de liaison pour l'action locale et régionale* s'exprime à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

MERCREDI 25 MAI

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Téléfilm : « Où vont les poissons rouges ? », réal. A. Michel, avec M.-C. Carliez, F. Boterel, B. Lavalette.

Fugue couplée : Valérie, dix ans, fille de bourgeois, décide d'aller délivrer les poissons rouges avec Pitou, le fils de la concierge.

h., Emission spéciale sur la réforme de ation nationale : Le collège.

Filière unique remplaçant les C.E.S., C.E.G. et premier cycle des lycées ? Le débat réunira, autour de M. Haby, ministre de l'éducation nationale, M. Zilbert, secrétaire général du Syndicat national des collèges, et les présidents des fédérations de parents d'élèves.

23 h. 25, Journal.

CHAINE II : A 2

20 h. 30, Football : Liverpool F.C. - Borussia de Moenchengladbach, en finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, à Rome : vers 22 h. 20, Série : Capitaines et rois.

23 h., Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, FILM (les grands noms de l'histoire du cinéma), cycle aspects du cinéma italien : LIZA, de M. Ferreri (1971), avec C. Deneuve, M. Mastroianni, C. Marchand, V. Stroth, P. Laperrousaz, M. Piccoli.

Une femme s'offre, avec la soumission et la fidélité d'une chienne, à un homme qui s'est retiré sur une île déserte. Etude de rapports sado-masochistes. Une fable, pas toujours très claire, sur l'amour fou. Un style lent, alourdi de symboles.

22 h., Journal.

Pour améliorer la qualité de l'endroit où vous vivez, la CAECL émet toute l'année à un taux intéressant un emprunt permanent l'emprunt Villes de France.

Vous pouvez y souscrire sans frais auprès des comptables du Trésor, des caisses d'épargne et dans tous les bureaux de poste.

FRANCE-CULTURE FRANCE-MUSIQUE

En raison de la grève à Radio-France (voir « D'une chaîne à l'autre »), un programme commun de musique enregistrée sera diffusé sur les deux chaînes, ainsi que sur France-Inter, avec un journal à 20 heures.

JEUDI 26 MAI

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. 30, Programme ininterrompu avec, à 18 h. 40, L'île aux enfants.

20 h. 30, Téléfilm : « les Créatures de l'ombre ».

Un jeune couple emménage dans une vieille maison où une mystérieuse petite porte lui réserve des surprises... et des frissons.

21 h. 40, L'événement : Les Mémoires télévisés de Richard Nixon (troisième émission : Les derniers jours) ; 22 h. 50, Allons au cinéma.

23 h. 30, Journal.

CHAINE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h. 30, Programme ininterrompu avec, à 13 h. 50, Feuilleton : Bergeval et fils, et, à 15 h., Téléfilm : « Commando ».

20 h. 30, FILM (western) : SUR LA PISTE DE LA GRANDE CARAVANE, de J. Sturges (1965), avec B. Lancaster, L. Remick, J. Hutton, P. Tiffin, D. Pleasance.

22 h. 55, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. 30, FILM (les grands noms de l'histoire du cinéma), cycle aspects du cinéma italien : ROCCO ET SES FRERES, de L. Visconti (1960), avec A. Delon, R. Salvatori, A. Girardot, R. Hanin, S. Delair (N., rediffusion).

La désagrégation d'une famille de paysans du Sud (une veuve et ses cinq fils) transplantée dans l'univers industriel de Milan. Une fresque naturaliste proche des romans de Zola et de l'Italien Verga. Une montée vers la tragédie, d'admirables qualités plastiques.

23 h. 10, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Nouveau répertoire dramatique de France-Culture, par Lucien Attoun : « les Peupliers », de J.-P. Amette, réalisation J.-J. Vierne ;

Un repas de famille rassemble des petits bourgeois amers.

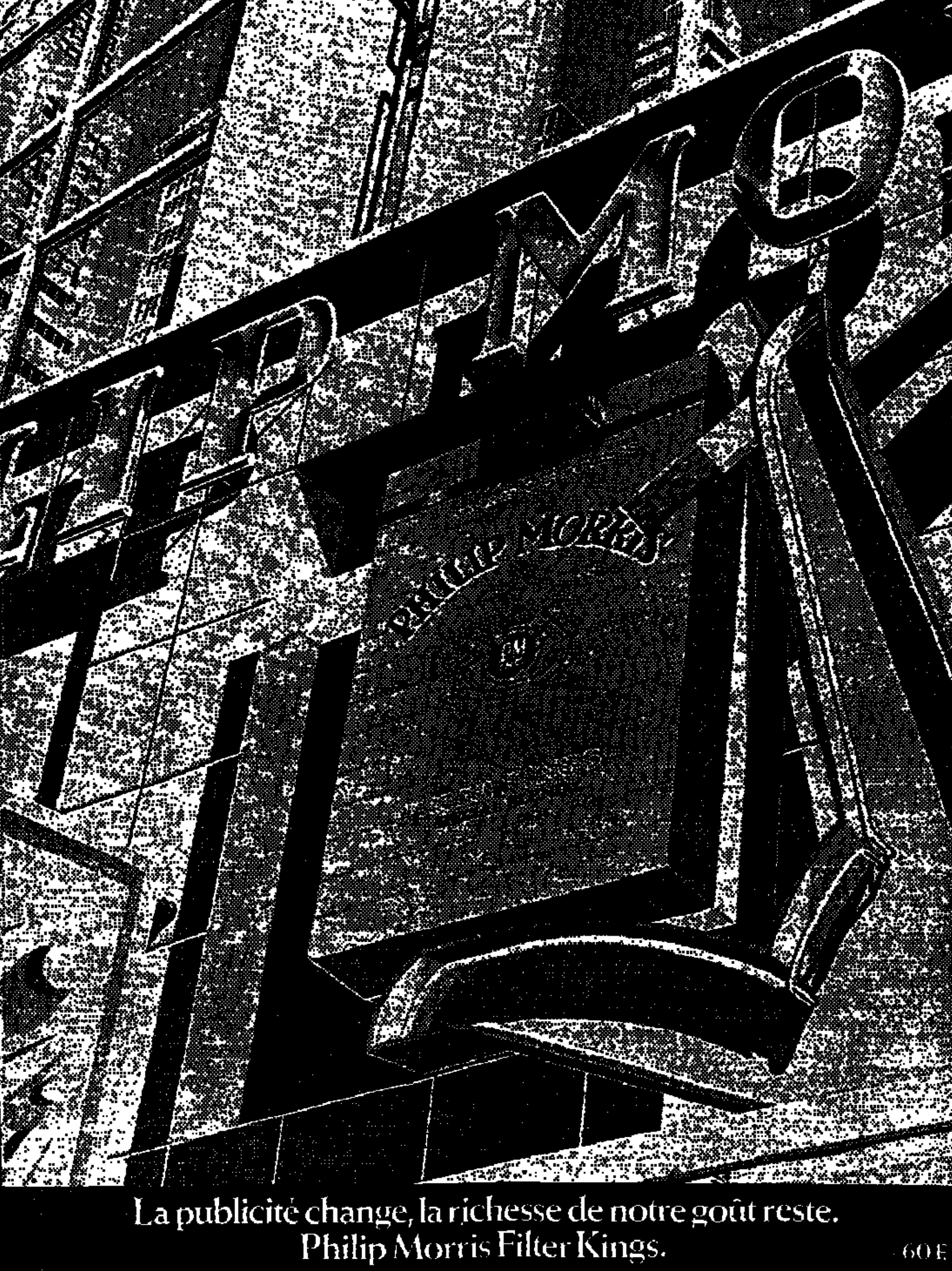
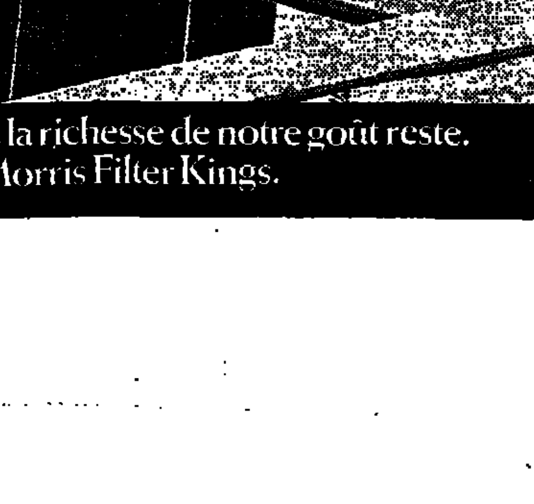
« Joachim c'est un prénom », de G. Le Cam, avec R. Murzeau, M. Ranson, S. Goffre, réalisation G. Peyrou (rediffusion) ;

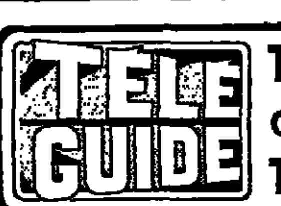
Joachim, un personnage inventé, tous les personnages : un prénom.

22 h. 30, Entretiens avec Léopold Sedar Senghor, par P. Galbeau ; 23 h., Métropole des arts : Rome... Les Italiens à Paris, avec Italo Calvino et Paolo Santarchangeli ; 23 h. 50, Poésie : Jean-Louis Baudry.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Festival estival de Paris... Forum de clavecin : Récital à l'Auditorium 104... œuvres de J. Froberger, H. Purcell, N.-L. Clérambault, D. Scarlatti, par Kenneth Gilbert, clavecin ; 21 h. 45, Festival international d'art contemporain de Royan : Jacques Lenot et l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, direction E. Bour : « Elégie à la mort de trois poètes espagnols » (C. Halffter) ; « Che » (H. J. Hespos) ; 23 h., Pérou : musique contemporaine ; 0 h. 5, Blues, par P. Carcassonne.



Tous les programmes TV
Clairs et faciles à consulter
Tout en couleur






Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

JARDINS DU XVIIIe SIÈCLE A L'HOTEL DE SULLY

Les peupliers d'Ermenonville

DU *Roman de la rose* aux villas italiennes, du tapis fleuri des miniatures persanes aux grandes allées de Versailles ou de Caserte, le jardin apparaît toujours un peu comme un microcosme de l'univers, le symbole des choix culturels propres à une époque et à une société. Le jardin classique est à la fois architecture, symétrie, perennité de l'art opposée aux caprices décevants de la nature, exaltation de l'ordre monarchique et du règne de la raison.

Le jardin anglais, lui, est un jardin libéral, un jardin « whig » : si la mode anglaise est constante en France au dix-huitième siècle, c'est pour d'évidentes raisons *politiques ; nous avons déjà eu l'occasion de citer* Voltaire, et il n'est pas absurde de voir dans les libres jardins du palladianisme anglais l'expression des goûts et des dégoûts d'une aristocratie « progressiste » et *éprise de grand air, qui préfère* la nature à *la vie de* cour, la pratique des arts et de l'agriculture aux contraintes du pouvoir et aux pièges de l'absolutisme.

Dans un jardin, en effet, on ne peut être esclave et la création d'un jardin « naturel » est souvent liée à des préoccupations humanitaires, philanthropiques, quelque peu paternalistes sans doute mais animées d'une réelle bienveillance rousseauiste : notre exposition analyse en détail l'exemple de la garenne Lemot qui, fondée en 1812 près de Clisson dans un site « digne de l'Italie », était à la fois un parc, une ferme-école et un ensemble de manufactures destinées à ranimer l'économie régionale. Une fabrique de papier y côtoyait un temple de Vesta, des « bains de Diane », et l'on peut aussi penser aux Salines de Ledoux à Arc-et-Senans, prototype d'une cité idéale, où le travail est intégré à l'ordre naturel, celui-ci garantissant l'harmonie sociale et le respect réciproque des participants.

« *Furor hortensis* »

Liberté politique, liberté sociale, mais aussi liberté tout court. Comme l'écrit Jurgis Baltrusaitis, « depuis la Perse ancienne et Babylone, le jardin est constamment associé au paradis », le jardin anglais est une sorte de paradis « perdu » et retrouvé, d'image d'Arcadie, et, avec son avènement, « le *paradis, restitué* dans la libération de la flore, de la terre et des eaux, préside maintenant au développement des jardins paysagers comme une glorification de la nature dénaturée *pendant longtemps par l'artifice* ». *Deux hommes ont* joué ici un rôle essentiel : William Kent et William Chambers, l'un et l'autre architectes admirables, le premier dessinant entre 1730 et 1748 certains des *plus beaux jardins d'Angleterre, le second* créant *les fameux* jardins de Kew, dont il publia en 1763 les plans dans un ouvrage qui connut une fortune considérable *sur* le continent.

Le *puritanisme* ici a *joué* son *rôle*, et Milton et Pope, et les souvenirs antiques. Mais plus encore l'Italie : l'Italie des ruines (celles de la villa d'Hadrien en particulier) et l'Italie des grandes villas romaines *un peu délaissées* où, la nature reprenant ses droits, le pittoresque s'insinue dans la « gravitas » du jardin baroque, y *réintroduit ces « minute erbette e fiori »* qu'un théoricien du seizième siècle en excluait sévèrement. Hubert Robert exprimera magnifiquement ce que de tels spectacles peuvent inspirer *de mélancolie* élégiaque, *de méditation* sur le désordre du temps retrouvant le désordre de la création et corrigeant les froids calculs de la raison. « *Oh ! les belles, les sublimes ruines* », s'écriera Diderot, mais, dès l'origine, il n'est pas difficile de voir tout ce que les jardins anglais doivent à l'exemple des grands paysagistes classiques, Poussin et Claude Lorrain. Il y aura d'ailleurs, *jusqu'à la fin du siècle, de tels échanges entre la* peinture et l'art des jardins que l'on peut bien dire que, beaucoup plus que l'image de la nature, le jardin anglais est un produit culturel très savamment élaboré.

Quoi qu'il en soit, culturel ou naturel, notre petit paradis franchit très rapidement la Manche et, dès 1740, la France est en proie à une véritable « furor hortensis », alimentée par la gravure, les voyages, la publication de guides, la multiplication d'ouvrages techniques ou de poèmes (Delille, Saint-Lambert, le cardinal de Bernis) consacrés à l'art des jardins. *C'est à un des plus grands seigneurs du temps, le duc* de Nivernais, que l'on doit la traduction de *l'Essai sur l'art des jardins modernes*, par M. Horace Walpole, et l'on a très justement fait un sort au carnet de croquis rapporté d'un séjour en Angleterre par Bélanger (l'architecte de Bagatelle) comme à l'inventaire de la bibliothèque de Pierre-Adrien Pâris, où Buffon voisine avec un *Traité des arbres fruitiers* et *les Nuits* de Young avec *les Roses de Redouté*. Ajoutons qu'à côté du livre le théâtre a, lui aussi, joué son rôle : la scène emprunte au jardin son décor et lui renvoie ses rochers d'opéra, ses grottes enchantées, tout le paysage devenant ainsi l'objet d'une immense mise en scène à surprises et accidents divers.

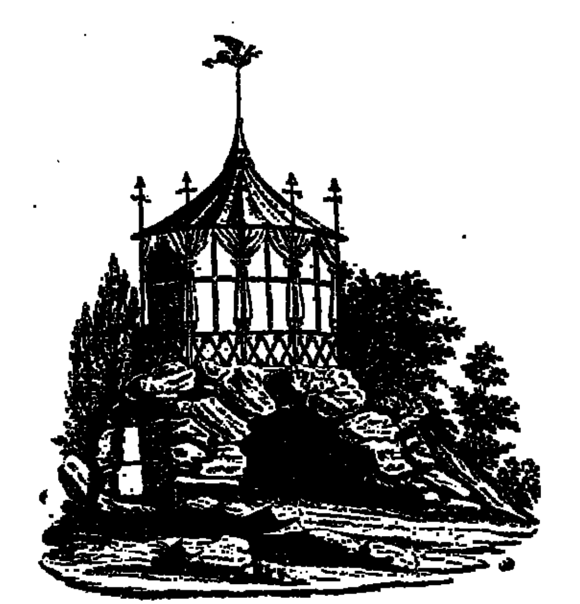
Quels furent les plus célèbres de ces jardins ? Méréville, en Beauce ; Canon, en Normandie ; Castille, en Provence ; Trianon ; le Désert de Retz ; la Folie Saint-James, à Neuilly ; le merveilleux domaine de Ménars, où Soufflot travailla pour Marigny ; le parc Monceau, dessiné par Carmontelle pour le futur Philippe Egalité ; Ermenonville, où le marquis de Girardin accueillit la dépouille mortelle de Jean-Jacques Rousseau. Et la Vallée-aux-Loups de Chateaubriand, premier décor du romantisme.

Chaque jardin a son caractère, mais tous ont en commun d'être, peut-être à l'exemple de la villa d'Hadrien, une sorte d'encyclopédie en miniature des merveilles de l'univers et des grandes époques de l'architecture : « *Le monde se découvrant comme un jardin, le jardin enferme le monde.* » (J. Baltrusaitis). Une encyclopédie mélancolique d'ailleurs, dont la « colonne détruite » et le « petit autel presque ruiné » du Désert de Retz seraient les symboles, et qui *fait se multiplier* les temples (de l'Amitié, de la Philosophie, etc.), les tombeaux à l'antique, les obélisques, les pyramides, *les chapelles gothiques parfois*, ainsi au château de *Betz*, dans l'Oise, et jusqu'aux mosquées et aux tentes à la turque. On n'oublie pas les paysans (hameaux et moulins) *ni les premiers hommes*, les « cabanes primitives » en bois dessinées par Brongniart ou Girardin *étant destinées à rappeler les idées du Père* Laugier sur les origines de l'architecture. Et l'on met partout des pagodes.

Le jardin anglais est en effet aussi un jardin chinois, *peut-être parce que la Chine est le pays de la sagesse*, surtout parce que les jardiniers chinois paraissent inventer un paysage plus libre et plus varié et plus inattendu que la nature elle-même. Dès 1755, *le Père Laugier oppose l'irrégularité des jardins de* Pékin à l'ennuyeuse symétrie de Versailles, les relations des missionnaires jésuites ne tarissent pas d'éloges sur « l'art avec lequel cette irrégularité est conduite », et *nous retrouvons ici* William *Chambers*, qui fit plusieurs voyages en Chine, publia en 1757 de très exacts « designs of chinse building », édifia dans les jardins de Kew une pagode cent fois imitée, ainsi par Choiseul, à Chanteloup. La maison chinoise du Désert de Retz, hélas ruinée, le pavillon chinois de Cassan, à l'Isle-Adam, qui a fait récemment l'objet d'une brillante restauration, sont de bons exemples de cette mode que notre exposition illustre par quantité de documents, aquarelles, dessins, gravures, où règne la plus charmante fantaisie.

L'arbre de la liberté

Mais tout n'est pas affaire de mode dans cette histoire : on rêve, on s'attendrit, on médite sur le temps, on goûte les « *sombres plaisirs d'un cœur mélancolique* », mais aussi on cultive son jardin. La jeune équipe d'historiens d'art à laquelle est due cette exposition a, en effet, fort bien montré que ces âmes sensibles sont également des agronomes convaincus, que le rôle des physiocrates a été ici considérable et que, lorsqu'on créait un domaine, « *le projet utilitaire n'était jamais dissocié du projet poétique* » (Monique Mosser). Le jardin à l'anglaise, c'est le jardin d'Emile, un jardin éducatif où se déploient toutes les ressources des technologies agricoles de pointe, comme nous dirions. « *à la fois jardin des plantes et jardin zoologique, champ d'irrigation et musée minéralogique* » (J. Baltrusaitis).



La quantité étonnante de plantes nouvelles qui arrivent en Europe au milieu du dix-huitième siècle et bouleversent la flore traditionnelle tient à la passion de l'époque pour les sciences naturelles, la botanique en premier lieu. On herborise, on plante des allées de peupliers ou d'ormes, on acclimate le mélèze d'Angleterre, le cèdre du Liban le dahlia importé du Mexique, le chrysanthème, *le lilas*, les cytises, etc. *Dans* les serres, on va admirer aussi bien le caféier, l'aloès, le figuier, que les premières pommes de terre plantées par le contrôleur général des finances Bertin dans son *domaine de Chatou. Louis XVI crée à Rambouillet une* ferme expérimentale célèbre par ses mérinos, le lait est à la mode, les vaches à l'honneur, et Brongniart, un des architectes les plus demandés de l'époque, *ne dédaigne pas de dessiner des projets de ferme* et même un poulailler pour les Invalides.

« *Pays d'illusion, terre d'expérience* », le jardin est aussi le lieu privilégié de la sociabilité, comme le montrent toutes les promenades construites *à la fin* de l'Ancien Régime : Blossac à Poitiers, le Peyrou à Montpellier, le jardin de la Fontaine à Nîmes Chamars à Besançon, la promenade de Jars à Châlons-sur-Marne. Et la Révolution fera de l'arbre le symbole de la liberté, « *le signe sensible de la régénération des Français* ». Nous avons commencé par la politique, nous terminerons par elle : pendant la période révolutionnaire, le jardin est toujours associé à la fête civique. Il est le lieu où se vit l'égalité, où s'éprouve le contrat social, et c'est aux Tuileries que fut organisée la veillée funèbre de Jean-Jacques Rousseau lorsque ses restes quittèrent pour le Panthéon l'île et les peupliers d'Ermenonville.

ANDRÉ FERMIGIER.

(*) *Jardins en France 1760-1820. Pays d'illusion, terre d'expériences.* Caisse nationale des monuments historiques. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine. Jusqu'au 11 septembre.

PEINTURE D'OUTRE-MANCHE A BORDEAUX

« *Une frégate d'Angleterre...*

... *Qui fendait la mer et les flots, c'était pour a-ttaquer Bordeaux* », comme le chantait et l'illustrait, dans *Chansons de bord, le Bordelais André Lhote*. Mais l'assaut par tribord, tout pictural, ne fut pas lancé au « *31 du mois d'A-oût* », puisque, *en avance de quatre mois sur* l'éphéméride chanté, il participait à l'une des manifestations traditionnelles que le Mai de *Bordeaux offre à ses* autochtones et aux bonnes gens de passage. Peut-être, l'histoire de l'Aquitaine, ses liens matrimoniaux et *économiques* avec les îles Britanniques, ont incité Mlle Martin-Méry, conservateur des musées de Bordeaux, à entreprendre une *nouvelle invasion par* le truchement de bien des pinceaux et brosses d'outre-Manche.

D'autre part, s'il se trouvait *qu'un jour* Bordeaux eût enfin son musée à même de montrer ses richesses en réserve, il serait heureux et opportun qu'il s'enrichisse d'un « volet » important de l'art de nos voisins. S'il possède actuellement quelques pièces honorables, elles ne constituent, *jusqu'à présent*, qu'un noyau de départ. Son développement permettrait donc aux visiteurs français de mieux se rendre compte de l'état d'une peinture sinon ignorée, du moins méconnue, malgré les efforts entrepris par le département des peintures du musée du Louvre pour l'acquisition d'un beau Turner et, récemment, dans de bonnes conditions, des *Enfants Angerstein*, par Lawrence, figurant ce jour à la manifestation de Bordeaux.

L'exposition de « La peinture anglaise » se limite à cet art, tout en *s'étendant* sur trois siècles, du dix-huitième au vingtième.

C'est sur trois niveaux que chaque siècle déroule et roule sa pâte. Au supérieur, le dix-huitième, le lot le plus enrichissant de l'ensemble. A cet égard, comme pour les autres siècles, on ne manque pas d'observer que Mlle Martin-Méry ne répète pas le dessin et le fonds de l'exposition de 1971 au Petit-Palais, plus limitée, elle, d'ailleurs, dans le temps. On apprécie qu'elle fasse l'effort de sortir des sentiers battus et, en dehors de quelques œuvres connues, qu'elle récolte des œuvres dispersées çà et là dans le triangle anglais, s'aventurant en Ecosse, en Irlande, en Pays de Galles : parcourant les comtés charbonneux ou verdoyants, elle renouvelle une moisson qui se passe des réservoirs des musées londoniens.

Souverain le visage humain

Ainsi le dix-huitième, où prévaut la figure humaine, présente, même à des yeux avertis, un visage neuf avec des portraits vécus, dont la mission perpétue des âmes mortes. De fait, la peinture de ce temps ne repose guère sur celle qui la précède : on ne trouve pas sous le règne élisabéthain ou ceux qui le suivent une tradition du portrait qui ne soit pas figé en photo d'identité. Par quel miracle, après la chute de Cromwell et l'« establishement » du puritanisme, la peinture anglaise naît-elle vers 1720 si abruptement, il est malaisé de l'expliquer par un *ex nihilo*, mais du moins par l'explosion du génie sans antécédent d'un impertinent Hogarth qui flagelle, moralise et portraiture, dans une manière mordante et magistrale qui n'appartient qu'à lui : *bloody mary !* Il sait le délice qu'il procure avec une *Dame en buste, dont* le corsage rose s'entoure d'une écharpe bleue, peint en 1744 (musée de Liverpool), portrait où ne se perçoivent pas de références à des écoles étrangères.

Ce qui n'est pas le cas de Reynolds ou de Gainsborough, ces *deux rivaux d'un même temps*, qui l'un a tiqué vers le Corrège aussi bien que vers Rembrandt et l'autre vers Rubens. En tout cas, ce *qui ressort de* leur confrontation bordelaise ne tourne pas à la faveur du premier, débordé par l'esprit de collection et de *théorie* : d'un blanc plâtreux, ce virtuose décolore sans poésie mains et visages de ses modèles. En contraste Gainsborough resplendit et dédaigne même de signer ses œuvres : qui ne s'amouracherait pas de *George Colman* en habit bleu vu sur fond de rideau rouge et dont la perruque faite de touches en coups de balai sent la poudre et les parfums, qui ne baiserait ses mains dont la suavité floue est d'une suprême élégance ? Stupéfiant antonyme que l'émouvant paysage de sous-bois où des tonalités mordorées enveloppent dans le mystère les figures d'*Agar et Ismaël* (1774) ! Plus tôt (1765), le *Portrait de Lady Alston* en pied (Louvre) dresse vers son minois une pyramide de taffetas bleu et noir. Le Goya dix-huitième siècle, bien avant de venir mourir à Bordeaux, *n'aurait pas démenti là* une possible filiation. Ainsi que celle d'un Hoppner avec le portrait de *Mrs. Home* transparent de dentelle *noire* (musée de Bordeaux). Assurément, Gainsborough, avec neuf œuvres de haute qualité, est le point fort d'une réunion de deux cent cinq ouvrages, dont l'équilibre n'est pas étayé par un certain contemporain qui jouerait le rôle de pôle excentrique.

Toutefois, d'autres artistes — tel le fougueux écossais Raeburn avec l'étourdissant *Portrait de Mrs. Urquhart* de 1815 (musée de Glasgow), tel Ramsay avec la pénétrante étude de J.-J. Rousseau de 1766 où se lit la psyché de l'auteur des *Confessions* lors de sa visite chez Hume (musée d'Edimbourg), tel Lawrence avec le *Portrait du duc de Richelieu* (1818), dont le brio étincelant fit frémir Delacroix (musée de Besançon), ceux-là et d'autres, sans omettre des Lambert et Richard Wilson qui, isolés dans le genre et à la suite de Claude et de Dughet, créent le paysage anglais encore conventionnel — forment un *faisceau* d'intelligence et de sensibilité propres à leur insularité.

L'aquarelle est un produit spé*cifiquement britannique dont* les Français (Delacroix, Th. Rousseau, Huet) sauront tirer un parti personnel. Au dernier tiers du *dix-huitième*, ces précurseurs anglais, les Cozens, Girtin, mort prématurément à vingt-neuf ans, jouent aussi bien de la précision topographique que des transparences d'une matière fragile. Au dix-neuxième, ils seront légion à faire usage de cette technique éblouissante : Crome, Constable, Bonington et Turner, mettant tout son génie à moduler mille façons d'aquarelle, font par là même éclore une vision nouvelle de la nature. Au sous-sol, où le dix-neuvième siècle se donne libre cours — en exceptant les tableaux de genre à la hollandaise soumis servilement à l'anecdote (Landseer, Nicol, Mulready, etc.) et en refusant de se laisser violer par des écœurantes fadaises sentimentales des préraphaélites (Burne-Jones, Millais, Ford Madox Brown, Rossetti, etc.), — c'est, les rôles étant inversés, le paysage qui domine, la figure absente ou reléguée au second plan. Triomphe — curieusement annoncé par un *Paysage à l'arc-en-ciel de 1793 par Wright of* Derby — de Constable (*Bateau passant l'écluse*, Royal Academy), de Bonington la lumineuse *Côte de Normandie* du Louvre (on associe avec réticence la main de cet artiste au *Portrait de jeune homme* du musée d'Epinal, ainsi qu'à la pochade du *Palais des Doges* du musée de Bordeaux), d'innombrables suiveurs de ce dernier tôt disparu (Cotman, Cox, Pyne, etc.), enfin du grand Turner éclaboussant de lumière toute chose qui se fait lumière, et cela en avant-coureur de Monet (*la Rivière*, Tate Gallery) !

Mettons à part un visionnaire (issu de la mystique aride de William Blake), Samuel Palmer : son dessin, prodigieusement fouillé et nerveux à l'accent si personnel, se profile sur l'œuvre futur de Bresdin. *Dans une atmosphère* proche mais plus fantastique, on regrette l'absence du génie tout pictural — en dépit d'une inspiration prenant source dans le drame ou le mythe — d'un Fuseli, plus londonien que ce même Füssli natif de Zurich. Par contre, on nous a *servi Zoffany plus* allemand et italianisant qu'anglais. On aurait pu s'en passer.

Mais, en remontant au rez-de-chaussée, nous voici picorés par le vingtième siècle anglais. Là, que dire, comme pour Zoffany (?), sinon le constat d'une carence ou d'une décadence vouée à bien des références soufflées de l'extérieur. Ici la peinture s'est intellectualisée ou s'essaye par des *biais* morbides à *récupérer* la figure humaine. On ne se risquera pas à citer des noms, même ceux ayant quelque réputation surfaite, car devant un certain vide ayant la prétention du plein chacun s'expose à y tomber la tête la première...

On s'était réjoui de goûter la splendeur de quelques grands créateurs du passé. La motivation d'un empire écroulé ne suffit pas *à expliquer la dislocation d'un* art jadis personnalisé. Les talents ne manquent pas, seulement l'authentique intérieur. En attendant un nouveau Cromwell, il faut bien achever la chanson : « ... *Buvons un coup, buvons-en deux... à la santé du roi de France...* », mais par déférence pour le charmant prince de Galles, qui inaugura le *show* en complet veston gris clair, on laissera aux mânes d'André Lhote le soin de censurer le dernier verset de la chanson de bord.

PIERRE GRANVILLE.

★ De Gainsborough à Bacon. Galerie des beaux-arts de Bordeaux. Jusqu'au 1er septembre.





EN BREF

Rosselini : l'éducation intégrale.

Roberto Rossellini se consacre depuis une dizaine d'années à la pédagogie par l'image Seuls les moyens audio-visuels permettent selon lui une « éducation intégrale », qui renforce l' « originalité fondamentale de chaque individu », plutôt que de l'abolir, afin de mieux l'adapter à la société. La voie la plus efficace est en effet celle de la « vision directe », qui *montre* au lieu de démontrer. Or ni le cinéma ni la télévision n'ont *jusqu'à présent appliqué ces* principes : *« opium du peuple »,* ils *« font de leur mieux pour maintenir les masses dans un état d'infantilisme ».*

A partir d'observations sur l'homme, le capitalisme, la science, Roberto Rossellini appelle, après d'autres, à une *« révolution culturelle »*. S'il se réfère largement à Marx, à Schumpeter, au professeur Hamburger ou au philosophe tchèque du dix-septième siècle Comenius, l'auteur ne cite jamais les spécialistes de l'enseignement et de la communication. Son propos est autre : présenter d'une manière accessible quelques grands thèmes de la réflexion contemporaine. C'est à la fois l'intérêt et la limite de son livre.

★ *Un esprit libre ne doit rien apprendre en esclave.* Fayard. 219 p., 36 F.

Rues du Havre, rues de la paix.

Dans les rues havraises, le soleil pourchassera le fantôme de Mac Orlan, et la pluie qui luit sur les toits du quartier Saint-François. Juin dans la rue, mois de la jeunesse, rassemble une série de manifestations organisées par la municipalité, la maison de la culture, la commission d'animation populaire. Il y aura du théâtre, des marionnettes, des chansons, des peintures, des sculptures, des régates, des parades dans tous les coins de la cité, et place de l'Hôtel-de-Ville, le 18 juin, Michel Fugain et son Big Bazar animeront une grande fête de la paix. Le thème de ce mois de la jeunesse, qui commence le 28 mai, est la paix. L'an dernier, il s'agissait des libertés.

(Renseign. : (35) 21-21-10.)

Peinture russe d'avant-garde hors d'U.R.S.S.

Le grand collectionneur de peinture russe d'avant-garde, M. Georges Costakis, a négocié longuement son départ d'U.R.S.S. M. Costakis, qui a légué à l'Etat soviétique la plus grande partie de sa collection, a obtenu en échange l'autorisation sans précédent d'emporter avec lui une centaine d'œuvres de son choix (*le Monde* du 18 mars 1977). Parmi ces œuvres, des Chagall des Kandinsky, des Tatlin, des Malevitch, des Rodchenko, qu'il a l'intention de présenter en Europe occidentale, à Düsseldorf d'abord (peut-être à l'automne prochain), puis à Paris, à Londres, à Copenhague et Stockholm, avant de les montrer aux Etats-Unis.

La donation faite par Costakis à l'Etat soviétique — environ trois cents tableaux — est actuellement en dépôt dans les caves de la galerie Trétiakov à Moscou, et devrait être exposée, quand l'aménagement de celle-ci sera terminé, dans un peu plus d'un an.

La culture dans tous ses états

La revue *Silex* a consacré son troisième numéro à *Hamlet*, à l'occasion de la mise en scène de Daniel Mesguich à la Maison de la culture de Grenoble. On y trouve le dossier de ce spectacle, dont nous avons rendu compte (*le Monde* du 10 mars), accompagné d'une dizaine d'études où le mythe d'*Hamlet* (1601-1977) est exploré « dans tous ses états » conformément au sous-titre de cette revue : le texte de Shakespeare y est interrogé à travers la psychanalyse, l'histoire, la sémiologie..., puis suivi dans quelques-uns de ses développements littéraires, chez Laforgue (J.-L. Steinmetz), Tzara (H. Béhar), Queneau (A. Targe) et Aragon (D. Bougnoux). Une abondante iconographie prolonge ces « représentations qu'une civilisation s'est données d'elle-même, de sa naissance à son déclin ».

★ *Silex*, B.P. 554, 38013 Grenoble Cedex. 144 p., 20 F.

AU FESTIVAL DE CANNES

L'AMÉRIQUE LATINE PRÉSENTE ET INVISIBLE

L'ANNÉE 1969 vit l'apparition en Europe, bien avant son éphémère sortie en Argentine, lors du retour de Juan Peron, du film *militant par excellence, la Hora de los hornos (l'Heure des brasiers)*, de Fernando Solanas. Qu'il ait pu être présenté alors à Cannes, malgré les pressions de l'ambassade d'Argentine, au Palais des festivals, dans la Semaine de la critique, lui donna une signification qu'il n'avait pas trouvée l'année précédente à la Mostra du nouveau cinéma de Pesaro : sous-titré en français, dans une version presque intégrale — l'admirable section consacrée à la chute de Peron sera ajoutée lors de la sortie à Paris, — le film marquait une date dans le cinéma argentin voué au narcissisme et aux exercices de style.

La même année 1969, toujours à Cannes, et dans les mêmes lieux, un autre Argentin, Hugo Santiago, présentait *Invasion* d'après Borges, film troublant, image-fiction d'une cité, Buenos-Aires, envahie par un pouvoir fasciste mystérieusement sécrété. L'Argentine, qui, la première, par ses écoles de cinéma, son Festival de Mar-del-Plata, avait voulu ouvrir l'Amérique latine au septième art, témoignait de l'alternative qui allait déchirer, malgré eux, certains cinéastes de ce continent. L'évolution politique qui a suivi, la victoire puis la chute de l'Unité populaire au Chili, le retour puis l'échec du second péronisme en Argentine, la censure très sévère qui allait réduire à néant les illusions politiques du *cinema novo* brésilien, le surgissement du Mexique sur la scène cinématographique après 1972, Cuba jouant toujours un peu le rôle de lien indispensable entre les uns et les autres — et il faudrait encore mentionner le travail de Jorge Sanjines, commencé en Bolivie, poursuivi au Pérou puis en Equateur, ainsi que le retour de Glauber Rocha dans son pays natal l'an dernier, — tout indique la complexité d'une situation dont nous retrouvons ici même cette année, du poste d'observation cannois, les signes et les contradictions.

Des choix radicaux

Que le Festival proprement dit, emporté malgré la volonté de son fondateur, Robert Favre Le Bret, et à un degré presque caricatural, *dans le torrent du « Les affaires sont les affaires »*, ignore ce qui se passe en Afrique, en Asie, en Amérique latine, c'est son problème. Qu'il n'ait pas su reconnaître la qualité d'œuvres comme *Omar Gatlato* ou *Ceddo*, qu'il n'ait plus l'audace, comme en des temps plus heureux, de programmer l'équivalent 1977 d'un *Pour la suite du monde* (1963) ou d'un *Terre en transe* (1967), prouve *seulement son peu de sensibilisation* au monde d'aujourd'hui.

La Semaine de la critique, avec un choix limité à sept films, a pris cette année la relève, et aussi la Quinzaine des réalisateurs avec un choix plus large, un éventail extraordinairement ouvert, qui préfigure ce que pourrait être un autre festival. L'Amérique latine y apparaît sous un *éclairage inquiétant* et *riche de* promesses, nous donne à comprendre que, malgré les apparences, le cinéma progresse là-bas et propose d'autres valeurs. Nous retrouvons la même polarisation qu'il y a huit ans entre un cinéma « militant » et un cinéma outrancièrement « fictif ».

La présence du Mexique « en masse », toutes choses égales, à la *Semaine de la critique — deux films* retenus sur sept : *Etnocidio*, de Paul Leduc, et *Caminando Pasos... Caminando*, de Federico Weingartshofer (*le Monde* des 18 et 20 mai) — témoignait pour la nécessité d'une autre ouverture dans un cinéma mexicain aux structures syndicales trop rigidement calquées sur le modèle américain, avec le corporatisme et le protectionnisme que cela *implique. Ces films ont pu exister* et finalement parvenir jusqu'à Cannes pour deux raisons : leur production hors du cinéma d'Etat qui prévaut au pays de Pancho Villa et de Diego Riveira, le tournage en 16 millimètres qui permettait une certaine licence à l'égard des règles syndicales.

La coproduction d'*Etnocidio* avec l'Office national du film canadien, sur la suggestion et sous la direction du Québécois André Paquet, directeur des *Rencontres* du tiers-monde de Montréal, marquait une date. La technique du cinéma direct, la parole donnée aux Indiens exploités, l'histoire réelle du pays remise en perspective, avec des moyens relativement plus grands que ceux offerts à ce jour aux groupes mexicains travaillant en super-8 ou vidéo demi-pouce, tout cela constituait des petites révolutions. Avec Federico Weingartshofer, les moyens étaient plus modestes que pour Paul Leduc, le style différent, mais l'intention très proche : dire lentement, calmement — avec l'aide de comédiens parmi lesquels on reconnaissait deux des interprètes d'*Actas de Marusia*, la superproduction de Miguel Littin présentée dans le Festival officiel en 1976, — la vie quotidienne d'un village indien.

Un groupe de douze personnes a été créé, pour la circonstance, sans désignation politique particulière. Personne n'a été payé, sauf les paysans, qui recevaient l'équivalent de leur salaire journalier. Le tournage, pour un travail effectif de vingt-neuf jours, s'est étendu sur une année. Le coût total de l'œuvre s'est élevé à environ 20 000 dollars. Le film est *distribué à Mexico dans les* écoles, les universités, et, hors de la capitale, par des étudiants qui partent avec un matériel ambulant. Il a pu être vu à ce jour par quatre-vingt mille personnes — il a été achevé en juin 1976, — dix copies sont en circulation. Ces mêmes tourneurs improvisés projettent aussi des films cubains *ou ceux de Sanjines*, de Patricio Guzman, mais le public veut *d'abord entendre parler de ses* problèmes, de sa vie. Eduardo Maldonado, qui a pu tourner comme Leduc avec l'aide de l'O.N.F. canadien, diffuse ses films sur les mêmes bases. La censure ? Elle devient plus tolérante. Mais Weingartshofer refuse de rentrer dans le système, et ici, au Mexique, les mots usés reprennent toute leur force : l'indépendance se paie.

L'Argentine était présente cette année, à Cannes, directement par *La muerte de Sebastian Arache y su pobro entierro*, de Nicolas Sarquis, sélectionné pour la Quinzaine des réalisateurs et considéré par Pierre-Henri Deleau, son organisateur, comme le meilleur film de la Quinzaine, et, indirectement, par *les Apprentis sorciers*, d'Edgardo Cozarinsky, film français tourné en exil et présenté par Perspectives du cinéma français. Sarquis mélange le documentaire et la fiction au service de l'allégorie, oppose le bien et le mal. Il a dû étendre son tournage sur une période de cinq ans pour arriver à mener à terme l'expérience.

La fiction libératrice

Pour Edgardo Cozarinsky, fixé depuis trois ans dans notre pays, l'exil était la seule réponse à son désir de continuer à faire du cinéma. *« J'ai peur d'être piégé par l'idéologie. Je ne tenais plus en Argentine. L'atmosphère était devenue irrespirable. N'ayant pas la vocation de militant ni celle de businessman, j'ai choisi la France, le dernier havre offert au cinéaste qui veut tourner des films qui ne soient pas programmés sur ordinateur. La France, où je me suis trouvé au début un peu déraciné, je ne la connaissais qu'en touriste, puis j'ai découvert Paris au jour le jour, ce Paris modèle implicite de mon enfance. Le Paris des apprentis sorciers, le titre de mon film, un Paris plein de rêveurs, où l'on se trouve une deuxième famille, des Français en marge, aussi tous ces étrangers qui, souvent, rêvent de révolution et fantasment leur désir. Pour moi, l'imaginaire n'a jamais été coupé de la réalité, donc du politique. »*

Les Apprentis sorciers, si on tient aux simplifications, se présente un peu comme la version originale du *Paris nous appartient*, de Jacques Rivette, la ville du complot et de l'exil, des rêves fous. Mais un Paris bien réel, quoique insolite vu à travers le regard d'un étranger, un peu comme la France regardée par le Québécois Jean-Pierre Lefebvre. Un Paris qui a gardé sa magie révolutionnaire, mais où l'idée de révolution est entièrement « fantasmée » — Cozarinsky insiste pour répéter ce verbe — par des intellectuels petits-bourgeois : toujours la notion de mystification à l'œuvre derrière la phraséologie, donc le choc du romanesque avec l'idéologie. Ce film ardu et simple, ce film rêvé lui-même, voudrait s'adresser aux spectateurs de l'an 2000. Il nous propose une grille passionnante à déchiffrer sur les contradictions de l'artiste latino-américain exilé et retrouvant dans la vieille Europe les démons qu'il a cru exorciser.

LOUIS MARCORELLES.

Regards sur le passé de l'Allemagne

HELMA SANDERS est une grande jeune femme douce qui a déjà réalisé pour la télévision allemande (de l'Ouest) plusieurs films dont nous ne connaissons que *Sous les pavés, la plage*. Elle est venue à Cannes pour la présentation, dans la section « les Yeux fertiles », de son premier film de cinéma, *Heinrich*. C'est une évocation d'Heinrich von Kleist. L'écrivain romantique auteur de cette *Marquise d'O*, adaptée au cinéma par Eric Rohmer. Evocation et non reconstitution historique.

« *Comme tous les Allemands de ma génération*, dit Helma Sanders, *je suis préoccupée par la recherche de l'identité. Nous vivons dans un monde où la jeunesse se sent morcelée, sans contacts avec une société décevante, aux prises avec les problèmes de la création, tentée par l'errance, le dépaysement et la mort. Le romantisme de Kleist est à l'origine culturelle de ce nouveau mal du siècle. L'Allemagne d'Hitler, l'Allemagne d'aujourd'hui sont nées d'une situation qui prend ses racines dans l'Europe du début du XIX*[e] *siècle. Kleist doit donc apparaître comme un personnage contemporain* ».

C'est pourquoi, Helma Sanders évite les pièges romanesques du film à costumes. D'Heinrich von Kleist, elle trace un portrait brisé. Il vient de se suicider, en *1811*, avec Henriette Vogel, et ceux qui l'ont connu, approché, donnent les reflets de sa personnalité déconcertante. Kleist (dans le rôle duquel on découvre un intéressant comédien, Heinrich Giskes), déchire ce qu'il écrit, se sent prussien, étranger dans l'Europe des guerres de la Révolution et de l'Empire. Etrangement lié à sa sœur androgyne, il noue des fiançailles inabouties, de voyage en voyage, en quête d'un impossible absolu, il se laisse envahir par l'obsession de la mort. Les grands thèmes du romantisme suicidaire et de l'identité perdue sont traités, avec beaucoup de force émotionnelle, dans un film qui est comme un faisceau de regards subjectifs.

***

L'INA (l'Institut national de l'audio-visuel) a montré, dans sa sélection hors Festival, une heure — sur six — du *Hitler* de Hans Jurgen Syberberg, en cours de réalisation. Hitler est, pour l'auteur, « *le sujet de notre siècle, un sujet qu'aucun de nous ne peut ignorer et qui est, en fait, le plus grand show du siècle* ».

Syberberg n'a pas puisé aux archives d'actualités. Comme son *Ludwig* (Louis II de Bavière) et son *Karl May*, son *Hitler* sera — est déjà — une projection de fantasmes, la mise en place, dans une esthétique de cartes postales kitsch, d'un monde imaginaire, transcendant la réalité historique et documentaire. Dans les séquences vues à cette projection, le long monologue d'un personnage qui fut le témoin de l'intimité du maître de l'Allemagne nazie donnait déjà une idée du style « shakespearien » que Syberberg imprime à cette œuvre.

JACQUES SICLIER.

LA HONGRIE D'ISTVAN SZABO

Il faut raconter

« *UN tramway jaune, c'est toujours Budapest*, dit le cinéaste hongrois Istvan Szabo, *et ce n'est pas mon premier tramway. Il y en avait un dans* le Père, *que l'on poussait pour montrer qu'avec une force commune on pouvait commencer quelque chose. Mais dix ans ont passé, je pense aujourd'hui que ce qui importe ce n'est pas de commencer, c'est, jour par jour, de travailler contre les difficultés. Il y a les conflits entre les gens, qui viennent des différences de talents, de goûts. Il y a les catastrophes historiques, représentées dans le film par le feu et l'orage, c'est contre tout cela qu'il faut mener les batailles quotidiennes.*

» *On a cherché des clefs, on a essayé de dater chacun des épisodes des* Contes de Budapest, *mais ce n'est pas un feuilleton sur l'histoire hongroise que j'ai fait, c'est uniquement un film sur l'atmosphère ; ce que j'ai voulu raconter, ce sont les changements qui sont survenus dans notre vie, l'atmosphère tantôt lourde, tantôt légère ; les lendemains difficiles, les expériences humaines, historiques, politiques, qui font que nous sommes des gens différents. Je suis né en 1938, j'ai connu la deuxième guerre mondiale, mais j'ai une sœur qui a vingt-deux ans, qui n'a jamais vu de bombardements, jamais vécu de situation grave. Alors, il faut raconter.*

» *Les expériences ne se transmettent pas, et c'est la tragédie de l'éducation. Mais, sans le récit des expériences, on continue à commettre les mêmes erreurs. D'autre part, si l'on explique, si l'on raconte des choses précises et datées, cela ne sert à rien. Le spectateur dit :* « C'est le passé. » *Tandis que l'on peut transmettre une atmosphère, elle peut correspondre à d'autres situations que celles dont parle le film.*

» *Si faire du cinéma a un sens, c'est de faire savoir aux gens qu'il existe quelqu'un d'autre qu'eux-mêmes, c'est de réduire les préjugés, mais il ne s'agit pas de faire des documentaires. L'information qu'ils transmettent est obligatoirement suspecte, leurs possibilités c'est de donner quelques interprétations de la réalité, tandis que le devoir de l'art, c'est la vérité.* » — Cl. D.

★ *Les Contes de Budapest*, d'Istvan Szabo, ont été présentés en compétition vendredi 20 mai (*le Monde* daté 22-23 mai). Ils avaient été montrés auparavant au Festival international du film magyar à Budapest (*le Monde* du 17 mars).

RÉCITALS ★★★★ 77
Mardi 31 mai, 20 h 30 - Récital
ÉLISABETH SCHWARZKOPF
avec GEOFFROY PARSONS (piano) · SCHUBERT-WOLF-STRAUSS-MAHLER
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (Location Théâtre et Agences)

STUDIO CUJAS
à 14 h - 16 h 15 - 18 h 45 - 21 h 20
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU vo
de Milos Forman
à 12 h sauf sam. dim. et fêtes
HOTEL DU NORD
de Marcel Carné
20, RUE CUJAS 5e - 033-89-22

THEATRE D'ORSAY
Cie RENAUD-BARRAULT
THEATRE DES NATIONS
GRANDE SALLE 20 H 30
JAPON
Théâtre Waseda
LES TROYENNES
PETIT ORSAY 18 H 30
ROUMANIE
dernière samedi 28
Jeune Théâtre International
LA VALSE DES DAMES
(en langue française)
location 548.38.53 et agences

Musique
THEATRE DE LA VILLE
18 h 30
une heure sans entracte 12,50 F
du 25 au 28 mai
ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE FRANCE
JEAN-PIERRE WALLEZ
violon
JEAN-PIERRE RAMPAL
flûte
Vivaldi Devienne Webern Rossini
à partir du 31 mai
ZAMFIR
flûte de pan
2, place du Châtelet
tél. 887.35.39

fête de Lutte Ouvrière
mériel. villiers-adam (val d'oise)
28, 29, 30 mai pentecôte 77
Cora Vaucaire
Bill Coleman
Jacques Debronckart
Henri Tachan
J.-R. Caussimon, Michel Portal et des dizaines d'autres.
● DES CHANSONS, DU JAZZ, DU FOLKLORE, DES DANSES.
● DES FILMS, DES FORUMS ET DES DEBATS.
● Des spécialités gastronomiques de toutes les régions de France.
— Trains Gare du Nord.
— Cars spéciaux. Porte de la Chapelle, toutes les 20 minutes.
VENEZ NOMBREUX

31 MAI-1er JUIN PALAIS DES ARTS 21 H
GROUPE VOCAL DE FRANCE
31 mai romantique-classique
MARCEL COURAUD
1er juin musique du XXe siècle
325 rue Saint-Martin - métro Réaumur-Sébastopol - tél. 272.82.98
prix 25 F - collectivités étudiants, chômeurs 18 F (loc. collect. 236.25.50)

«TROIS FEMMES», DE ROBERT ALTMAN

Né d'un rêve

DANS la filmographie de Robert Altman, les deux œuvres qui symbolisent le mieux la puissance de son talent, les deux piliers de sa renommée, sont *M.A.S.H.* et *Nashville*. Pourtant c'est à un autre film réalisé après *M.A.S.H.* et avant *Nashville*, que nous pensions pendant la projection de *Trois Femmes*. Il s'agit d'*Images*, récit mystérieux, un peu trouble, où se trouvaient esquissés certains thèmes qu'Altman a repris dans son nouveau film, mais en les intégrant, cette fois, à un contexte social parfaitement défini.

***

Ce contexte est celui de l'Amérique quotidienne. Au cœur du désert californien, une petite ville dont le pôle d'attraction est un établissement thermal destiné aux vieillards. Venue du Texas, Pinky est engagée comme « nurse » dans cet établissement. C'est une très jeune fille, dix-huit ans à peine, qui brûle de se faire admettre parmi ses collègues et à laquelle, malgré sa gentillesse, personne ne prête attention. Seule, Millie, qui est chargée de lui apprendre son métier, manifeste à Pinky un peu de sympathie. Au bout de quelques jours, elle l'invite même à partager son appartement.

Ce que décrit Altman, ce sont d'abord les rapports entre les deux filles. Rapports d'aînée à cadette. Fondés chez l'une sur le plaisir de se sentir supérieure, chez l'autre sur le besoin d'affection, la curiosité et l'admiration. Aux yeux de Pinky, Millie est très exactement ce qu'elle rêve de devenir. Elle la trouve belle, élégante, intelligente, elle envie son aisance, sa manière de parler aux hommes, elle la croit heureuse. Elle est trop jeune, Pinky, trop inexpérimentée pour comprendre que la « perfection » de Millie n'est qu'un leurre, que tout en elle est conventions, leçons apprises, que son appartement n'est qu'un décor de magazine, et que sous son vernis de sophistication elle n'est qu'une femme solitaire, victime de ses rêves et du personnage qu'elle s'évertue à jouer.

Innocence de Pinky, conformisme de Millie, à quoi s'ajoute l'absence, le repli total sur soi-même, de la troisième femme du triptyque, Willie. Elle, on la voit à peine, on ne l'entend jamais parler. Mariée à un imbécile, enceinte, elle vit comme en exil, avec ce bébé qu'elle porte dans son ventre et avec sa peinture. Car elle peint, à longueur de journée, des fresques étranges, oniriques, érotiques, par lesquelles elle proclame sa volonté d'oublier les autres et d'être ailleurs.

Le film, jusque-là, s'est contenté de nous faire pénétrer dans ce que Bergman appelle « le monde des femmes ». Monde clos, qui se heurte à l'égoïsme, à l'indifférence, aux stéréotypes de la microsociété dont il est un des éléments. Monde où n'existe aucune communication réelle avec l'homme, réduit à son état de mâle, et que son sexe rend d'autant plus inquiétant, menaçant, qu'il est parfois désiré. Monde d'aliénation et de frustration, malgré les couleurs pimpantes de l'« american way of life » dont il se pare. Monde, enfin, de fragilité psychique.

***

C'est dans la seconde moitié du film qu'éclate en majeure partie ce dernier thème. A la suite de deux incidents dramatiques — une tentative de suicide de Pinky et l'accouchement de Willie d'un enfant mort-né, — de curieux transferts d'identité vont, en effet, s'opérer d'un personnage à l'autre. Traumatisée par un choc qui l'a plongée plusieurs jours dans le coma, Pinky perd une partie de sa mémoire. Elle refuse de reconnaître ses parents et, s'abandonnant aux pulsions de son inconscient, entre littéralement dans la peau de Millie. Entre les deux filles, il y a comme un échange de rôles, Pinky devenant dominatrice, coquette, mythomane, égoïste, et Millie — qui se sent responsable de l'état de Pinky — se soumettant passivement aux désirs et aux ordres de sa compagne.

Plus tard, à la suite de l'accouchement de Willie et de la mort du bébé, tout changera encore. C'est que, cette fois, c'est Pinky la coupable. Au lieu de courir à l'hôpital chercher de l'aide, elle est restée sur place, comme fascinée par les hurlements de Willie, auprès de qui Millie s'affairait. Les mains encore gluantes de sang, Millie la gifle et retrouve son emprise sur elle. Emprise qui n'est plus celle d'une amie, mais celle d'une véritable mère. Désormais Pinky se comportera comme l'enfant de Millie. Elle l'appellera maman et se laissera prendre en charge par elle. Par Willie aussi, sans doute, qui n'a plus personne à aimer. Unies, réunies, ces trois femmes forment comme une seule cellule.

Il y a tant de choses dans ce film qu'il est difficile de le juger après une seule vision. C'est un film né d'un rêve et qui porte en lui une charge onirique très puissante. Altman déclare ne pas vouloir l'expliquer afin de le laisser ouvert à toutes les interprétations. Il l'a tourné très vite en s'abandonnant à son inspiration et à celle de ses comédiens. D'où cet air de liberté qui circule dans le le récit, cette adéquation parfaite de la mise en scène à l'histoire. Dans sa première partie, *Trois Femmes* prolonge la réflexion d'Altman sur les mythes, les mœurs et les coutumes des Etats-Unis. Dans la seconde, le recours à l'analyse psychanalytique s'impose. De bout en bout, *Trois Femmes* constitue un superbe discours sur la femme, un film d'une complexité exceptionnelle et qui — remarquablement interprété par Sissy Spacek, Shelley Duvall et Janice Rule — marquera ce festival.

JEAN DE BARONCELLI.

« PORTRAIT DE GROUPE AVEC DAMES »

Entre la vie et la mort

POUR restituer à l'écran l'épaisseur et la densité du roman d'Heinrich Böll *Portrait de groupe avec dame*, Aleksandar Petrovic, le réalisateur de *J'ai même rencontré des Tziganes heureux*, a été contraint d'user (et souvent d'abuser) de l'ellipse. La suppression des transitions et des explications rend la « lecture » de son film d'autant plus difficile que le récit est construit en *flash-back*, qu'il se déroule sur plus de trente années et que Leni, l'héroïne, entretient des rapports compliqués avec les nombreux personnages qui gravitent autour d'elle.

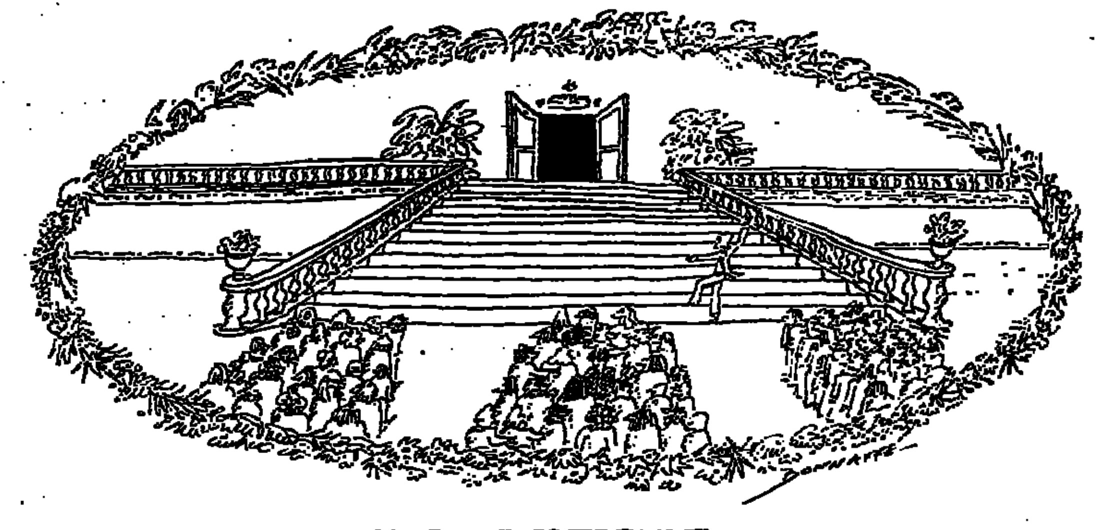
Ici encore, pour l'essentiel, c'est d'une femme qu'il s'agit. De la fille d'un riche industriel allemand, plongée dans la tourmente de la guerre. Son fiancé mort, son père disparu, Leni survit en fabriquant des couronnes mortuaires et tombe amoureuse d'un prisonnier russe. La paix revenue, elle reste en marge de son milieu social et prend la défense des exilés et des opprimés. Après avoir été Leni la Mystique, la voilà devenue Leni la Rouge.

Malgré sa confusion, le film ne manque pas de souffle. Ce sont les images de guerre — plus particulièrement celles de la chute de Berlin — qui sont les plus impressionnantes. Dans le fracas des bombardements et les immeubles qui s'effondrent, des êtres hagards hésitent entre la vie et la mort. Un beau morceau de cinéma. Le reste est plus discutable, les partis pris esthétiques de Petrovic, sa volonté de frapper ou d'intriguer le spectateur pouvant paraître artificiels.

Mais la force du roman de Böll soutient l'intérêt. Et Romy Schneider, parfois enlaidie et vieillie, incarne avec talent un personnage dont on aurait aimé mieux connaître le cheminement psychologique.

J. B.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)



QUATRE FILMS ENSEMBLE

La profondeur des champs

IL faut y prendre garde, le cinéma est là. A table, des conversations de film suisse se soumettent à des aiguillages elliptiques ou glissent en fondus-enchaînés. Chacun vit sa nuit en metteur en scène et promène le jour un travelling qui nuit à sa vie. Bien sûr, le Festival du film rend fou et chacun a derrière les yeux la caméra de celui qui l'aura fasciné la veille. La voix de Sami Frey continue de faire parler Babeuf tandis que les autres séquences de Guerres civiles en France *alignent le sang, et les muscles des culturistes continuent de jouer dans* Pumping Iron *loin, de plus en plus loin, au fond de la tête des spectateurs hantés.*

A Chantal Akerman, reconnaissant, on doit la découverte de la profondeur du champ. Jamais on n'a montré New-York ainsi : caméra fixe dans le métro, dans la rue, devant les avenues. Dans l'encadrement choisi de l'œil, de l'objectif, on peut à sa guise reculer jusqu'à l'horizon de plusieurs wagons qui se prolongent, et les portes vitrées s'ouvrent et se referment sur la possibilité d'un agrandissement. Dans la station de céramique blanche, les voyageurs arpentent et définissent l'espace entre les piliers, horizontalement et en perspective. Ailleurs les voitures filent jusqu'au ciel, les gens traversent et leur regard s'éloigne.

« Ma très chère petite fille, j'ai bien reçu ta lettre et j'espère que tu continueras à m'écrire souvent. De toute façon j'espère que tu me reviendras vite. J'espère que tu continues à bien te porter et que tu travailles déjà. Je vois que New-York te plaît... » *En voix off, les lettres de sa mère dressent pour l'univers de Chantal Akerman une nouvelle armature, une nouvelle dimension : pas seulement* sonore. *Parallèle ou mêlée au fracas réinventé des moteurs. Postées de Bruxelles elles sont l'information familiale qui se mesure à l'Amérique d'un nouveau monde, elles sont l'information triée par l'auteur à destination du foyer, où c'est retravaillé puis répercuté par un autre canal. Ce serait, comme sur une carte géographique livrée par le film, les fleuves, les montagnes dans une autre couleur, les* jalons *qui rendent au spectateur la réalité de Chantal* Akerman *plus complète et vivante.*

Autre vertige, les adolescentes de Christine Laurent se penchent sur une photo et s'interrogent : qui était A(lice) Constant ? C'était une des bonnes de leur grand-père, elle s'est suicidée, on n'a pas su pourquoi. A. Constant, *de Christine Laurent, est l'histoire de cette question, de cette réponse cherchée et trouvée, d'une fausse enquête où il ne s'agit plus du sujet regardé mais de celles qui regardent. La femme de la photo jaunie est prisonnière du* papier *pour l'éternité et celle que les deux filles font semblant de reconstituer est une créature de l'histoire bourgeoise. Pour son premier film Christine Laurent* voulait *parler de l'éducation qu'elle a reçue, et après avoir tant travaillé sur les décors et les costumes des autres elle a pris un cahier : à droite le scénario, à gauche, dessinés, les cadres. Y murmure une imagination qui demain ira voir du côté de la profondeurs des champs.*

Ces deux adolescentes-là sont sœurs et si elles se perdent dans les miroirs en abysses des crises d'identité, elles vont en sortir, s'en sortir peut-être. *Mais Jenny Kern est morte. Jenny Kern s'est penchée sur une photo mais elle est tombée dans le puits.* Les Indiens *qu'elle a dans son cartable vivaient entre eux de caresses, elle n'a d'autre corps que le sien, et on retrouva son cadavre dans la neige.* Les Indiens sont encore loin *est le deuxième film de Patricia Moraz qui est Suisse.*

Enchaînés par les circonstances (le Festival, l'appartenance à l'Europe, à un certain type de société) les films se profilent les uns par rapport aux autres. Jenny Kern n'a pas eu la mère de Chantal Akerman, n'a pas rencontré Niels Arestrup dans le trop romanesque Au bout du printemps *de Bernard Dubois, c'est la bourgeoisie de ce film-là qui l'a tuée, c'est celle du* Paradis d'Eté *de Gunnel Lindblom qui l'a exclue ainsi que l'adolescent Thomas, qu'on ne regardait pas. Ceux qui n'ont pas leur place dans nos vieilles structures décadentes en ont une dans le cœur de quelques cinéastes (qui parlent de ce qu'elles savent) ont le visage et les silences d'Isabelle Huppert dans* Les Indiens sont encore loin.

Patricia Moraz raconte les sept jours qui précédèrent la découverte du cadavre dans la neige. A la manière lente et réfléchie d'un certain nouveau cinéma, elle restitue des climats par la force de longs plans réussis. Une partie de ballon dans un gymnase de lycée, une discussion dans un café : toujours s'inscrit la preuve d'une intelligence des drames. Jenny Kern restait à l'orée des autres, sans jamais passer le seuil. Au moment où elle est prête à partager les nuits blanches du Diable sur les collines *de Pavese, elle est désertée par ceux qui ne croient plus vraiment en ce qu'ils disent, qui sont les témoins attardés d'un quelconque mai 68.*

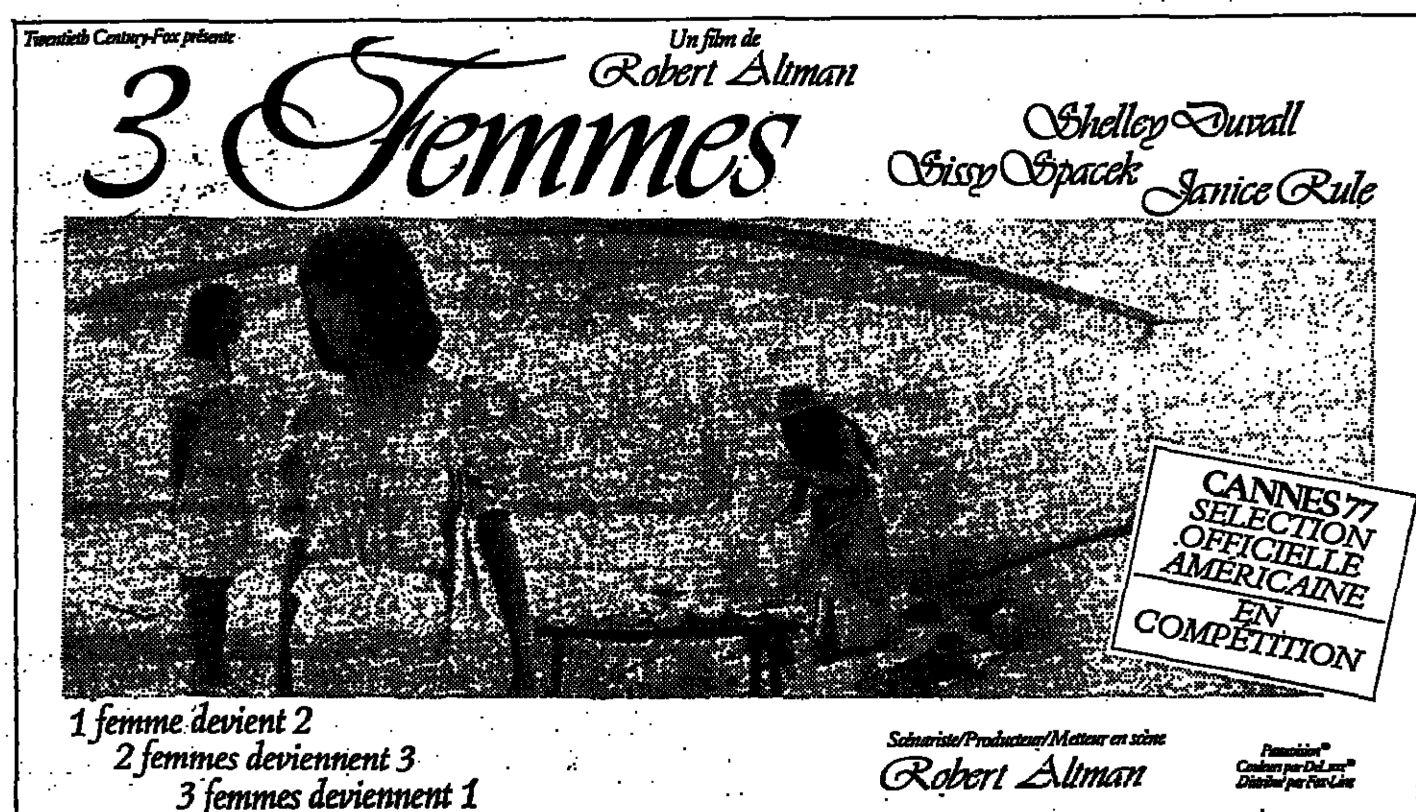
Le premier film *de Gunnel Lindblom (elle* jouait *dans* le Silence *d'Ingmar Bergman) est une autre représentation de ces moments passés que l'on veut à toute force maintenir. Une famille vient chaque année pour des vacances, dans l'archipel de Stockholm. Quatre générations s'y retrouvent dans le soleil, la blondeur, les joies et les conflits traditionnels. Et puis c'est l'horreur, comme l'horreur de cette expression : le ver dans le fruit. Le film est charmant et terrible, tous ces films sont pleins de charme et de peur, ils montrent mais laissent le droit de choisir, ils sont beaux — sans exception, — mais ils disent tous que « Rimbaud est mort ».*

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ *News from Home*, de Chantal Akerman, a été présenté le 20 mai dans la section « l'Air du temps » ; *A. Constant*, de Christine Laurent, le 18 mai dans Perspectives du cinéma français; *Les Indiens sont encore loin*, de Patricia Moraz, le 20 mai dans la Quinzaine des réalisateurs ; *Paradis d'été*, de Gunnel Lindblom, le 19 mai dans « les Yeux fertiles ».



GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES vo - HAUTEFEUILLE vo - GAUMONT RIVE GAUCHE vo - IMPÉRIAL PATHÉ vf
GAUMONT CONVENTION vf - SAINT-LAZARE PASQUIER vf - 3 NATIONS vf



Une sélection



.LA FORTUNE DE GASPARD.

Cinéma

TROIS FEMMES
de Robert Altman

(Lire notre article page 21.)

LE CAMION
de Marguerite Duras

Une femme enveloppée dans un châle noir raconte à un homme — Gérard Depardieu — une histoire, le scénario d'un film qu'elle, écrivain, a dans la tête. Marguerite Duras poursuit sa destruction des formes traditionnelles du récit cinématographique. Seul élément matériel du film à faire, un camion bleu traverse des images de brume et de froid. Des images au conditionnel.

LA DENTELLIERE
de Claude Goretta

Une jeune fille silencieuse s'engage avec gravité dans une aventure sentimentale auprès d'un garçon qui se comporte comme un étudiant en bonne fortune. Pomme — Isabelle Huppert — et François ne sont pas seulement séparés par leur milieu social... Il finira par la renvoyer, à la façon d'un petit animal domestique dont on se débarrasse.

TOUCHE PAS A MON COPAIN
de Bernard Bouthier

L'ennui provincial, quatre garçons, la trentaine un peu pesante, mais la ville s'appelle Sète. Un Midi qui n'est ni la Côte d'Azur ni la Provence, un paysage constamment ouvert sur la mer. Bernard Bouthier, venu de la télévision, conte calmement, gentiment, une histoire cruelle à laquelle manque seulement le petit grain de folie qui la porterait au-delà de sa banalité apparente.

LE DERNIER BAISER
de Dolorès Grassian

Annie Girardot en « chauffeuse de taxi », abandonnée par son amant prolétaire, et Maria Pacôme en bourgeoise prenant en filature son mari infidèle vivent ensemble, de Paris à Bruxelles, l'aventure des femmes amoureuses rapprochées par l'infortune. Une comédie brillante et sérieuse, où le féminisme passe exclusivement par les sentiments.

LA QUESTION
d'Henri Alleg

D'après le livre d'Henri Alleg, paru en 1957 et qui dénonçait l'usage de la torture en Algérie, l'arrestation et le calvaire du directeur d'un journal d'Alger séquestré par les parachutistes. A mi-chemin du témoignage et de la fiction, le film de Laurent Heynemann décrit sans emphase et sans complaisance ce que furent les souffrances de cet homme, son extraordinaire courage et finalement sa victoire sur l'humiliation et le mensonge.

LA COMMUNION SOLENNELLE
de René Féret

Cinquante personnages, cent ans d'histoire (et d'histoires), la souche, les branches et les rameaux d'une famille d'ouvriers et de paysans aujourd'hui embourgeoisés, la mémoire de cette famille qui se déroule comme un film — qui est le film.

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES
de François Truffaut

Le dernier Truffaut, qui est Doinel retrouvé, vieilli, grandi, sous les traits de Charles Denner. La collection de ses conquêtes féminines, une fois racontée, est un témoignage décisif sur l'amour au vingtième siècle.

— ET AUSSI : *Adoption*, de Marta Meszaros (un désir déraisonnable de maternité) ; *Ferdinand le radical*, d'Alexander Kluge (une fable politique) ; *Private Road*, de Barney Platts-Mills (vies parallèles dans le Londres de 1970) ; *Emitaï*, de Sembène Ousmane (colonialisme sous Pétain, au Sénégal) ; *Ben et Benedict*, de Paula Delsol (la femme au double visage).

Théâtre

LA FORTUNE DE GASPARD
salle Gemier

Histoire d'un petit paysan qui préférait l'école aux champs. Ascension d'un homme ambitieux et sans cœur qui perd son identité, mais que la piété de sa femme rachète. Le mythe du self made man, *ses illusions, ses pièges. Une critique joyeuse et poétique, un étonnant travail des comédiens avec Raymond Jourdan et Christian Colin.*

TRAVAIL A DOMICILE
au Théâtre oblique

C'est au Petit TEP qu'a été créée cette pièce très noire de Kroetz, peinture d'un monde marécageux où des êtres privés de la parole, privés de jugement, s'enlisent et se détruisent. La mise en scène intelligente et tendre de Jacques Lassalle, l'interprétation d'Anna Prucnal et d'Alain Olivier leur donnent une aura de charme.

LA CANTATRICE CHAUVE
au Sorano

La conversation qui détruit le langage donne les clefs du théâtre de l'absurde. Sous le regard médusé de Ionesco, elles ouvrent les portes d'un labyrinthe qui débouche sur l'angoisse de la communication. Du burlesque noir.

GROUPE MUTIRAO
Rue Dunois

Quelques objets, des tapis, des gestes banals, cinq acteurs muets dans le brouhaha joyeux d'une vente aux enchères. Le discours a perdu son sens parce que l'inanition est arrivée à un point tel que son utilisation est devenue superflue. Temps d'attente, *présenté au festival de Nancy, a été conçu au cours d'une tournée dans le Maranhao, l'une des provinces pauvres du Brésil, sa face noire. Le Brésil sans cariocas, sans carnaval, celui qui ne danse pas la samba.*

L'HOMME AU CAMELIAS
au La Bruyère

Armand Duval, phtisique, entortille ses douleurs et ses délires dans les oripeaux superbes d'un monde extravagant, peuplé de fantômes étranges et merveilleux. Le monde macabre et fascinant de Saurel et de Spivakoff.

— ET AUSSI : *la Jeune Fille Violaine*, au Biothéâtre (magnifique combat avec l'ange) ; *Etrange pâleur*, aux Blancs-Manteaux (Jean Bois, poète de l'invective) ; *Gros-Câlin*, à la Cour des Miracles (la sincérité et la poésie d'Ajar) ; *Loretta Strong*, au Théâtre d'Edgar (suivez Copi) ; *Sainte Jeanne des Abattoirs*, au TEP (la générosité ne suffit pas à changer le monde, dit Brecht) ; *Bérénice*, à la Cité universitaire (les mots de Racine) ; *les Farceurs* à Nanterre (ils sont cinq à faire rire).

Musique

OUVERTURE POUR DES FESTIVALS

Le Mai de Bordeaux donne traditionnellement le coup d'envoi des « grands » festivals français. Pas d'opéra cependant cette année, mais une multitude de concerts éparpillés dans des lieux divers, un fourmillement qui ressemble un peu à celui de Sigma (présent avec son concours de jazz amateur) ; cette semaine, Cziffra (le 26 mai), le concert des oscars de l'art lyrique (le 28), le Clemencic Consort (le 31), K. Kondrachine à la tête de l'Orchestre de Bordeaux (le 1er juin) et de nombreux concerts de musique de chambre.

LE JOUR « J » DE LA MUSIQUE

La musique explose au grand air en ces jours de Pentecôte : à côté des festivals qui battent leur plein, plus de vingt mille amateurs donnent des concerts dans toute la France pour ce deuxième jour J de la musique organisé par France-Musique.

BOURGES. TOULON SAINT-DENIS, TOURS

Festivals encore à Bourges, où la musique électronique occupe les palais et les jardins deux ou trois fois le jour jusqu'au 5 juin ; à Saint-Denis, où Gyorgy Ligeti présentera un concert de ses œuvres par l'Ensemble intercontemporain (T.G.P., le 26) ; à Toulon, qui accueille un original concours international de trombone (les 25 et 27) et le ballet du Rhin (le 1er) ; à Tours, où se dérouleront les Rencontres internationales de chant choral, avec des concours et des concerts de Pro Cantione Antiqua et des Frères Jacques (du 27 au 30 mai).

LES « SONICH MEDITATIONS » DE PAULINE OLIVEROS
à la Maison de la radio

C'est la première fois que Pauline Oliveros, une des plus importantes figures de l'avant-garde américaine, se produit en France. Après de nombreux travaux effectués pour la plupart sur bandes magnétiques — travaux que l'on pouvait alors rattacher à un courant « post-cagien » de type plus ou moins expérimental, — la musique de Pauline Oliveros a évolué, ces dernières années, vers une recherche des faits psycho-acoustiques qui l'apparente plutôt à celle des « répétitifs ». Le samedi 28 mai, à 20 h. 30, au Grand Auditorium 104 de la Maison de Radio-France, l'artiste californienne donnera des œuvres vocales et expérimentales : les Sonich Meditations. *Entrée libre.*

CONCERTS PARISIENS

A Paris cette semaine : un concert de l'Orchestre national, dirigé par Hubert Soudant, jeune chef hollandais qui a remporté le concours de Besançon, le deuxième prix Karajan et le grand prix Cantelli (avec M. Milstein, Champs-Elysées, le 25) ; le premier concert Ligeti de l'IRCAM, grand musicien hongrois très original (Th. d'Orsay, le 25) ; les trois concerts de l'admirable Deller Consort à Saint-Germain-des-Prés (Purcell, le 25 ; Byrd et Dowland, le 26 ; Monteverdi et Purcell, le 27) ; trois concerts de Maurizio Pollini, prince des pianistes, dans les dernières sonates de Beethoven (Champs-Elysées, les 26 mai, 3 et 6 juin) ; un récital d'Elisabeth Schwarzkopf, au soir de la plus éblouissante carrière (Champs-Elysées, le 31) ; et le début de l'intégrale Beethoven du Quatuor Juilliard (Champs-Elysées, les 1, 2, 7, 8, 9 juin).

— ET AUSSI : Ensemble instrumental de France, avec J.-P. Wallez et J.-P. Rampal (Th. de la Ville, du 25 au 28) ; *l'Enfant et les sortilèges*, de Ravel, dir. S. Baudo (auditorium de Lyon, le 26) ; Debussy, Ives, Berg, Mahler, par l'Orchestre de Paris, dir. A. Davis (Pleyel, le 26) ; Baird, Balassa, Bartok, Lutoslawski, par l'Orchestre philharmonique, dir. P.-M. Le Conte, avec Cl. Bonaldi (Radio-France, le 26) ; *le Couronnement de Poppée*, dir. M. Corboz (auditorium de Lyon, les 27 et 31) ; le Collegium con basso de Hambourg (Sceaux, les 28 et 29, à 17 h. ; la Trinité, le 1er juin ; Cité universitaire, le 2) ; concerts au château de Sully-sur-Loire : R. Puyana et F. Lodéon (le 28) ; John Williams et A. de Larrocha (le 29) ; Haydn et Mozart par l'Orcheste et la chorale P. Kuentz (Saint-Séverin, le 31) ; récital Anna Reynolds (Radio-France, le 1er juin).

Danse

LE THEATRE DU SILENCE
au Théâtre de la ville

Depuis son dernier passage à Paris, la compagnie s'est ouverte à la modern dance *avec des œuvres de Lar Lubovitch* (Avalanches, Cité Veron) *et de Cunnigham* (Sommerspace) *; elle ne renonce pas pour autant à l'esprit français ; sa dernière création,* le Cordon infernal, *est inspirée d'une bande dessinée de Brétécher.*

RUSSILLO
au Palais de Chaillot

Une fresque somptueuse et baroque sur l'éternel combat du Bien et du Mal.

— ET AUSSI : Serge Keuten au Théâtre de la Plaine (les mots et la danse), le Théâtre Magenia à la Cité universitaire (le mime tenté par la danse).

Expositions

JARDINS 1760-1820
à l'hôtel de Sully

— Lire notre article page 19.

ARTISTE/ARTISAN ?...

Une exposition en forme de point d'interrogation, qui ouvre un difficile et passionnant débat sur la question des frontières qui séparent la création artisanale de la création artistique. En se gardant bien d'y répondre. Elle procède par contrastes et confrontations et permet sur pièces — anciennes et récentes — de juger de la difficulté qu'il y a de nos jours (il n'en a pas toujours été ainsi) à situer certains objets et à se situer par rapport à eux.

...ET LA BRODERIE AU PASSÉ ET AU PRÉSENT
au Musée des arts décoratifs

La broderie sur tissu de l'Antiquité à nos jours. Le travail d'aiguille à la laine, la soie, le coton, le métal. Environ quatre cents numéros provenant en majorité des collections du Musée des arts décoratifs, enrichis par la donation Rebe, brodeur des grands couturiers. La broderie liturgique avec ses chasubles, d'ameublement, l'univers blanc de la lingerie de la femme et de l'enfant, le costume de la Renaissance à nos jours... Un panorama spectaculaire.

PARIS BOUTIQUES D'HIER
aux A.T.P.

L'Angelus et les Glaneuses de Millet dans un frou-frou d'arabesques dorées, planant au-dessus des croissants chauds et des œufs frais du jour. Le décor précieux des boutiques parisiennes quand boulangers, crémiers, bouchers et charcutiers entendaient faire de leur magasin un lieu rivalisant de beauté avec les salons bourgeois. Ou comment la grande peinture, par les soins d'ateliers spécialisés en fixés sous verre, en gravure sur verre, en faïencerie, s'est retrouvée dans la rue. Une exposition qui réunit grands et petits morceaux de ces décors échappés de justesse à la démolition.

HENRY MOORE
à l'Orangerie
et à la Bibliothèque nationale

Huit grandes figures de plein air sur la terrasse des Tuileries, cent dix petites sculptures et presque autant de dessins au musée de l'Orangerie, quelque deux cents planches gravées à la Bibliothèque nationale... Après Florence et Zurich, Paris rend au grand sculpteur anglais un hommage depuis longtemps attendu.

L'ISLAM DANS LES COLLECTIONS NATIONALES
au Grand Palais

La plus vaste manifestation d'art islamique jamais organisée en France. Avec ses huit cents objets choisis dans les collections des musées nationaux, l'exposition fait le point sur une production d'art sortie d'ateliers ayant fonctionné sans interruption depuis douze siècles ; sur le rôle de la religion, des sciences, des princes ; la singularité des grandes aires culturelles de l'Islam moderne, du quinzième au dix-neuvième siècle.

MYTHOLOGIES QUOTIDIENNES 2
à l'ARC

Pour l'inauguration des nouvelles salles de l'ARC, deux critiques, Gérald Gassiot-Talabot et Jean-Louis Pradel, deux peintres, Bernard Rancillac et Hervé Télémaque, présentent plus de quatre-vingts artistes figuratifs.

— ET AUSSI : *Dieux et Démons de l'Himalaya*, au Grand Palais (d'étranges images pour la méditation) ; *Bilan de l'aide à la première exposition*, à la Fondation Rothschild (œuvres de jeunes artistes encouragés par l'Etat) ; *Les avatars de Miss Liberty*, au Centre de création industriel (histoire, aventures visuelles, détournements de la plus célèbre des sculptures de Bartholdi). *Les Malassis*, à Montreuil (cinq artistes, une coopérative et la création collective de fresques politiques).

— EN PROVINCE : *Peintures britanniques*, au musée des beaux-arts de Bordeaux (Lire notre article page 19). *Rétrospective Bernard Réquichot*, à la maison de la culture de Rennes (la peinture, le corps et la mort). *Ben Nicholson*, au musée des Sables-d'Olonne (rétrospective de l'œuvre graphique et peintures de 1925 à 1969). *Richard Hamilton*, au musée de Chambéry l'œuvre graphique d'un pop'artiste anglais). *Natoire*, au musée de Compiègne (Don Quichotte vu par un peintre du dix-huitième siècle).

Variétés

LA PENA DE LOS PARRA
à l'Olympia

Evocation et reconstitution au présent de huit ans de chansons au Chili, avec Isabel et Angel Parra, Patricio Castillo, Oswaldo Rodriguez, le groupe Hector Pavez et la participation de Pi de la Serra, Luis Cilia, Ayacucho (21 h.).

CIRQUE GRUSS
place du Centre-Georges-Pompidou

Le nouveau spectacle d'un petit cirque qui a su renouer admirablement avec la tradition (20 h.).

LES NOCTURNES ROCK
au Théâtre Montparnasse

Série de concerts rock, rue de la Gaîté, avec Amon Dull (le 25), Melusine (le 26), Patrick Vian et A. Markusfeld (le 27), Fairport Convention (le 31 mai et le 1er juin), Cimarons (le 3 juin), Exile one (le 4).

SOCIÉTÉ NATIONALE DES BEAUX-ARTS
Grand Palais - Du 26 mai au 19 juin

GALERIE BENO D'INCELLI
43, rue de Miromesnil - 75008 PARIS - 359-19-58 - 225-10-18
Aristide
CAILLAUD
œuvres anciennes et récentes
Du 4 au 31 mai

GALERIE DU CERCLE
23, rue de la Pépinière, PARIS (8e)
RAYMONDE HEUDEBERT
25 MAI - 10 JUIN

PARC FLORAL DE PARIS
ESPLANADE DU CHATEAU DE VINCENNES
EMERIC
Jusqu'au 7 juin

GALERIE D'ART DE LA PLACE BEAUVAU
94, Faubourg-Saint-Honoré. — PARIS. — 265-66-98
MICHEL
BRUCE
Jusqu'au 18 juin

Rétrospective des gravures 12 mai - 4 juin 77
Henri Goetz
ARTCURIAL

DENISE RENÉ, RIVE GAUCHE
196, boulevard Saint-Germain
MARIGNOLI
Peintures et dessins
Vernissage 26 mai, à 19 heures

ATELIER A TOULOUSE

Avec des airs d'accordéon

UN accordéoniste à casquette, une T.S.F. à lampes, et nous voilà revenus à la « belle époque » de l'avant-guerre, celle de 1939. Les comédiens de la Fabrique, centre dramatique de Toulouse, sont tous nés après. Pour eux, l'Espagne en feu, le Front populaire Léon Blum, la gauche affective, les fascistes blonds appartiennent aux livres, à l'imagerie des souvenirs familiaux en bribes, à la pellicule rayée des actualités.

Peut-être pour lutter contre les langueurs rétro et le romantisme douteux des rockers aux crânes rasés, *ils ont voulu, les enfants de mai 68, retrouver le passé de* leurs parents, si proche et si lointain. Que reste-t-il en eux de cette France qui découvrait les congés payés et réclamait le vote des femmes ? Cette France, fière de ses colonies, de son champagne, de sa haute couture, de son armée ? Que reste-t-il du doux pays de Charles Trenet, de Mireille, *de Tout va très bien madame la marquise ?*

Décaper les histoires pour reconnaître l'Histoire, profiter du *recul pour la déshabiller des* illusions et des mensonges, ça paraît simple, mais voilà que le sens des mots se trouble, que *la réalité s'empêtre dans des* vérités contradictoires. *« Il faut,* dit Bruno Bayen, directeur de la Fabrique, *des mois de travail, seulement pour dégager un point de vue, et encore, on ne peut aboutir qu'à un projet fragmentaire. »*

La mémoire de 68

Les comédiens se sont mis au travail, de leur côté, sans lui. Une expérience nouvelle dans tous les domaines : ils avaient *à s'unir autour d'une ligne et* d'une forme. Comme ils n'y sont pas parvenus, ils ont décidé de présenter ce qu'ils appellent un « work in progress », *un spectacle en voie d'élaboration qui* juxtapose des séquences dans lesquelles chacun exprime ses questions, ses *visions. Une sorte* de revue avec des chansons d'époque pour dire la douceur de vivre, avec les gestes quotidiens d'une ouvrière en chambre, des bandes d'actualité sur les grèves et le grandes manœuvres, avec des discours, des tableaux satiriques (le croix-de-feu, dandy paralysé sur une chaise-longue), symboliques (le flamenco dans un miroir sur fond de cercueils en verre et de rideau rouge et soyeux), didactiques-brechtiens (le désarroi des militants à la signature du pacte germano-russe).

Chacun s'est loyalement plié aux idées des autres sans essayer de cacher les contradictions du groupe et ses hésitations. Après la représentation, il y a un débat. Les spectateurs sont nombreux à interroger sur les formes et le fond, à demander des précisions : dès que *l'on sort des lignes générales,* on s'aperçoit que la chronologie se brouille. Les jeunes cherchent à appréhender un état *d'esprit qui apparaît aujourd'hui* d'une naïveté déconcertante. Les anciens ne retrouvent pas leurs expériences. Ils voudraient la transmettre, *ils se racontent.* En fin de compte, les documents ont un air plus « faux » que les métaphores théâtrales, même schématiques. Il est difficile de mêler les voix du passé à celles du présent. Les modes et les manières évoluent. Le ton cocardier des commentaires d'actualité fait rire, il n'était pas drôle. Les vieilles photos se chargent de nostalgie ou de dérision, elles étalent tragiques ou pathétiques.

« Pour parler d'une usine occupée, dit Bruno Bayen, *il faudrait reconstituer une occupation d'usine. »* Il faudrait du temps, des moyens énormes, et aussi, en tout cas, une idée simple, une idée-force autour de laquelle pourrait s'enrouler l'imagination. La question posée par le « work in progress » de la Fabrique n'est pas. *« Que signifie pour nous 1936 ? »*, mais *« Comment aborder ce moment de l'histoire et le mettre en théâtre ? »*

COLETTE GODARD.

Au cœur de Beethoven

LES RAVISSEMENTS DE MARKEVITCH

RUE du Faubourg - Saint - Honoré, au cinquième étage d'un grand hôtel, une chambre arrondie donne sur le ciel, isolée comme il convient pour un musicien ; c'est là qu'Igor Markévitch descend depuis vingt ans et plus quand il revient à Paris, capitale de sa jeunesse. Maintenant qu'il mène la vie itinérante du chef d'orchestre, c'est en Provence qu'il travaille, médite, écrit ce grand *Traité de direction d'orchestre* qu'on attend depuis longtemps, comme son chef-d'œuvre.

Pourtant, ces dernières années, c'est à une autre cathédrale qu'il s'est consacré avec ce regard perçant et émerveillé, cette minutie didactique qui donne à sa voix chantante la même perfection d'arc tendu sans raideur qu'a sa baguette : tout simplement les symphonies de Beethoven.

« Il ne s'agissait d'abord, dit-il, *que d'une révision du texte musical pour les éditions Peters, à partir des sources. Qui pourrait croire que des œuvres aussi célèbres n'ont pas encore aujourd'hui un statut définitif ? Pourtant les fautes sont nombreuses dans les éditions courantes. Voyez...* (Markévitch me tend sa propre partition corrigée, où l'encre rouge apparaît presque à chaque page !). *Un simple détail, mais qui me paraît très important : Beethoven utilise deux variétés de staccato, l'un normal, indiqué par un point, l'autre, très personnel, signalé par une sorte d'apostrophe violente, ce que je nomme une griffe, et qui a un sens évident (on en relève des milliers) ; or les éditions courantes ne connaissent que le point. Mais il y a bien d'autres erreurs, des doublures de cuivre ajoutées ou retranchées, des figures obstinées non reproduites, des rythmes transformés, etc.*

» Le problème critique est, par ailleurs, moins simple qu'on ne le croit. On se demande souvent quel est le vrai texte : ainsi d'une symphonie publiée du vivant de Beethoven ; doit-on en croire le manuscrit ou l'édition publiée qui, bien que parfois très fautive, porte certainement la trace des corrections faites par le compositeur. Il y a aussi des passages vraiment injouables ; faut-il alors utiliser les solutions choisies par Wagner, par Mahler et d'autres chefs vénérables, ou en proposer d'autres ?

» La littéralité du texte conduit obligatoirement à une exégèse. Elle m'a mené bien plus loin : la multitude des questions de tous ordres soulevées (pourquoi, par exemple, Beethoven a-t-il réservé un admirable solo au quatrième cor dans la Neuvième Symphonie *?) m'a entraîné à des notes historiques, à de longues introductions pour chaque œuvre, à des gloses sur la façon de réaliser avec l'orchestre ce que l'investigation musicologique a mis au jour, et finalement à une vaste étude sur l'esthétique et le style beethovéniens.*

» Mais j'ai surtout abouti à une analyse extrêmement détaillée des œuvres, nécessaire à une pleine compréhension et à une parfaite direction de ces symphonies. Analyse où j'ai cherché non à faire rentrer arbitrairement les formes beethovéniennes dans les moules scolastiques, mais à épouser le déroulement de l'action musicale, c'est-à-dire l'évolution et les métamorphoses des éléments thématiques qui rendent compte de l'acte esthétique lui-même, créateur, générateur d'organismes. Car l'architecture beethovénienne est fonctionnelle par essence, chaque élément étant exposé et développé en vue d'un but précis. C'est le dynamisme interne de la musique que l'analyse doit retrouver dans ses moindres détails. »

Igor Markévitch parle inépuisablement avec cette sorte de ravissement de la découverte que rien, jamais, ne peut rassasier, car chez Beethoven tout a un sens, tout a une histoire ; il est de ces génies très rares qui ne laissent rien perdre de leur être, de leur histoire, de tout ce qui les a atteints humainement et artistiquement.
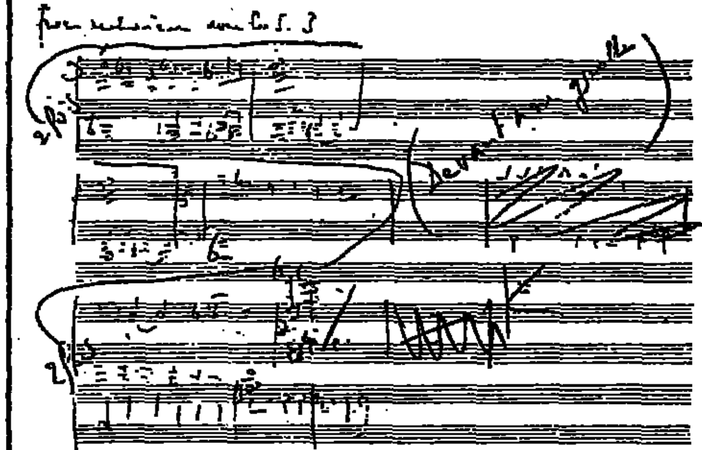
Quand on a entendu Markévitch analyser sur scène *le Sacre du Printemps*, on ne peut douter que le fruit de ce long labeur sur les symphonies de Beethoven doive être un événement important.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Cette édition commencera à paraître en Allemagne, chez Peters, à l'automne 1977, puis en France, aux éditions Vandevelde (Tours).

A LA SOURCE DE DEBUSSY

Les esquisses de « Pelléas »



UNE superbe publication, telle que la musicologie française n'a guère la possibilité d'en réaliser, réjouira tous les amis de Debussy : François Lesure, conservateur en chef à la Bibliothèque nationale, édite en fac-similé les esquisses de Pelléas et Mélisande *pendant les premières années de travail (1893-1895), cent pages de musique qui réservent des émotions rares à ceux qui auront le temps de les examiner de près. Le manuscrit Bréval du 4e acte (scènes 1 et 4), très élaboré, permet une comparaison note à note avec l'édition définitive où l'on discerne dans le détail l'élaboration de l'œuvre : textes abandonnés, premières versions corrigées ou entièrement reprises, essais divers, où Debussy serre de plus près sa vérité poétique.*

Le manuscrit de la collection André Meyer est plus fascinant encore, car il s'agit des premières esquisses où l'on saisit à sa source l'inspiration, griffonnée à toute allure, les notes s'agrippant aux portées, légèrement et désespérément, dirait-on, sans une parole sous les lignes mélodiques, avec parfois la seule indication des rythmes sans les hauteurs ; extraordinaire sténographie qui capte l'esprit du musicien penché sur son gouffre intérieur, semant et récoltant (parfois avec une extrême précision déjà) les prémices de ce chef-d'œuvre palpitant qui mettra huit ans à acquérir sa forme parfaite.

L'indication des pages de l'édition définitive (chant et piano) aide à s'orienter à travers ces îles fortunées encore entourées de brouillard. Des extraits de lettres de Debussy et de ses amis donnent le contexte biographique de cette grande aventure (Ed Minkoff, Genève, 134 pages, 23 × 31, 185 F).

Signalons chez le même éditeur une admirable iconographie de Debussy, réalisée également par François Lesure, où, en cent soixante-cinq planches noires et en couleurs, revivent toute son existence, ses amitiés, ses amours et son œuvre (avec notamment les décors originaux de Pelléas *et du* Martyre de saint Sébastien*). Des légendes brèves, tirées de sa correspondance, expriment le suc de ces illustrations frappantes par ce qu'elles nous disent de cet être secret et complexe, dont cependant ni le visage ni la musique ne peuvent épuiser le mystère, ce mystère dont les esquisses de* Pelléas *nous permettent de nous approcher au plus près. (Ed. Minkoff, 180 pages, 21,5 × 27, 315 F).*

J. L.

MÉTIERS D'ART
EGLISE St-PIERRE, SENLIS (Oise)
35 km de Paris - autoroute du Nord
19 au 30 Mai 1977
2 NOCTURNES JUSQU'A 22 H
LES SAMEDIS 21 ET 28 MAI

A. CASTINEL
dont le talent original et insolite nous surprend toujours, expose 45 tableaux sur le thème de la Magie du Théâtre et de la Boîte
DU 3 AU 31 MAI 1977
au Club International du Droit
38 bis, rue Fabert - 75007 Paris
Métro Invalides

SIMONE BADINIER
15, rue Guénégaud (6e) - 633-04-38
MICHEL-CONSTANT
Fleurs et Racines
Du 2 au 31 mai

LE PARVIS DES ARTS
4, place Notre-Dame, SENLIS
CÉELLE
Ouvert samedi et dimanche

GALERIE JANCOVICI
16, rue de Lille, 75007 PARIS
Tél. : 261-43-13 (10 h. 30-20 heures)
LIBAN : cendres et espoir
Exposition-vente d'œuvres d'art
et de manuscrits au profit des sinistrés libanais
Dons de : MIRO, VASARELY, MASSON, SOULAGES, BAZAINE, MESSAGIER, MATTA, PIGNON, ZAO-WOU-KI, ABBOUD, LEONOR FINI, ADAMI, TAPIES, ERRO, FOLLON, MONORY, CREMONINI, VELJOVIC, FROMAGER...
Du 31 mai au 8 juin

PARIS-SCULPT
52, rue Bassano (8e)
DESSINS de SCULPTEURS
17 mai - 12 juillet

FABIAN SANCHEZ
LE POINT CARDINAL

FROMANGER
Questions
JEANNE BUCHER

galerie image
3 quai de la tournelle, 75005 paris
REVEILLAUD
du 17 mai au 4 juin 1977

Groupe
PHOENIX
Musée de Cire - Montmartre
11, rue Poulbot - 606-78-92
Tous les jours de 9 à 23 h.
Jusqu'au 10 juillet 1977

cosmologie jaïna
art indien XVe - XVIe siècles
12 mai - 12 juillet
art moderne
jaubert s.a.
75, faubourg-st-honoré
tél. 266-64-70

GROSVENOR HOUSE ANTIQUES FAIR
Londres
9-18 juin de 11 h. à 19 h. 30.
Le jeudi jusqu'à 22 h.
Fermé le dimanche.
Prix d'entrée : 1,50 livre sterling, y compris catalogue illustré.

GALERIE ANTARÈS
PALAIS DES CONGRÈS, PORTE MAILLOT
JEREMY GENTILLI
Estampes originales - Aquarelles
Tapisseries
17 mai - 4 juin
85, rue Basse - Tél 758-23-22

CENTRE D'ART INTERNATIONAL
99, bd Raspail, (6e) - 548-58-42
ŒUVRES des JEUNES ARTISTES UNION SOVIETIQUE
T.l.j. sauf samedi et dimanche

UNION DES FEMMES PEINTRES ET SCULPTEURS
93e SALON
28 mai - 21 juin 1977
MUSÉE DU LUXEMBOURG
19, rue de Vaugirard (6e)

GALERIE DES ORFEVRES
66, qu. des Orfèvres (1er). 326-81-30
Robert
GRANGE
26 mai au 11 juin 1977

GALERIE R.G.
7, rue Bonaparte, Paris (6e)
LOUIS SUIRE
Ile de Ré - Marais Poitevin
Du 25 mai au 18 juin 1977

DU 6 AU 30 MAI
JARO HILBERT
60 années de peinture
Exposition Rétrospective
Château de Ville-d'Avray,
8, rue de Marnes,
92410 Ville-d'Avray
Tél. : 945-53-04, 926-44-02
TOUS LES JOURS de 15 h à 20 h
Nocturne mercredi jusqu'à 22 h
Dimanche de 11 h. à 20 heures

LA CAVERNE DES ARTS
5, rue de Creil - CHANTILLY
A. LENOST
Poésie de la Couleur
Jusqu'au 30 mai

XXIIe SALON DE MONTROUGE
4 mai - 5 juin 1977
ART CONTEMPORAIN
PEINTURE, SCULPTURE, DESSIN
et
DALI
Peintures Sculptures Dessins
2, av. E.-Boutroux, MONTROUGE, de 10 h. à 19 h.

GALERIE DU CHATEAU DE LA CORNICHE
78 - ROLLEBOISE 479-91-24
MOLCO
Irisations
MAI - JUIN 1977

BELLECHASSE-INTERNATIONALE
28 bis, bd de Sébastopol, 4e 887-32-90
BERTHOLLE
1965-1977
Du 10 mai au 26 juin

LA MANDRAGORE
Galerie d'Art et d'Essai
13, rue Mayet (6e) 566-95-90
MICHEL FENARD
Du 24 mai au 9 juin

SPATIALES TISSES
de BARBARA DEBARD
à la Galerie SINPAORA
15, rue Etienne-Marcel (236-61-77)
Jusqu'au 30 juillet 1977

CHOIX D'UN AMATEUR
XIXe - XXe SIECLES
11 MAI - 25 JUIN
SCHMIT
396, RUE SAINT-HONORÉ
75001 PARIS
TÉL. : 260.36.36

GALERIE REGARDS
40, rue de l'Université (7e)
de 14 à 19 h. (sf lundi). 261-10-22
SYLVAIN HAIRY
Sculptures récentes
Exposition du 25 mai au 25 juin
Vernissage le 25 mai de 18 à 20 h.



ARTE FIERA
BOLOGNA
1-6 Juin
Quartier des Foires
Piazza Costituzione, 6
Tél.: (051) 503050
Télex: 52248 Fierabo
Télégramme: Bolognafiere

Cette cordiale invitation que nous vous adressons ne concerne pas une foire d'art de plus mais plutôt une importante exposition internationale d'art contemporain et d'avantgarde placée sous l'égide d'un organisme public et présentée par les marchands d'art, par les maisons d'édition de revues et d'estampes, choisis et invités par un Comité formé de critiques d'art. Flânant à Arte Fiera vous pourrez voir les oeuvres exposées par 284 invités provenant de 82 villes et de 21 pays. Vous pourrez acheter aujourd'hui l'oeuvre d'art de demain (celle d'hier aussi, ainsi que celle d'aujourd'hui) dans une ville aux innombrables attraits: Bologna, où la tradition gastronomique ne cède le pas qu'à la beauté de ses rues, de ses monuments et de ses musées. Ajoutons encore que Bologna est le point de départ d'excursions inoubliables (Florence, Ferrara, Parma et Ravenna ne sont qu'à une heure de route!).

GALERIE COARD
12, rue Jacques-Callot (6e)
Pierre LESIEUR
Du 27 avril au 12 juin

Bryen
5 mai - 9 juin
Galerie Verbeke
7, place Furstenberg
325.73.92

YVES TANGUY
GALERIE ANDRÉ-FRANÇOIS PETIT
196, boulevard Saint-Germain, Paris (7e)

FRANCE ÉLYSÉES, v.o. - SAINT-GERMAIN STUDIO, v.o.
MADELEINE, v.f. - RASPAIL, v.f.

L'HERITAGE
ANTHONY QUINN - DOMINIQUE SANDA
un film de MAURO BOLOGNINI
GRAND PRIX D'INTERPRÉTATION FÉMININE

Aux cinémas SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS

Adoption

NOUVEL OBSERVATEUR / MICHEL GRISOLIA
Miklos Jancso avait une femme et cette femme faisait des films.
FRANCE SOIR / ROBERT CHAZAL
Un Chef d'œuvre.
LE MONDE / JACQUES SICLIER
Une œuvre admirablement interprétée par Kati Berek et Gyongyver
HUMANITÉ / FRANÇOIS MAURIN
Un film à découvrir, qui ne vous laissera pas indifférent.
QUOTIDIEN DE PARIS / HENRI CHAPIER
La beauté d'un Chef d'œuvre.
un film de MARTA MESZAROS



Pour leur 25e anniversaire
Editions Pierre-Jean OSWALD
proposent à votrec hoix
60 estampes originales
au format raisin (65 x 50 cm)
(gravures, lithographies, sérigraphies)
de
Adami Baj Ben Benanteur
Bergman Blomstedt Boltanski
César Corneille Cueco Debré
Delay Dufour Erro Farhi
Fromanger Gäfgen Goetz Hajdu
Hartung Hérold Ipousteguy
Jaccard Jacobsen Kijno Klasen
Kowalski Labisse Lam Lebenstein
Le Gac Le Parc Lepri Marfaing
Messagier Moninot Monory
Papart Pignon Pignon-Ernest
Rancillac Recalcati Saura Schlosser
Schneider Singier Stämpfli
Tal Coat Titus-Carmel Vasarely
Velickovic Verdet Yvaral Weiss
et
Bacchi Cardon Folon Gébé
Kerleroux Reiser
Présentées par Jean-Louis Ferrier ces 60 estampes accompagnent une anthologie en 3 volumes où sont réunis les plus beaux textes des 150 principaux auteurs publiés depuis 25 ans par P.-J. OSWALD :
« La poésie est contagieuse »
Vol. 1 : Poésie (préface de Max-Pol Fouchet)
Vol. 2 : Théâtre (préface de Bertrand Poirot-Delpech)
Vol. 3 : Romans (préface de Maurice Nadeau)
Tirage *strictement* limité sur Arches.
Prix *très exceptionnel* de souscription jusqu'au 15 juillet 1977.
Envoi gratuit de la documentation complète sur simple demande, en vous recommandant du « Monde » à
Éditions Pierre-Jean OSWALD
7, rue de l'École-Polytechnique
75005 PARIS - Tél. : 033-90-07.

Expositions

Tous les musées nationaux seront ouverts le dimanche 29 mai ; en revanche, ils seront pour la plupart fermés le lundi 30 (voir page 35).

CENTRE BEAUBOURG

Entrée principale, rue Saint-Martin (277-12-33).

Sauf mardi, de 14 h. à 22 h. : samedi et dimanche, de 10 h. à 22 h. (entrée libre le dimanche).

Cabinet d'art graphique

MICHEL SEUPHOR, rétrospective. Jusqu'au 6 juin.

Salle des contemporains

AUTOUR D'ANDRE FRENAUD. — Jusu'au 6 juin.

LOUIS CANE. Dix peintures récentes. — Jusqu'au 6 juin.

COLLECTIF GENERATION. — Jusqu'au 1er juin.

Centre de création industrielle

LES AVATARS DE MISS LIBERTY. — Jusqu'au 26 juin.

LA GEOGRAPHIE DE LA COULEUR. — Jusqu'au 26 juin.

DESIGN AU U.S.A. : DESIGN POUR LE PLUS GRAND NOMBRE. — Jusqu'au 26 juin.

MUSEES

HENRY MOORE. Sculptures et dessins. — Orangerie des Tuileries (073-99-48). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée: 8 F ; le samedi : 5 F (gratuite le 20 juin). Jusqu'au 29 août. — Œuvre gravé. Bibliothèque nationale, 58, rue Richelieu (266-62-62). Tous les jours, de 10 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 5 juin.

DIEUX ET DEMONS DE L'HYMALAYA. Art du bouddhisme lamaïque. — Grand Palais, entrée avenue Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 27 juin.

L'ISLAM DANS LES COLLECTIONS NATIONALES. — Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). (Entrée gratuite le 13 juin.) Jusqu'au 22 août.

L'ESPRIT ROMANTIQUE DANS L'ART POLONAIS. — Grand Palais, entrée place Clemenceau (voir ci-dessus). Jusqu'au 4 juillet.

SALON DE LA SOCIETE NATIONALE DES BEAUX-ARTS. — Grand Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 juin.

DE BURNE-JONES A BONNARD. Dessins provenant du Musée national d'art moderne. — Musée du Louvre, salle des pastels, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 5 F. Gratuite le dimanche. Jusqu'au 29 mai.

D'INGRES A BONNARD. Dessins du dix-neuvième siècle de la Fondation Armand-Hammer. — Musée du Louvre). Jusqu'au 29 mai.

DE REMBRANDT A *VAN GOGH.* Peintures et dessins de la Fondation Armand-Hammer. — Musée Jacquemart-André, 158, boulevard Haussmann (227-39-94), sauf mardi, de 11 h. à 17 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 25 juillet.

BERNARD POMEY (1928 - 1959). Dernières œuvres. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président - Wilson (723-61-27). Sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 1er septembre.

JUANA FRANCES. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 1er septembre.

CALLIGRAPHIE ARABE. Œuvres du musée de Damas. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

LA RENCONTRE SONIA DELAUNAY-TRISTAN TZARA. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 juin.

MYTHOLOGIES QUOTIDIENNES 2. — ARC 2 au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 5 juin. En complément à l'exposition, des films seront projetés à l'auditorium (renseignements à l'ARC).

LE SERPENT SUSURRAIT... — Exposition-atelier de Catherine Godat. Musée des *enfants* du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 14, av. de New-York (723-61-27) (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 juillet.

TROIS CENTS TRAVAUX D'ENFANTS, sur le thème du serpent. Musée des enfants (voir ci-dessus) Jusqu'au 2 juin.

BRODERIE AU PASSE ET AU PRESENT. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 18 juillet. Les lundis et mercredis, de 14 h. à 17 h. : démonstrations de points de broderie.

ARTISTE/ARTISAN ? — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 août.

SALON DE LA JEUNE SCULPTURE. — Unesco (salle des actes et jardins), 119, avenue de Suffren (577-16-10). Du 28 mai au 19 juin.

LA COULEUR DANS LA RUE. — Espace Cardin, avenue Gabriel (266-17-30). Du 28 mai au 25 juin.

BILAN DE L'AIDE A LA PREMIERE EXPOSITION. — Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer. Jusqu'au 6 juin.

LE JARDIN DE LA GROSSE BORNE. Sculpture-paysage. Projet de Shamai Haber pour la ville nouvelle du Vaudreuil. Secrétariat général du groupe central des villes nouvelles, 22-26, rue Emeriau (577-56-65). Sauf sam. et dim. Jusqu'au 3 juin.

LE CULTE ET SES OBJETS. — Vus par les artistes et artisans en France de nos jours. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne (277-12-33, poste 42-16). Sauf mardi, de 12 h. à 19 h. Du 27 mai au 31 août.

PARIS 1945-1975. Elégance et création. — Musée de la mode et du costume. Palais Galliera, 10, av. Pierre-Ier-de-Serbie (720-85-46). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée : 5 F. Jusque fin août.

PARIS. BOUTIQUES D'HIER. — Musée national des arts et traditions populaires, 6, rue du Mahatma-Gandhi (722-07-41). Sauf mardi, de 10 h. à 17 h. Entrée : 5 F ; le dimanche : 3 F (gratuite le 23 juin). Jusqu'au 17 octobre.

LES AUTOMATES DEPUIS NAPOLEON III, de 1865 à nos jours. — Hôtel Saint-Aignan, 75, rue du Temple (700-35-95). Tous les jours, de 15 h. à 20 h. Merc. et sam., jusqu'à 22 heures.

ART POPULAIRE DE LA SUEDE MERIDIONALE, aux XVIIIe et XIXe siècles. — Collections du Musée des A.T.P. « Kulturen » de Lund. Hôtel de Sens, 1, rue du Figuier. Sauf dim. et lundi, de 13 h. à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 9 juillet.

JARDINS 1760-1820. Pays d'illusion, terre d'expériences. — Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (887-24-14). Tous les jours, de 10 h. à 19 h. Jusqu'au 11 septembre.

GALERIES

TAPIS ANCIENS DU CAUCASE ET D'ARMENIE. — Galerie Chirvan, 10, rue de Miromesnil (265-89-48). Jusqu'au 30 juin.

LE MOULIN DE LA GALETTE, par les Maîtres de la peinture et de la photo, 1, avenue Junot (606-02-19). Jusqu'au 30 juin.

PLACARDS. Estampes originales conçues et exécutées par un écrivain et un artiste. — Galerie Maeght, 26, rue Treilhard (387-61-49). Jusqu'au 3 juin.

JEAN BERTHOLLE. Œuvres sur papier et objets. Galerie Documenta, 45, rue Saint-Merri (278-35-99). Jusqu'au 11 juin.

BRAUER. Projets pour « la Flûte enchantée » et aquarelles récentes. — Galerie Octave-Negru, 23, rue de Seine (325-76-15). Jusqu'au 10 juin.

MICHEL BRUCE. Regard sur une musique. — Galerie d'art de la place Beauvau, 94, fg Saint-Honoré (265-66-98). Jusqu'au 18 juin.

BRYEN. — Galerie Verbeke, 7, pl. Furstenberg (325-73-92). Jusqu'au 9 juin.

HOMMAGE A CALDER. Tapisseries d'Aubusson. — Galerie Saint-Martin, 77-79, rue Saint-Martin (278-71-85). Jusqu'au 5 juin.

TONIA CARIFFA. Œuvres récentes. — Galerie Horizon, 21, rue de Bourgogne (555-58-27). Jusqu'au 4 juin.

ROMAN CIESLEWICZ. Changement de climat. — Collages. Galerie l'Œil de Bœuf, 58, rue Quincampoix (278-36-66). Sauf dim. et lundi, de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 10 juin.

COSMOLOGIE JAINA. XVe - XIXe siècle. — Galerie Jaubert, 75, faug. Saint-Honoré (226-64-70). Jusqu'au 12 juillet.

ALAN DAVIE. Dessins 1963-1972. — Galerie Le Dessin, 43, rue de Verneuil (261-12-55). Jusqu'au 4 juin.

ERIK DIETMAN. — Galerie Valois, 20, rue Saint-*Denis* (233-20-86). Jusqu'au 7 juin.

FRANÇOIS DUFRESNE. La Cantate des mots camés. — La galerie Raph', 12, rue Pavée (887-80-36). Sauf samedi et dimanche, de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 5 juin.

DESSINS DE SCULPTEURS. — Galerie de l'Université, 52, rue de Bassano (720-79-76). Jusqu'au 3 juill.

ESTEVE. Peintures récentes. — Galerie Claude-Bernard, 7-9, rue des Beaux - Arts (326 - 97 - 07). Jusqu'au 16 juillet.

FROMANGER. Treize peintures récentes : « Questions ». — Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (326-22-32). Jusqu'au 11 juin.

HENRI GOETZ. Rétrospective des gravures (1940 - 1977). — Artcurial, 9, avenue Matignon (256-70-70). Jusqu'au 4 juin.

GRANET. — Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques - Callot (033-78-41). Jusqu'au 25 juin.

RED GROOMS. Œuvres récentes exécutées à Paris. — Galerie R. d'Amécourt, 4, rue d'Amécourt (277-15-12). Jusqu'au 9 juillet.

HEINZEN. — Galerie Iris Clert, 3, rue Duphot (260-02-05). Jusqu'au 15 juin.

JEAN HELION. Choses vues. Œuvres sur papier. — Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (277-37-92). Sauf dimanche et lundi, de 13 h. à 19 h. Jusqu'au 4 juin.

VERONIQUE JORDAN ROMAN. Dessins, gravures. — Galerie Jean Briance, 23-25, rue Guénégaud (326-85-51). Jusqu'au 18 juin.

MICHEL JOURNIAC. L'ossuaire de l'esprit. — Artcurial, 9, avenue Matignon (359-29-82). Jusqu'au 14 juin.

JOUSSEAUME. Sculptures. — Galerie du Haut-Pavé, 3, quai de Montebello (033-58-79). Jusqu'au 11 juin.

KANDINSKY : quatre-vingt-deux œuvres sur papier de 1902 à 1944. — Galerie Karl Flinker, 25, rue de Tournon (325 - 18 - 73). Jusqu'au 2 juillet.

JURG KREIENBUHL : Le Paradis. — Galerie du Luxembourg, 98, rue Saint-Denis (236-85-05). De 14 h. à 19 h. 30. Mai.

ETIENNE MARTIN. Sculptures. — Artcurial, 9, avenue Matignon (256-70-70). Jusque fin juillet.

PIAUBERT. Œuvres de 1964 à 1977. — Artcurial, 9, avenue Matignon (256-70-70). Jusqu'au 4 juin.

MAN RAY. Dessins, peintures naturelles, photos, objets inédits des cinq dernières années. — Galerie Jacques-Damase, 21, rue de Varenne (705-55-04). Sauf lundi, de 14 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 1er juin. Centre culturel américain, 8, rue du Dragon (222-22-70). Jusqu'au 30 juin.

PAUL ROTTERDAM. — Galerie Piltzer-Rheims, 38, rue des Blancs-Manteaux (278 - 74 - 33). Jusqu'au 11 juin.

JAN SAWKA. — Galerie Noire, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (272-63-52). Jusqu'au 25 juin.

STEINBERG. — Galerie Maeght, 13, rue de Téhéran (387-61-49). Jusqu'au 8 juillet.

VALTAT. Aquarelles, dessins. — Galerie de Paris, 14, place François-Ier (359-82-20) ; Galerie La Cave, 7, rue Miromesnil (265-40-66). Jusqu'au 1er juillet.

TOMMASI FERRONI. L'amour, l'Eglise, la mort. — L'Œuf du Beau-Bourg, 58, rue Rambuteau (887-74-96). Jusqu'au 4 juin.

VELICKOVIC. Œuvre graphique récente. — Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (326-59-34). Jusqu'au 6 juin. — Peintures récentes. — Galerie Hervé Odermatt, 85 bis, rue du Faubourg-St-Honoré (266-92-58). Jusqu'au 10 juin.

Concerts

MERCREDI 25

PIAP, 20 h. 30 : M. Friedmann, violoncelle.

EGLISE DE LA TRINITE, 20 h. 30 : chœurs et orchestre « Pro Musica », direction : Trajan Popesco (Bach, Mozart).

THEATRE D'ORSAY, 20 h. 30 : Ensemble intercontemporain, direction M. Tabachnik (Ligeti).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (225-44-36), 20 h. 30 : Orchestre National de France, direct. H. Soudant, sol. N. Milstein (Mozart, Beethoven, Tchaïkovski).

CENTRE CULTUREL DU MARAIS, 20 h. 30 : Colegium vocale de Cologne, direction W. Frommo (Stravinski, Messiaen, Eötvos, Rühm, Terzakis).

ECOLE NORMALE SUPERIEURE, 21 h. : Hasmik Surmelian (Bach, Mozart...).

CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h. 45 : Tania Achot (Haendel, Bach, Beethoven, Schumann).

PLANETARIUM DU PALAIS DE LA DECOUVERTE, à 19 h. et 21 h. 30 : Laser Graphics.

PALAIS-ROYAL, 20 h. 45 : Orchestre des gardiens de la paix, direction D. Dondeyne (Henry, Chabrier, Berlioz, Strauss) ; Orchestre accordéon de Paris, direction Thomain.

JEUDI 26

SALLE CORTOT, 20 h. 30 : Magda Tagliaferro (Debussy, Fauré, Chabrier, Ravel).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30 : M. Pollini (Beethoven).

SALLE PLEYEL (227-06-30), 20 h. 30 : IRCAM, Orchestre de Paris, direct. A. Davis (Debussy, Ives, Berg, Mahler).

THEATRE MOGADOR, 20 h. 30 : Trio Fontanarosa, avec S. Oussenko (Mendelssohn, Cherubini, Haendel, Beethoven).

RADIO-FRANCE, grand auditorium, 20 h. 30 : *Nouvel Orchestre philharmonique*, direction P.-M. Le Conte, sol. C. Bonaldi (Balassa, Bartok, Lutoslawski, Baird).

CENTRE CULTUREL DU MARAIS, 20 h. 30 : musique traditionnelle de l'Iran.

PLANETARIUM DU PALAIS DE LA DECOUVERTE, voir le 25.

VENDREDI 27 MAI

CENTRE CULTUREL DU MARAIS, 20 h. 30 : Hugh Davies.

PALAIS-ROYAL, 20 h. 45 : Orchestre de la police nationale, dir. : R. Bigot (Wagner, Lacen, Smetana, Devesy).

SAMEDI 28 MAI

THEATRE RECAMIER (548-63-81), 18 h. : Ph. Pierlot, A. Ripoche... (de Falla, Martinu, D'Anglebert, Quantz).

CONCIERGERIE, 17 h. 45 : les Ménétriers (musique et chant du Moyen Age et de la Renaissance).

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 15 h. : Les Heures étoiles (la Damnation de Faust) ; 20 h. 30 : O. Vanoni.

PALAIS-ROYAL, 20 h. 45 : voir le 27 (Ravel, Moussorgsky, Liszt).

DIMANCHE 29 MAI

EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN, 17 h. 45 : A. Bedois (orgue).

CONCIERGERIE, 17 h. 45 : voir le 28.

NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h. 45 : M. J. Chasseguet (L. Vierne).

EGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES, 16 h : de Jouvencel (Bach, Liszt, Vierne, Alain).

MARDI 31 MAI

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES, 20 h. 30 : E. Schwarzkopf, avec G. Parsons, piano (Schubert, Wolf, Strauss, Mahler).

PALAIS DES ARTS, 21 h. : Groupe vocal de France, dir. : M. Gouraud (Brahms, Mendelssohn, Rossini, Monteverdi, Schubert, Janequin).

CENTRE CULTUREL DU MARAIS, 20 h. 30 : Tom Philips.

GALERIE NANE STERN, 25, avenue de Tourville, 7e, 19 h. 15 : John Whitelaw, clavecin (Bach, Byrd).

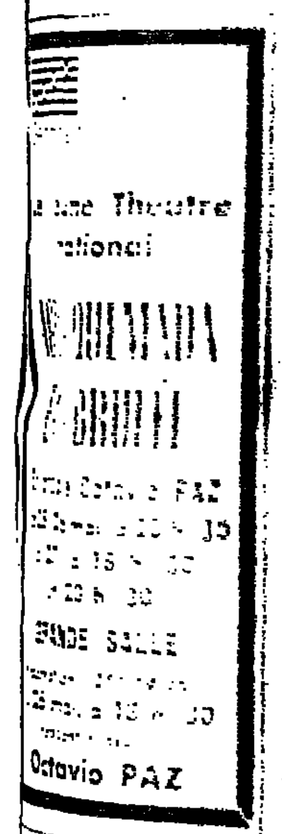
EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h. : Chorale P. Kuentz, avec D. Charpentier, M. *Giboureau*... (Haydn, Mozart).

SALLE ROSSINI, 20 h. 30 : Les jeunes jouent les jeunes.

VENDREDI

PUBLICIS CHAMPS - ÉLYSÉES - PARAMOUNT ÉLYSÉES (version anglaise sous-titres français) - PARAMOUNT MARIVAUX PARAMOUNT OPÉRA - MAX-LINDER - PARAMOUNT ODÉON - BOUL'MICH - PARAMOUNT MONTPARNASSE - PARAMOUNT ORLÉANS PARAMOUNT GOBELINS - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT GAITÉ CONVENTION ST-CHARLES - PASSY - PARAMOUNT BASTILLE - Périphérie : VILLAGE Neuilly - PARAMOUNT La Varenne - PARAMOUNT Orly - ÉLYSÉES 2 La Celle-St-Cloud - PUBLICIS Défense - CYRANO Versailles - C 2 L St-Germain - ALPHA Argenteuil ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - CARREFOUR Pantin - ARTEL Nogent - MÉLIÈS Montreuil - ULYS Orsay - ARTEL Rosny FLANADES Sarcelles - BUXY Boussy







Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

OPERA (073-95-26), les 25 et 28 (dernière), à 18 h : la Walkyrie ; les 27 et 31 mai, 1er et 2 juin, à 19 h. 30 : Spectacle de ballets III (le Loup, Afternoon of a Faun, Cappriccio, Palais de cristal) ; les 30 mai et 4 juin, à 19 h. 30 : la Flûte enchantée.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (278-79-95), le 26, à 18 h. 30 : Dialogues (J. Poliari et H. Damish). — Grande salle, les 25 et 26, à 20 h. 30, le 27, à 18 h. 30 et 20 h. 30 : Eau brûlée.

COMEDIE-FRANÇAISE (296-10-20), les 25 et 28 à 14 h. 30 et 20 h. 30, le 29 à 14 h. 30, le 31 à 20 h. 30 : le Mariage de Figaro ; les 26, 27 et 29 à 20 h. 30 ; le 30 à 14 h. 30 et 20 h. 30 : l'Impromptu de Versailles ; le Misanthrope.

CHAILLOT (727-81-15) Grand Théâtre, les 25, 26 et 27, à 20 h. 15 : Ballet-Théâtre Joseph Russillo (Requiem). — Gémier ; le 25 à 15 h. et 20 h. 30, les 26 et 27 à 20 h. 30 : la Fortune de Gaspard.

TEP (636-79-09), les 25, 26, 27 et 28 (dernière) à 20 h. 30 : Sainte-Jeanne des Abattoirs (le 26 : débat).

PETIT TEP, le 31 à 20 h. 30 : Libre parcours variétés.

Les salles municipales

CHATELET (233-40-00) D. soir, L. et Ma.), 20 h. 30 ; sam., à 14 h. 30 ; dim., à 14 h. 30 et 18 h. 30 : Volga.

NOUVEAU CARRE (277-88-40), (D.L.), Grande salle à 21 h., mat. dim. à 16 h. : la Dame de la mer. — Salle Papin, à 20 h. : Medor, de Vitrac.

THEATRE DE LA VILLE (887-35-30), (D. L.), jusqu'au 28, à 18 h. 30 : Ensemble instrumental de France, dir. J.-P. Wallez, avec J.-P. Rampal, flûte (Devienne, Vivaldi) ; 20 h. 30 : Théâtre du silence.

Les autres salles

AIRE LIBRE (322-70-78) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 18 h. : Combien ?

ANTOINE (208-77-71) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : les Parents terribles.

ARTS-HEBERTOT (387-23-23) (le 31), 18 h. 30 : Philippe Faure.

ATELIER (606-49-24) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : le Faiseur.

ATHENEE (073-82-23) (D.), 21 h. : Equus.

BIOTHEATRE (361-44-16) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : la Jeune Fille Violaine.

CAMPAGNE-PREMIERE (322-75-93) (D., le 30). I. 19 h. : Solo pour Vanina — II. 19 h. : la Choucroute du cap Horn.

CARTOUCHERIE DE VINCENNES. Théâtre de l'Aquarium (374-99-61), ven. et sam. à 20 h. 30 ; dim. à 16 h. (dernière le 29) : La jeune Lune tient toute une nuit la vieille Lune dans ses bras. — Atelier de l'Epée-de-Bois (808-96-36), lundi à 21 h. : Yuro.

CENTRE CULTUREL DU Xe (208-84-12), 21 h. : Mégaphonie (dernière le 28).

COMÉDIES DES CHAMPS-ÉLYSEES (359-37-03) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : Chers zoiseaux.

CONCIERGERIE (D., L.). 21 h. : « I ».

DEUX-PORTES (797-24-51), le 25 à 20 h. 30 : Trois petites vieilles et puis s'en vont.

EDOUARD-VII (073-67-90) (D., L.). 21 h. : Francis Lemaire.

ESSAION (278-46-42) (D.). 20 h. 45 : Feydeau-Farreloik. — II. 21 h. : Monique Morelli ; 22 h. 15 : la Maison d'en face.

GYMNASE (770-16-15) (L.), 21 h., mat. di. à 15 h. : Une aspirine pour deux (dernière le 31).

HUCHETTE (326-38-99) (D.), 20 h. 45 : La Cantatrice chauve ; la Leçon.

LA BRUYERE (874-76-99) (D., le 30). 21 h. : l'Homme aux camélias.

MADELEINE (265-07-09) (Mer.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : Peau de vache.

MICHEL (265-35-02) (L.), 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 : Au plaisir madame.

M.J.C. DU VIe (033-16-58), 21 h. : Renaud et Armide (dernière, le 28).

MOUFFETARD (336-02-87) (D., L.). 20 h. 30 : Un chapeau de paille d'Italie ; 22 h. 15 : le Mont Chauve.

ORSAY (548-38-53). — I. (D., Mer), 20 h. 30, mat. sam. à 16 h. : les Troyennes. — II. Jusqu'au 28 à 18 h. 30 : la Valse des dames.

PALACE (770-44-37). Trans-théâtre, le 25 à 19 h. 30 : Greta chute libre ; à 20 h. 30 : Alla Ilh ; les 25 et 27 à 23 h. 30 : 4 litres 12 ; les 26, 27, 28, 29, à 18 h. 30 : T.S.F. ; les 26, 28, à 19 h. 30 : le Classique et l'Indien ; les 26, 27, à 20 h. 30 : le Théâtre d'en face ; le 26 à 22 h. 30 : Squat Theatre ; le 27 à 19 h., le 28 à 22 h. 30 : les Exglauques ; le 28 à 15 h. et 20 h. 30 ; le 31 à 20 h. 30 : People Show ; le 29 à 15 h. : l'Artaud la Peste ; le 29 à 19 h. 30 et le 31 à 19 h. : Sarah Benailou et Anne Chandellier ; le 29 à 20 h. 30 : l'Arche de Noé ; le 29 à 22 h. 30 : Théâtre de l'acte ; le 31 à 22 h. 30 : Cérémonial Perou.

PALAIS-ROYAL (742-84-29) (Dim. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim., à 15 h : la Cage aux folles.

PARC FLORAL DE PARIS (374-80-84)), 20 h. 30 : les Chiens de Dieu (dernière le 28).

PLAISANCE (273-12-65) (mer. soir, D.), 20 h. 45, mer. à 15 h. et 19 h. : Un boa sous la cloche.

POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97) (D.), 20 h. 45 : Lady Strass.

PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53) (D.), 20 h. 45, mat. sam. à 14 h 30 : Folies bourgeoises.

RECAMIER (548-63-81) (D., L.), 20 h. 30 : les Fraises musclées (dernière le 31)

STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (723-35-10) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : les Dames du jeudi.

THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE (589-38-69). A la Resserre (D., L.), 21 h. : Bérénice.

CITE INTERNATIONALE, FONDATION DEUTSCH (627-07-21), 20 h. 30 : la Religieuse (dernière le 28)

THEATRE OBLIQUE (805-78-51) (L.), 20 h. 30 : Travail à domicile.

THEATRE PRESENT (203-02-55) (D.), 20 h. 45 : la Serrure ; la Voix.

THEATRE 13 (589-05-09) (D. soir, L., Mar.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : On ne badine pas avec l'amour.

THEATRE DES QUATRE-CENTS-COUPS (633-01-21) (D.), 20 h. 30 : les Catcheuses ; 22 h 30 : l'Amour en visite.

THEATRE EN ROND (387-88-14) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. et 18 h. 30 : Ouragan sur le Caine.

THEATRE D'EDGAR (322-11-02) (D), 20 h. 30 : Loretta Strong (dernière le 31).

THEATRE TRISTAN-BERNARD 522-08-40) (D. soir, L.), 21 h., mat. dim. à 15 h. : l'Oiseau de bonheur

THEATRE DE LA RUE D'ULM (329-12-25) (Mer., D soir), 20 h. 30, mat. dim. à 16 h. : Mockinpott (dernière le 31).

THEATRE DES VARIETES (233-09-92) (L.), 20 h 30 mat. dim. à 15 h. : Fête de Broadway.

TROGLODYTE (222-93-54) (D., L.), 21 h. : Gugozone.

Les théâtres de banlieue

BRETIGNY-SUR-ORGE, Théâtre Gérard-Philipe (084-38-68), le 27 à 20 h 30 : Paradoxe.

CERGY-PONTOISE, Théâtre des Louvrais (030-41-01), le 31 à 21 h. : Orchestre de l'Ile-de-France, dir. J. Fournet (Mahler).

CLICHY, Arc (270-03-18), le 27 à 21 h. : Mimodrame ; le 28 à 21 h. : les Heures musicales.

CHOISY-LE-ROI, Théâtre Paul-Eluard (890-89-79), mer. et sam. de 14 h. à 19 h. : la Galerie sonore.

CRETEIL, M.A.C. (899-94-50), le 25 à 20 h. 30 : Orchestre J. Barthe et la Chorale E. Brasseur (Mozart).

GIF-SUR-YVETTE, C.E.S.I. (941-81-70), le 25 à 21 h. : Evasion.

JOUY-EN-JOSAS, H.E.C. (956-80-00), le 31 à 21 h. : Henri Texier (jazz).

MALAKOFF, Théâtre 71 (655-43-45), les 25, 26 et 31 à 21 h. : la Marie-Poupette ; église, le 31 à 21 h. : le Roi Jean.

MANTES-LA-JOLIE, C.C. (477-30-24), le 28 à 20 h. 30 : Roméo et Juliette.

MARLY-LE-ROI, M.J.C.-Théâtre (958-74-87), le 26 à 21 h. et le 27 à 17 h. : Chorale « A cœur joie ».

MITRY-MORY, Théâtre J.-Vilar (427-18-05), le 28 à 21 h. : Colette Magny.

NANTERRE, Théâtre des Amandiers (204-18-81), dim., lun., mar., 21 h. : les Farceurs.

PALAISEAU, Ecole polytechnique (941-83-00), le 26 à 21 h. : Los Angelios.

PANTIN, Conservatoire, le 27 à 20 h. 30 : Electroson (Risset, Lenfant...).

PONTOISE, cathédrale Saint-Maclou, le 28 à 21 h. : Orchestre de chambre de Rouen, dir. J.-C. Bernède (Haendel).

RUEIL-MALMAISON, Espace (749-70-60), le 26 à 21 h. : Golden Gate Quartet.

SCEAUX, Orangerie, les 28 et 29 à 17 h. : Quintette à cordes de Hambourg (Mozart, Telemann...).

SAINT-DENIS, Théâtre Gérard-Philipe (243-00-59), le 26 à 21 h. : Ensemble Inter-Contemporain, dir. M. Tabachnik (Ligeti).

SURESNES, Théâtre Jean-Vilar (506-57-18), le 26 à 21 h. : le Chant des minorités (R. Siffer, R. Alam, Moneba ; Centre Léo-Lagrange (772-30-96), le 27 à 21 h. : Alligator Jazz Band

VERSAILLES, Opéra royal (950-71-18), le 25 à 20 h. 30 : E. Ameling, D. Baldwing, T. Krause, I. Cage, M. Portal, C. Katzaris (Schubertiade).

LE VESINET, CAL (976-32-75), le 26 à 21 h. : Orchestre de chambre J. Barthe et la Chorale E. Brasseur (Mozart).

VINCENNES, Théâtre Daniel-Sorano (374-73-74), les 25, 26 et 27 à 21 h. : la Cantatrice chauve.

VILLEJUIF, Théâtre Romain-Rolland (726-15-02), le 26 à 21 h. : Fuente Ovejuna.

VITRY, Théâtre Jean-Vilar (680-85-20), les 26 et 27 à 21 h. : le Danseur de corde.

Les cafés-théâtres

AIRE-LIBRE (322-70-78), V., à 18 h. 30 : Chansons de femmes.

LES BLANCS-MANTEAUX (277-42-51) (D.), 20 h. 30 : Etrange pâleur ; 21 h. 45 : Au niveau du chou.

CAFE D'EDGAR (326-13-66) (D.), I. 20 h. 45 : Hommage à Bobby Lapointe ; 22 h. 30 : J.-M. Thibault. — II 22 h. 15 (S. + 23 h. 45) : Deux Suisses au-dessus de tout soupçon.

CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D.), 20 h. 30 : Pardon, je m'excuse ; (D.L.) : 22 h. : Une pitoyable mascarade.

AU COUPE-CHOU (272-01-73) (D.), 20 h. 30 : l'Impromptu du Palais-Royal ; (D., L.), 22 h. : Pierre Louki ; 23 h. 30 : les Frères ennemis.

COUR DES MIRACLES (548-85-60) (D.), 20 h. 30 : Pascal Auberson et B. Santeff ; (D., L.), 22 h. : les Jeannes.

LE CONNETABLE (277-41-40) (L.), 20 h. 30 : la Voix humaine ; (D., L.), 22 h. : Lewis et Alice.

LE FANAL (233-91-17) (D.), 18 h. 30 : Béatrice Arnac ; 20 h. 30 (S. + 22 h. 30) : le Président.

Variétés

Le music-hall

DEUX-PORTES (797-24-51), le 26 à 20 h. 45 : Mariano Patricio Manns.

AMERICAN CENTER (633-59-16), le 26 à 21 h. : Guitare brésilienne.

PALAIS DES SPORTS (250-79-80) (sf les 25 et 28), 21 h., mat. Dim. et le 30 à 15 h. : les Harlem Globe-Trotters (dernière le 30).

CASINO DE PARIS (874-26-22) (L.), 20 h. 30 : Parisline

OLYMPIA (742-25-49), 21 h. ; mat. Dim. à 14 h. 30 : Le Chili à Paris (la Peña de los Parra)

ELYSEES-MONTMARTRE (606-38-79), 21 h. : Oh Calcutta.

MATHURINS (265-90-00) (les 28 et 30) (D), 20 h. 30 : les Guaranis.

28, RUE DUNOIS-13e, jusqu'au 29 à 20 h. 30 Mutirao (Brésil).

RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, le 28 à 20 h. 30 : Pauline Oliveiros.

Les opérettes

THEATRE DES ARTS-HEBERTOT (387-23-23) (D. soir et le 31), 20 h. 45, mat. Dim. à 15 h. et 18 h. 30 : les Chansons du prince (Luis Mariano).

Les chansonniers

DIX-HEURES (606-07-48) : Monnaie de singe (dernière le 29).

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45), 21 h., mat. Dim. et le 30 à 15 h. 30 : R.P.R., ou Le nouveau-né a une grande barbe.

DEUX-ANES (606-10-26) (Mar.), 21 h., mat. Dim. et le 30 à 15 h. 30 : Marianne, ne vois-tu rien venir ?

La danse

THEATRE DE LA PLAINE (842-32-25), 20 h. 30, mat. Dim. à 17 h. (dernière) : Compagnie Serge Keuten (Rêve ou un Petit Bout d'ailleurs)

EGLISE AMERICAINE, V. à 20 h. 45 : le Partage du sang.

CENTRE MANDAPA, le 27 à 21 h. : Danse classique de l'Inde du Nord.

MUSEE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS, le 26 à 20 h. 30 : Harry Sheppard.

Les mimes

THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE (589-38-69) (D., L.), 21 h. : Théâtre Magenia.

SPECTACLES POUR ENFANTS

du 26 mai au 2 juin

Ateliers de recherche et création (270-03-18), jeu., 21 h. : Montage diapositives ; ven., 21 h. : Mimodrame.

Au Bec fin (296-29-35), mer et sam., 15 h 30 : la Petite Sirène.

Café d'Edgar (326-13-66) mer., 14 h. et 16 h., sam., 15 h. l'Histoire toute simple de Fenouil

Café-Théâtre de Neuilly (624-03-83), mer., sam., 15 h. : les Aventures de Loupio loup blanc.

Centre Georges-Pompidou (278-77-42), 20 h., sf dim. et lundi ; mer., sam., dim., 15 h. 30 : Cirque Gruss à l'ancienne.

Guignol du parc Montsouris (273-39-56) mer., jeudi, sam., dim., 15 h.

Marionnettes du Luxembourg (326-46-47), mer et jeudi, 15 h. 30 et 16 h. 30 ; sam., 15 h. et 16 h. ; dim., 14 h. 30, 15 h. 30 et 16 h. 30 : Au pays des contes de fées

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, musée des enfants (273-10-48), mer., 14 h. 30, 15 h. 30, 16 h. 30 : Animation ; 16 h. 15 : concert de cloches ; jeu., 18 h. 30 et 21 h : concert de cloches.

Palais des arts (272-62-98), sam., 14 h. 30 : Pierre Tissemalices ; mer., 14 h. 30 : Mamulengo.

Théâtre Montparnasse (535-57-64), sf sam. et dim., 14 h. 30 : le Médecin malgré lui

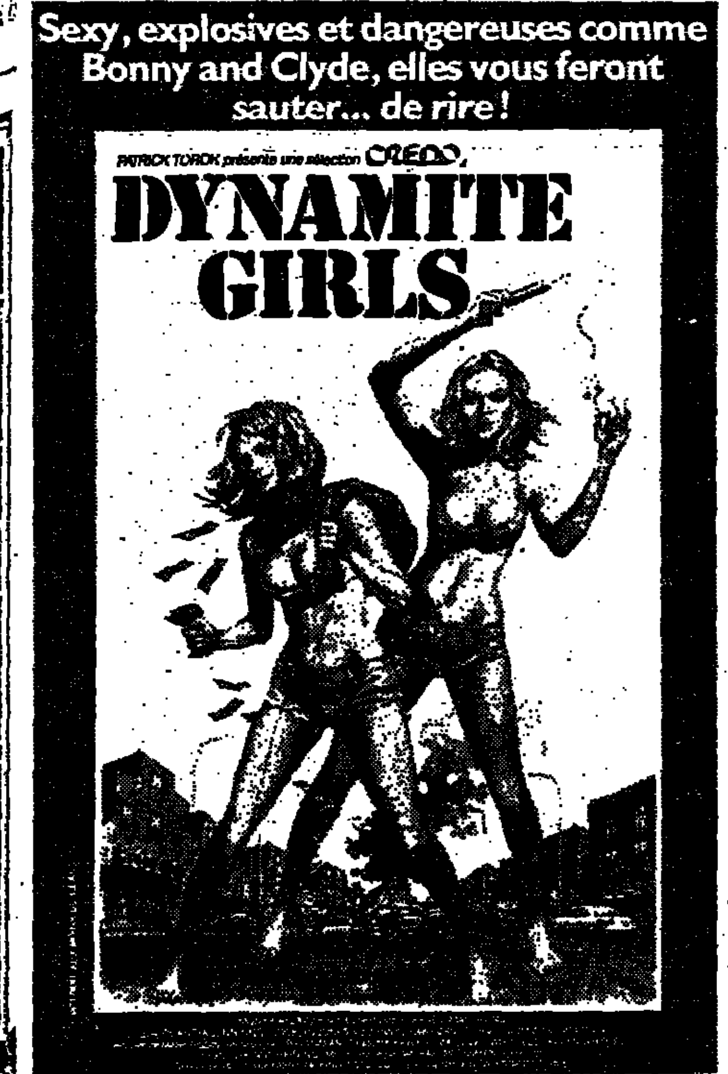
Théâtre Mouffetard (336-02-87), mer. et sam., 14 h. 30 : la Cage à lapins.

Théâtre 13 (589-05-99), mer., 14 h. 30 : la Ferme du bonheur

Cinéma. — Le label Chouette a été attribué par le secrétariat d'Etat à la culture : (enfants) les Vacances de M. Hulot, les Aventures de Peter Pan, la Panthère rose, les Sorciers de la guerre ; Jour de fête, Charlot le gentlemen vagabond ; (adolescents) le Bal des vampires, Barry Lyndon, Cria Cuervos, Nous nous sommes tant aimés, Dersou Ouzala, l'Esprit de la ruche, Pain et Chocolat, Casanova, L'une chante, l'autre pas, la Griffe et la Dent, Rocky, Violette et François, les Ambassadeurs, Transamerica express, Adoption, le Dernier Nabab, le Fantôme de Barbe-Noire.

Centre Georges Pompidou
et
Le jeune Théâtre national
présentent
AGUA QUEMADA
EAU BRULÉE
Spectacle Octavio PAZ
les 25, 26 mai, à 20 h. 30
le 27, à 18 h. 30
et 20 h. 30
GRANDE SALLE
Réservation : 278-79-95
le 26 mai, à 18 h. 30
rencontre avec
Octavio PAZ

MERCURY, v.o. - PARAMOUNT-OPÉRA - CAPRI GRANDS BOULEVARDS
MOULIN-ROUGE - PARAMOUNT-MONTPARNASSE - PARAMOUNT-ORLÉANS - PARAMOUNT-GALAXIE - PARAMOUNT-MAILLOT - CONVENTION SAINT-CHARLES
Périphérie : PARAMOUNT La Varenne - CARREFOUR Pantin.
Sexy, explosives et dangereuses comme Bonny and Clyde, elles vous feront sauter... de rire !



CONCORDE PATHÉ - GAUMONT MADELEINE - SAINT-GERMAIN VILLAGE - MONTPARNASSE 83
GAUMONT SUD - LES NATIONS - CLICHY PATHÉ - OLYMPIC ENTREPOT
TRICYCLE Asnières - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais - CYRANO Versailles - ARTEL Rosny
SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 1977



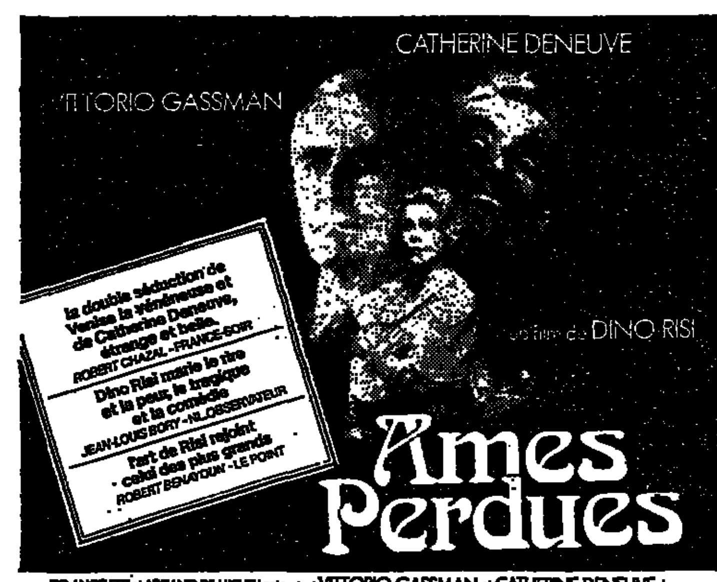
avec
YVES BENEYTON • FLORENCE GIORGETTI
Scénario et dialogues CLAUDE GORETTA et PASCAL LAINE
d'après le roman de PASCAL LAINE • ÉDITIONS GALLIMARD • PRIX GONCOURT
Images de JEAN BOFFETY • Musique de PIERRE JANSEN
Une production CITEL FILMS S.A. Genève • ACTION FILMS S.A. Paris • FR3 • FILMPRODUKTION JANUS • Francfort



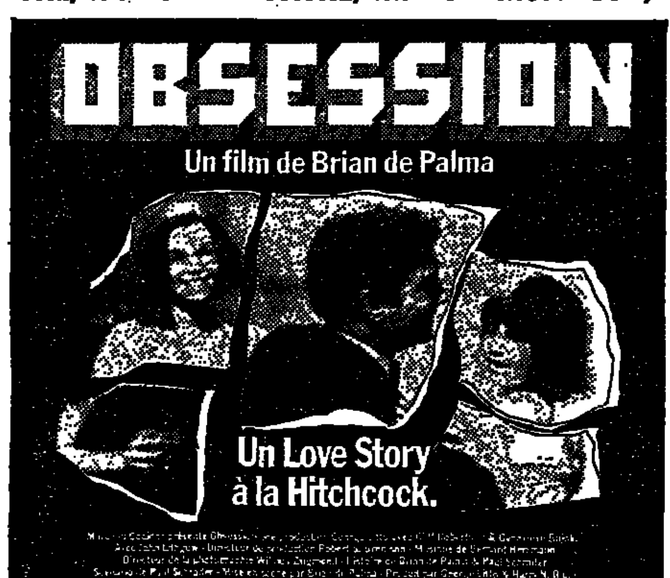
SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS - 14-JUILLET BASTILLE



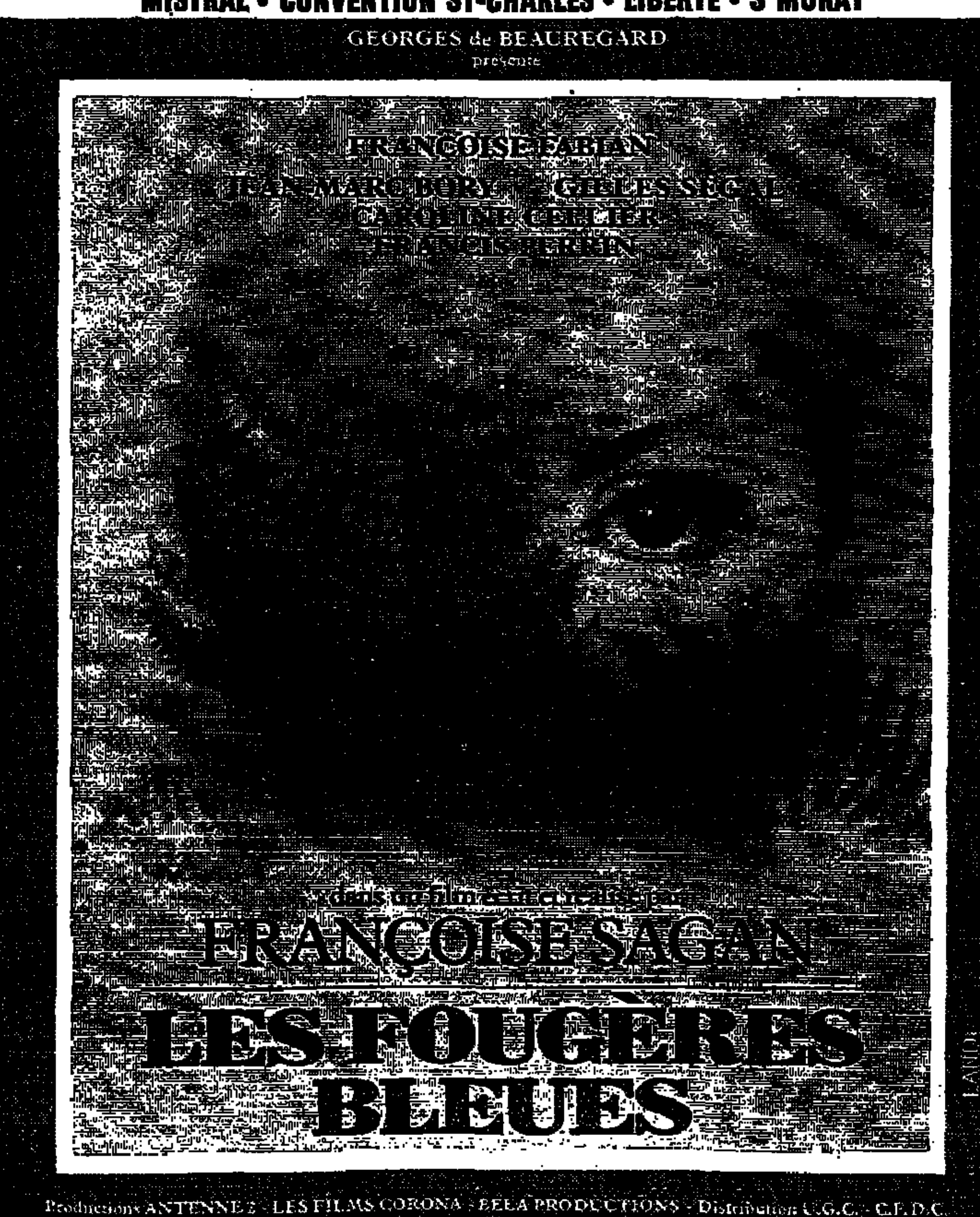
UGC MARBEUF vo
UGC ODÉON vo (à partir de vendredi Studio Galande vo)



MARIGNAN PATHÉ, v.o. - BALZAC ÉLYSÉES, v.f.
QUINTETTE, v.o. - RIO OPÉRA, v.f. - MONTPARNASSE PATHÉ, v.f. - CLICHY PATHÉ, v.f. - GAUMONT SUD, v.f.



UGC BIARRITZ - UGC OPÉRA - BONAPARTE - CLUNY ÉCOLES
MISTRAL - CONVENTION ST-CHARLES - LIBERTÉ - 3 MURAT



CYRANO VERSAILLES - ARTEL PORT NOGENT - ARTEL CRÉTEIL - ALPHA ARGENTEUIL

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans

La cinémathèque

Chaillot (704-24-24)

MERCREDI 25 MAI. — 15 h., les Aventures de Pinocchio, de L. Comencini ; 18 h. 30, l'Aventurier du Texas, de B Boetticher ; 20 h. 30, l'Espoir, de A. Malraux ; 22 h. 30, Le jour se lève, de M. Carné.

JEUDI 26. — 15 h., Charleston ; la Fille de l'eau, de J Renoir ; 18 h. 30, le Chemin de la vie, de N. Ekk ; 20 h. 30, la Scandaleuse de Berlin, de B. Wilder ; 22 h. 30, le Rideau cramoisi, d'A Astruc, les Mauvaises rencontres, d'A. Astruc.

VENDREDI 27. — 15 h., City Girl ; Scènes de la rue, de K. Vidor ; 18 h. 30, Extase, de G Machaty ; la Mandragore, de R. Oswald ; 20 h. 30, Uccellacci e uccellini, de P.P. Pasolini ; 22 h. 30, Marat-Sade, de P. Brook ; 24 h. 30, la Cicatrice intérieure, Athanor, de Ph. Garrel.

SAMEDI 28. — 15 h., Intolérance, de D.W. Griffith ; 18 h. 30, La terre tremble, de L Visconti ; 20 h. 30, Viridiana, de L. Bunuel ; 22 h. 30, la Porte de l'enfer, de T Kinugasa ; 24 h. 30, Tueurs de dames, de A. Mackendrick. Petite salle. — 19 h., les Deux Orphelines (première partie), de D.W. Griffith ; 21 h., les Deux Orphelines (deuxième partie).

DIMANCHE 29. — 15 h., les Vampires, de L. Feuillade (I) ; 18 h. 30, les Vampires (II) ; 20 h. 30, Chronique d'Anna Magdalena Bach, de J.M.Straub et D Huillet ; 22 h. 30, Band Wagon, de V. Minnelli. Petite salle. — 19 h. et 21 h., les Mystères de New-York, de L. Gasnier.

LUNDI 30. — 15 h., les Vampires (III), de L. Feuillade ; 18 h. 30, les Vitelloni, de F Fellini ; 20 h. 30, les Soleils de l'île de Pâques, de P. Kast (en présence de l'auteur) ; 22 h. 30, Sirocco, de C Bernhardt.

MARDI 31. — 21 h., Why shoot the Teeacher, de S. Narizzano (en avant première)

Les exclusivités

ADOPTION (Hong., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES AMBASSADEURS (Fr.-Tun., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), Jean-Renoir, 9e (874-40-75).

AND THEN CAME ROCK (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

AMES PERDUES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71), U. G. C. Odéon, 6e (325-71-08), jusqu'à J., U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).

BARRY LYNDON (Ang., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) jusqu'à J.

BEATLES SHOW (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78), Action République, 11e (805-51-33).

BEN ET BENEDICT (Fr.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), la Pagode, 7e (705-12-15).

BILITIS (Fr.) (**) U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).

CARRIE (A., v.o.) (**) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-87-59), Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) jusqu'à J., Athéna, 12e (343-07-48), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) (J.), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41). A partir de V. : Maxéville, 9e (770-72-86), Studio Opéra, 9e (073-95-48), Cambronne, 15e (734-42-96).

CASANOVA DE FELLINI (It., v.o.) (**) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00), Styx, 5e (633-08-40) ; v.o.-v.f. : Les Templiers, 3e (272-94-56) ; v.o. : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

LE CHATIMENT (It., v.f.) (**) : Omnia, 2e (233-39-36), George-V, 8e (225-41-46), Les Images, 18e (522-47-94).

LA COMMUNION SOLENNELLE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Biarritz, 8e (723-69-23), Haussmann, 9e 770-47-55), 14-Juillet-Bastille, 12e (357-90-81), Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02), Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00), Murat, 16e (288-99-75).

LE COUPLE TEMOIN (Fr.-Suis.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).

LE DERNIER BAISER (Fr.) : Saint-Germain Studio, 5e (033-42-72), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Ambassade, 8e (359-19-08), Français, 9e (770-33-88) jusqu'à J., Nations, 12e (343-04-67), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Mayfair, 16e (525-27-06), Wepler, 18e (387-50-70) jusqu'à J. A partir de V. : Berlitz, 2e (742-60-33), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

LE DERNIER NABAB (A., v.o.), Hautefeuille (6e) (633-79-38). V.F. : Impérial (2e) (742-72-52).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Arlequin (6e) (548-62-25). V.F. : Capri (2e) (508-11-69).

LE DIABLE DANS LA BOITE (Fr.) : U.G.C. - Opéra (2e) (261-50-32), Montparnasse 83 (6e) (544-14-27), Monte-Carlo (8e) (225-09-83).

EMITAI (Sén., v.o.) : Saint-André-des-Arts (6e) (326-58-00), 14 juillet-Bastille (12e) (357-90-81).

L'ESPRIT DE LA RUCHE (Esp. v.o.) : Le Marais (4e) (278-47-86).

L'EXECUTEUR (Ital., v.o.) : Elysées-Cinéma (8e) (225-37-90). V.F. : Rex (2e) (236-83-93), Rotonde (6e) (633-08-22), Cinémonde-Opéra (9e) (770-01-90), U.G.C. Gare de Lyon (ex-Liberté) (12e) (343-01-59), Magic-Convention (15e) (828-20-64). jusqu'à jeudi.

FERDINAND LE RADICAL (All., v.o.) : La Clef (5e) (337-90-90).

LE FANTOME DE BARBE-NOIRE (A., v.o.), en soirée : Ermitage (8e) (359-15-71). V.F. : Rex (2e) (236-83-93), Ermitage (8e), en mat., U.G.C. Gobelins (13e) (331-06-19), Mistral (14e) (539-52-43), Bienvenüe - Montparnasse (15e) (544-25-02), Napoléon (17e) (380-41-46), jusqu'au jeudi, à partir de vendredi : Murat (16e) (288-99-75).

LA GRIFFE ET LA DENT (Fr.) : Grands-Augustins (6e) (633-22-13), Calypso (17e) (754-10-68).

L'HERITAGE (Ital., v.o.) : France-Elysées (8e) (723-71-11). V.F. : Impérial (2e) (742-72-52), Gaumont-Madeleine (8e) (073-56-03).

HISTOIRE D'AIMER (Ital., v.o.) : Normandie (8e) (359-41-18), U.G.C. Danton (6e) (329-42-62).

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES (Fr.) : Rex (2e) (236-83-93), U.G.C. Odéon (6e) (325-71-08), Bretagne (6e) (222-57-97), Normandie (8e) (359-41-18), Helder (9e) (770-11-24), Mistral (14e) (539-52-43), Magic-Convention (15e) (828-42-27).

JULIE POT DE COLLE (Fr.) : U.G.C. Danton (6e) (329-42-62), Bretagne (6e) (222-57-97), Biarritz (8e) (723-69-23), Caméo (9e) (770-20-89).

L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS (Fr.) : Quintette (5e) (033-35-40).

MADAME CLAUDE (Fr.) (*) : Gaumont - Théâtre (2e) (231-33-16), Cluny-Palace (5e) (033-07-76), Hautefeuille (6e) (633-79-38), Bosquet (7e) (551-44-11), Marignan (8e) (359-92-82), Lumière (9e) (770-84-64), Fauvette (13e) (331-56-86), Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13), Gaumont-Convention (15e) (828 - 42 - 27), Victor-Hugo (16e) (727-49-75), Wepler (18e) (387-50-70), Gaumont - Gambetta (20e) (797-02-74).

MON CŒUR EST ROUGE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).

NETWORK (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) jusqu'à J, Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

OBSESSION (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Dragon, 6e (548-54-74), jusqu'à J, Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Balzac, 8e (359-52-70), Fauvette, 13e (331-56-86) jusqu'à J. Montparnasse - Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont - Gambetta, 20e (797-02-74) jusqu'à J. Rio-Opéra, 2e (742-82-54), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) jusqu'à J.

L'OMBRE DES CHATEAUX (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), Olympic, 14e (542-67-42).

PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Saint - Michel, 5e (326-79-17), Luxembourg, 6e (633-97-77), Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Athéna, 12e (343-07-48).

PASQUALINO (A., v.o., **) : Luxembourg, 6e (633-97-77).

PRELUDE A LA VIE SEXUELLE (Belg.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

LA PRISON DU VIOL (A., v.f., **) : jusqu'à J., Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount - Montparnasse, 14e (326-22-17).

PRIVATE ROAD (Angl., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71), Olympic, 14e (542-67-42).

PROVIDENCE (Fr., c. ang.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).

LA QUESTION (Fr., **) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65), Olympic-Entrepot, 14e (542-67-42), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41). A p. de vend. : Impérial, 2e (742-72-52).

LE REGARD (Fr.) : Le Seine, 5e (325-95-99).

ROCKY (A., v.o.) : Colisée, 8e (359-29-46).

LES SORCIERS DE LA GUERRE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Haussmann, 9e (770-47-55) jusqu'à jeudi.

SOUDAIN LES MONSTRES (A., v.o., *) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), U. G. C. Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), Capri, 2e (508-11-69), U.G.C. Gare de Lyon (ex-Liberté), 12e (343-01-59), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Mistral, 14e (539-52-43), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Secrétan, 19e (206-71-33).

SURSIS (A., v.o.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) jusqu'à J.

SUSPIRIA (It., v.o., **) : Quintette, 5e (033-35-40), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. ABC, 2e (236-55-54), Vendôme, 2e (073-97-52), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96) jusqu'à J., Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

LA TETE DE NORMANDE SAINT-ONGE (Can.), Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).

TOUCHE PAS A MON COPAIN (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) jusqu'à J., Panthéon, 5e (033-15-04), Studio Raspail, 14e (326-38-98)

TRANSAMERICA EXPRESSS (A.) v.o. : Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), Omnia, 2e (233-39-36).

VANESSA (A.) (**) v.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62), Ermitage, 8e (359-15-71) v.f. : U.G.C Opéra, 2e (261-50-32), Maxéville, 9e (770-72-86), U.G.C. Gare de Lyon (ex-Liberté), 12e (343-01-59), UG.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (326-41-02), Secrétan, 19e (206-71-33).

VERMISAT (It.) v.o. : la Clef, 5e (337-90-90).

VIOLETTE ET FRANÇOIS (Fr.), P.L.M. - Saint-Jacques, 14e (589-68-42), Calypso, 17e (754-10-68), jusqu'à j. : Concorde, 8e (359-92-82), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).

VIRGINITE (It.) v.f. : Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) jusqu'à j., Paramount-Monmatre, 18e (606-34-25).

Les films nouveaux

TROIS FEMMES, film américain de Robert Altman (v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont - Rive gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy - Pathé, 18e (522-37-41) ; les Nations, 12e (343-04-67) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43).

LES FOUGERES BLEUES, film français de Françoise Sagan : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Gare de Lyon (ex-Liberté), 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention - Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (288-99-75).

ALICE DANS LES VILLES, film américain de Wim Wenders (v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25) ; le Marais, 4e (278-47-86).

LE CAMION, film français de *Marguerite Duras* : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LA DENTELLIERE, film suisse de Claude Goretta : Saint-Germain Village, 5e (633-87-59) ; Montparnasse - 83, 6e (544-14-27) ; Concorde, 8e (359-92-84) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; les Nations, 12e (343-04-67) ; Olympic - Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).

OMAR GATLATO, film algérien de Merzak Allouache (v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97) ; Palais des Arts, 3e (272-62-98) ; Myrrha, 18e (606-06-26) ;

DYNAMITE GIRLS, film américain (v.o.) : Mercury, 8e (225-75-90) ; (v.f.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount - Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

UN TAXI MAUVE, film français d'Yves Boisset. Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Boul'-Mich, 5e (033-48-29), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount - Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Convention St-Charles, 15e (579-33-00), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Gaîté, 13e (326-99-34), Paramount-Galaxie, 14e (580-18-03) ; v. ang. : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34).

PORTRAIT DE GROUPE AVEC DAME, film allemand de Aleksandar Petrovic. V.o. : Quintette, 5e (033-35-40), Dragon, 6e (548-54-74), Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88), Fauvette, 13e (331-56-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Wepler, 18e (387-50-70), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

LA CASTAGNE, film américain de G. Roy Hill. V.o. : Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), Miramar, 14e (326-41-02), Mistral, 14e (539-52-43), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Napoléon, 17e (380-41-46).

EN ROUTE POUR LA GLOIRE, film américain de Hall Ashby. V.o. : Studio Alpha, 5e (033-39-47), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90), Publicis St-Germain, 6e (222-72-80), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount - Maillot, 17e (758-24-24).

MULTI CINÉ
présente à Cannes
CARLOS SAURA
ELISA VIDA MIA
MARIO MONICELLI
UN BOURGEOIS TOUT PETIT, PETIT
MARGUERITE DURAS
LE CAMION
VERA BAXTER

SALLES CLASSÉES CINÉMAS d'ART et d'ESSAI
(A.F.C.A.E.)
ST. BERTRAND 29, rue Bertrand SUF. 64-66
LE FILS DE FRANKENSTEIN
avec Boris KARLOFF
THEMROC
de Claude FARALDO avec Michel PICCOLI
STUDIO CUJAS 20, r. Cujas, 75005 PARIS - 033-89-22
A 14 h, 16 h. 15, 18 h. 45 et 21 h. 20 :
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (v.o.)
de Milos FORMAN
SEANCE A 12 HEURES, SAUF SAMEDI, DIMANCHE ET FETES :
HOTEL DU NORD
de Marcel CARNE
ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18
12 h. et 24 h.
LA SALAMANDRE
d'Alain TANNER
14 h. - 16 h. - 18 h. - 20 h. - 22 h.
EMITAI
d'Ousmane SEMBENE
ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts - 326-48-18
12 h. et 24 h.
L'EMPIRE DES SENS
de Nagisa OSHIMA
14 h. 10 - 16 h. 10 - 18 h. 10
20 h. 10 - 22 h. 10
ADOPTION
de Marta MESZAROS

ÉLYSÉES LINCOLN - HAUTEFEUILLE
14-JUILLET BASTILLE - 14-JUILLET PARNASSE
sélection officielle du FESTIVAL de CANNES
GERARD DEPARDIEU
MARGUERITE DURAS
LE CAMION
un film écrit et réalisé par MARGUERITE DURAS





Cinéma

Les festivals

OITE A FILMS, 17e (754-51-50). — I. : 13 h. : Casino Royale ; 15 h. : Roméo et Juliette ; 17 h. 30 : Nashville ; 20 h. 15 : le Lauréat ; 22 h. : *Délivrance* ; ven. et sam. à 24 h. : Jeremiah Johnson. — II : 13 h. : Macadam Cow-Boy ; 14 h. 45 : 1900 (première époque) ; 17 h. 45 : 1900 (deuxième époque) ; 20 h. 30 : Mort à Venise ; 22 h. 30 : Phantom of the Paradise ; vendredi et sam., à 0 h. 15 : Chiens de paille.

ILMS INDEPENDANTS BRITANNIQUES (v.o.) : British Council, 9, rue de Constantine, 7e.

EN RUSSEL (v.o.), Studio Acacias, *17e (754-97-83) : 13 h. : Love* ; 14 h. 30 : le Messie sauvage ; 16 h. 15 : Mahler ; 18 h. 15 : Lisztomania ; 20 h. : Music Lovers ; 22 h. : les Diables ; 24 h. : Tommy.

HATELET-VICTORIA, 1er (508-94-14). — I : 12 h. (sf dim.) : le Dernier Tango à Paris ; *14 h. 10* : Une femme douce ; 16 h. : le Prête-nom ; *17 h. 45 : Lacombe Lucien* ; 20 h. 30 : Cria Cuervos ; 22 h. 20 : Aguirre, la colère de Dieu ; jeudi, vendredi, samedi, à 24 h. : la Grande Bouffe. — II : 12 h. (sauf dim.) : Means Street ; 14 h. 15 : Cœur de verre ; 16 h. 05, jeudi à 24 h. : Taxi Driver ; 18 h., sam. à 24 h. : Bugsy Malone ; 20 h. 15 : Cabaret ; 22 h. 15, ven. à 24 h. : les Diables.

RITZ LANG, Mac-Mahon, 17e (380-24-81), Me., V., D., Ma. : J'ai le *droit de vivre* ; J., S., L. : Cape et poignard.

RESTIGE DU CINEMA SOVIETIQUE (v.o.), Studio Marigny, 8e (225-20-74), mer., sam. : Spartacus ; jeud., dim. : Andrei Roublev ; vend. : Ivan le Terrible ; lun. : l'Obier rouge ; mar. : Solaris.

TUDIO 28, 18e (606-36-07) : mer. : les Vacances de M. Hulot ; jeu. : Ziegfeld Follies ; ven. : le Désert des Tartares ; sam. : la Marche triomphale ; dim., mar. (sauf à *21 h. 30) : Quand la panthère rose* mêle.

HILI (v.o.), Palais des Arts, 3e (272-62-98), mer. : l'Expropriation ; jeu., sam. : la Spirale ; vend. : Il ne suffit plus de prier ; dim. : la Terre promise ; lun. : la Métamorphose ; mar. : la Première Année.

ESTERN (v.o.), Olympic, 14e (542-67-42), mer. : José Wales hors-la-loi ; jeu. : John Mac Cabe ; ven. : le Fantôme de Cat Dancing ; sam. : Juge et hors-la-loi ; dim. : la Chevauchée sauvage ; lun. : Willie Boy ; mar. : Junior Booner.

ENI MONTRESOR, Le Seine, 5e (325-95-99), 18 h. 30 : la Messe dorée ; *20 h. 30 : Pilgrimage.*

OMEDIES MUSICALES (v.o.), Action La Fayette, 9e (878-80-50), mer. : Dancing Lady ; jeu. : Banana Split ; vend. : Joyeuse Parade ; sam. : Sweet Charity ; dim. : Papa longue jambe ; lun. ; Broadway Melodie ; mar. : Words and Music.

Les séances spéciales

ALICE'S RESTAURANT (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.

DES JOURNEES ENTIERES DANS *LES ARBRES (Fr.) : Le Seine, 5e* (325-95-99), à 22 h. 30.

HAROLD ET MAUD (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.

INDIA SONG (Fr.) : Le Seine, 5e, à 12 h. 20 (sf. D.).

JE, TU, IL, ELLE (Fr.) : Le Seine, 5e à 12 h. 15 (sf D.).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : La Clef, 5e, à 12 h. et 24 h.

PANIQUE A NEEDLE-PARK (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16). Mar. à 21 h.

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e, à 10 h., 12 h. et 24 h.

PORTIER DE NUIT (A., v.o.) (**) : Studio Galande, 5e (033-72-71), à 12 h. 30 (sf S., D.) (Sam. + 24 h.).

QUAND J'AURAI VINGT ANS, JE SERAI HEUREUX (Fr.) : La Clef, 5e, *à 12 h. et 24 h.*

LA SALAMANDRE (Suis.) : Saint-André-des-Arts, 6e, à 12 h. et 24 h.

Les grandes reprises

ABATTOIR 5 (Suéd., v.o.) : Dominique, 7e (705-04-55) (sf mardi).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).

LA BLONDE ET MOI (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) ; Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41).

CHANTONS SOUS LA PLUIE (A., v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50).

CASQUE D'OR (Fr.) : la Pagode, 7e (705-12-15).

COUSIN, COUSINE (Fr.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), jusqu'à jeudi.

LE FILS DE FRANKENSTEIN (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), à 20 h. 30, perm. S. et D.

EASY RIDER (A., v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40) (sf mardi).

HISTOIRE DE PAUL (Fr.) : le Marais, 4e (278-47-86).

JO (Fr.), jusqu'à jeudi : Rex, 2e (236-83-93) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Murat, 16e (288-99-75) ; *Mistral, 14e (539-52-43)* ; perm. : U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19) ; Secrétan, 19e (206-71-33) ; à partir de vendredi : Haussmann, 9e (770-47-55) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).

JOUR DE FETE (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).

LA NUIT AMERICAINE (Fr.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).

NASHVILLE (A., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39).

LA MONTAGNE SACREE (A., v.o.) : Broadway, 16e (527-41-16).

LOVE STORY (A., v.o.) : Studio de *l'Etoile, 17e (380-41-16).*

LES REVOLTES DU BOUNTY (A., v.o.) : Kinopanorama, 15e (306-50-50).

SATYRICON (It., v.o.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).

ROSEMARY'S BABY (A., v.f.) : Daumesnil, 12e (343-52-97).

THEMROC (Fr.) : Studio Bertrand, 7e, h. sp.

LES VACANCES DE M. HULOT (Fr.) : Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; à partir de vendredi : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; jusqu'à jeudi : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Marivaux, 2e (742-83-90) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) : Studio Cujas, *5e (033-89-22).*

LA PAGODE
14 JUILLET PARNASSE

Ben et Benedict
film de PAULA DELSOL

COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN
ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR
D'ALFRED DE MUSSET
du 4 mai au 4 juin
AU THEATRE 13
24 rue Daviel Paris 13e - 589.05.99

Périphérie : CRÉTEIL Ariel - NOGENT Ariel - PANTIN Carrefour
RUEIL Ariel - ARGENTEUIL Alpha - VÉLIZY 2 Studio
VERSAILLES Cyrano - SARCELLES Flanades

FILM CHOISI POUR LA CLÔTURE DU FESTIVAL DE CANNES, PRÉSENTÉ EN MÊME TEMPS A PARIS LE 27 MAI

GRAND REX VF / ERMITAGE VO / NAPOLÉON VF
MIRAMAR VF / MAGIC CONVENTION VF / UGC GOBELINS VF
UGC ODÉON VO / CLUNY ÉCOLES VO / MISTRAL VF

dans LA CASTAGNE
"SLAP SHOT"

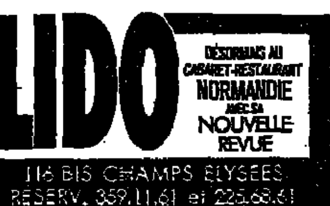
plus on cogne plus on rit !



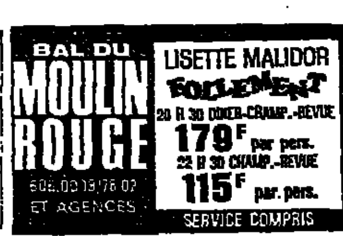
PAUL NEWMAN
dans un film de GEORGE ROY HILL
"LA CASTAGNE"
avec MICHAEL ONTKEAN . LINDSAY CROUSE . JENNIFER WARREN . JERRY HOUSER et STROTHER MARTIN
scénario de NANCY DOWD . édité par DEDE ALLEN
réalisé par GEORGE ROY HILL . produit par ROBERT J. WUNSCH et STEPHEN FRIEDMAN
une présentation PAN ARTS . une production FRIEDMAN-WUNSCH
un film UNIVERSAL distribué par CINEMA INTERNATIONAL CORPORATION

CABARETS

LIDO
DÉSORMAIS AU CABARET-RESTAURANT NORMANDIE AVEC SA NOUVELLE REVUE
116 BIS CHAMPS ELYSEES
RESERV. 359.11.61 et 225.68.61



ALCAZAR
Revue entièrement nouvelle
DINERS 21 h
SPECTACLE 22 h 30
RESERVATION à partir de 10 h
. 329 02 20 .
62 Rue Mazarine . PARKING ASSURÉ



BAL DU MOULIN ROUGE
606.00.19/76.02
ET AGENCES
LISETTE MALIDOR
FOLLEMENT
20 H 30 DINER-CHAMP.-REVUE
179 F par pers.
22 H 30 CHAMP.-REVUE
115 F par pers.
SERVICE COMPRIS



TSAREVITCH
1, rue des Colonels-Renard - 754-72-99
DINERS ET SOUPERS - SPECTACLE à partir de 20 h. 30
V. POLIAKOFF - Djan TATLAN - CRISTINA
Kostia KOTLAROW - Katia d'ALBIEZE - G. BORODO
J. MALVAUT et ses tziganes avec la virtuose cymbaliste P. SANDOR



LE LOUIS XIV
8, Boulevard SAINT DENIS (10e)
NOUVEAU : SOUPERS après spectacle
PARKING
Huîtres - Fruits de Mer Gibiers
Réservation : 208.56.56 & 200.19.90
FERMÉ LUNDI ET MARDI



● Ambiance musicale ■ Orchestre. - P.M.R. : Prix moyen du repas. - J... h. : ouvert jusqu'à... h.

DINERS AVANT LE SPECTACLE

L'ALSACE AUX HALLES 236-74-24 16, rue Coquillière, 1er. T.l.jrs	Ouv. jour et nuit. Chans. et music. de 22 h. à 6 h. du mat. av. nos animat. Spéc. alsac. Vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
RESTAURANT PIERRE F/Dim. ● Place Gaillon, 2e. OPE. 87-04	Maison de réputation mondiale dans un cadre Second Empire. Dîner. Sug. 50 F. Sa carte. Poissons, grill et spéc. du Sud-Ouest. PARKING.
CHEZ HANSI 548-96-42 3, place du 18-Juin, 6e. T.l.jrs	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
LE CHALEUIL F/sam. et dim. 4, rue de l'Arcade, 8e. 265-53-13	Jeune Patron aux fourneaux : Cuisine française traditionnelle. Ses Terrines, ses Poissons (Bar, Rouget, Saumon, Sandre, etc.).
AUB. DE RIQUEWIHR 770-62-39 12, faubourg Montmartre, 9e. T.l.jrs	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.

DINERS

RIVE DROITE

OSAKA 260-66-01 163, rue Saint-Honoré, 1er. T.l.jrs	Anciennement 6, rue du Helder, 9e, jusqu'à 22 h. 30. Cuisine japonaise. Tempura - Soukiyaki - Soushi - Sashimi. Dans un cadre typique.
CAVEAU FRANÇOIS-VILLON F/D. 64, rue Arbre-Sec, 1er. CEN.10-92	Ses caves du XIIIe. Déj. Soup. Jusq. 2 h. mat. Moules bouchots 9 F. Pied, oreille porc 9 F. Boudin 9 F. Grillades 19 F. Gratinée 8 F. etc.
ASSIETTE AU BŒUF - POCCARDI 9, bd des Italiens, 2e. T.l.jrs ●	MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 24 F s.n.c. (27,60 s.c.) le midi et le soir jusqu'à 1 h. 30 du matin, avec ambiance musicale
ASSIETTE AU BŒUF 123, Champs-Elysées, 8e. T.l.jrs	MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 24 F s.n.c. (27,60 s.c.) le midi et le soir jusqu'à 1 heure du matin.
R. PLEGAT, LA WESTPHALIE 8, av. Fr.-Roosevelt, 8e. ELY. 91-20	De midi à 2 h. du matin. Ses « Dîners 1900 ». Spéc. du Rouergue et Périgord. L'omelette Brayaude. MENU 39,60. Vin à discr. Serv. compr.
LE CAFE D'ANGLETERRE 770-91-35 Carref. Richelieu-Drouot, 9e. T.l.j.	Jusqu'à 2 h. Magnifique terrasse sur grands boulevards. Ses grillades, poissons et fruits de mer. MENUS 26,80 et 34 F. boiss. et serv. compr.
Monsieur BŒUF F/sam. dim. midi 31, rue Saint-Denis, 10e. 508-58-35	Nouvelle direction. Déj. d'aff. Dîner-Souper. Cadre : toiles de maître. Son célèbre « BŒUF ROSE » et ses vins de propriété. Terrasse ouv.
LE PETIT POELON F/d., lun., m. 39, r. Montparnasse, 14e. 633-35-10	Un cadre ravissant en plein cœur de Montparnasse. Environ 70 F.
DOUCET EST 208-40-62 8, rue du 8-Mai-1945, 10e. T.l.j.	A 50 m. Gare Est J. 24 h. Rez-de-chaussée : Brasserie. Menu 22 F et carte. Choucroute fermière avec jarret 42 (2 pers.) et plats du jour. 1er étage : restaurant panoramique. Spécialités du chef et POISSONS.
JULIEN PRO. 12-03 16, rue du Fg-St-Denis, 10e. T.l.j.	Dans son cadre « fin de siècle », sa nouvelle formule « plats chiffrés, entrées compris ». Ses fabuleux « bouillons ». Foie gras. P.M.R. 50 F.
AU CHARBON DE BOIS 288-77-49 10, rue Guichard, 16e. F./dim.	Foie de canard 18, Brochette de moules 13, Gazpacho 8, ses grillades : Faux-Filet 19, Selle de gigot 29. Pavé de jambon 26.
BAUMANN ETO. 16-16 - 754-01-13 64, av. Ternes, 17e. F/dim., lun. midi	Une gamme incomparable de choucroutes. Son banc d'huîtres, ses spéc d'Alsace. On sert jusq. minuit. Nos choucroutes classiques à emporter.
MAISONNETTE RUSSE ETO. 56-04 6, rue d'Armaillé, 17e F/Dim.	Déjeuners d'affaires, diners d'ambiance Ses spécialités russes, bortch, caviar, saumon fumé, chachlik, vodka
BRASSERIE DU TABAC PIGALLE 606-72-90, place Pigalle, 18e. T.l.j.	Ouvert jour et nuit. Banc d'huîtres t.l.j. renouvelé. Son plat du jour, ses spécialités : Choucroute 26. Gratinée 9.50, ses Grillades flambées. *Buffet froid. Spéc : Bière LOVENBRAUN MUNICH.*
RIBATEJO 370-41-03 6, rue Planchat, 20e. F/mardi	Jusqu'à 2 h. du matin. Spécialités portugaises. Tous les soirs FADO et guitares. Morue à la Bras 14 F. Viande de porc Alentejo 14 F.

RIVE GAUCHE

ASSIETTE AU BŒUF T.l.jrs Face église St-Germain-des-Prés, 6e	MICHEL OLIVER propose une formule Bœuf pour 24 F s.n.c. (27,60 s.c.) le midi et le soir jusqu'à 1 h. 30 du matin, avec ambiance musicale.
AU CHARBON DE BOIS 548-57-04 16, rue du Dragon, 6e. F/Dim.	Jusqu'à 23 h. 30, la grillade devient gastronomique. Le plus authentique des cafés irlandais pour dessert.
BISTRO DE LA GARE 59, bd du Montparnasse, 6e. T.l.jrs	MICHEL OLIVER propose pour 25,50 F s.n.c. (29,30 s.c.) sa nouvelle formule « 3 hors-d'œuvre - 3 plats au choix » jusq. 1 h. du matin
LES VIEUX METIERS 588-90-03 ● 13, bd Auguste-Blanqui, 13e. F/Lun.	Ecrevisses flambées. Langouste grillée. Poulette mousserons. Canard cidre. Pâtisserie maison Sancerre Roland Salmon. Bourgogne Michel Malard Cuisine Michel Moisan Souper aux chandelles 80 à 90 F
LE JACQUES-CŒUR T.l.j. 6, place Saint-Michel, 6e. 326-81-13	Jusq. 0 h. Cuis. Fr. trad. : Pointes de filet pommes sarladaises 40. Poularde Argenteuil 33, Barbue Vallée d'Auge 36. Ses Glaces.
LA COMMANDERIE 222-35-98 15, rue Bernard-Palissy, 6e. F/Dim.	Déjeuners-Diners-Soupers aux chandelles dans une cave du XIIIe. Grillades au feu de bois, Côte de bœuf. Ses poissons.

DINERS - SPECTACLES

ALCAZAR 62, rue Mazarine, 6e.	Dîners 21 h. : Spectacle 23 h. Nouvelle revue « Boum à l'Alcazar ». Réserv à partir 10 h. : 329-02-20, 326-53-35 Ouvert dimanche.
DON CAMILO 260-20-31 10, rue des Saints-Pères, 7e. T.l.j.	Et dansant prés. par Jean RAYMOND, avec de grandes vedettes. Menu T.C. (boiss., café, serv.) 145 et 160 F., vend., sam., veille de fêtes.
L'OREE DU BOIS 722-94-92 Porte Maillot. T.l.j.	Marcel BEKIER présente : Golden Gate Quartet, Maria Négréa, Pierre Provence, Michel Lebb, le Trio Abel. Spect. animé par Michel Gaillard et J.-F. Durant, accomp. par le Trio Luc Harvet. Menu 135 F vin comp.
CHEZ VINCENT NOR. 21-27 4, rue Saint-Laurent, 10e. F/lun.	Dans le cadre typique d'une Hacienda : Dîners dansants aux chand. Attractions avec LOS MUCHACHOS. Spécialités espagnoles et franç.

DINERS DANSANTS

VILLA D'ESTE ELY. 78-44 4, rue Arsène-Houssaye, 8e	A 20 h. 30, spectacle à 22 h. 30, av. Isabelle AUBRET, P.-J. VAILLARD *J. MEYRAN, Jean FREJAC, A. ASTOR* Menu suggest. 90 Vendredi samedi et veilles de fêtes. 100 F
CHATEAU DE LA CORNICHE T.l.j. Rolleboise, aut. Ouest s. Bonnière	A 40 min. de Paris. Vue panor. sur Seine. Parc 2 ha. Tennis éclairé, piscine chauff. Salons récep., week-end forfait 200 F. Tél. 749-91-24.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA CLOSERIE DES LILAS *171, bd du Montparnasse.* 326-70-50, 033-21-68. Au piano Yvan Meyer.

DESSIRIER T.l.j. - 754-74-14. 4, pl. Péreire (17e) LE SPECIALISTE DE L'HUITRE Poissons - Spécialités - Grillades

TERMINUS NORD 624-48-72 T. l. jrs Brasserie 1925 Spéc. alsaciennes 23, rue de Dunkerque, 10e

GUY 6, rue Mabillon - 033-87-61 Saint-Germain-des-Prés SOUPER BRESILIEN *Feijoada - Churrascos - Camaroes*

CLUB HOUSE 29-31, place Madeleine-8e. 265-27-67 *Rez-de-ch. PUB. Grill. Jr et Nt.* 1er ét. restaur. vue panoramique.

LE PETIT ZINC r. de Buci. 6e *ODE. 79-34* Huîtres. Poissons. Vins de Pays

LE LOUIS XIV 8, bd St-Denis 208-56-56 Huîtres - Fruits de mer - Gibiers Parking. Fermé lundi et mardi

WEPLER 14, place Clichy. 522-53-29. SON BANC D'HUITRES. *Foies gras frais - Poissons.*

LE MUNICHE 27, r. de Buci. 6e 633-62-09 *Choucroute. Spécialités.*

JULIEN Tous les soirs jusqu'à 1 h. 30 (sf dim.) 16, rue du Fg-Saint-Denis (10e) 770-12-06.

LE PICHET 68, rue P.-Charron. 359-50-34. Spécialités campagnardes GRILLADES - FRUITS DE MER PATISSERIES PAYSANNES

BOFINGER *5, rue de la Bastille* ARC. 87-82. OUVERT DIM. - Parking facile Déjeuners - Dîners - Soupers Banc d'huîtres

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double Insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux — emplois internationaux — emplois internationaux

COTE D'IVOIRE

LA DIRECTION DES ETUDES ET DES REALISATIONS INDUSTRIELLES DE LA PREMIERE SOCIETE IVOIRIENNE D'HUILE DE PALME, EN PLEINE EXPANSION, recherche

PLUSIEURS INGENIEURS EXPERIMENTES

Formation A.M., I.D.N., ENSI... ou MARINE (min. 30 ans)

Après quelques mois d'activité sur des installations existantes, il leur sera proposé de prendre soit :

- la DIRECTION d'installations nouvelles en cours de montage en Côte d'Ivoire (réf. 37M136A)
- la charge, en tant qu'INGENIEURS D'AFFAIRES, des programmations et du lancement de réalisations extérieures, tant en Afrique que dans d'autres parties du monde (réf. 37M136B)
- la responsabilité de la conception et des ETUDES des process impliqués par les différents projets. (réf. 37M136C)

Avantages des contrats expatriés (logements équipés, 2 mois de congés tous les 10 mois en Europe, garanties et avantages sociaux).

Adresser C.V., photo, prétentions sous référence choisie
30, rue de Mogador 75009 PARIS



directeur de filiale USA :

NEW YORK



Jacques Jaunet SA, leader du sportswear avec ses marques **NEWMAN, NEWMAN Junior**, et Jacques Pernet, est aussi l'une des premières entreprises du secteur habillement avec un CA de 230 millions (dont 35 % à l'exportation) et un effectif de 1700 personnes.

La mission du nouveau collaborateur recherché est de développer notre implantation ; il intervient personnellement sur le terrain pour négocier les ventes et met en place progressivement les structures adaptées au développement.

Le poste convient à un homme justifiant d'une formation commerciale supérieure et pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de vente d'un produit de marque et d'une connaissance des Etats-Unis.

La rémunération est élevée et peut être évolutive avec le poste.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. : 705213/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

sporar

Directeur Général Exploitation Forestière

environ F 200.000 p.a.
Afrique occidentale francophone

Notre entreprise d'exploitation et de transformation forestière (sciages et grumes) avec scieries rattachées existe depuis plusieurs années et emploie actuellement plus de 300 ouvriers africains.

Nous recherchons le « Top Manager » pour la Direction générale responsable aussi bien du secteur technique que du secteur commercial. Le candidat recherché aura si possible de l'expérience des bois tropicaux en Afrique Noire ainsi que des connaissances de l'utilisation de scies et machines forestières. Des connaissances de la langue allemande seraient souhaitables mais ne sont pas exigées

Cette tâche, très indépendante, demande un grand talent d'organisation et des qualités de gestion. Un personnel qualifié de deuxième rang est déjà présent.

Veuillez contacter par écrit notre conseiller (C.V., brève lettre manuscrite avec date d'entrée) qui vous garantit une discrétion absolue.

KLAUS WITTEMANN, conseiller du personnel
Ambacher Str. 19, D-8000 München 71.

ABIDJAN

BUREAU D'ETUDES
d'une IMPORTANTE SOCIETE
INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE
recherche

UN PROJETEUR PRINCIPAL
(référ. 37 M 137 A)

Capable de participer aux avants-projets, expérience chantier requise.

plusieurs A.T. PROJETEURS
(référ. 37 M 137 B)

MECANIQUE GENERALE

Pour implantations machines et chaînes de fabrication.

Avantages des contrats expatriés (logements équipés, voyages-congés pour toute la famille, etc...).

Adresser C.V., photo et prétentions, 30, rue de Mogador 75009 PARIS sous référence choisie.





INGÉNIEUR AGRO-ÉCONOMISTE

spécialiste organisation et formation des agriculteurs
— Contrat Afrique sahélienne ;
— Min. 5 a., expér. outre-mer ;
— Disponibilité immédiate.

Ecr. avec C.V. et nº téléph. à no T 74.283 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Pour une mission de consultant d'environ deux mois dans un pays étranger anglophone un bureau d'ingénieurs conseils recherche libre rapidement

UN PÉDOLOGUE

ayant acquis quelques années d'expérience professionnelle et posséd. bien la langue anglaise. Les candidats intéressés sont invités à prendre sans retard *un premier contact en écrivant* sous référence 860/101 à
L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Le Département d'Economie Appliquée de
BATTELLE
Centre de recherche de Genève
développe ses activités dans le domaine des études d'évaluations sociales de l'entreprise et de l'évaluation de technologies.

Dans ce contexte, nous recherchons
UNE PERSONNE
LICENCIEE EN SCIENCES ECONOMIQUES
(spécialisée de préférence en économie de l'entreprise) et ayant une seconde licence en SOCIOLOGIE, PSYCHOLOGIE ou SCIENCES POLITIQUES. Une expérience pratique dans l'entreprise est nécessaire.

Une base linguistique française serait appréciée, avec une parfaite connaissance écrite et parlée d'une seconde langue (italienne, anglaise ou allemande).

Prière d'env. C.V. complet avec prétent. de salaire et mention de l'expér. éventuelle dans le domaine *de la recherche au Chef du Personnel, Battelle,* 7, route de Drize, CH-1227 Carouge, Genève.

Bureau d'ingénieurs conseils à vocation internationale recherche pour ses activités en pays anglophone

INGÉNIEUR ROUTIER

ayant acquis, si possible, au sein d'administrations une large expérience en études et en spécifications dans le domaine des routes et des ouvrages. Il aura également une bonne connaissance des études de rentabilité des projets. La pratique de l'anglais est nécess. Les ingénieurs intéressés voudront bien écr. en joignant à leur CV l'in*dication de leur dern. sal. ann.,* sous référence 858/101 à
L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Importante entreprise Paris recherche pour ses *activités à l'étranger*

INGÉNIEUR CONTROLE TRAVAUX PORTUAIRES

Cet ingénieur diplômé d'une gde école disponible pr effectuer un séjour dans un pays anglophone pourra faire état d'une première expérience ds le domaine des études ou des travx portuaires. L'anglais courant est indispens. Veuillez écrire (joindre C.V. et *indiquer dernier salaire annuel)* sous référence 856/101, à
L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

International engineering company for its *ever-expanding activities* seeks its

Recruitement Manager

fluent english, knowledge of italian would be appreciated.

This post would suit a candidate with wide and confirmed experience in the *search and selection of engineers and* technical personnel.

Proposed remuneration will be considerable having regard to the candidate's experience and to the fact that he must be prepared to travel at short notice.

Please send detailled C.V. to head of personnel services division.

RENARDET S.A.
8, bd Georges-Favon, Case 374
CH-1211 Genève 11 – Tél (022) 29 02 55



Rijksuniversiteit Utrecht

La section Histoire de l'art de la Faculté des Lettres de l'UNIVERSITÉ D'UTRECHT (Pays-Bas) recherche

un maître de conférences

spécialisé dans le Moyen Age Il/elle sera chargé(e) d'enseignement et de recherches. L'enseignement qu'il/elle devra assurer s'adressera en principe à des étudiants de tous les niveaux et sera donné sous forme de cours et de séminaires ; il/elle devra aussi diriger des mémoires de maîtrise.

L'enseignement qu'il/elle assurera dans le troisième cycle consistera à diriger des thèses de doctorat et aussi, dans un avenir assez proche, les travaux d'étudiants qui viennent d'obtenir la maîtrise et bénéficient d'une année de recherches accordée par l'Université.

Il/elle devra être prêt(e) à organiser des excursions. De plus il/elle aura à se charger des tâches administratives qui se présenteront, telles que des travaux à l'intérieur de certaines commissions et la présidence de la section en alternance avec d'autres professeurs et maîtres de conférences.

Rémunération : de 5.247 florins à 7.525 florins bruts par mois (situation de 1976).

Les personnes intéressées par cette fonction ainsi que celles voulant recommander des candidats éventuels peuvent prendre contact jusqu'au 21 juin 77 avec le président de la commission chargée de la nomination :

Prof. E. de Jongh
Kunsthistorisch Instituut
Drift 25
Utrecht
Pays-Bas
tél. (30) 33-22-12

Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde information-professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde".

Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi *destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.*

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper
Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

- ☐ Direction générale, fonctions multipostes.
- ☐ Marketing relations publiques publicité.
- ☐ Informatique.
- ☐ Production entretien.
- ☐ Ingénieurs.
- ☐ Etudes organisation et recherche.
- ☐ Direction financière et administrative.
- ☐ Comptabilité.
- ☐ Personnel formation relations humaines et sociales.
- ☐ Direction commerciale vente.
- ☐ Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
- ☐ Banques - Assurances.
- ☐ Professions médicales et paramédicales.
- ☐ Secrétariat de direction, traductions, documentation.
- ☐ Cadres débutants.

2) Entourez, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenu :

TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)

Nombre de fonctions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	39	77	112	145	177	206	234	259	283	304	324	339	355	369	380
26 semaines	69	134	195	254	308	361	408	453	494	532	566	594	622	647	670
52 semaines	118	230	336	436	530	618	700	777	847	912	971	1018	1064	1106	1142

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandés.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : ______________________ ou SOCIETE : ______________

ADRESSE : ______________________________ TEL. : __________

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4207-23 Paris) - ETRANGER envoi aérien : + 1 F par fonction et par semaine.

26 MAI 1977




SOCIETE NATIONALE ELF AQUITAINE

cherche pour
SA DIRECTION DU GAZ NATUREL

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

de formation Grande Ecole complétée par formation juridique indispensable.

Ayant quelques années d'expérience en milieu industriel (ingénierie, énergie).

Aptitude à l'expatriation dans le cadre du développement de carrière.

Déplacements à l'Etranger fréquents nécessitant des qualités de dynamisme et de résistance physique.

Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V., photo à : S.N.E.A. (P) - Département Carrières à La Tour Générale La Défense 9 Cedex 22 - 92088 Paris la Défense.

chef de fabrication

Côte d'Ivoire

Notre Groupe est bien implanté en Afrique Occidentale où nous construisons et commercialisons une large gamme de véhicules industriels.

Dans notre usine d'Abidjan nous fabriquons des remorques, semi-remorques, citernes...

Le Chef de Fabrication *que nous recherchons est un Ingénieur de formation type Arts et Métiers, ayant une spécialisation soudure. Il alliera une bonne compétence technique (procédés de mécano-soudure, pliage, formage...) à une ouverture aux problèmes de gestion : prix de revient, appros, stocks, délais... et saura animer une équipe de 70 ouvriers.*

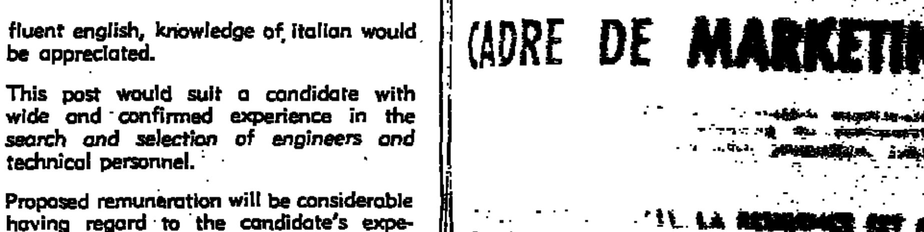
La rémunération sera fonction de l'expérience ; elle est assortie d'importants avantages liés à l'expatriation.

Des responsabilités plus globales au niveau de la Direction pourront éventuellement être offertes à terme.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez rapidement sous réf. 30.57-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargés de l'examen des candidatures.



EUREQUIP
DÉPARTEMENT RECRUTEMENT
B.P. 30 - 92420 Vaucresson



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03


REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

RÉGION RHONE-ALPES - 3.000 PERSONNES - OFFRE PLUSIEURS POSTES INTÉRESSANTS DANS LE CADRE D'UNE EXPANSION CONTINUE

CHEF DU DÉPARTEMENT EXPLOITATION

Il s'agit d'organiser, gérer et animer des activités d'un effectif de 1.500 personnes et de mettre en œuvre des techniques diversifiées et un parc matériels importants.

POSTE DE CADRE SUPÉRIEUR

pouvant convenir à un ingénieur grande école, ayant mini 10 ans d'expérience industrielle impliquant commandement et gestion, acquise de préférence dans l'industrie lourde (mines, sidérurgie, grands chantiers, etc.).

Référence IU 503 AM.

CHEF DE SECTEUR EXPLOITATION

Il s'agit de diriger un secteur d'environ 500 personnes. Ce poste peut convenir à

UN JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ayant de préférence 3 à 5 ans d'expérience industrielle impliquant direction de personnel et gestion.

Référence JV 504 AM.

CADRE DE MARKETING

ESSEC - ESC ou formation supérieure équivalente, ayant de préférence 2 à 3 ans d'expérience marketing ou commerciale, désireux d'assumer des responsabilités polyvalentes d'études, promotion, contacts.

Référence KW 505 AM.

POUR CES TROIS POSTES, LA RÉSIDENCE EST A LYON. DES QUALITÉS DE DYNAMISME ET DE CONTACT SONT INDISPENSABLES.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discrétion assurée



Important Groupe Français recherche pour POITIERS

HOMME DE PRODUCTION GRANDES SERIES

CHEF DU DEPARTEMENT ENGINEERING 120.000 / 140.000 F an

30 ans min., ingénieur mécanicien ou électromécanicien, il aura la responsabilité d'animer et coordonner 4 services (méthodes, BE, montage, process soit au total 100 personnes dont 8 cadres).
La mission du département est de définir et réaliser les outils de production de l'entreprise.

Faire parvenir CV sous référence 503 à GFC 110 rue de Sèvres 75015 Paris

LTP

PS Conseil

Un important groupe français industriel et commercial du Nord recherche, pour une de ses usines (450 personnes), un :

RESPONSABLE ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Rattaché au Directeur d'Usine, il sera chargé du recrutement, de la formation et de la gestion administrative du personnel en étroite liaison avec la Direction du Personnel du Groupe. Il devra aller au devant des préoccupations du personnel, et veiller à la bonne circulation de l'information sur le plan social. Ce poste, basé à Roubaix, convient à un candidat âgé de 27 ans minimum, si possible de formation supérieure et possédant une bonne connaissance des questions sociales et des problèmes humains acquise dans un service du personnel d'usine. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 60.000 francs. Ecrire à Madame D. ROMBAUX.

Adresser C.V. sous réf. A/411 M *à*
PS CONSEIL
19 Résidence Flandre - 59170 Croix
Discrétion assurée

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
recherche pour sa
SUCCURSALE de NANTES

UN CADRE CONFIRME

dont la mission sera de gérer et développer un fonds de commerce de

CLIENTELE PARTICULIERE

de haut de gamme.

PROFIL RECHERCHE :
- Formation supérieure
- Expérience bancaire de 5 ans minimum
- Bonne connaissance de tous les PRODUITS DE PLACEMENT et D'ENDETTEMENT destinés à la clientèle particulière, de la BOURSE et de la gestion de PORTEFEUILLES TITRES.

Adresser C.V. manuscrit + photo à No 13509 CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Le PDG d'une entreprise de la région lyonnaise qui commercialise et fait construire des maisons individuelles, cherche son

directeur technico-commercial

Il définit la politique commerciale et marketing, anime l'équipe de vente, dirige les études et coordonne les chantiers.
C'est un homme de 35 ans minimum, ayant une solide expérience de la maison individuelle.
Ecrire à R. BEROUD ss réf. 411 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

S.E.V. MARCHAL

recherche pour son usine de Blois (41)
- Techniciens Méthodes : niveau B.T.S. : expérience confirmée.
- 1 Spécialiste Découpage - Emboutissage.
- 1 Spécialiste Injection Thermo-plastique.
- 1 Spécialiste Amélioration procédés de fabrications grande série.

Libres rapidement de préférence.
Avantages sociaux, 13e mois, restaurant d'entreprise, attribution de logement assurée.

Ecr. au « Service du Personnel », S.E.V.-MARCHAL, Route de Vendôme, 41000 BLOIS.

---

directeur du personnel et des relations sociales

130 000 F +

Industrie de l'habillement - Ouest de la France.
Une Société Française employant 1 800 personnes (5 usines) crée le poste de Directeur du Personnel. Rattaché au Directeur Général, ce collaborateur participe à la définition de la politique du personnel et contrôle son application : recrutement, formation, rémunération, relations publiques internes et communication ; il assure avec l'aide d'un petit service la gestion administrative, les relations sociales ; il est le conseiller des Directeurs de Département et du Directeur de Production.
Ce poste convient à un homme âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de Direction du Personnel dans une entreprise industrielle.

Envoyer CV, photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 705215/M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

sperar

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « *Monde Publicité* » ou d'une agence.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL

recherche dans le cadre de son expansion

SECRÉTAIRES EXPÉRIMENTÉES

(3 à 5 ans) excellnetes sténodactylos, rompues aux travaux administratifs et au classement. Décidées à prendre une place importante au sein de la Direction.

INGÉNIEURS EN GESTION ET ORGANISATION

Diplômés Grandes Ecoles (X, CENTRALE, MINES, ESSEC, ISA...) :
- désireux d'aborder l'organisation dans ses aspects les plus fondamentaux (stratégie, structures, contrôle de gestion, marketing...) ;
- ouvert aux études générales et techniques (circulation, pollution, hydrologie...) ;
- personnalité très dynamique, esprit de synthèse prononcé.

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

- formation supérieure universitaire ou grandes écoles ;
- pour prendre en charge l'étude et la réalisation d'applications complètes ;
- expérience des systèmes OS/VS, SIRIS 8 et du T.S. serait appréciée.

ADRESSER C.V. + PRETENTIONS + PHOTO, à OBJECTIFS CONSEIL - 169, rue de Bagnolet, 75020 PARIS.

Nous sommes la filiale française d'un Groupe multinational, l'un des tout premiers dans l'Industrie Pharmaceutique.

Nous souhaitons rencontrer des candidats pour les deux postes suivants que nous avons décidé de créer dans le cadre de notre expansion

chef du département achats

Le poste, rattaché au Directeur de la Logistique, comporte les responsabilités suivantes :
- Proposer une politique d'achats,
- Elaborer des méthodes nouvelles de gestion,
- Traiter les achats locaux de matières consommées et les échanges internationaux.

Son activité s'étendra progressivement aux achats de services.

Le titulaire devra avoir une bonne appréhension des mécanismes économiques du marché, une aptitude à la négocation et l'expérience d'une gestion dynamique des achats. Il aura environ 32 ans.

chef du département planification

Le poste est également rattaché au Directeur de la Logistique, et ses responsabilités s'exercent dans les domaines suivants :
- Planifier et ordonnancer la production,
- Proposer une politique de stocks,
- Elaborer des systèmes informatisés de gestion,
- Planifier les approvisionnements,
- Planifier les besoins à long terme.

Le titulaire qui aura environ 30 ans devra avoir l'expérience de la gestion de stocks, la pratique de systèmes informatiques, l'esprit de décision et le sens des priorités.

Ces deux postes dont la responsabilité s'étend sur nos trois unités de production demandent aux candidats une formation supérieure et la maîtrise de la langue anglaise. Ils sont situés à Clermont-Ferrand.

MSD MERCK SHARP & DOHME CHIBRET

Adressez votre dossier de candidature avec C.V., photo *et mention du salaire actuel à :*
MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET
Roland WEISMAN
3, Avenue Hoche 75008 PARIS.

CHEF COMPTABLE devant
- Avoir au minimum, cinq ans d'expérience.
- Savoir établir un bilan.
- S'adapter rapidement aux méthodes modernes de gestion.
- Nous suivre dans notre nouvelle implantation à Cany (76) près Fécamp.

Env. C.V., photo et prétent., à S.N.V., 12, rue de Sotteville, 76100 Rouen.

Cabinet d'expertise comptable recherche pour basse Normandie (Manche et Orne)
COLLABORATEURS
Expér. cabinet ou entreprise. Ayant établi bilans ou situations comptables. Possibilité stage et perfectionnement. Vie active. Travail direct en clientèle.
Rémunérat. selon compétences. Adress. C.V. avec référ. et prétentions. Discrétion assurée. Ec. Ag. Havas 1400 Caen nº 5680

ENTREPRISE IMPLANTEE *EN HAUTE-SAVOIE* recherche très bon

COMPTABLE 2e ÉCHELON

Adresser C.V. à nº 14.224, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, Paris (1er).

Importante usine Sud Bas-Rhin biens de consommation industriels (accessoires mécaniques pour l'industrie papetière) rech.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

adjoint du directeur commercial quatre ans expérience minimum.

MISSION :
Organisation et animation des ventes, contacts techniques et commerciaux avec industries papetières France et étranger. Déplacements fréquents.
Expérience technique papetière souhaitée mais non indispensable.
Poste d'avenir stable bien rémunéré.
Résidence 67.

Adresser C.V. à SELETEC, Conseil en recrutement, 67009 STRASBOURG CEDEX, *sous référence 679.*

CHAMBRE RÉGIONALE DE *COMMERCE DE L'INDUSTRIE* DE HAUTE NORMANDIE

recherche

RESPONSABLE FORMATION

CHARGE DE L'INFORMATION, CONSEIL, AIDE A COOPERATION, ANIMAT. OPERATION M.P.I.

JEUNE CADRE, ayant déjà expérience, préférable.

Ecr. av. C.V. au Secrét. génér. C. R. C. I., Haute-Normandie, B.P. 641, 76007 Rouen Cedex.

IMPORTANTE SOCIETE SECTEUR TERTIAIRE REGION OUEST - 4.000 PERSONNES

recherche

INGÉNIEUR

POUR SECONDER LE CHEF DU SERVICE

entretien et travaux neufs

L'HOMME :
De formation électromécanique, aura une expérience de l'entretien des bâtiments et des équipements techniques (chauffage, climatisation, ...).

LA MISSION :
Appelé à participer activement à l'élaboration des objectifs du service, il interviendra dans la gestion budgétaire (prévision, contrôle et analyse des dépenses) ainsi que dans la gestion du personnel (65 personnes).

Il sera chargé de l'application des directives en matière de lancement de travaux et contrôle de leur exécution.

Expérience d'ordonnancement et (ou) méthode souhaitable.

Envoyer C.V. et prétent. à M. AUPETIT, nº 9.927.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q. tr.

BANQUE PRIVÉE

de dimension humaine

recherche pour TOULON

RESPONSABLE COMMERCIAL

Dynamique, spécialisé dans la gestion et la prospection d'une

Clientèle de particuliers

- Bonne expérience des opérations bancaires et de l'approche de la clientèle indispensables ;
- Intégration dans équipe jeune ;
- Perspectives d'avenir pour candidat valable.

Adr. C.V., lettre man. et photo sous réf. *8.200 M* à : O.C.B.P., 66, r. de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS.

Important Laboratoire Pharmaceutique

RÉGION SUD-OUEST

recherche

UN PHARMACIEN

ayant 4 à 5 ans d'expérience dans l'industrie *pharmaceutique et plus* particulièrement dans un service de fabrication, et désirant s'orienter vers une carrière technico-commerciale.

Les candidats intéressés enverront leur C.V. dét., photo et prétentions, sous le numéro 14.241, à Contesse P., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

REPRODUCTION INTERDITE

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL une société française (C.A. 160.000.000 F - 1000 personnes) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'articles de conditionnement pour cosmétiques, parfumerie et produits d'entretien, recherche

UN DIRECTEUR DES VENTES

Sous l'autorité du Directeur général adjoint, chargé de la Direction de la division emballage cosmétique, le titulaire sera chargé d'organiser, diriger et animer la force de vente de la division, tant en France qu'à l'étranger, pour atteindre les objectifs de vente au coût minimum.

Le candidat retenu, de 35 ans minimum, sera de préférence un HEC, ESSEC, SUP de CO, ayant une très bonne connaissance de l'anglais (l'allemand serait apprécié) et une expérience commerciale de plusieurs années acquises à un poste comparable, de préférence dans le secteur des cosmétiques, du flaconnage ou des emballages

Ecrire avec curric.-vitae, photo et prétentions à MINET Publicité - référence 3080/MI 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra

---

ETAP 26, rue Pierre-Curie. 91200 ATHIS-MONS

IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE TAILLE INTERNATIONALE D'APPAREILS D'ÉCLAIRAGE

recherche dans le cadre du développement de son siège de Paris

MEMBRE DU SERVICE COMMERCIAL

RESPONSABLE DE VENTE DE HAUT NIVEAU pour la promotion d'un produit de qualité et de haute technicité auprès architectes, B.E., promoteurs, clientèle industrielle. Ce poste implique une part importante de contacts personnels et de négociations. Il peut convenir à un candidat ayant des aptitudes technico-commerciales prononcées, la possibilité de traiter à des niveaux élevés.

Situation de responsabilité et d'avenir pour candidats désireux de participer pleinement au travail d'une équipe jeune et dynamique.

Prière adresser un curr. vitae manuscrit et détaillé à l'adresse indiquée ci-dessus.

---

etap

LEE COOPER

AMIENS

recherche le

CHEF DE SES SERVICES COMMERCIAUX

DIRECTEMENT RATTACHÉ A LA DIRECTION GÉNÉRALE

- Il a la charge de l'ensemble de la logistique commerciale ;
- Il assure un rôle d'animation auprès d'un effectif de 70 personnes et de contact avec la clientèle et les autres services de l'entreprise.

CE POSTE OUVRANT DE LARGES PERSPECTIVES D'AVENIR EXIGE :

- Une formation supérieure ;
- Une expérience de 5 ans minimum ;
- *Le goût de l'action et des responsabilités ;*
- Un dynamisme commercial capable de gérer la forte expansion des ventes.

Ecrire sous référence CO 498 CM.

UN DES PLUS IMPORTANTS ORGANISMES *PROFESSIONNELS - PLAN NATIONAL - PARIS* RECHERCHE

JURISTE

CAPABLE ASSURER AUPRÈS DES ENTRE*PRISES UN ROLE DE CONSEIL EN RELATIONS* SOCIALES ET PLUS PARTICULIÈREMENT EN RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

- De formation juridique, mini. licence. si possible D.E.S. droit social ;
- Un début d'expérience professionnelle d'environ 2 ans, acquise dans grande firme ou organisme spécialisé serait *appréciée.*

POSTE INTÉRESSANT IMPLIQUANT QUALITÉS DE RIGUEUR ET DE CONTACT.

Ecrire sous référence HT 502 A.

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE *RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT* ARTS GRAPHIQUES PARIS

DIRECTEUR

Ce poste peut convenir à un ingénieur E.C.P., A.M., I.D.N. ou équivalent. 35 ans minimum, ayant une solide expérience industrielle à dominante commerciale acquise dans le domaine des biens d'équipements, capable

DE DIRIGER AVEC UNE LARGE AUTONOMIE un département dont le C.A. actuel est d'environ 25 millions de francs, en animant et coordonnant l'ensemble des activités techniques, commerciales et de gestion.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable

Ecrire sous référence DP 499 AM.

C.D.F. CHIMIE

RECHERCHE POUR LA RÉALISATION D'UN *TRÈS IMPORTANT COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE* AU QATAR

SPÉCIALISTE GÉNIE CIVIL

E.C.P., A.M., T.P., PONTS ou équivalent, ayant l'expérience de réalisations importantes si possible à l'étranger, capable d'assumer le pilotage et le contrôle des entreprises sous-traitantes

Connaissance de l'anglais indispensable.

Contrat prévu : 2 ans.
Rémunération très attrayante.

Ecrire sous référence GS 501 AM.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discrétion assurée

etap

---

cima principal négociant en matériaux de construction dans la Région Parisienne,

cherche

CADRE ADMINISTRATIF

Chargé, après une période d'intégration, de seconder le directeur administratif :

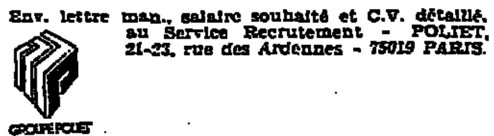
Il aura la responsabilité de :

- la comptabilité générale ;
- *la gestion de la trésorerie ;*
- l'établissement des rapports mensuels et trimestriels ;
- l'exploitation administrative et comptable de 21 agences et 3 filiales.

Le candidat doit avoir :

- de bonnes connaissances théoriques de la comptabilité et de la fiscalité (Grande Ecole Commerciale + DECS ou équival.) ;
- une expérience d'une dizaine d'années minimum dans la fonction ;
- une expérience de l'animation d'une équipe d'environ 15 personnes ;
- âge souhaité : environ 40 ans.

Env. lettre man., salaire souhaité et C.V. détaillé, au Service Recrutement - POLIET, 21-23, rue des *Ardennes - 75019 PARIS.*



GROUPE POLIET

CADRE JURIDIQUE

Une importante Société Pétrolière recherche pour son Service Contentieux JEUNE CADRE JURIDIQUE, DES minimum, possédant une expérience professionnelle d'au moins 2 ans dans un cabinet d'Avocat, d'Avoué ou d'Agréé.

Il sera chargé, en relation avec les services concernés, d'étudier les dossiers, de rechercher et de mettre au point des solutions avec les conseillers extérieurs de l'entreprise et de suivre le déroulement des affaires contentieux.

Envoyer C.V., photo, prétentions sous réf. 8215-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---

relations humaines

Dans l'industrie alimentaire, nous sommes une société de renom avec un CA de 250 millions de francs. 500 personnes contribuent à notre développement, dont les deux tiers se situent en province sur les lieux de production.

Le chef du personnel bénéficie chez nous d'un large champ *d'activité et de responsabilités du fait de la variété des catégories* de personnel, et de la dispersion géographique des unités de production et de vente. Ce poste se trouve libéré.

Nous cherchons un nouveau **chef du personnel** qui puisse s'intégrer harmonieusement dans notre équipe de direction, particulièrement *jeune et ouverte aux méthodes avancées. Nous attacherons peu* d'importance à ses diplômes, mais beaucoup à son expérience de la fonction (5 ans au moins) et encore plus à son sens des relations sociales.

Les consultants de **SIRCA** étudieront votre candidature dans les meilleurs délais. Ecrivez leur rapidement sous référence 77106



Sirca

33, rue Galilée 75116 Paris

Ingénieur Consultant



time sharing

CEGOS TYMSHARE
Filiale commune du Crédit Lyonnais, de Tymshare et de Cégos, leader dans son domaine, forte expansion européenne, vous propose un poste d'Ingénieur Consultant à Paris.

Vous participerez au développement des applications du time sharing chez les utilisateurs dans tous les secteurs économiques, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation

Vous aborderez ainsi les techniques les plus avancées de l'informatique et du management : stimulations financières, contrôle de gestion, investissements, études de marketing... Nous disposons d'un réseau mondial comprenant à ce jour plus de 30 gros systèmes interconnectés de types IBM 370/158, PDP 10 et XDS 940.

Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le commercial ou l'animation d'équipes technico-commerciales en France et à l'étranger.

Ce poste convient à un diplômé Grande Ecole, débutant ou non, ayant si possible une bonne expérience des langages de programmation.
Formation complémentaire de gestion appréciée.

- Le goût de l'action et des contacts humains est nécessaire.
- La formation au time sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud

Nous vous remercions d'adresser votre C.V sous référence M 7525, à **CEGOS TYMSHARE** (tél. 602-70-12).
106, Bureaux de la Colline de Saint-Cloud - 92213 SAINT-CLOUD.

SOCIETE implantée en BANLIEUE Sud-Est, filiale d'un groupe international recherche pour l'une de ses divisions

UN JEUNE CADRE commercial export

Le candidat retenu sera de formation commerciale supérieure. La connaissance de la langue anglaise sera parfaite et celle de l'allemand très bonne.

Il devra être disponible pour de fréquents déplacements.

Adresser C.V., photo et prétent. ss réf. 3066/MI MINET Publicité 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra

---

Recherchons

COLLABORATEUR TECHNICO-CCIAL

- 35 ans environ.
- Parlant anglais.
- Bonnes références industrielles pour négoce, produits métallurgiques.
- Déplacements possibles.

Adresser C.V., prétentions et photo à : Jean SOURDEAU, 15, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS, qui transmettra.

CABINET études de marchés industriels recherche ENQUET. (ICES) professionnels FRANCE ENTIERE.
Écr. ST-UPERY MARKETING. B. P. 2, 94230 CACHAN.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
BANLIEUE SUD-OUEST PARIS

recherche

1 RÉDACTEUR TECHNIQUE
Bilingue Français Anglais

Il sera chargé de la rédaction de documents techniques en anglais à partir de documents de base en français.

Ce poste pourrait convenir à un ingénieur diplômé, un technicien ou à un rédacteur confirmé de **LANGUE MATERNELLE ANGLAISE** (parfaitement bilingue) et connaissant les télécommunications.

Les entretiens auront lieu à Paris.

Adr. C.V. et prétentions à n° 13.298 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transm.

Important Groupe Bancaire

recherche pour

RÉGION PARISIENNE

INSPECTEUR COMMERCIAL

Le candidat âgé de 25 ans minimum devra :

- Posséder une sérieuse expérience bancaire notamment dans le domaine du financement des biens d'équipement professionnel.
- Avoir l'habitude et le goût de la prospection commerciale.
- Disposer de bonnes facultés d'adaptation, avoir du dynamisme et de la ténacité.

Poste d'évolution rapide pour candidat valable qui saura faire ses preuves.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions N° 13263 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er. qui transmettra.

La plus importante société privée de FORMATION PROFESSIONNELLE recherche pour faire face à son développement des

CONSEILS EN FORMATION

HOMMES ou FEMMES

Leur mission :

- développer et gérer une clientèle d'entreprise ;
- dialoguer avec leurs responsables ;
- évaluer leur investissement formation et proposer les solutions adaptées.

Statut CADRE.
Salaire annuel 60.000 F +

Les C.V., qui seront traités en toute discrétion doivent être adressés sous référence 6.629 à : P. LICHAU S.A. - 10, rue Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

L'ORÉAL

veut renforcer les équipes de création et d'animation de produits de ses divisions internationales pour soutenir son développement et, recherche quelques jeunes cadres hommes ou femmes d'une trentaine d'années ayant consolidé un début d'expérience professionnelle dans le secteur des produits de grande consommation, soit dans des sociétés internationales soit dans des affaires françaises particulièrement actives dans le développement de l'économie.

Ces jeunes ont le goût de l'innovation et de la communication, ils sont si possible déjà familiarisés avec l'environnement féminin dans des activités de mode ou de parfumerie par exemple.

Bien qu'une formation universitaire soit souhaitable, elle ne constituera ni un critère de discrimination, ni un obstacle de sélection. Les candidats seront davantage jugés sur leur appétence envers les fonctions de marketing et leurs aptitudes à s'y développer. Une grande attention sera également apportée à leur faculté d'engagement personnel, à leur capacité à prendre des initiatives et à les mener à bien.
Leur adaptabilité et leur expérience devront leur permettre après un stage de familiarisation avec la vie de l'entreprise de prendre rapidement des responsabilités opérationnelles dans les équipes marketing de nos Sociétés. La réussite dans leurs nouvelles fonctions ouvrira à ces jeunes des perspectives d'évolution de leurs responsabiltés en France ou à l'étranger.

Les candidatures sont à adresser à la Direction des Relations Humaines (annonce n° 31), L'OREAL, 10 Rue Royale, 75008 PARIS, qui s'engage à observer la discrétion la plus totale.

TOTAL
COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES

Pour son Département des Techniques Générales, Service « Contrats », **TOTAL EXPLORATION PRODUCTION** recherche un

INGENIEUR DE CONTRATS

Il aura la responsabilité de l'établissement des contrats.
Sa fonction comportera notamment les tâches suivantes :

- Rédiger des projets de contrats en français et en anglais
- Tenir à jour un planning des contrats en cours de validité et les actions s'y référant
- Surveiller les écarts entre les devis et les réalisations sur demandes de prestation des Filiales
- Analyser les contrats reçus par le Service
- Prendre les initiatives nécessaires pour susciter tous commentaires et remarques des services fonctionnels et opérationnels auxquels il aura diffusé le projet de contrat.

Les candidats auront une formation technique supérieure; des connaissances en matière de Droit et/ou d'Assurances constituent un avantage. Ils maîtrisent parfaitement la langue anglaise, lue, écrite et parlée. Ils ont déjà travaillé dans l'Industrie Pétrolière avec, *de préférence, une expérience* « chantier ». Les déplacements ponctuels à l'étranger ne les rebutent pas et ils envisagent même dans l'avenir une expatriation en famille.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre C.V. manuscrit et photo au Service Recrutement 5 rue Michel Ange 75781 Paris Cedex 16, sous référence 77016.

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

directeur commercial

120 000 F +

LES EDITIONS DUJARDIN

l'un des leaders du jeu de société en France (1000 bornes, Othello, puzzles...), recherche un collaborateur qui définisse avec l'équipe de Direction la politique Marketing à moyen et à long terme de la société en France, et qui en assure la réalisation.

Il sera responsable des opérations de promotion, de l'animation et de la coordination des activités commerciales : centralisation des informations venant du terrain, administration des ventes, contrôle et stimulation de la force de vente (15 représentants).

Ce poste convient à un HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, 32 ans minimum, connaissant bien la grande distribution (jouets, biens de grande consommation, prêt à porter...).

Résidence au choix PARIS ou BORDEAUX (Siège).

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 705220/M à Mlle Rousselot.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06



EXPANSION

***Pour s'intégrer dans la Force de Vente** de notre groupe commercial le plus actif,*

nous recherchons

JEUNES 23 ans minimum.
Eventail de formation : Bac à Sup. de Co., ESSEC etc. ou solide autodidactie.

nous offrons

- *des responsabilités en contact direct avec la clientèle,*
- *la maîtrise des techniques propres aux produits financiers, mobiliers et immobiliers,*
- *le choix des secteurs de perfectionnement par une évolution rapide,*
- *une titularisation vite atteinte et un traitement largement proportionnel aux résultats.*

nous exigeons

- *le sens de l'efficacité,*
- *du caractère et de la combativité,*
- *un tempérament de "gagneur"*
- *le goût de la vente.*

Envoyer lett. manuscrite à PUBLI-BANS réf. BE 623 13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra
(Merci de bien vouloir préciser la référence)

ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A.

Groupe BOSCH
recherche pour son
DÉPARTEMENT MÉTHODES

UNE ASSISTANTE TECHNIQUE
bilingue allemand français

Chargée d'assurer, sous la responsabilité du Chef de département méthodes fabrication, des traductions techniques, la correspondance et les relations avec les autres usines du groupe.

La candidate retenue devra :
— être parfaitement bilingue (langue maternelle allemande souhaitée) avec si possible des notions d'anglais ;
— avoir une bonne culture technique.

La pratique de la dactylographie et sténographie allemande serait appréciée.

Restaurant entreprise. Avantages sociaux.

Adresser C.V. manuscrit, prétent. et photo au Département Gestion du Personnel, 32, avenue Michelet, 93404 SAINT-OUEN.

Kléber Colombes

Dans le cadre du plan à moyen terme de sa
DIRECTION ETUDES ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION
recherche

2 Ingénieurs d'études
(CENTRALE, A. et M. ou équivalent)

- L'un sera chargé de développer les projets de gestion industrielle (Approvisionnements, fabrications, distribution) dans une division de la Branche Caoutchouc Industriel.

Cette première mission d'une durée de 2 à 3 ans nécessite de résider dans la région
NEVERS DECIZE Réf. 501 C

L'autre sera chargé d'étudier les problèmes posés par la gestion des quatre usines de la Branche Pneumatique, notamment en matière *de suivi de fabrication et de gestion des magasins* dont la solution peut nécessiter des saisies sur le site et des traitements locaux en liaison avec l'ordinateur central.

LIEU DE TRAVAIL : COLOMBES Réf. 502 L

Pour ces deux postes une expérience de 2 à 3 ans en gestion industrielle est nécessaire.

Envoyer CV, photo *et prétentions en précisant* la référence du poste désiré à :



Service Central Ingénieurs et Cadres
6, Avenue Kléber 75016 Paris

---

organisation et personnel

Le Directeur d'un établissement industriel situé dans la proche banlieue, au Sud-Est de Paris, recherche un collaborateur direct dont il fera tout autant son conseiller que son adjoint. Il lui confiera particulièrement tous les aspects liés à la gestion du personnel et à l'organisation du travail.

Ce poste conviendrait à un ingénieur conseil qui aurait traité en milieu industriel des problèmes similaires (organisation, animation et formation de personnel). Il aurait ainsi la possibilité d'accéder progressivement à des responsabilités plus opérationnelles et la perspective, à moyen terme, de voir sa carrière évoluer dans un groupe français de tout premier plan.

Les consultants de SIRCA étudieront confidentiellement votre candidature. Ecrivez leur sous référence 77105.



Sirca
33, rue Galilée 75116 Paris

CADRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Formation supérieure + D.E.C.S.

Importante société de Services publics (chiffre d'affaires 850 millions de francs) recherche pour lui confier la responsabilité comptable et administrative d'une de ses Directions Régionales un CADRE COMPTABLE CONFIRME (30 ans minimum)

Le candidat possédera une excellente formation de base complétée par un D.E.C.S. Il aura acquis une grande pratique de la comptabilité. En outre, il aura déjà eu la possibilité d'élargir son expérience à plusieurs domaines de l'administration des entreprises (Fiscalité, Droit, Assurances, etc.)

Ce poste ne constituant qu'une étape dans la carrière que nous proposons, il est nécessaire que le candidat soit suffisamment disponible pour recevoir, par la suite, d'autres affectations à l'intérieur de la France.

La rémunération sera fixée en fonction de la qualité de l'expérience acquise. Elle évoluera au sein d'une fourchette de 75.000 à 90.000 francs par an.

Adresser curric. vitae et prétentions sous n° 9.382 à

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris q.tr.

La division chimie d'un grand groupe industriel français développe une nouvelle génération d'applications commerciales conduisant à l'installation d'un réseau de 60 terminaux sur une cinquantaine de sites dans un environnement IBM 370-158 et IMS/DL 1.
Elle offre à un
JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE
ayant acquis une première expérience (2 à 4 ans) du télétraitement et de la mise en œuvre d'une base de données, de devenir

chef de projet

dans son département informatique (Paris).
Il anime une équipe de 4 à 5 analystes-programmeurs COBOL et assure la réalisation technique de la solution négociée avec les utilisateurs.
Ecrire à J. THILY ss réf. 3220 LM.
Carrières de l'Informatique

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

EUROP ASSISTANCE

recrute

STAGIAIRES ETUDIANTS(ES)

Il reste des postes disponibles :
- si vous n'avez pas déjà proposé votre candidature
- si vous êtes libre en Juillet et Août, éventuellement Septembre
- et si vous parlez couramment une langue européenne (de préférence Espagnol, Portugais, Italien, Grec, Norvégien)

écrivez rapidement avec C.V. et photo à EUROP ASSISTANCE Service du Personnel 23/25, rue Chaptal - 75009 PARIS.
NE PAS TELEPHONER.

IMPORTANT ORGANISME BANCAIRE - PARIS
recherche
pour son service Etudes d'organisation et d'Informatique :

ANALYSTES

Grande Ecole de préf., connaiss. de l'O.S./V.S. ; pratique de la programmation en P.L./1 ; connaissances des problèmes liés à Swift appréciées.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo et prétentions sous référence 3.639, à P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois - 75063 PARIS, Cédex 02, qui tr.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
grande banlieue Nord de Paris recherche :

pour participer à l'étude *et à la réalisation de* programmes de calcul de DYNAMIQUE des STRUCTURES

1 JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Ayant quelques années d'expérience dans un centre de calcul industriel.

Adr. C.V., photo et prétent., à no 13894 CONTESSE Publicité 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er

---

Le Directeur de la division licences internationales d'une société de produits de luxe (PARIS-8e), recherche

UNE JEUNE ASSISTANTE
BILINGUE FRANÇ.-ANGLAIS LICENCIEE EN DROIT

Elle devra l'assister :
1) *Dans ses tâches administratives* (rédaction et renouvellement des contrats, statistiques).
2) Dans ses contacts à Paris av. les clients et les visiteurs.

Ecr. avec C.V., photo et prét. sous n° 2 560 à P. LICHAU SA, 10, *rue Louvois,* 75063 PARIS cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE ETUDES ET REALISATIONS
recherche

CHARGES D'AFFAIRES

expérimentés, formation grandes écoles dans les domaines suivants:
– Bâtiments
– Equipements industriels

INGENIEURS

expérimentés, diplômés grandes écoles, pour seconder Chef de Service Technique bâtiment dans les domaines suivants :
– Electricité
– *Génie Civil*
– Thermique

Pour ces emplois,
- Anglais Indispensable
- Sérieuses références.

Lieu de travail : banlieue Sud de Paris
Déplacements fréquents : France/ Etranger

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous référence 14.170 à

S.N.P.M. 100, av. Charles de Gaulle 92522 NEUILLY S/SEINE

Baccalauréat + 2 ans
70.000 F/an

après les six premiers mois d'intégration, **90.000 F/an** *après un an et demi.*
Ce sont les rémunérations moyennes de nos

ingénieurs commerciaux

petits systèmes informatique.

Nous recherchons pour Paris (Réf. 674 M) et Lyon (Réf. 677 M) des DEBUTANTS, dégagés des obligations militaires, ayant de réelles qualités de contact, *d'autonomie d'action, d'énergie et* de curiosité d'esprit.

De sérieuses connaissances en gestion seraient appréciées.

Stage de formation commençant le 18 juillet. Vacances assurées au mois d'août.

Cette proposition intéresse également des professionnels expérimentés.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence choisie à notre Conseil

centor DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri-Monnier - 75009 PARIS.

Importante Société Internationale
Secteur Mécanique
un des Leaders dans la Branche
620 personnes
recherche, pour son siège parisien, son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL

Rattaché à la Direction Générale, il sera responsable :
— des questions juridiques et contentieuses;
— de la gestion des polices d'assurance et des brevets ;
— de la gestion du personnel de l'usine et du siège ;
— des services communs du siège (téléphone, télex, courrier).

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'Enseignement Supérieur (Ecoles Supérieures de Commerce ou Faculté de Droit) ayant une réelle expérience de la fonction et une personnalité affirmée

Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

La rémunération ne sera pas inférieure à 120 000 F.

Ecrire sous le n° 7.028 à « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

Importante Société en pleine expansion recherche pour ses services commerciaux

UN HOMME

25 ANS MINIMUM
ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL

— Il devra diriger une équipe de 5 à 6 personnes ;
— *Avoir le contact aisé avec la clientèle ;*
— Etre libre rapidement.

Salaire de départ 4.000 F × 13 + possibilité d'intéressement *suivant résultats.*

Ecrire sous référence 7.512 à : P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02, qui tr.

IMPORTANT GROUPE FRANCAIS
DISTRIBUTION ALIMENTAIRE
IMPLANTATION NATIONALE
(3000 personnes - 1200 véhicules - *110.000m2 d'entrepôts) crée le poste de :*

DIRECTEUR DE LA DISTRIBUTION PHYSIQUE

Rattaché directement au Directeur Général *il aura pour mission :*
- la conception générale des systèmes et outils de travail concernant les tâches de *distribution physique associée à tous les* stades de nos commerces : réception, stockage, préparation, conditionnement, transport, etc...
- le progrès des méthodes, de la compétitivité économique et de la qualité de la vie dans toutes les activités commerciales du groupe et. ceci, en dialogue étroit avec les commerciaux
- la responsabilité du bureau d'études des travaux neufs et travaux d'entretien
- la responsabilité d'une petite centrale d'achat technique (carburant, matériel divers, etc...).

Une formation supérieure, de préférence *ingénieur grandes écoles est souhaitable.* La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 200.000 F. (+ voiture de *fonction) pour un candidat pleinement* confirmé.

Adresser candidature à No 13658, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.tr.

IMPORTANTE SOCIETE DE
TÉLÉCOMMUNICATIONS, PARIS (13e)
RECHERCHE :

a) ADJOINT AU CHEF DU SERVICE ÉTUDES INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
GRANDE ECOLE (TELECOMM., E.S.E. ou EQUIVALENT)

*Solide formation en électronique - Bonne expé*rience en laboratoire d'études des équipements de commutation électronique téléphonique - Connaissance de commutation temporelle appréciée. Rigueur dans l'exécution de projets importants. Le candidat sera responsable d'un groupe d'INGENIEURS et de TECHNICIENS pour étude et développement de matériel électronique pour télécommunications.

b) INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
POSITION 2 - Formation grande école (TELECOMMUNICATION, E.S.E. ou équivalent) - Solide formation en électronique, analogique et numérique - Expérience en circuits analogique de plus de 5 ans - Connaissance logiciel MITRA appréciée. Les candidats participeront à l'étude et au développement de systèmes de tests automatiques pilotés par calculateur

c) INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
POSITION 2 - Formation E.S.E. ou I.N.S.A., E.N.S.I. ou équivalent - Bonne expérience de l'électronique analogique, basse fréquence et numérique - *Expérience dans le test automatique de sous* ensembles souhaitée. Connaissance en télécommunications appréciée.
Le candidat sera responsable d'un groupe de techniciens pour établissement et mise en œuvre de programmes de test

d) INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS
POSITION 2 - Formation grande école, pour travaux de conception d'équipements de transmission *numérique au sein d'une équipe jeune* - Expérience industrielle confirmée d'au moins 4 ans dans le domaine de la transmission de signaux téléphoniques, analogiques et numériques, et le multiplexage de voies téléphoniques. - Expérience souhaitée dans le domaine de traitement numérique du signal.

Ecrire avec C.V. et prét. (sous la réf. a b c d), à : A.O.I.P., B.P 301 - 75624 PARIS - CEDEX 13.

AFFILIATE of an AMERICAN COMPANY
seeks

INDUSTRIAL ENGINEER

based in PARIS CHAMPS-ELYSEES

FIELD OF ACTIVITY :
FRANCE : 2 production units — Warehousing Distribution.

EXPERIENCE:
Should have 2/3 years experience in Industrial Engineering (Production experience appreciated)

EDUCATION/TRAINING :
Arts et Métiers, Chemistry, etc .....

In collaboration with people responsible for each operation HE WILL BE REQUIRED to :
— Determine Labour standards ;
— question methods, techniques and equipments with the aim of reducing costs and improving operations;
— co-ordinate study and development of cost reduction programs in accordance with policy and technical practices of the Company;
— gather necessary data for investments;
— analyse variances and assist Responsibles in their endeavours to reducing variances related to their responsability centers;
— determine packing designs and methods;
— *impel the Value Analyzis Committee* involving Marketing, Production, Distribution Purchasing and Accounting.
— regroup data for elaboration of the budget at the Technical Dept level.

Send career details, salary requirements to :
LEVI-TOURNAY 31, Boulevard Bonne Nouvelle 75002 Paris ss n° 8244 who will forward

LTP

JEUNES HEC, ESSEC, SUP DE CO

Une importante Société pétrolière recherche de Jeunes HEC, ESSEC, Sup de Co intéressés par une carrière dans la distribution.

Après une période de formation dans une direction régionale, ils pourront évoluer vers des postes de responsabilités "sur le terrain" ou de gestion des ventes.

Une première expérience professionnelle serait appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 7510-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A.

— Equipements automobile.
— Appareils ménagers.
— Autoradio Blaupunkt.
— Caméras et projecteurs Bauer,

recherche :

ANALYSTE PROGRAMMEUR

Formation D.U.T. ou équivalent, pratique courante du Cobol ANS. Une expérience professionn. d'au moins 2 ans est requise. La preuve d'une connaissance des problèmes de gestion comptable devra être apportée. La pratique d'une base de données constitue un atout important

Restaurant entreprise - Avantages sociaux.

Adresser C.V. manuscrit, prétent. et photo, au Département Gestion du Personnel, 32, avenue Michelet - 93404 SAINT-OUEN

SOCIETE MULTINATIONALE

recherche
pour renforcer sa direction commerciale

DES INGENIEURS de haut niveau

(formation SUDRIA, école sup. d'électricité) attirés par les contacts humains et acceptant de nombreux déplacements à l'étranger.

Des possibilités d'évolution de carrière sont importantes.

Dans un premier temps, ils suivront une période de formation au sein de différents établissements du groupe puis ils prendront peu à peu la responsabilité totale d'un ou plusieurs secteurs. La connaissance de l'anglais est indispensable.

Pour postuler, envoyer lettre manuscrite, C.V., photo en indiquant rémunération actuelle à No 13.786 Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.
Discrétion totale assurée.

Notre expansion est soutenue par la qualité de notre gestion et de notre organisation.
L'équipe du Service central de gestion budgétaire a pour mission d'assister la Direction Générale dans ses prévisions et sa gestion.
Elle cherche, pour améliorer

Ses MÉTHODES et PROCÉDURES BUDGÉTAIRES

Diplômé enseignement supérieur

ayant une première expérience en comptabilité budgétaire.

Il sera chargé d'étudier les procédures de saisie, de traitement et de circulation des informations en relation avec nos établissements décentralisés.

Il sera le maître d'œuvre de l'informatisation de la G.B

Le candidat retenu, en plus de ses capacités réelles d'organisateur, sera un homme de contact.

Merci d'envoyer C.V. détaillé et prétentions sous référence CL/02 à :



SERVICE RECRUTEMENT
B.P. 316
92506 RUEIL-MALMAISON.

DIRECTEUR DE DIVISION

160.000 + Paris

Société leader sur son marché (produits de mode) recherche le "patron" de l'une de ses divisions; 200 personnes : marketing, vente et production.

Avec la responsabilité :
- *du compte d'exploitation et du profit,*
- *du développement (France et exportation),*
- *de la création des produits en fonction de l'évolution des marchés.*

Celui que nous recherchons a l'expérience du marketing, des produits destinés au grand public, sur des marchés très évolutifs, comme ceux de la mode, avec des compétences humaines et de gestion lui permettant de prendre en charge cette unité et de la faire évoluer rapidement vers une Direction Générale autonome.

Écrire avec curriculum vitae détaillé en joignant une enveloppe à votre nom à Alain Sarton, Plein Emploi - 10, rue du Mail, 75002 Paris, sous réf. 35032 (M).

Pour un important groupe de prestations industrielles (2000 personnes) proche banlieue Sud Paris, nous recherchons un

chef des services comptables

Rattaché au Directeur Général, il a la responsabilité de la préparation et du contrôle des C.E., tableaux de bord mensuels, bilans, consolidation et déclarations fiscales, des différentes filiales du groupe. Il dirige et anime 15 collaborateurs.

De formation D.E.C.S., Sup. de Co., gestion..., ce cadre a acquis une expérience comptable et fiscale d'au moins cinq ans dans un cabinet ou dans une entreprise importante ayant des filiales indépendantes financièrement.

Poste nécessitant curiosité d'esprit, goût des responsabilités et autonomie d'action.

Adresser lettre manuscrite, photo et rémun. actuelle sous réf. 676 M à notre Conseil :



DEPARTEMENT EMPLOI
13 bis, rue Henri-Monnier - 75009 Paris.

---

groupe pierre fabre

Le Directeur des achats recherche

responsable achats

de produits chimiques pharmaceutiques

qui devra :
- assurer les achats pour les différentes activités du Groupe (produits médicaux, vétérinaires, cosmétiques)
- négocier avec des fabricants extérieurs la sous traitance de certains produits manufacturés
- procéder à des études de marché pour de nouvelles matières premières

les candidats :
- auront une formation de chimiste ou des connaissances approfondies dans le domaine pharmaceutique
- seront jeunes mais non débutants (une expérience de plusieurs années dans un service achat est indispensable)
- la connaissance de l'anglais est souhaitée

le poste est à pourvoir à CASTRES (Tarn)
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions salariales à :

F. CHEVALLIER - Groupe Pierre FABRE
125, rue de la Faisanderie - 75016 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DU CYCLE DES COMBUSTIBLES NUCLÉAIRES
recherche pour son Siège Social BANLIEUE SUD

CADRE ADMINISTRATIF

Licence de Droit et une ou deux années d'expérience dans le Service du Personnel d'un établissement relevant des conventions collectives de la métallurgie.

Il sera chargé de seconder la responsable de l'Administration du Personnel du Siège Social (environ 450 personnes).

Salaire : 50 à 60.000 F par an selon expérience.

Envoyer C.V. manuscrit + photo, à nº 13.596, Contesse Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui tr.

---

biS

la plus importante Société de Travail Temporaire en Europe, (700 millions de F de CA en 1976), avec une diversification rapide dans d'autres domaines du tertiaire : Informatique, Formation, Assistance technique aux entreprises,...

recherche pour sa Direction Financière à Paris un

contrôleur de gestion

Formation souhaitée : Grande Ecole Commerciale avec quelques années de pratique du contrôle de gestion ou de l'audit.
Ecrire avec cv détaillé en précisant la rémunération actuelle à Monique PRISSARD sous référence 35042 (M) à

plein emploi
10, rue du Mail PARIS 2e



Groupe de Sociétés aux activités diversifiées, employant environ 15.000 personnes, recherche pour sa DIRECTION DU PERSONNEL, à Paris, un jeune

responsable du personnel
spécialiste du droit du travail

pour assister la Direction Générale dans l'ensemble des études et dossiers touchant aux relations du travail et sociales et assumer progressivement la coordination des services du personnel jusqu'ici décentralisés : administration, recrutement, paie, gestion des carrières.

Une première expérience dans un Service de Personnel sera appréciée.

Écrire avec CV détaillé et rémunération actuelle, en joignant une enveloppe à votre nom, à Monique PRISSARD

plein emploi
10, rue du Mail, 75002 Paris, sous réf. 35033 (M).

AUDITEURS INTERNES

Firme internationale

renforce son équipe d'Audit interne et offre des fonctions à responsabilités à des candidats :

- **soit auditeurs confirmés :** formation supérieure, ayant une expérience de quelques années acquise en Cabinet d'Audit ou en Entreprise.
- **soit débutants :** formation H.E.C. - E.S.S.E.C. - E.S.C.P. + D.E.C.S.

L'activité pourra s'exercer aussi bien en France que dans les filiales étrangères (Connaissance anglais + allemand ou espagnol indispensable).

DISCRETION TOTALE ASSUREE.

Adr. C.V. man. détaillé, photo et prét. nº 13.215, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE PARIS
recherche pour région parisienne

EXPERT-COMPTABLE Débutant
ou
Niveau EXPERTISE COMPTABLE

Pour contrôle de gestion de ses filiales

Langue étrangère souhaitée.

Env. C.V., photo et prét. nº 13.677 CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01
DISCRETION ASSUREE.

TEKTRONIX

DIVISION INFORMATIQUE GRAPHIQUE
recherche pour faire face à sa rapide croissance

INGENIEURS COMMERCIAUX

chargés de commercialiser les produits de la division, au sein d'une équipe jeune et dynamique.

Ces postes conviendraient à des ingénieurs ayant :
- une formation scientifique
- de bonnes connaissances en informatique (mini et gros systèmes)
- la pratique de l'anglais
- la volonté de réussir
- une expérience de la vente sur le terrain sera appréciée.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur C.V., photo et prétentions à TEKTRONIX Service du Personnel B.P. 13 91401 ORSAY.

RÉGIE-PROMOTION
recherche pour le quotidien

LA CROIX
l'événement

Un chef de publicité
de 1er plan - solide expérience

très introduit auprès des Agences et des Annonceurs en tous secteurs professionnels

Adresser personnellement candidature manuscrite avec CV, photo et prétentions à Henri GUERARD - Directeur général REGIE-PROMOTION - 57, av. Fr.-Roosevelt, 75008 PARIS.

MAISON D'EDITION
recherche

RÉDACTEUR

ayant une longue expérience dans l'édition ou le journalisme
Qualités requises : rapidité d'exécution, excellent style, sens critique et rigueur, facilité d'adaptation, initiative et dynamisme pour emploi à plein-temps.

Envoyer C.V. détaillé, sous le numéro 638.921, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ARTS GRAPHIQUES
Entreprise dynamique et en expansion
recherche

ADJOINT à DIRECTION GÉNÉRALE

Ingénieur A. et M., Supélec, 30 ans minimum. Situation d'avenir.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo WYSE, 100, bd de Latour-Maubourg, PARIS-7e

---

Pour faire face à son expansion en France et en Algérie, importante S.S.C.I., filiale d'un groupe industriel puissant, recrute

INGÉNIEURS
4 ans d'expérience I.B.M./O.S., COBOL, connaissances comptab. (réf. JF/3300)

INGÉNIEURS (réf. JP/4000)

ANALYSTES-PROGRAMM.
2 ans d'expérience. (réf. JP/3500)

Pour ces trois références : langages : Cobol, Assembleur, PL/1, connaissances appréciées : DL/1, CICS, PROTEE.

Envoyer réponse sous réf. corr

I.C.A. PETITES ANNONCES
3, RUE D'HAUTEVILLE, PARIS 10e

Pour faire face au développement de son service informatique, Établissement financier Champs-Elysées recherche :

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN DÉBUTANT

ayant une formation grandes écoles (E.S.E. E.C.P. Sup AERO) ou équivalent. En participant à la réalisation de projets au sein d'une équipe de professionnels,
il acquerra une expérience de tout premier plan : diversité des matériels et méthodes de travail et de leurs applications avec prise de responsabilité progressive des relations avec d'autres sociétés clientes du service informatique. Env. C.V., photo et lettre manuscrite à Chef du Personnel, B.P. 720-08 75361 PARIS CEDEX 08.

Organisme public de DOCUMENTATION recherche pour un travail MI-TEMPS

MÉDECIN PHARMACIEN CHIMISTE TOXICOLOGUE

Anglais indispensable.
Envoyer C.V. et prétentions à REGIE-PRESSE nº 638 884, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Laboratoire Analyses Médicales PARIS recherche pour

DIRECTION HOMME

possédant 3 C.E.S. MINIM.
Disponible rapidement.
Ecr., en joignant C.V. détaillé à nº 2.797 B - BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui tr

---

Ch. H.-F. ou couple (logé) pour rempl. mois d'août garde imm. distribut. courrier. S'adr. concierge, 116, r. Tocqueville, 17e (Mo Villiers), à partir de 17 h

---

Société location véhicules Nord-Est de Paris recherche RESPONSABLES AGENCES dynamiques, hommes de terrain connaissance des véhicul., excellentes notions commerciales administratives. Permis P.L. Lib. suite. Écr. à nº 2 897 BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES qui transmet.

LITWIN

offre à un technicien expérimenté en résistance des matériaux et/ou en pétrochimie l'occasion d'intégrer le Département Informatique en qualité d'

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

connaissant les langages FORTRAN et COBOL
Anglais vivement souhaité.

Ce poste — régi par un contrat d'une durée déterminée *d'environ 18 mois* — est assorti d'une rémunération intéressante.

Adr. C.V. sous référence 18 à Direction du Personnel, LITWIN, 10, rue Jean-Jaurès 92800 PUTEAUX

HOTESSE RECEPTIONNISTE SECRET. BILING. ANGL.-FR expérimentée, excellente présen. Tél. : 555-77-27 de 17 à 18 h les jours ouvrables.

Association intercommunale de vacances et de loisirs, recr. pour son service Technique un ASSISTANT expérimenté ay. des connaissances et une pratique des centres de vacances des achats, du matériel (camping, skis, mobilier, etc.), travaux et aménagements — déplacements fréquents en province — permis V.L. Ecrire avec C.V. à V.V.L. 7, av. Maximilien-Robespierre 94400 VITRY-SUR-SEINE.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

---

l'agenda du Monde

Antiquités

Part. cède à part beau Cartel Régence Julien le Roy authent. TEL. : (76) 29-87-68.

Achète
GALLE DAUM AFFICHES, TABLEAUX, MEUBLES 1900-1930
Tél. : 508-40-03 de 14 h. à 20 h.

Artisans

POUR VOS TRAVAUX maçonnerie, plomberie, carrelage, électricité, menuiserie, peinture, moquettes et tentures. Tél. : TRU. 00-75 et 293-53-23.

PLOMBERIE
sanitaire, travail soigné et rapide. T. : 606-97-73.

Cadeaux

LASSÉ DES GADGETS
VOUS VOULEZ FAIRE
UN CADEAU ORIGINAL
DES PIÈCES UNIQUES
ou réalisées en peu d'exempl.
BOIS - POTERIE - SOIERIE
CUIVRE - METAUX PRECIEUX
VOUS ATTENDENT
A L'ATELIER DES ARTISANS
56, rue de Verneuil, PARIS-7e.

Cours

SESSIONS INTENSIVES D'AMERICAIN NON-STOP (6 jours) juin et juillet à l'American Center 261, bd Raspail, Paris-14e. Inscriptions immédiates. TEL. : 633-67-28.

Comptabilité - E.P.E.C. Ecole privée : 272-06-78/13-20. 74, rue du Temple, 75003 PARIS. — C.A.P. - B.E.P. - B.P. — Aptitude probatoire D.E.C.S.

COURS AUD.-VISUEL DE LANGUES DEMONS. GRATUITES SESSIONS INTENSIVES D'ETE Venez, 46, bd St-Michel, Paris-6e. Tél. : 326-03-70 et 329-02-88. Tous les jours de 9 h. à 21 h.

CENTRE KLEBER
LEÇONS DE PIANO
TOUS NIVEAUX TOUS AGES. TEL. : 704-53-59.

Bijoux

BIJOUX ANCIENS, BAGUES ROMANTIQUES. Se choisissent chez GILLET, 19, rue d'Arcole, Paris-4e. Téléphone : 033-00-83.

Homes d'enfants

LA FOUX D'ALLOS ALPES DU SUD
colonie traditionnelle, proposée par association reconnue par ministère JEUNESSE et SPORT pr enfts 8 à 13 ans, encadrem. sér. Px except., 1 270 F, 4 semaines + transport, OCCAJ, 12, rue Rougemont, 75009 Paris. Tél. : 246-84-04 ou 296-15-02.

Jeunesse vacances

Vacances linguistiques en Angleterre, Irlande, Allemagne, Autriche, Italie, Espagne, U.S.A. CLUB A 033-81-72.

Rencontres

La solitude est un contresens. Nous vous proposons *de rencontrer celui ou celle* qui partagera vos goûts, vos distractions et votre vie.

Nous vous guiderons dans votre recherche de l'autre.

Nous vous apportons la compétence et le sérieux d'une équipe de spécialistes des sciences humaines.

Appelez MARIE GELY 280-09-13.

Rencontres
REALI-CLUB
325 - 92 - 55
9, rue Saint-Séverin, 5e.
Soirées dansantes.

Messieurs prenez le temps de rencontrer des personnes intéressantes à nos réunions amicales : dîners, soirées dans. Contact Accueil : 747-13-67.

Psychologie

ANALYSE EMOTIONNELLE sortir de ses difficultés en acceptant peu à peu ses émotions et fantasmes, 820-95-87 (18 à 20 h.).

Moquette

Vente moquette pose incluse. Tél. : 979-18-57 et 979-10-97.

30 A 70 %
sur stock, 10 000 m2, moquette toutes qualités. Tél. : 757-19-19.

Livres

Vds édit. originale DE GAULLE, MALRAUX dont une illustrée, DALI 5672007 DUC, 12, rue du Roc., 75007 PARIS.

Troisième Age

Résid.-Club 3e âge, gd standing, pr. Milly-la-F., part. vd joli 2 p. angle, 3e ét., tr. clair, balc.-terrasse, vue sur parc et envir. Ts frais d'hab. et serv. collectif en forfait mensuel, nourriture px coûtant. Vdu px const. 225 000 F Tél : 499-00-90, poste 218.

Vacances, Tourisme, Loisirs

COURS DE VACANCES au Château de Mimet, 15 km d'Aix-en-Provence - Grand Parc - Piscine Equitation de juillet à sept. (semaines au choix) Internat (mixte)

Toutes Classes de la 6e aux Terminales
5 heures de cours par jour.
Activités culturelles et sportives - 650 F la semaine.

ECOLE PRIVEE DE CHATEAU BAS, 13120 MIMET Tél (91 ou 42) 58-81-44.

A LOUER JUIN, JUILL., AOUT, SEPT. FERMETTE ET JOLIE MAIS. campagnarde restaurer, en PERIGORD, AUVERGNE, BRET. Prix intéressant à saisir rapid. Tél. : 828-40-00, poste 40-10.

A LOUER ILE DE RE JUIN maison bord de mer, salle de séjour, chambre + petite chambre, cuisine, 1 800 F. Téléph. : 010-25-03, le soir.

VOYAGE PARIS-NEPAL en bus retour en avion. M. PHILIPPE. Tél. : 387-78-51. Prix : 2 800 F.

Club hôtel Courchevel 1850 loue studio 4 lits sept. 350 F par semaine. Téléphone : 542-53-40.

CORSE studio mer à louer. ALBERTINI B.P. 310 NICE.

BAIE DE ST-TROPEZ CLUB DE VACANCES
PR TOUS RENSEIGNEMENTS GOLFE BLEU B.P. 126 BEAUVALLON-S/MER 83120 SAINTE-MAXIME. TELEPH. : (94) 96-05-90.

HAUT-VAR
prox. Grand Canyon VERDON part. loue JUIN, SEPT., OCT., petite maison meublée tout cft sur 5 000 m2 colline, alt. 750 m. Ecrire M. COLIN GERVAIS 321, rue JEAN-AICARD, 83600 FREJUS.

FLAINE HTE-SAVOIE
ASSOCIATION PROPOSE
SÉJOURS FAMILIAUX
dans hôtel grand confort, places disponibles en juillet et en août.
400 F PAR SEM. en DEMI-PENSION
REDUCTION POUR ENFANT GRDE PALETTE D'ACTIVITES OCCAJ, 12, rue Rougemont, 9e Tél. : 246-84-04 ou 296-15-02

CANNES-MARINA loue juin stud. 4 p. gd cft., pisc. vue sur mer, juin 1 800 F. Mlle Buret 272-38-05/233-71-72 p. 375.

l'agenda du Monde

Le mercredi et le vendredi nos lecteurs trouveront sous ce titre des offres et des demandes diverses de particuliers (objets et meubles d'occasion, livres, instruments de musique, bateaux, etc.) ainsi que des propositions d'entreprises de services (artisans, dépannages, interprètes, locations, etc.). Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 296-15-01.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE MULTINATION. recherche pour son SERVICE JURIDIQUE

Secrétaire technique

possédant :
— Capacité en droit ou niveau équivalent ;
— Expérience professionnelle de quelques années dans un service juridique ;
— Bonnes connaissances de l'anglais (possibilité de perfectionnement dans la société) ;
— Pratique de la dactylo.

Poste intéressant par les réelles possibilités qu'il comporte.

Lieu de travail : PETIT-CLAMART.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et salaire souhaité sous référence 12.288 M, HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, Paris (8e).

O.N.E.R.A. recherche pour son Centre de CHATILLON-SOUS-BAGNEUX 92320, 29, av. de la Div.-Leclerc

UN INGÉNIEUR SYSTÈME
EN INFORMATIQUE
1 ou 2 ans expér. exigés sur SIRIS 8, de préf. sur IRIS 80
Adr. candidatures avec C.V. et photo.

CABINET études de marchés industriels TRES PERFORMANT recherche

CHARGÉ (ÉE) D'ÉTUDES
ayant 2 ans expérience minim.
POUR ENQUÊTES TECHNICO-ECONOMIQUES
et
CONDUITE DE SONDAGE
en
MILIEU INDUSTRIEL

Env. C.V. et rémunérat. act. à SAINT-UPERY MARKETING B.P. 2 94230 CACHAN.

Importante Société PARIS recherche pour poste fixe (éventuellement mi-temps)

DACTYLO

de bonnes connaissances en anglais (et si possib. en espagnol), une bonne présentation et un goût pour les contacts humains compléteront une expérience professionnelle confirmée.
La candidate retenue bénéficiera des avantages sociaux (13e mois - 40 h par semaine, restaurant d'entreprise).
Lieu de travail : Paris - Montparnasse.
Le poste étant à pourvoir rapidement, les personnes intéressées sont invitées à écrire (C.V. + photo + mention du dernier salaire), en précisant sur l'enveloppe la référ. 857/102, L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS

capitaux ou proposit. comm.

P.-D.G.
Entreprise Région Lyonnaise commercialisant des biens de consommation durables (C.A. 20 millions de francs, 50 personnes) souhaitant diversifier son activité,
recherche
Société Française ou étrangère désirant s'implanter solidement sur le marché Rhône-Alpes en bénéficiant de l'existence d'une structure opérationnelle.
(3.500 m2 couverts : ateliers ap.-vente, magasinage, réseau commercial, organisation administrative.
Toute proposition de collaboration sera étudiée dans un esprit très ouvert.
Discrétion totale.
Ecrire n° T. 074.207 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Nouvelle industrie gde enverg. économie de chauffage 80 %). A. Martyniak, Eteauville, Lutz-en-Dunois, 28200 Châteaudun.

H. Affaires av. burx Strasbourg hab. transactions ht niv., ch. représentat., délégu. ou assoc. France ou R.F.A. (88) 32-40-14.

...ue création cab. conseil en informat. et communicat international, ch. assoc. et cap. Ecr. ...78 Muratet, 15, r. Taitbout-9e.

traductions

Demande

Effect. trad. interp. ang., arabe, turc, com., tech. 886-40-45 m., s.

cours et leçons

Anglais par Angl. pr examen affair. vacanc. 233-37-81, mat.

enseignem.

COURS DE VACANCES (juillet, août, septembre), dans les collèges universitaires d'Oxford, de Cambridge et d'Edimbourg. Cours de langue, cours marginaux sur la civilisation, la littérature et le théâtre britannique suivis de discussion par groupes. Excursions. Logement : avec deux repas par jour pris au collège. Ces cours s'adressent aux universitaires, enseignants ou étudiants de tous âges : 17-... ans. Pour tous renseignements s'adresser à : INTERNATIONAL SUMMER SCHOLL, 32, Trumpington St. Cambridge, ANGLETERRE.

information divers

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM (Centre d'information sur l'emploi, association sans but lucratif) vous propose GUIDE COMPLET (230 pages).
Extraits du sommaire :
- Les 3 types de C.V. : rédaction, exemples, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans d'actions détaillées.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, lois et accords.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

demandes d'emploi

GESTIONNAIRE ORGANISATEUR 45 ans
INGÉNIEUR Grenoble
Etudes d'ensemble, ordonnancement chantiers et fabrication mécano-soudure par informatique, contrôle gestion et organisation administrative,
recherche
SECRETARIAT GENERAL ou CONTROLE DE GESTION ou DIRECTION ADMINISTRATIVE
Port d'attache Paris
Ecrire sous n° T 074.294 M à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e), qui transmettra.

JEUNE FEMME FRANÇAISE
JURISTE
TRES HAUT NIVEAU
- Licence + 2 années Doctorat Droit Privé.
- 10 années d'expérience dans firmes françaises et anglo-saxonnes du Droit des Affaires (C.E.E., anglo-saxon, Moyen-Orient), particulièrement négociations et rédaction des Contrats.
- Parfaite maîtrise de l'Anglais (deuxième langue maternelle). Excellente connaissance de l'Arabe Juridique.

Ecrire sous le numéro T 074.298 M, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

44 ans E.N.P. + I.A.E.G.
DIRECTEUR D'USINE
Ordre, méthode, ténacité, bonnes relations humaines, cherche situation :
Organisation - Gestion - Personnel - Formation Direction usine. Préférence dans Région Centre.
Ecr. sous numéro T. 074353 M - REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS.

150.000 F 180.000 F **CADRE SUPÉRIEUR**
H. 33 ans - Licence lettres modernes - D.E.S. Langue anglaise.
10 ANS EXPER. INDUSTRIES ALIMENTAIRES (dont restauration)
avec Direction générale de filiales puis Direction Marketing Groupe International
recherche
DIRECTION GENERALE P.M.E. (ou filiales)
ou
DIRECTION MARKETING (réellement opérationnelle)
Ecrire à E. JOULIA, 20, av. Opéra, 75001 PARIS.

ADJOINTE DIRECTION
Bil. ESPAGNOL, not. anglais, excellentes réf., capable seconder efficacement directeur. Rech. poste à responsabilités. Ecr. n° 14 243 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra Paris-1er, q. tr.

EXPERT COMPTABLE
Doct. scienc. écon., lic. droit, 20 a. exp. fiduciaire et sociétés, angl./all. ch. situation en rapp. Ecrire n° 990 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGÉNIEUR
diplômé mécanique-électricité ayant expér. bâtiment T.C.E., conn. gestion, sachant négocier à haut niveau, étudie toutes propositions de créations et d'exploitation dans la région Provence - Côte d'Azur. Ecr. EMONET, 230, av. Fabron 06200 NICE.

METTEUR EN SCENE
russe
connaissant parfaitement le
THÉATRE SOVIÉTIQUE
CLASSIQUE et MODERNE
conseillerait compagnie désirant monter un spectacle d'INSPIRATION SLAVE
Tél. : 774-82-07.

LANGUE MATERNELLE ARABE ANCIEN JOURNALISTE O.R.T.F.
assurerait sans intermédiaire secrétariat et traductions à domicile pour sociétés travaillant avec pays arabes. Ecrire n° 13 784 CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Ingénieur civil libanais 29 ans, célibataire, 7 ans d'expérience diverse surtout chantiers bâtiment. Trilingue français, anglais, arabe, ch. travail à l'étranger. Ecr. n° 1.022, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune femme allemande quadrilingue (allemand, français, anglais, espagnol), bonne présentation, docteur ès lettres (1973), licence psychologie (1977), expérience enseignem. supérieur et journalisme, étudie toutes propositions. CZYBULKA, 20, rue Emile-Desvaux, PARIS (19e).

Juriste spécial. drt intern. écon., long. expér. acq. à un tr. ht niv., conn. partic. probl. tiers monde, à la fois privatiste et publiciste, offre sa coll. pr nég. ou rédact. contrats intern., notam. contrats imp.-export, contr. travx publ., contr. indust., statuts joints venture. Faire off. au journ. q. tr. Ecr. n° 1.021, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H., 28 ans, maîtrise de gestion, espagn. courant, anglais, expér. bancaire, rech. poste assistant à direct. fin. région parisienne. Ecr. n° 1.018, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H. 29 a., maîtr. et D.E.A. sc. éduc., maîtr. math., maîtr. sc. éco., lic. philo, dipl. ethno et bibliothécaire, 7 a. expér. rech. et enseign. sup. et second., ch. empl. PARIS ou AUXERRE de édition documentation bibliothèque rech. éducation enseignem. Ecr. n° 1.010, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

POUR LES U.S.A.
Je suis DIRECTEUR CCIAL dipl. ESC. Je connais le marché nord américain où j'ai déjà étudié, implanté, dirigé une aff. franc. (biens consom.). Je cherche une situation similaire au sein de la filiale américaine ou du projet filiale d'une maison française. Ec. n° T 074.295 M Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

Spécialiste agronomie tropicale et élevage ovin cherche situat. correspondant à ces techniques. Référence sur demande. Accept. expatriation. Langues parlées : espagnol, anglais. Ecr. n° 638908 REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002, q. tr.

Jne fille 25 ans licenciée droit privé, juriste chambre agriculture, cherche emploi Rhône, Alpes, Massif Central. Technico-commercial s'abstenir. Ecr. n° 3.532 HAVAS EPINAL.

Dessinateur projeteur bâtiment s. réf., 24 BE, entrepr., lib. août, rech. pl. st., év. techn. ccial. Ecr. n° 1 026 « le Monde » Pub 5, r. des Italiens - 75427 Paris-9e

H., 27 ans, maîtrise lett. mod., angl. cour., libre sept., étudie tts prop. empl. ou formation sect. cult., comm., rel. publ. France ou étrang. (vécu 2 ans au M.-Orient). Ec. : Fontanille Bilhac-19120 Beaulieu s. Dordog.

Responsable Achat d'Espace
Homme, 30 ans, libre 31/5 (connaissant bien négociations suivis de budget, facturation) cherche situation stable avec responsabilités dans agence ou chez annonceur. Ecr. n° 6488 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

SECRETAIRE GENERAL
45 ans, C.E.P.I. - I.C.G., anglais, espagnol. Gestionnaire efficace aux plans administratif, juridique, financier. Sens développé coordination, diplomatie, synthèse, souhaite apporter sa collaboration dynamique et concrète à entreprise industrielle, commerciale ou de services. Paris ou province. Disponibilité rapide. Indiquer premier rendez-vous au n° 908 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e, qui transmettra.

BAC G1
BTS Secrétaire Direction
Jeune fille, 23 ans, 2 ans expérience professionnelle recherche poste stable. Possibilité promotion. Disponible 1er sept. 1977 Ecr. HAVAS CNTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS sous réf. 35092

SECRETAIRE DIRECTION
Cadre, 31 ans, parfaitement bilingue allemand. Bonnes connaissances anglais, bonne présentation, initiative ; sens aigu des responsabilités. cherche situation de préférence Province ou étranger. Toutes propositions seront étudiées. Ecrire sous n° 66059 HAVAS-CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 Paris

J.F., trilingue (franç. allem. angl.) langue matern. allem. + 10 ans, séj. U.S.A. (lic. angl.) bonne connais. espagnol (4 ans Argentine) expér. profess. en travail intéress. (préf. traduct.) temps partiel à partir sept. 77 Ecr ROUSSET, 1 pair, rue Camille-Blanc, 94800 Villejuif

J.F., 26 a., tril. franç., anglais, hébreu, maîtrise et D.E.A. d'histoire, expér. traduction presse, secrétariat, haut niv. ch. emploi avec responsabilités. Disponibilité immédiate. Ecr. GRYMBERG, 12, rue E.-Laval, 92170 Vanves

EXPERT COMPTABLE
33 ans, diplômé ESC Commissaire aux Comptes cherche poste
DIRECTION COMPTABLE ou FINANCIERE
De prét. au Nord de la Loire
Expérience pratique. Contrôle révisions des comptes. Etude de financement-budgets. Trésorerie, Contrôle de gestion. Droit fiscal. Droit des Sociétés. Traitement informatique. Ec. n° T 074222 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e

J. Fme, 25 a., compatible bac G.2, 5 a. d'expér. ch. emploi stable au 25-7, quartier Saint-Lazare ou banl. N.-O. Ecr. n° T 74277 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

J. fille 17 ans ch. travail au pair du 1er juin au 30 août. Tél. : 492-75-15.

automobiles

vente

5 à 7 C.V.

FIAT 128 ANNEE 73 PRIX ARGUS + Accessoires très bon état. Occasion assurée Tél. : 979-28-65.

8 à 11 C.V.

Part. vd 504 L oct. 75, 25.600 km bon état. 383-24-02, ap. 20 h.

12 à 16 C.V.

MERCEDES 280 SEL, 1970 état exceptionnel. Tél. : 548-97-69.

...30 automatique, 77, gris foncé métall., cuir climatiseur. Tél. : 524-03-70.

BMW 2500 - 72 couleur bordeaux. Pn., amortis. freins et peinture neufs. Téléphone : 921-24-30.

+ de 16 C.V.

Part. vend ROLLS ROYCE CORNICHE coupé, mars 1975, 13.000 km, vert foncé métal., état neuf. TEL. : (32) 57-11-65 (H. B.) (32) 57-11-58 (H. rep.)

A vendre état exceptionnel, Formula 400, radio stéréo, air condit., pn. neufs. Px. 25.000 F Tél. : 626-61-81.

Part. vend ROLLS ROYCE SILVER CLOUD 3 - 1963. Entièrement révisée usine, peinture neuve, gris métal. et noire, intérieur cuir noir. Prix : 95.000 F.

MERCEDES 300 SL cabriolet 1963, état neuf, grise, intérieur cuir rouge. Prix : 90.000 F. Tél. 357-66-28.

divers

Paris 5e LANCIA AUTOBIANCHI GARANTIE 2 ans sur Contrat 11 rue Mirbel - 336.38.35

104, 304, 504, 604 export 76 et 77 peu roulé. Auto Paris-XV : 533-69-95, 63, r. Desnouettes, Paris-15e.

PAX MAZDA vous livre sous 24 heures SANS COMPTANT et garantie 2 ans. 133, rue Rome-17e. 924-76-83.

BMW 316 - 320 - 525 - 528 76 et 77 - Garantie. AUTO PARIS XV - 533-69-95 63, rue Desnouettes - Paris 15e.

Princess - Allegro - Mini - Innocenti
nombreux modèles disponibles.
Leyland
à partir de 15.600 F clés en main
Leasing, sans appart, sur 3 ou 4 ans avec loyer mensuel ou prêt personnel 30 mois
GARAGES • FOCH 35 rue Paul Valéry 16 - 727 31 02 • OPTIMA 11 bis Bd Raspail 7 - 548 40 51

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite

L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gratuitement l'eff. que vous recherchez parmi celles de 1000 professionnels F.N.A.I.M. agréés PARIS et 120 KM AUTOUR
Consultation sur place ou tél. Par correspondance : questionnaire sur envoi de votre carte de visite.
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. 757-62-02.

QUARTIER BUTT.-CHAUMONT 81, rue de la Mare
Dans petit parc clos 4 maisons. 2 ou 3 pces ppales Jardins privatifs et balcons De 197.000 F à 399.000 F
Jeudi 26 mai de 11 h. à 17 h.

SQUARE VINTIMILLE Exceptionnel, sr square, 3 p. C. WC. Cab. toil. Douches. MARTIN docteur en droit. — 742-99-09.

9e, Part. vd bel appt 5 p. ples Imm. P. de T. 3e ét., asc. 2 ch. service. Tél. : 526-79-50.

AV. VICTOR-HUGO. 9-10 PCES 500 m2. Park. Décorat. raffinée, 1re catégorie, profess. lib. Division possible. — ETO 19-55.

MARCHE DES NOTAIRES R. de Boulainvilliers. 4 p. 88 m2 Crédit possible par C.C.F. Tél. : 266-92-11, M. Bisson.

MARCHE DES NOTAIRES RUE DE DOUAI, 4 P. 80 m2 Crédit possible par C.F.F. Tél. : 651-67-00, M. Richard.

MARCHE DES NOTAIRES RUE PIERRE-CHARRON Standing. 5 p. 160 m2. Dépend. Crédit possible par C.F.F. Tél. : 555-07-64, M. Rossman.

MARCHE DES NOTAIRES COURS ALBERT-Ier. Gd stand. Appt et dépendances : 136 m2. Crédit possible par C.F.F. Tél. : 329-21-07, Mlle Lecœur.

AVENUE HENRI-MARTIN Beau 5-6 p. 210 m2 env. + gd jardin. Chbre de service. Park. Prof. lib. — 766-02-74.

PLACE VICTOIRE (Près) dans vieil imm. restauré (POUTRES - Interph. - V.O.) 2 luxueux 4 PIECES (en loggia). Tt cft. Jamais habités. 531-85-56

G.-MANDEL, SOLEIL 7.000 F LE M2
6 p. 2 bns. 3 chbres serv. Gd standing. Rare. — 266-27-55.

12e, DAUMESNIL DUPLEX, 2 P. de CARACTERE dans petit imm. rénové sr place Vendredi, samedi, 4, rue de la Bêche-aux-Loups. - 343-66-29

N.-D.-LORETTE calme absolu, 4/5 Pces, conft MARTIN, Dr Droit. - 742-99-09

TERNES. Grand standing superbe réception + 4 chbres professions libérales. MARTIN, Dr Droit. - 742-99-09

16e, SUD, IMM. RECENT 120 m2. Etage élevé SOLEIL. - 622-41-92

AUTEUIL, 100 m2 dble liv. + 2 chbres, cuis. 2 bains, 2 w.-c., imm. récent, 5e ét. Plein soleil, balcons, 1 box 567-22-88

255, av. DAUMESNIL, près bois, petit studio, cuisine, 2e, asc. V.O. Chauff. centr. 55.000 F Jeudi 16 à 19 h.

PALAIS-ROYAL, 2 studios Conf. 92.000 F et 215.000 F (45 m2) - 296-25-86

MADELEINE, R. d'Anjou, bel imm. 6 p. 2 bains, 220 m2 + 2 chbres de serv. Parfait état. Park. COURTOIS Syndic, 17, bd Malesherbes, Paris. ANJ. 49-85

DAUMESNIL. Imm. 1974 Gd standg, studio 35 m2 + balc. 9e ét. park. loué jusqu'au 15/12. 215.000 F. FONCIAL. 266-32-35

GAMBETTA Imm. récent. Stand. Gd 2 P. tt cft, 8e et dernier étage avec TERRASSE. Tél. 275.000 F avec 35.000 F compt. + crédit. Propriétaire : 345-86-41

REPUBLIQUE, MARAIS Bel imm. classé, ravalé, 2 pces cft, pl. soleil sur cour privée spacieuse, charme, poutres app. Tél. 628-55-69

PLACE DAUMESNIL, 12e Part. prof. libérale, vd direct. à part. beau 2 pces, gd stand. pl. soleil, s. de bns, crédit poss. Px. à débattre. 764-54-35 (H.B.)

Pour investisseurs « Rénové locatif à haut rendement » Dans beaux immeubles à PARIS tt cft, vide-ordures, ascenseur, interphone, jardin. Studio, 2 Pces, duplex faible charge de copropriété. Possibilité d'investir avec plan ou compte d'épargne logement. Prix direct propriétaire RENS. GROUPE VRIDAUD 15, rue de la Paix, 75002 Paris Tél. 261-52-25. 9 h./19 h. même samedi. Vis. poss. le week-end sur rendez-vous.

PHILIPPE-AUGUSTE Dans imm. ancien rénové Gd 2 Pièces (50 m2) tt conft 160.000 F avec 20.000 F cpt + crédit. Pptaire. 345-86-41

SAINT-FARGEAU Imm. récent. Stand. gd 3 Pces tt cft + balc. + park. Vue imprenable, 7e ét. Très ensoleillé. 280.000 F avec 35.000 F cpt + Créd. Pptaire. 345-55-10 P. 25

Rue OCTAVE-FEUILLET, très luxueux, 165 m2, triple récept., 3 ch., 2 bns, parf. état. 250-19-53

PHILIPPE-AUGUSTE IDEAL PLACEMENT Dans bel immeuble restauré STUDIO tt cft. 90.000 F. Gros crédit possible avec 10.000 F compt. Location assurée. Gros rapport. Propriétaire : 345-55-10

SEJOUR, 26 m2 + 2 chambres 3 Pces, tt conft, chauff. central. 3 P. tt cft, ch. cent. GAMBETTA Immeuble ravalé. Px 233.000 F. ET. LAGUEE. - 307-57-15

TROCADÉRO
48, rue de Longchamp (16e) Immeuble luxueux NEUF sur jardin intérieur STUDIOS, 2, 3 ET 5 PIECES avec terrasses Habitables immédiatement. Prix fermes et définitifs. Sur place, de 14 h. à 18 h. 30, SECOGI, téléph. 720-17-54, le matin.

RIVOLI ROI DE SICILE 2 PCES, 55 M2
Confort. Calme. 215.000 F. 766-04-17, poste 260.

MÉTRO REUILLY-DIDEROT
2 p. C. Bns. Balc. 5e étage. Px 160.000 F. Tél. : 225-39-40.

VICTOR-HUGO
6e et 7e ét. splendide duplex. Liv. + chbre 55 m2 + 70 m2 Terrasse. Box. — 567-22-88.

TROCADÉRO
Hôtel particulier 500 m2 habitables. Parfait état. 567-22-88.

50, RUE NICOLO
Séj., 2 chbres, cuis. équipée. 2 sanitaires. Balc. Soleil. Gar. Vis. mercredi, jeudi, 14-18 h.

CENTRE POMPIDOU
67-69, rue Quincampoix
RENOVATION DE PRESTIGE
Poutres appar., vide-ordur., asc. STUDIOS - 2 P. - DUPLEX A partir de 130.000 F Tous les jours 13 à 19 h (sauf dimanche). Tél. matin 770-73-77.

VIIIe PL DE L'EUROPE
Dans imm. pierre de taille AFFAIRE EXCEPTIONNELLE 4e étage, asc. - Soleil - Balcon GD 7 P. Très bon plan 240 m2 environ 2 bains, 1 s. d'eau, 2 wc, tt cft JOLIMENT RENOVE Poss. PROFESSION LIBERALE
PRIX 1.200.000 F
Mercr., jeudi, vend., 14 à 18 h : 2 rue de LENINGRAD Tél. 292-29-92.

MARAIS RUE DE TURENNE 3 P. A rénover. A. SAISIR - 325-75-42.

POMPE 2e étage, bel imm. ancien, calme, clair, s/jard. 6 p. tt cft en 220 m2. Pr r.-vs : 522-45-52.

BOULOGNE AUTEUIL 4 PIECES 100 M2 Luxueux imm. récent. Cause départ. 590.000 F. URGENT. PROMOTIC - 325-11-68

17e S/VERDURE IMM. DE STAND. Grands studios tt confort. T. 627-78-84. S/pl. 13 à 19 h : 34, RUE EMILE-LEVEL

ETOILE Studio tout confort. asc., imm. 2 A. Sur place mercredi : 5, avenue MAC-MAHON - 380-73-10.

COURCELLES Profession libér. poss. BEL APPT. BOURGEOIS 210 m2 Prix : 1.050.000 F. 727-84-76.

PASSY Caractère Magnifique 2 P. Refait neuf. Pptaire 326-19-10.

17e Part. vd studio tt confort ensoleillement except. Calme, tél., terrasse, cave. Px. 150.000 F. T. (90) 98-32-80.

9e 2 P., cft., CHARME, soleil calme, vue, 6e étage. 165.000 F. Tél. 526-58-98. H. rep.

Place Clichy tout confort 4 PIECES Prix 350.000 F. 579-75-88.

12e Magnifique terrasse, 3 P. cuis., bns., 2 asc. Prix 350.000 F. 344-07-13.

18e MOULIN DE LA GALETTE 4 P de CARACT. EN DUPLEX 125 m2 tt cft., serv., VUE DEGAGEE PLEIN SOLEIL Tél. 076-43-23 le matin.

Paris Rive gauche

XVe - Ds imm. récent. 3e ét., asc., 2-3 p. tout confort. Téléph. Cave. Parkg. 315.000 F. 329-58-85

PROX. ODEON - ODE. 42-70 220 m2 ET. ELEVE. ASC. CARACTERE

MONTPARNASSE - Imm. 1930, séj. + ch., cft, 46 m2, calme, 240.000 F. Mercr., jeudi, 16 h à 19 h : 10, rue Armand-Moisant.

CITE UNIVERSITAIRE - Part. vd b. 3 p. 80 m2 + 12 m2 balc. Imm. 71, standg, tt cft. Téléph. 5.000 F/m2 + box s/sol. Visite RV, 589-66-85, surtout apr. 17 h.

14e CITE D'ARTISTES Maison 140 m2, voie privée. CALME - SOLEIL Prix : 800.000 F - Tél. 542-09-19

ST-SEVERIN, charme exception. 1) Luxueux pied-à-terre 50 m2. 2) Duplex 75 m2, grd standing. Soleil - Tél. : 260-26-29

MONTPARNASSE - DUROC Séjour + chbre, cuis. équipée, bains. Etat neuf. - 293-62-16.

CONVENTION - Très beau DUPLEX STYLE ATELIER Livg + ch. 78 m2, tout confort. Jardin privatif - 293-62-16

LE MARQUIS
19-21, rue Cambronne, Paris-15e
2 P. (49 M2) : 331.000 F. 4 P. (101 M2 + logg.) : 651.000.
Appt modèle sr place : 783-64-32 ts les jrs de 14 h. à 19 h. 30 ou sur R.V. : tél. : 766-25-32.

Métro PORT-ROYAL Studio et duplex LUXUEUSE RENOVATION en cours finition Tél. : 343-97-15 — 343-98-54.

13e, près Parc MONTSOURIS Part. à Part. 3 p. imm. réc., P. de T., tt cft, dernier étage, double exposition. Vue dégagée. Soleil. Calme - Tél. : 588-03-50.

Près DENFERT-ROCHEREAU Imm. 1960. Dble livg, 2 chbres. Parking - 360.000 F. I.M.O. 23 - Tél. : 833-38-39

14e SUPERBE DUPLEX 6e et 7e ét. + serv. au 8e ét. 568.000 F. EXCLUSIVITE - 589-52-73

SUR PARC MONTSOURIS Pptaire vend dans petite maison, 2 pces rez-jdin, impeccable. Me voir ce jour, 14 h à 17 h : 18, rue E.-Deutsch-de-la-Meurthe.

MAINE-MONTPARNASSE. Part. vd ds imm. ancien. Appt transformé sur 3 nivx, 3 ch., sél., salon, bns, cuis. équip., buanderie. 460.000 F - 543-31-05, après 20 h.

ST-MICHEL (s/bd). Très beau 3 p., tt cft, ref. nf, 90 m2, imm. stdg, chff. imm., 3e étage, asc. Téléphone : 033-78-52

MONTPARNASSE - ED.-QUINET 100 m2, dble séj. + 2 p., parkg. SUR JARDINS - ODE. 95-10.

SEDILLOT - 80 m2 Sél. + 2 chbres, luxueuse cuis., bains. Impeccable - 567-22-88.

LUXEMBOURG - Ravissant Appt, sél. + 1 ch. Beaucoup de charme : 268.000 Francs. PROMOTIC - 325-11-68

AVENUE DE SEGUR (7e) 3 p. Moderne, 70 m2, 7e étage. Balcon. Soleil. Calme. MICHEL et REYL - 265-90-05

METRO CAMBRONNE Dans luxueuse résidence neuve, Studios et 2 P. avec parking et tél. S/pl. après-midi, 46, rue Cambronne ou tél. : 567-68-73.

VIe Belle demeure du XVIIIe siècle, 250 M2, sur rue et cour, étage noble. Parking - Tél. : 742-02-44.

5e - Imm. 1930, asc. Pet. Stud., dche, wc, bloc cuis., ch. imm., 72.000 F - Téléph. : 325-28-77.

39, rue de BOURGOGNE 75 M2 conft, clair, chauffage central. 480.000 F. Me voir les 26 et 27, 14 à 17 h.

5 P. 15e - Mo CONVENTION Calme, imm. pierre de t. 115 m2 standing, asc. service + ch. de serv. 15 m2. IMCO - 828-47-34

6e RUE SEGUIER - Sur cour 18e siècle, duplex plein sud, 115 m2, tt confort, parfait état. 325-82-66, matin seulement. AGENCE S'ABSTENIR

VIIe 100 M2, grand séjour, 2 chbres tout confort, 3e étage, soleil. 566-02-85

5e STUDIO ORIGINAL r.-de-ch. 45 m2 + cave amén. 30 m2, jardin privé. 310.000 F. Tél. 707-26-56

13e 3 pièces, terrasse, parking, Imm. tt cft, calme. Tél. 583-78-05

R. MONGE (près). Propriét. vd STUDIO + cuis. + bains. Prix 82.000 F. - ALM. 13-72.

VAL-DE-GRACE - Luxueux STUDIO cuis. éq., bains, w.-c., état neuf, 32 m2. Belle affaire. 160.000 F. - 766-12-00.

PANTHEON 2 p., entrée, cuis., s. de bains, w.-c., rue calme, ensoleillé. Sur place jeudi, vendredi, 15 à 19 h : 11, rue LAROMIGUIERE

6e SAINT-GERMAIN
RUE HAUTEFEUILLE HOTEL XVIe SIECLE ENTIEREMENT RESTAURE APPARTEMENTS
DE 2 A 5 PIECES
DE 85 M2 A 170 M2 POSSIBILITE PARKINGS Documentation et visites : SOREDIM 227-91-45 755-98-57

SAINT-MICHEL - 2 Pces, tél., cuis., wc, s. de bns - 885-24-37.

Vaugirard - Montparnasse. Luxe. 100 m2, dble sél., 3 ch., ascens. Jdins, box, loggia. ODE. 42-70.

13e près 5e, bel imm. 1974. Vue dégagée, soleil, living double, 3 ch., 110 m2, balc., log. 15 m2, 2 bains. Excellent ét., park. Vis. mercredi et jeudi, 14 h 30/18 h. 131, RUE JEANNE-D'ARC

BEL HOTEL PART.
Caractère. Récept. + 8 p., jard. Refait neuf. Pptaire DAN. 19-10.

CHAMPS-MARS
AV. LA BOURDONNAIS bel imm. Studio. Entrée. W.-C. Cuis. possible. S. bains. Avec ou sans travaux. ETO. 75-88.

R. DE VERNEUIL
Très bel imm. Rez-de-chaussée 65 M2. TT CFT. Etat neuf. URGENT 280.000 F. 770-73-77 LE MATIN.

CARDINAL-LEMOINE
Dans très bel imm. rénové avec raffinement, pptaire vend STUDIOS, 2 PCES, DUPLEX tout confort, poutres. 265-44-94.

LUXEMBOURG
PTAIRES VDENT DIRECT. PLUSIEURS STUDIOS ET 2 P. cuis. Bns. W.-C. MERCREDI, JEUDI 14 à 17 h. 7, RUE ROYER-COLLARD.

CAMBRONNE
dans bel imm. pierre de taille, 2 APPARTEMENTS Liv. plus 2 chbres, bains, cuis., chff.cent. Soleil 3e et 5e étage. MERCREDI, JEUDI 14 à 17 h. 35, RUE DU LAOS.

BEAU 3 PIECES très calme Voir jeudi de 14 h à 19 h:
29, BD DE GRENELLE

5e PR. FACULTÉ JUSSIEU
Bel imm. caractère rénové APPT EN DUPLEX 78 M2 tt confort. MERCREDI, JEUDI 14-17 h. 7, R. des CHANTIERS.

97, av. LA BOURDONNAIS
Part. vd. 3 pces, cuis., s. bains, parfait état, calme, soleil, arbres 5e, ascenseur. Tél. 555-23-89.

43, RUE BRANCION
2 GRANDES PCES, 45 M2
tout confort, 3e étage. Me voir le 26 mai, de 13 h à 16 h.

15e PROCHE 7e
Dans lux. imm. neuf 4 p. 110 m2 + balc. Park. Tél. sur place après-midi, 46, r. Cambronne, ou tél. : 567-68-73.

QUARTIER LATIN DUPLEX DE 3 ET 4 P.
Confort. Tél. au : 633-85-30.

De sa fenêtre voir **NOTRE-DAME** dans appt refait à neuf. 140.000 F de travaux. Dans très bel immeuble P. de T. 74 m2. Gd living. 2 chbres. Cuisine. Salle de bains. 400.000 F. Vis. le 26 mai 12-16 h.
15, RUE LAGRANGE

MONTPARNASSE
Dans imm. neuf, grand standing magnifiques 2 pièces 55 m2 + cave + parking + téléphone 434.000 F Prix justifié
Sur place, ts les jrs, 14 à 19 h 30
4 A 6, RUE FERMAT
Téléphone : 325-29-84 ou Téléphone : 766-13-14

Région parisienne

VILLE-D'AVRAY. Appt gd stdg 160 m2. A 2 pas du parc de St-Cloud. Séj. av. cheminée, 48 m2 + loggia. Sans vis-à-vis. Vue exceptionnelle. Cuis équipée, 3 chbres, 2 bns, 3 w-c. Box 2 voitures. Cave. Près gare, cces, écoles. Prix : 850.000 F. J.M.B. — 970-79-79.

VERSAILLES. Prox. parc. Très bel appart ds imm. standing. 330 m2. 8 pces ples. Tt cft + chbres de service. Cheminées. Boiseries de style. Garage. 1.150.000 F. — 950-56-21.

BOULOGNE (Marcel-Sembat). Récent. Liv. + 1 chbre. Tt cft. Calme. Verdure. MARTIN, docteur en droit. — 742-99-09.

Part. à part. Vd à ST-MAUR, ds imm. anc. 4e ét. STUDIO. Cuis. aménagée. Cft. Charges mens. : 70 F. Tél. : 885-45-64.

SAINT-CLOUD - Petite copropriété, grd standg, impeccable, 6 p., 2 bains, cuis. + office, box, jardin privatif. 945.000 F. 539-67-52

RUEIL, bord de Seine, R.E.R. Séj. + 2 ch., grand luxe 1973. Part. 300.000 F - Tél. : 977-28-88.

SAINT-MAURICE Sur le bois 2 pièces, cuis., wc, téléphone. 155.000 F - 277-75-68

ST-MANDE - Exceptionnel, 6 p. tt cft, 185 m2. Liv. 60 m2 + 4 ch. + chbre serv. + parkg + jardinet : 980.000 F - 344-03-43.

ARGENTEUIL Imm. de 6 ét. année 1971, Part. vd Appt 3 p., part. ét., compr. séjour + coin repas, cuis., cellier, 2 ch., s. de bains, loggia, wc + cave et parking en s/sol + téléphone, 155.000 F + Fonc. 26.000 F : 250 F mensuel sur 15 ans. T. 971-65-82 et 471-67-88 (de 13 heures à 19 heures).

MARCHE DES NOTAIRES SAINT-MANDE, 4 P. 75 m2 Crédit possible par C.F.F. Tél. : 566-84-27, Mme Mordelet.

MARCHE DES NOTAIRES CORBEIL (91), 2 pces 28 m2. Crédit possible par C.F.F. Téléph. : 496-00-62, M. Clere.

NEUILLY-SAINT-JAMES Imm. récent, séjour, chambre, parking - 705-24-10

NEUILLY QUARTIER ST-JAMES Magnifique 5 P., 2 s. de bains, 150 m2 + serv., dans imm. 1930, gd stand. 960.000. Cause départ. PROMOTIC - 325-15-89

NEUILLY Pl. WINSTON-CHURCHILL Luxueux 6/7 p. moderne, 200 m2. R.-de-ch. jardin 130 m2. Garage. MICHEL & REYL - 265-90-05

PARLY 2 TYPE 2 2/3 PIECES ETAT EXCEPTIONNEL, calme. Terrasse vitrée. 2 parkings. Prix 274.000 F - Tél. 460-14-53.

SAINT-MANDE Suite sur BOIS Rez-de-jardin, gd stand., séjour, chbre, 108 m2. 850.000 F. Merc.-Jeudi, de 14 à 18 h - 033-57-57 : 30, chaussée de l'Etang

VITRY Immeuble récent Clair, calme 4 P. tt confort, 179.000 F. 575-23-75

Province

FACE A FACE
VOUS, sur la terrasse de votre studio luxueusement aménagé face au plus beau panorama du monde. Prix 167.000 F, avec 34.000 F. Téléph. CHAMONIX, n° 15 (50) 53-05-60, M. Georges.

ST-JEAN-DE-MONTS (85)
dans Résidence du Palais, vds APPT 2 pièces, tt cft, garage, à 150 m de la mer. Pour tous renseign., s'adresser à l'Agence GAETAN, Esplanade de la Mer, SAINT-JEAN-DE-MONTS

MONTPELLIER 10 km MER proche faculté Part. vend STUDIO MEUBLE, kitchenette équipée, cft, parking. 65.000 F. - Tél. 979-63-01.

VOIR LA SUITE DE NOTRE IMMOBILIER PAGE SUIVANTE

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et ÷ (la ligne colonne)		
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU	9,00	10,29
PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

L'immobilier

REPRODUCTION INTERDITE



au lieu de courir pour trouver votre appartement... consultez **Information Logement**

525.25.25

Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.

Centre Étoile
49, avenue Kléber, 75116 Paris
525.25.25

Centre Nation
45, Cours de Vincennes,
75020 Paris 371.11.74

Centre Maine
210, avenue du Maine,
75014 Paris 539.22.17

Publiscope

locations non meublées Offre

Paris

Pour ménage retraité Location Appartement tr. confort. 3 pces indépendant. dans Château Anjou 850 F par mois, garage compris. Ecrire : LE PELLETIER, 13, r. E.-Huard - 37100 TOURS

MONTMARTRE
Ds imm. réc., 7e ét., vue impr., grd stud. tt cft, px mens. 1.350 F charges compr. - Tél. : 233-73-48

BUTTES-CHAUMONT
Dans imm. neuf, cft électrique, studios, cuis. équipée, s. de bns, 700 F + charges - 261-01-36.

Mo POMPE - Studio 35 m2 tt confort. Téléphone. 1.200 F + charges - 261-01-36

18e - 2 pces, cuis., wc, toil., ch. 43 m2, 900 F + ch. 526-30-70

APPT 3 P. 75 m2 tout confort, calme, ensoleillé, vue sur parc. 2.000 F par mois + charges. Ecrire avec références, à M. PREVOST, 19, r. d'Aumale, PARIS 9e - Agence s'abstenir.

Province

A louer 2 pet. mais. à quelques kilom. d'ABBEVILLE, sur la route Paris-Le Tréport et les plages pour commerce 3-6-9 ans à pers. très solv. Ecr. : Gaston Mauduit, Rozay 80100 Cambron.

locations meublées Offre

Paris

PRES TOUR EIFFEL
MACSON
43, rue Saint-Charles, 75015 Paris loue à la SEMAINE, QUINZAINE ou MOIS, Studios et Appartements - Téléph. : 577-54-04

Province

Loue de préfér. à l'année **MOULIN** isolé pr. Brou E.-et-L. 130 km Paris, 9 P. tt cft., tél., parc 8.000 m², pisc. privée, berge 350 m, pr visiter Tél. (37) 22-62-05.

locations non meublées Demande

Région parisienne

CADRES cherch. à louer Appts ou Pavill. F-3 - F-4, région Argenteuil - Tél. heures bureau à M. RABAGLIA : 820-61-90.

Pour Société européenne cherche villas, pavillons, pour CADRES. Durée : 2 à 6 ans - 283-57-02

fonds de commerce

Obligation quitter Paris désire céder entreprise de service nécessitant capitaux restreints, activité féminine, connaissance langues étrangères recommand. Téléph. Mme FORT, 563-11-50.

A vendre Midi de la France CLINIQUE CHIRURGICALE 65 LITS, très moderne, centre ville. Ecrire sous no 638.928 M, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS (2e), qui tr.

GDE VILLE DU PAYS BASQUE
FONDS SPÉCIALISÉ
C.A. 1 200 000 F. Bon rapport 400 000 F comptant + crédit. Ecr. no 638948 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Pour acheter : faites confiance à notre Organisation spécialisée LES GUIDES D'OR, 102, av. des Champs-Elysées, 75008 Paris, Tél. 359-01-31

FONDS DE COMMERCE
10.035 — Villeneuve-St-Georges, cours des halles, face marché, C.A. en progress. constante.
10.036 — Meudon-la-Forêt, cours des halles, centre commercial boutique moderne.
9.107 — Paris-2e, boucherie, charcut. vol. Plats cuisinés, aff. imp. px intéress.
9.108 — Paris-12e, librairie, papeterie, journx, travail forcé, cause santé.
10.033 — Paris-5e, bijouterie, décoration, cadeaux, tenue 8 ans urg. cause départ.
9.899 — Paris-6e, horlogerie spécialisée, création, gde possibilité marque connue, fichier 6.000 clients.
10.032 — Paris - 11e, bijouterie, horlogerie, art. Paris, boutique et atelier bas prix.
10.034 — Paris-12e, salon coiffure dames peut mixte.
9.109 — Coiffure H. et D. + esthétique, gd luxe, situation except. Paris-15e.
9.106 — Salon coiffure mixte, 10 places agenc. moderne, Paris-14e.
9.105 — Quartier populeux, salon coiffure dames très bonne clientèle cause retraite, Paris-14e.
9.173 — Paris-11e, bail tt commerce, actuel. Boucherie chevaline.
10.039 — Boucherie, charcuterie, vol. Paris-13e, emplac. except. cause santé.
9.016 — Angle rues façade 17 m Paris-11e, tenue 16 ans, charcuterie, traiteur, C.A. imp.
9.174 — Atelier menuiserie, 220 mètres carrés, outillage, matériel, gros C.A.
9.172 — Local commercial, gd stand, ttes possibilités, act. menuiserie. Paris-15e.
9.175 — 800 m. des plages, près Arcachon, 2 villas neuves au mil. des pins. 1.050 m² chaque

Documents, photos, détail et prix sur simple demande écrite.

COTE D'AZUR. Urgent, cédons restaurant Bar Night, agencement moderne important, sacrifié : 1.100.000 F, avec 500.000 comptant. Crédit 5 ans. Tél. : (93) 85-13-79 ou écr. Ag. HAVAS 06011 NICE, cedex réf. 0410.

COEUR DE PARIS
RESTAURANT
de renommée internationale à céder pour raison de santé. Participation en partenaire. Possib. dans l'immédiat, discrétion assurée. Ecrire : Morvan, 122, bd Haussmann, 75008 Paris, qui transmettra.

POUR VENDRE VOTRE COMMERCE ou BOUTIQUE dans de bonnes conditions : L'IIP 522-22-00 - 834-20-48

8e BIJOUTERIE à vendre Agencement neuf 359-51-72

bureaux bureaux

CENTRE D'AFFAIRES DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
A LOUER 2.000 m2 DE BUREAUX
250 F. H. T. m2 annuel
Divisibles - possibilité aménagement intérieur sur mesures
Livraison 1er trimestre 1978
SIMCO : 260-35-15, poste 48-27

VOS BUREAUX A 16' DE ST-LAZARE
A DES CONDITIONS TRÈS COMPÉTITIVES DE 163 A 9.700 M2 EN LOCATION
BOURDAIS BUREAUMATIQUE
227 11 89

224-08-80
Domiciliat. Courrier. Secrétar. Permanence. Téléph. Télex.

GEORGE-V
Pptaire loue 1 ou plusieurs bureaux. Ref. neuf - 723-55-18.

DOMICILIATION. TEL. SECR. TELEX. Frais 100 F/mois. APEPAL - 228-56-50.

QUARTIER SAINT-LAZARE
A louer directement avec propriétaire, 850 m² utiles de bureaux. - Immeuble très bien situé - Excellent état. Ascenseur, chauffage central. Installation téléphonique complète : 12 lignes. Disponible rapidement. Ecr. à 13.553 CONTESSE P., 20, avenue Opéra, Paris-1er.

PRES GARE PUTEAUX sans droit au bail Location de Bureaux de 60 à 180 M2. 775-61-77.

Dans immeuble de qualité arrêt proche périphérique 529 m² bureaux neufs entièrement équipés divisibles en 2 lots : 140 m² et 389 m² Vente ou location. **ETRESA** 776-07-30. 776-41-41.

A 20 BURX. Ts quartiers Locat. sans pas-de-porte. AG. MAILLOT. 293-45-55.

...part. BEAUBOURG, 450 m2 BUREAUX, div. loyer 250 le m2 ...valables charges, libre suite. Tél. 336-05-48 le matin.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Propriétaire loue 1 ou plusieurs bureaux. Refait neuf 563-17-27.

Boutiques

AUTEUIL, bail boutique d'angle à céder 30 m2 plus sous-sol refait à neuf. Tél. : 288-02-12.

Cause santé, cède gd magasin, vaste ss-sol. Sit. premier ordre. Raspail Sèvres Babyl. 548-07-58.

Dans bel immeuble d'angle murs de boutique loués 180 000 F l'an, excellent quartier. 758-12-40 POSTE 348.

Belle boutique à céder, 160 m2 **OPERA** - BOURSE - 7 lig. tél., ch. centr. - 073-33-80.

MÉTRO DUPLEIX
BELLE BOUTIQUE 70 M2 EN TOUTE PROPRIETE JEAN FEUILLADE. 566-00-75.

locaux indust.

Vends LOCAL INDUST. 750 m2 comprenant bureaux, magas. 220/380 V. terrain 7.000 m². Accès facile, 6 km BAYONNE. Ecrire G 9516, HAVAS 33 BORDEAUX

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES 18, r. la Michodière, Me Opéra. Seuls frais 300 F - 742-78-93.

Pour acheter un appartement ou une maison à la mer ou à la montagne, lisez la revue L'IMMOBILIER MER MONTAGNE. Vous trouverez dans les 72 pages : 800 constructions neuves répertoriées par région. 12 reportages sur des résidences situées à Monte-Carlo, Grasse, La Ciotat, S-Jean-de-Luz, Deauville, Trouville, Blonville, Courseulles, Pont-L'Evêque, Megève, un dossier « la Haute-Savoie en été, une enquête ». Le point sur Deauville-Trouville. Envoi gratuit de ce numéro sur demande à **SOPEM** 13, rue des Minimes, 75003 PARIS.

locaux commerciaux

VALLAURIS, cinéma désaffecté. 280 m2, centre. ttes possibilités transformations. Face château-musée Picasso. CHAVANE, 8, quai Lassagne, Lyon (1er). TÉL. (16) (78) 28-49-04.

VALLAURIS, centre, local commercial, bureaux, ttes possibilités transformat. CHAVANE, 8, quai Lassagne, Lyon (1er). Tél. (16) (78) 28-49-04.

(19e) A LOUER directement par propriétaire app. commercial ou professionnel, 75 m2, possib. de bureaux, calme, clair, ensoleillé. Deux lignes téléphoniques. Loyer mensuel 2 300 F. Pour tous renseignements téléphone : 626-18-42.

PRES GARE PUTEAUX sans droit au bail Location de locaux de 60 à 180 M2. 775-61-77.

SURESNES limite Puteaux près gare PUTEAUX Très beau local 3.000 M2 sur rue + réserve. Parkings. En UN ou plusieurs lots. VENTE OU LOCATION. 775-61-77.

maisons de campagne

L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gratuitement l'aff. que vous recherchez parmi celles de 1000 professionnels agréés **F.N.A.I.M.** PARIS et 120 KM AUTOUR
Consultation sur place ou tél. Par correspondance : questionnaire sur envoi de votre carte de visite.

LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, av. de Villiers, 75017 PARIS. 757-62-02.

St-REMY-PROV. Mas à rest., 3 p., dép. 7.000 m², Px 250.000 F. DEFFAUD - 13520 Les Baux.

DANS BOURG
Maison indép. G.O. part. état. 2 gdes pces HABITAB. de STE. chemin. rustique, 2 chambres à aménager, eau et électr., jdin.
PRIX : 110.000 F.
Possib. crédit 80 %.
PROGECO, 88, av. du Général-de-Gaulle - 03100 Montluçon. Téléph. : (15-70) 28-30-30

appartem. achat

PART. rech. BON 17e, 2 Pces avec ou sans confort. Rue étage intérieur intermédiaire accepté. 723-37-01 heures bureau ou Mme BOURGEOT, 16, rue Ganneron - PARIS-18e.

DISPOSE PAIEMENT COMPT. CHEZ NOTAIRE, ach., urgent, STUDIO, Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e - 873-23-55.

Ach. directement COMPTANT. URGENT, 1 à 3 pièces, Paris, avec ou sans travaux. Préfér. près Faculté - Téléph. : 873-20-67

Jean FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet (15e), 566-00-75, rech., PARIS 15e et 7e, pr bons clients, Appts toutes surfaces et immeuble. PAIEMENT COMPT.

appartements occupés

MARAIS
A vendre, occupé, dans immeuble restauré, LOGEMENTS
2 ET 3 PCES, 30 A 50 M2
JOUBERT et ANDRE 766-04-17 (Poste 265)

échanges

Propr. échangerait studio 40 m², calme, tt cft, r.-de-ch. rue de Tournon contre appt en étage même quart. ou limit. nécessitant travaux. Ecr. à 6.497, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

pavillons

35 KM ORLÉANS
maison de caract. à restaurer 1,5 km bourg, 4 pièces, grenier aménageable et dépendances. Terrain 1 000 m2 clos. S.A. IND VENDOMOIS 41100 VENDOME. TEL. (54) 77-35-91.

SAINT-DENIS
Beau Pavillon pierre, sél. 40 m2 avec terrasse, 3 ch., lingerie, 2 bains, sous-sol tot., gar. 2 voit. Terrain 868 m2. Prix 475.000 F. Etude CUSTINE - 666-58-92

BOUFFEMONT. Pav. nouv. vill. bord. anc. village, 5' gare, 25' train gare du Nord. R.-de-ch. : entrée, living, coin repas, cuis., cellier ; 1er étg. : 3 ch., s. bs, penderie, jard. priv., vue camp., tt cft., état imp., vte par prop. 220.000 F Créd. F. Sur rendez-vous, tél. - 991-46-41, apr. 18 h.

L'HAY-LES-ROSES (94) Cause départ, part. vd pav. réc. 7 p. ples, 180 m2 hab. + s/sol + gr. Dépend. sr 300 m2. A saisir. 690.000 F — Tél : 350-90-59.

manoirs

MANOIR NORMAND
sur colline, 120 km. de Paris, 30 km. d'Evreux, 300 m² et maison annexe de 75 m², 2 hectares de bois bordés par la Risle. Prix exceptionnel : 1 million. Tél entre 10 et 12 h. : 747-56-76.

villas

VINCENNES près bois, maison 6 p. princip., terrasse, garage, jardin. 760 000 F. Tél. : 272-13-54 — 328-60-85.

MARNES-LA-COQUETTE
Villa 1960, style moderne, décoration raffinée, surface habitable 345 m2. Jardin 600 m2. Pav. séparé près gare, commerces, bel environnement. Prix : 1 520 000 F. J.M.B. 970-79-79.

Haute-Provence Var, Lorgues, près Tourtour et Draguignan, VILLA moderne s. 3 000 m2 clos, pinède, vue remarq., piscine. Vendu 480 000 F par étrang. sans interm. Contactez 978-67-13 ft. h.

PARADOU, vallée des Baux, villa à vendre T 3, cave, gar., tél., chauf. centr., jardin arboré 2.000 m² clos. (90) 97-32-72, repas.

PERPIGNAN (66)
4 kilomètres centre ville maison de maître de caractère, 2 nivx. R.-de-ch. : salle de réunion, lingerie, salle de jeux, studio indépend. avec s. de bns. 1er étage : 200 m² séjour, salon 70 m², grande cuisine 20 m², 3 chambres avec salles de bains incorporées, nombreux rangements, grande terrasse, terrain boisé et clôturé 2.200 m² avec piscine et jardin d'agrément. — Renseignements : écrire à MARINA Lotissement, Château Roussillon, chemin Guillem-de-Cabestany, 66000 PERPIGNAN.

Pour clients étrangers, nous recherchons villas, propriétés, terrains.
G.D. 102, Champs-Elysées, 75008 Paris, tél. 359-01-31

fermettes

LES MOUTIERS pr. Pornic (44) direct. propr. fermette aménag. pr. mer 6.000 m2 terrain divis. Px except. vu urg. - 225-18-30

13.800 M2
prairie traversée large ruisseau, anc. fermet. équerr. séj., cheminée, 2 ch., poutres, cuis., gren. amén., cft., dépend., gar. 192.000 av. 35.000 cpt. **AVIS,** 26, bd Turenne, Ferté-S/J. 022-00-05/887-43-40.

6 KM LE TRÉPORT (76)
VALLEE BRESLE
FERMETTE
A RENOVER, 92 ARES, ARBRES FRUITIERS.
Renseignements pour visite : tél. (35) 79-42-67.

propriétés propriétés

AUX COMITES D'ENTREPRISE DE LA REGION PARISIENNE
Une propriété de 2 hect. et demi, sit. en bordure forêt, à 120 km nord-est de Paris, est à céder pour un prix très intéress. Elle comprend une résid. princ. de 12 pces, des annexes à aménager en dortoirs, deux manèges couverts d'équitat. dont un moderne, des écuries et dépend., un parc et un terr. de camp.-carav. Les occupants actuels reprendraient en locat. les installat. équestres et pourraient assur. la gest. de l'ensemble contre indem. Cette offre s'adr. spécialem. aux comité d'entrep. de la rég. paris.

Ecrire no 6.498, « LE MONDE » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e), qui transm.

Situé 8 km PAU, maison à usage clinique ou similaire, entourée de 10 à 14 ha. Tél. : 59-32-33-08.

— Sud Sarthe, ferme aménagée, près bois 10 ha.
— Demeure 1830, parc 0,60 ha.
— Baugé (49), ferme restaurée, 1 ha.
— Maison bourgeoise, 8 p., jard.
— Vitré (35), jolie maison 17e, à restaurer.
Ouest, divers châteaux, manoirs, villas. Doc. sur dem. Houdiard, B.P. 83 Laval (43) 53-25-21.

TORCY (77), propriété de parc boisé, 5 p., tout cft, 4 500 m2. 600 000 F. DONAT-Tél. 005-30-24.

PROVENCE : choix de châteaux, mas, propriétés. Le TUC B.P. 14, Orange (90). 34-35-93.

ST-LEU-LA-FORET
17 km Paris, coteau orée forêt, PROPRIETE « Louis-Philippe », gde classe, 7 ch., récept. 80 m2, Pavillon gardiens, piscine, parc 3 600 m2. Prix : 950 000 F. Agce PERSE 43, av. de la Gare à Saint-Leu. TEL. : 960-55-50.

HAUTE-PROVENCE
12 ha SITE ENCHANTEUR, bel. bastide 200 m2, village classé. Prix : 700 000 F. Tél. : 460-04-84.

COTE D'AZUR - VENCE
Propté vue mer imprenable, 14 p., 4 bs, 6 wc, terr. 3.600 m². Px 1.950.000 F. Tél. 343-97-22.

Part. cède pr raisons familiales PROPRIETE DE RAPPORT à exploiter sur la Côte d'Azur. Phases 2 et 3 : à développer. déjà assurée. Phase 2 et 3 : à développer. Une exploitation solide dans un cadre unique au bord d'une rivière, 1.500.000 F. Doc. compl. Contacter Agence Scala, 14, rue Isnard, 06140 Vence. 93-58-20-71.

UZES, 2 km. de la gare, moulin du XVIIIe, 4 pièces, cuis., s. bs habit. + 5 pièces avec séj. de 90 m², pisc., tennis, terrain 1 ha., 800.000 F. Téléphoner le soir, 16 (66) 22-16-47.

EN PROVENCE
(région Lubéron), MAS ancien à restaurer envir. 300 m², très belle situat. domin. Calme abs., eau, él., terr. 7.000 m². 550.000 F. Mas de Provence, pl. Mirabeau, 84160 Cadenet. T. (90) 68-06-59.

84-Sud-LUBERON. Prop. vd son terr. 2 ha. bord rte pente douce, pl. sud, vue s/vall. Durance 1 km village, 5 lots autorisés. Quelq. oliviers, haies, cyprès et chênes. Peut faire magnif. ppté. Tél. : 966-47-52; jusq. 31/5 (90) 72-81-20 début ou fin de journée.

EXCEPT. 55 km près HOUDAN Très jolie ferme en équerre Living. 5 chbres, tt cft, état impeccab. Dépend. Joli jardin.
LARGIER ANJ. 02-49 ANJ. 18-83

BASSIN D'ARCACHON
Andernos, 40 km. Bordeaux, Part. vd ppté agrém., 4.300 m² clôt, parc boisé, jardins, mais. land., tt cft, 180 m² hab., garages, celliers 100 m², bel emplac. à 300 m. comm., 700 m. plage. 650.000 F. Ecr. à 8.931, « le Monde » P., 5, r. des Italiens. 75427 Paris-9.

Ds station balnéaire, port de plaisance, casino, vends villa gd standing sur terrain boisé calme, rez-de-chauss. de plain-pied sur jard., séj. 80 m², pout., cheminée, fumoir. 2 chambres, 2 s. de bs, cuis. aménag., wc. Etage: gde mezzanine, 3 chb., 2 s. de bs, grenier, garage, chbre service, wc, s. de bs, exceptionnel, Prix 930.000 F. T. (67) 56-54-60, 34-La Gde-Motte

constructions neuves

IL EST NÉCESSAIRE DE
PRÉSERVER, RENTABILISER, REVALORISER VOTRE CAPITAL
A COURBEVOIE ENTRE LA DÉFENSE ET NEUILLY
A 7 MINUTES DE LA PORTE MAILLOT

PRÊTS A HABITER DANS CET IMMEUBLE DE CLASSE
ENCORE QUELQUES APPARTEMENTS DE 40 M2
(à partir de 209.000 F - Parking sous-sol inclus)
Informations : au siège, heures de bureau : 225.16.17 / 359.34.76
ou P. DOUX : 3, avenue de la Grande Armée, PARIS - Tél. : 500.16.62
Visite sur place : SAMEDI de 10 heures à 19 heures
143, boulevard Saint-Denis, COURBEVOIE

PRIX NON REVISABLES A LA RESERVATION

Ve - VAL-DE-GRACE
dans petit immeuble
Habitables 4e trimestre 1977.
— Studios et 2 pièces.
— 4 pièces en duplex.

XVe Me CHARLES-MICHELS
— Studios .... 200.000 F
— 3 pièces .... 410.000 F
Habitables 3e trimestre 1977.

XVIIIe - CHAMPIONNET
— 2 pièces .... 227,000 F
— 4 p., 108 m² + terrasse. Px .... 575.000 F
Habitables 2e trimestre 1977.

PORTE DES LILAS
— Studios 33 m² .... 158.000 F
Habitables immédiatement.

IMMOBILIERE FRIEDLAND, 41, av. Friedland - 225-93-69.

BEAUBOURG
EN FACE DU
CENTRE POMPIDOU
« LES FONTAINES DE VENISE »
STUDIOS, 3 ET 4 P.
en construct. Livraison fin 1977 et 2e trimestre 1978.
PIERRE BATON
704-55-55

NEUILLY
45, BD DU CHATEAU.
STUDIOS/2 P. ET 5/6 P. Jard.
Appt témoin sur pl. après-midi.
P. DOUX : 500-16-62

PARIS (XIe) - IMMEUBLES STANDING
68-70, boulevard Richard-Lenoir, sur bd et jardins
« LES JARDINS DE VOLTAIRE »
74 appartements, du Studio au 4 Pièces.
Visite appartement-témoin.
51-55, bd Richard-Lenoir, sur bd, rue et jardins
« RÉSIDENCE RICHARD-LENOIR »
60 appartements, du Studio au 5 Pièces + balcons + terrasses. Locaux commerciaux.
16-18, rue de la Folie-Méricourt, sur rue et jardins
« RÉSIDENCE AMBROISE »
87 appartements, du Studio au 5 Pièces + balcons + terrasses. Locaux commerciaux.
PRIX FERMES.
25 - 27, boulevard Richard-Lenoir.
S.A. AZED Tél. : 355-35-34

hôtels-partic.

CENTRE VINCENNES
Vd cause départ hôtel partic., 140 m² habitables + grenier aménageable, grand garage, tél., conviendrait médecin dentiste. Prix total 480.000 F. SGLV, 83, rue de Provence, PARIS-9e 874-77-41.

LE VESINET CENTRE CALME
HOTEL PARTICUL. MANSARD récept. 75 m², 5 ch., 2 bains, gd cuis., cft. Jardin clos boisé. AGENCE DE LA TERRASSE LE VESINET : 976-05-90.

immeubles

PLACEMENT 1er ORDRE
Vente en bloc, 7 pav. pl. pied sur 3.800 m² PRES ORSAY. MATHELIN, 95210 ST-GRATIEN.

MARCHE DES NOTAIRES IMPASSE NATIONALE (13e) Sur 1.270 m², rapport 22.584 F. Téléph. 260-32-37, Me RAVEAU.

MARCHE DES NOTAIRES 92-CLICHY. 21 appts, dont 3 libres. Rapport 54.178 F. Crédit possible par C.F.F. Téléphone : 739-48-20, M. Pierrat.

MARCHE DES NOTAIRES 93-BONDY, sur 951 m², boutique et habitation. Crédit possible par C.F.F. Téléphone 329-21-07, M. LEPAR.

terrains terrains

CROISSY-SUR-SEINE
BEAU TERRAIN 872 M2
Fac. 22,40 m., viabilité à la rue.
PRIX T.T.C. 310 000 F.
AGENCE DE LA TERRASSE LE VESINET. TL. : 976-05-90.

TERRAINS A BATIR « TSM »
95-Argenteuil
de 130.000 F à 150.000 F.
77-Brie-Comte-Robert
de 60.000 F à 150.000 F.
91-Brunoy
de 140.000 F à 160.000 F.
584-00-24.

Part. vd beau terrain boisé de 2.200 m², clos, électr., eau, avec bungalow 2 pièces à Viarmes (95), près de Chantilly. 844-94-37.

Situé 8 km PAU, terrain à vendre, 10 ha., environ 4 en plateau, vue remarquable. Tél. (59) 32-33-08.

LA CELLE-SAINT-CLOUD
Terrains à bâtir 1.000 m² environ. A partir de 340.000 F le lot - J.M.B., 970-79-79.

95 - ZONE ACTIVITE, PROMOTEUR cède ZAC 5 ha. 60 % constructible. 85 F le m². Tél. 522-05-96.

Entre GORDES et SENANQUE 3,4 ha. boisés, vue exceptionn. sur LUBERON. Viabilité P.C. : une maison jusqu'à 300 m², 8 F le m² à débattre. Téléph. : (90) 72-00-85.

MAIS.-LAFFITTE, 50 m du château, pptaire vd ter. à bâtir 1.415 m, façade 30 m. Prix 600.000 F. 627-37-56 ou H. B. : 265-12-29.

viagers

Cause maladie, 20e St-Fargeau. P. à p. imm. rapp. 78.000 cpt, 450.000 + rte 3.500 max. 15 a., sér. garanties exig. Ecr. Vignes Georges, rue du Midi, Lourdes.

Trocadéro. Viager occupé 1 t. 75 ans, appt 100 m², cft, 4e asc. 60.000+7.000 mens. 901-05-14 mat.

Mieux qu'un ACHAT à CREDIT
Viager libre
1 Tête 70 ans
ATHIS-MONS Beau pavillon, 5 p., bains, joli jardin d'angle 487 m2, garage, 250.000 F cpt + rente 2.120 F mensuel. VALEUR : 530.000 F. Tél. VOL. 33-97.

12e NATION. Imm. récent. Très beau 2 P., 50 M2, tt conft, 9e ét. Occupé 73 ans. 70.000 F. Rente 1.000 F 266-33-35 **FONCIAL**

RASPAIL TRES RARE PLEIN CIEL
120 m2 tt conft + gdes terrasses VUE EXCEPTIONNELLE Occupé 1 Tête 73 ans. 300.000 F comptant + rente 526-01-50 **VERNEL**

EAUBONNE occupé solide pav. excell. état Séj. + 2 ch., bns., tt cft. Gar. Jardin 400 m². 65.000 cpt. + 1.000 F mens. 73 a. T. 989-31-74.

ETOILE Bel immeuble pierre Vue agréable. LUXUEUX 3 P., 97 m² tt cft. Occupé 1 tête. 80.000 F CPT. + RENTE LIMITEE à 15 ans. VERNEL : 526-01-50.

PL. BRETEUIL (près) Bel imm. OCCUPE 1 TETE 80 ANS. Beau 4 P. CFT. + chbre serv. 100.000 F comptant + rente. VERNEL : 526-01-50.

BOULOGNE imm. récent beau 2 p. tt cft. occupé 1 tête 70. Cpt. 8.000 rte 950 F. **LE VIAGER.** 130, rue Rivoli. 233-65-75.

domaines

Région UZES (30), sur 27 ha., belle propriété de caractère, séj. 80 m², hall, 5 chbres + salle à manger, cuis., s. de bs, belle cheminée caves voûtées + dépendances, écuries, bergeries, granges, raviss. logt de gard., tél. 1.700.000 F. M. Leroy, tél. 16 (66) 22-16-47.

A proximité de SALBRIS très belle propriété de chasse, 220 ha. dont 30 ha. de culture pour le gibier, 30 ha. d'étangs aménagés pour la nidification, très beau corps de ferme en U compr. 8 p. Tél. : 050-45-81.

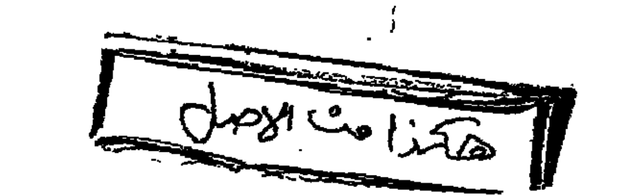
MAIS. de MAITRE sur 34 ha., 20 p. de style, parc aménagé, dépend., écurie, faisanderie, étable, ruisseau, lac, axe PARIS-Toulouse. Conviendrait relais hostellerie. Prix 2.200.000 F - Agence LOTOISE - CAHORS téléph. 16 (65) 35-28-22.

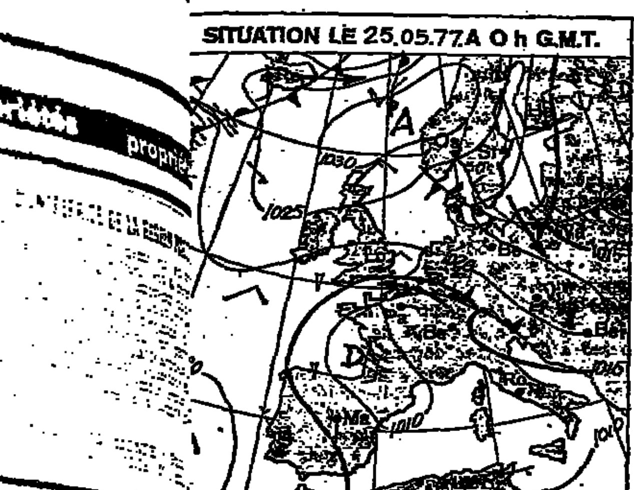
SOLOGNE
REGION ROMORANTIN
MAGNIFIQUE PROPRIETE
295 HA SEUL TENANT
dont 170 ha bois, 125 ha terres friches, 2 étangs, rivière.
MAISON DE MAITRES 15 P.
confort, au milieu d'un parc. Communs - Tennis - Chasse réputée. EXCLUSIVITE CABINET LA SOLOGNE, 41200 ROMORANTIN. (54) 76-02-92

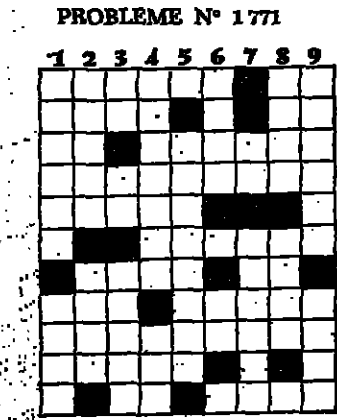
villégiatures

VACANCES ÉTÉ-HIVER
CHATEL (HTE-SAVOIE)
Site protégé - 39 km lac Léman. Dans chalet savoyard - Studio 4 pers. 140.000 av. 28.000 compt.; 2/3 pces. Rentabilité garantie par contrat. - ERIGE, 122, av. de Versailles - PARIS (16e) Téléphone : 524-65-87

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 h. à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h.
au **296-15-01**







AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 25.05.77 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 26-5-77 DÉBUT DE MATINÉE

...olution probable du temps en France entre le mercredi 25 mai à ... heure et le jeudi 26 mai à ...4 heures :

...Des masses d'air chaud et humide, ...vent instable, continueront à ...oluer lentement dans la zone de ...sses pressions à faible gradient ...i recouvre la France et le Bassin ...éditerranéen occidental.

...Jeudi 26 mai, le temps sera chaud ... orageux sur l'ensemble de la ...ance. Après des orages nocturnes, ...matinée sera nuageuse et souvent ...umeuse. Des nuages d'instabilité ...développeront de nouveau l'après-...di ; ils donneront des ondées et ...orages localement forts, parfois ...ccompagnés de grêle. Ces orages ...ont probablement plus rares dans ...nord et l'extrême nord du pays.

...Les vents seront généralement fai-...s et variables, mais de fortes ...ales accompagneront les orages.

...Mercredi 25 mai, à 8 heures, la ...ession atmosphérique réduite au ...eau de la mer était, à Paris - Le ...urget, de 1 012,3 millibars, soit ...,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 24 mai ; le second, le minimum de la nuit du 24 au 25) : Ajaccio, 15 degrés (min.) ; Biarritz, 19 et 13 ; Bordeaux, 23 et 14 ; Brest, 19 et 10 ; Cherbourg, 11 (min.) ; Clermont-Ferrand, 10 (min.) ; Dijon, 26 et 16 ; Grenoble, 11 (min.) ; Lille, 22 et 11 ; Lyon, 24 (max.) ; Marseille, 28 et 15 ; Nantes, 28 et 14 ; Nice, 18 (min.) ; Paris - Le Bourget, 24 et 14 ; Pau, 21 et 13 ; Perpignan, 22 et 16 ; Rennes, 14 (min.) ; Strasbourg, 25 et 10 ; Tours, 22 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 10 degrés (min.) ; Amsterdam, 23 et 10 ; Athènes, 19 (min.) ; Berlin, 21 et 10 ; Bonn, 23 et 7 ; Bruxelles, 22 et 10 ; îles Canaries, 16 (min.) ; Copenhague, 9 (min.) ; Genève, 23 et 12 ; Lisbonne, 12 (min.) ; Londres, 21 et 9 ; Madrid, 10 (min.) ; Moscou, 6 (min.) ; New-York, 24 et 20 ; Palma-de-Majorque, 14 (min.) ; Rome, 31 et 16 ; Stockholm, 3 (min.) ; Téhéran, 25 et 14.

Journal officiel

...ont publiés au *Journal officiel* ... 23 et 24 mai 1977 :

...E LOI

...) Relative à la commercialisa-...n des vins produits sous l'ap-...ation contrôlée « Coteaux ...mpenois » et à l'interdiction ...la fabrication de vins mous-...x ordinaires à l'intérieur de la ...ampagne viticole délimitée.

DECRET

...) Modifiant le décret n° 72-303 ...19 avril 1972 relatif à la coor-...ation des actions en mer des ...ministrations de l'État.

...ont publiés au *Journal officiel* ...25 mai 1977 :

...S DECRETS

... Portant publication de ...ange de lettres franco-tuni-...n du 10 mars 1976 relatif à la ...opération dans le domaine de la ...té ;

... Portant publication de ...ange de lettres franco-bri-...nique du 10 février 1977 ...cernant les modalités d'appli-...on de l'échange de lettres du ...août 1975 relatif à la création ...e Assemblée représentative Nouvelles-Hébrides ;

Portant publication de l'ac-...d culturel entre la République ...nçaise et la République arabe ...enne.

Services ouverts et fermés pour la Pentecôte

• PRESSE. — Les quotidiens paraîtront normalement le lundi 30 mai.

• BANQUES. — Fermées du vendredi 27 mai au soir au mardi 31 au matin.

• GRANDS MAGASINS. — Les grands magasins parisiens seront fermés le lundi 30 mai toute la journée. Ils seront ouverts aux heures habituelles le samedi 28.

• SECURITE SOCIALE. — Les guichets resteront ouverts le vendredi 27 mai dans les centres de paiement ou dans les services chargés de régler les prestations au public jusqu'à 14 heures. Pour les prises en charge et les renseignements une permanence sera assurée jusqu'à 16 h. 30. Les caisses seront fermées le lundi 30 mai.

• ALLOCATIONS FAMILIALES. — La Caise d'allocations familiales de la région parisienne communique que ses guichets et services d'accueil situés 12-18, rue Viala, Paris-15e ; 9, rue de Liège, Paris-9e ; 64-68, rue du Dessous-des-Berges, Paris-13e ; 78, rue du Général-de-Gaulle, Maisons-Alfort ; tour Ouest, centre carrefour Pleyel, Saint-Denis ; 36, avenue F.-Joliot-Curie, Garges-lès-Gonesse ; 119-121, avenue Jules-Quentin, Nanterre, seront fermés du vendredi 27 à 12 heures au mardi 31 mai au matin. Resteront cependants ouverts le 27 mai après-midi les centres de diagnostic et de soins ainsi que les cliniques dentaires.

• P.T.T. — Les bureaux de poste seront fermés le lundi 30 mai, à l'exception de ceux qui sont habituellement ouverts le dimanche. En outre, un bureau sera ouvert de 9 à 11 heures au chef-lieu de chaque canton. Tous ces bureaux assureront les services téléphoniques et télégraphique, la vente des timbres-poste au détail ainsi que, jusqu'à 11 heures, la distribution au guichet des objets de correspondance en instance ou adressés soit poste restante, soit aux abonnés des boîtes postales. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

• R.A.T.P. — Service réduit des dimanches et jours fériés le lundi 30 mai.

• S.N.C.F. — Mise en service de nombreux trains supplémentaires au départ des six gares parisiennes.

• MUSÉES. — Tous les musées nationaux et les expositions seront ouverts au public le dimanche 29 mai. Le lundi 30 mai, les musées nationaux suivants seront ouvetrs : Musée des monuments français, Musée des arts africains et océaniens, musée Rodin, châteaux de Malmaison et de Bois-Préau, les grands appartements du château de Fontainebleau, château de Compiègne. Les expositions « L'Islam dans les collections nationales » « Dieux et démons de l'Himalaya » aux galeries nationales du Grand Palais et « Henry Moore » à l'orangerie des Tuileries seront ouvertes ce jour-là.

Le Palais de la découverte sera ouvert le lundi de Pentecôte. Le musée Marmottan sera ouvert le dimanche 29 mai, il sera fermé le lundi 30. Le Musée des arts décoratifs sera fermé le dimanche 29, mais les expositions resteront ouvertes. Le musée et les expositions seront fermés le lundi 30 mai. La Bibliothèque nationale sera fermée le lundi 30 et le mardi 31 mai.

Le Musée de l'armée, l'église des Invalides et le Dôme royal (tombeau de l'Empereur) seront ouverts les samedi 28, dimanche 29 et lundi 30 mai, de 10 h. à 18 h. Au cours de ces trois journées, le public pourra avoir accès au tombeau de Napoléon jusqu'à 19 h. La projection permanente de documentaires et de grands films en exclusivité sur les guerres de 1914-1918 et de 1939-1945 aura lieu dans la salle de cinéma du Musée de l'armée de 14 h. à 18 h. Comme d'habitude, le Musée des plans-reliefs sera fermé le dimanche matin, mais il sera ouvert à partir de 14 h. ainsi que le samedi et le lundi toute la journée.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1771

1	2	3	4	5	6	7	8	9
						■		
				■		■		
		■						
					■	■	■	
	■	■						
■					■			■
			■					
					■		■	
	■			■				

HORIZONTALEMENT

... Ne gagne pas à être hachée ; ...s bagages pour le dernier ...ge. — II. Edenté ; Terme ...ical. — III. Pronom ; Un ...t sur « l' i » du verbe aimer. — IV. Arracher aux bras de ...phée. — V. Ignore le mal des ...tagnes. — VI. Compléments ...verbe. — VII. Se manifester ...e certaine manière ; Conjonc-... — VIII. Ne se laisse pas ...ement oublier ; Lutte contre ...oir. — IX. Broches de peu de valeur. — X. Secoue. — XI. Abréviation ; Humbles serviteurs.

VERTICALEMENT

1. Exécution d'ensemble ; Font la vie à quatre. — 2. Pas acquis ; Ville de France. — 3. Réchauffa Moïse dans son berceau ; Vient d'aller ; Sorties victorieuses d'une consultation. — 4. On y trouve à boire et à manger ; Ne demandent qu'à sortir. — 5. Seconderait. — 6. Peine sévère ; Abréviation. — 7. Cavité anatomique (épelé) ; Abrite plus d'une vedette. — 8. Recule devant la hache ; Anneau. — 9. Abritent des sujets bien souvent empotés ; Exigeait des sacrifices en temps de guerre.

Solution du problème n° 1770

HORIZONTALEMENT

I. Limace ; Au. — II. Etudiants. — III. Vos ; Ere. — IV. Ruineuse. — V. Quitter. — VI. Sou. — VII. Efforts. — VIII. Où ; Lès ; EE. — IX. Croulants. — X. Ré ; Noé. — XI. A.S. ; Entera.

VERTICALEMENT

1. Lèvres ; Ocra. — 2. Itou ; Ures. — 3. Musique. — 4. Ad ; Nu ; Flûte ! — 5. Ci ; Eiffel. — 6. Ea ; Ut ; Osant. — 7. Nestor ; Noé. — 8. Atrée ; Téter. — 9. Usé ; Roses.

GUY BROUTY.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	106 F	195 F	283 F	370 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	198 F	375 F	553 F	730 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	135 F	250 F	365 F	480 F
II. — TUNISIE	173 F	325 F	478 F	630 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

LA VIE ÉCONOMIQUE

TRÈS VIF SUCCÈS DE L'EMPRUNT D'ÉTAT

L'emprunt d'État 1977 a connu un très vif succès. Ouverte officiellement lundi 23 mai au matin, la souscription était close à 15 heures, après qu'une « rallonge » de dernière minute eut porté son montant de 6 milliards à 8 milliards de francs. Les milieux financiers, à vrai dire, n'ont pas été surpris par le succès, tant les demandes étaient nombreuses, en provenance, notamment, des particuliers.

Ces derniers, estime-t-on, ont souscrit environ 80 % de l'emprunt avec une moyenne de 11 000 F par personne, ce qui correspond à un intérêt annuel proche de 1 000 F, plafond de l'abattemment fiscal supplémentaire accordé à cette occasion. Mais c'est surtout la garantie de change dont l'emprunt est assorti, avec indexation sur l'unité de compte européenne, qui a séduit les épargnants. Dans la composition de cette unité de compte entrent pour plus de 50 % des monnaies fortes (deutschemark, florin, franc belge), appelées à se valoriser en cas de baisse du franc provoquée par d'éventuelles difficultés politiques et économiques. Le succès de l'emprunt démontre tout d'abord qu'il existe actuellement une forte épargne liquide qui ne veut ou ne peut s'investir, et qui a trouvé dans cet emprunt une possibilité de placement intéressante. Le vif attrait exercé par les garanties de change révèle également une certaine inquiétude des Français quant au sort de leur monnaie au cours des prochaines années

CONJONCTURE

Forte hausse des prix en avril

(Suite de la première page.)

Que la hausse d'avril soit de 1,1 %, 1,2 % ou 1,3 % n'est pas une surprise. Depuis deux mois M. Barre répète qu'avril sera mauvais, à cause du relèvement des tarifs publics (+ 6,50 % le 1er avril). On ajoute maintenant dans les milieux proches du pouvoir que l'indice d'avril a également supporté la libération des prix de nombreux produits manufacturés. On fait enfin remarquer qu'un mouvement de désinflation en profondeur est amorcé notamment par le biais du ralentissement des salaires.

Tout cela est vrai ; mais ces explications sont-elles suffisantes et les prévisions que font toujours les pouvoirs publics d'un ralentissement de l'inflation au second semestre sont-elles justifiées ? Cela n'est pas certain.

La hausse des tarifs publics n'a pas épuisé ses effets en avril. Les tarifs voyageurs de la S.N.C.F. n'ont été relevés que le 18 du mois dernier ; la R.A.T.P., quant à elle, n'a pas modifié les siens. C'est dire que les prochains indices — celui de mai notamment — incorporeront de nouvelles hausses des tarifs publics.

La liberté progressivement rendue aux prix des produits manufacturés avait déjà fait passer le rythme des augmentations dans ce secteur de 0,4 % en février à 0, 8 % en mars. Les pouvoirs publics font savoir que, en avril, l'augmentation aurait encore été d'environ 1 %. Même si l'on défalque l'effet du relèvement des tarifs publics (+ 0,2 %), il apparaît que l'augmentation des produits manufacturés a été aussi forte qu'en février. Or il est important de voir que les fortes hausses de mars et avril ne traduisent que les effets d'une première tranche de remise en liberté des prix manufacturés. Une seconde tranche de hausses doit être autorisée par le ministère de l'économie et des finances cet été. On en imagine aisément les répercussions sur les indices de cet été.

Reste enfin la hausse des prix alimentaires. Celle-ci a été en avril extrêmement forte, de l'ordre de 1,5 %. Il est bien évident que le gouvernement pourra difficilement demander aux salariés de se montrer sages en matière de rémunérations si le coût des produits achetés chaque jour continue de monter à pareille allure. Il y a là une contradiction évidente, que les pouvoirs publics feraient bien de prendre en compte. Et ce, d'autant plus que les intempéries récentes ont détérioré des fruits et des cultures maraîchères dans le sud de la France, ce qui promet de nouvelles poussées spéculatives...

La hausse des prix a dépassé dès à présent 3 % durant les quatre premiers mois de l'année, malgré le bon résultat de janvier. Cela correspond à un rythme d'augmentation annuelle voisin de 10 %. Si l'on exclut le 0,3 % de janvier, obtenu de façon artificielle grâce à une baisse de la T.V.A., on s'aperçoit que les prix ont augmenté à un rythme annuel d'environ 11 % au cours des trois derniers mois. Cela est beaucoup, malgré les promesses d'un ralentissement dont on ne sait plus très bien s'il est prochain ou seulement... probable.

ALAIN VERNHOLES.

LOGEMENT

AU CONSEIL ÉCONOMIQUE

M. Fourcade s'oppose à une profonde réforme des avantages fiscaux accordés pour l'habitat

« La suppression ou la modification des déductions fiscales ne constituent pas la « potion magique » pour la réforme du logement », a déclaré mardi 24 mai M. Jean-Pierre Fourcade, *ministre de l'équipement*, qui s'est ainsi prononcé contre les propositions formulées par le Conseil économique et social dans son projet d'avis présenté par M. André Costabel sur *« Le financement du logement et les exonérations fiscales »*, texte sur lequel l'Assemblée du palais d'Iéna devait se prononcer ce mercredi soir 25 mai. Le ministre a simplement réaffirmé que le nouveau conseil de l'accession à la propriété étudierait *« les modifications de notre système d'aides fiscales »*.

Le Conseil avait à se prononcer non sur la suppression complète des exonérations, mais sur leurs aménagements, les aides actuellement dispensées étant jugées *« coûteuses, et souvent critiquables »*. Le chiffrage rigoureux des pertes de recettes qui en résultent est *« impossible »*, en raison de la complexité du système (une soixantaine de dispositions du code général des impôts les régissent) ; on doit donc se contenter d'un ordre de grandeur, que le rapport au Conseil économique évalue à près de 14 milliards de francs en *1977 : 1 855 millions au titre de la* T.V.A., 4 150 au titre de l'enregistrement, 7 852 au titre des impôts directs et 200 à celui du régime particulier des profits de construction (impôt *sur les sociétés*). Sans qu'on puisse dire avec précision à qui profitent ces exonérations fiscales, le rapport constate qu'aussi bien la déduction actuelle du revenu imposable des intérêts d'emprunts contractés pour bâtir que la déduction forfaitaire des revenus fonciers ont pour effet d'atténuer la progressivité de l'impôt sur le revenu.

Le rapport propose donc de ramener à 20 % (au lieu de 25 %) la déduction forfaitaire d'amortissement pratiquée par les propriétaires bailleurs (en excluant de ce nouveau système les immeubles encore soumis à la loi de 1948 et ceux qui, conventionnés, ouvriraient droit à l'aide personnalisée au logement). Cette déduction représente actuellement 660 millions de francs de manque à gagner pour le Trésor.

Pour ce qui concerne les intérêts d'emprunts pour travaux (dont la déduction du revenu imposable représente pour l'Etat un perte fiscale de 740 millions de francs par an) le rapport suggère d'offrir aux bénéficiaires l'option entre une déduction de 50 000 F ou une déduction de 20 % *de la dépense annuelle pour la première année* et l'amortissement linéaire du reste sur huit ans, au taux de 10 %.

Enfin, la déduction du revenu des intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition de leur résidence *principale par les propriétaires* occupants coûte à l'Etat 3,3 milliards de francs. Le texte soumis au Conseil suggère la déduction de 25 % des intérêts du montant de l'impôt lui-même, avec un plafond de 2 500 F (majoré de 300 F par personne à charge et de 350 F à partir du troisième enfant). Cette disposition qui répartirait différemment l'aide fiscale de l'Etat aboutirait, selon M. Fourcade, à créer une sorte d' *« avoir fiscal »* qui n'aurait pas de fondement dans un impôt déjà payé.

D'autre part, le projet d'avis se prononce pour la distribution des aides « à la pierre » non par le moyen de subventions, mais par celui de *« bonifications d'intérêt évolutives et dégressives, par paliers connus d'avance »*, qui permettraient à l'Etat de moduler sa contribution en fonction de l'évolution du coût des ressources de l'établissement prêteur, tandis que le taux payé par l'emprunteur progresserait selon un rythme prévu dès le début du prêt. D'autre part, le montant de l'aide personnalisée serait plus élevé avec un prêt conventionné (sans aide à la pierre) qu'avec un prêt aidé ; M. Fourcade s'est déclaré cette fois d'accord avec la proposition. Tout en s'opposant au désencadrement *total du crédit aux prêts conventionnés*, souhaité par le Conseil, le ministre a convenu qu'il *« faudrait trouver une solution à ce problème délicat »*. Enfin le gouvernement ne s'engagera pas dans la voie de la « déspécialisation » des établissements prêteurs. — J. D.

● *Un colloque sur la loi du 6 décembre 1976 relative à la prévention des accidents du travail* est organisé à la faculté de droit de Paris, 92, rue d'Assas, les 15 et 16 juin par la revue *Droit social* et l'université de Paris-II. Y participeront MM. J. Laroque, président de la chambre sociale de la *Cour de cassation* ; P. Cabannes, directeur au ministère du travail ; C. Prieur, directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie ; A. Nutte, délégué à la sécurité au ministère du travail J. Bour, *directeur à E.D.F. et les* professeurs Léauté, Durry et Dupeyroux.

★ Renseignements et inscriptions : tél. 325-15-25.

EUROPE

M. HAFERKAMP A DEMANDÉ AU JAPON D'ACCROITRE SES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE LA C.E.E.

Bruxelles. — M. Wilhelm Haferkamp, vice-président de la Commission de la C.E.E., a déclaré, à son *retour du Japon, qu'il avait demandé* à ce pays de supprimer les obstacles techniques et administratifs à l'accroissement des importations en provenance de la Communauté. Ses interlocuteurs sont conscients du fait que leur excédent commercial vis-à-vis de la C.E.E., de l'ordre de 4,2 milliards de dollars en 1976 et en vif accroissement pour les premiers mois de 1977, ne saurait grossir indéfiniment sans provoquer un chômage massif en Europe et augmenter les pressions en faveur de mesures protectionnistes.

Des discussions auront lieu entre experts sur la possibilité d'accroître *les exportations européennes de produits agricoles transformés à destination du Japon* et sur l'élimination *du rigoureux contrôle japonais de* fabrication, que la C.E.E. assimile à des barrières protectionnistes implicites.

●*RECTIFICATIF*. — « L'Orient et la crise de l'Occident », d'Ehsan Naraghi, dont le compte rendu figurait dans « le Monde de l'économie » daté 24-25 mai, a été publié par les éditions Entente. Nous avions omis de le signaler dans nos premières éditions. Le prix de cet ouvrage, de 316 pages, est de 25 F.

FABRICANT - VENTE DIRECTE
COUVERTS
ARGENTÉ ET INOX
ORFÈVRERIE
FRANOR 70, RUE AMELOT TEL. 700.87.94
M° St-Sébastien. Fermé le samedi.

LA CANNE A SUCRE
BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

27/29 RUE CHATEAUBRIAND à 250 m de l'Etoile
immeuble de 3000 m² de bureaux
entièrement cloisonné et climatisé - 62 parkings
A LOUER D'UN SEUL TENANT





LA GRÈVE NATIONALE DU 24 MAI

Les consignes syndicales ont été très suivies dans les secteurs public et nationalisé

Dans le secteur public et nationalisé, les consignes syndicales ont été généralement bien suivies :

● DANS L'ENSEIGNEMENT, selon le ministère de l'éducation, il y a eu 82,5 % de grévistes parmi les instituteurs et 74,9 % chez les enseignants du second degré. 49,6 % des membres du personnel administratif auraient participé au mouvement.

Selon le secrétariat d'État aux universités, la grève a été diversement suivie dans l'enseignement supérieur : on signale fort peu de grévistes en médecine et en pharmacie ; en revanche, le mouvement a été fortement suivi en lettres. Dans les U.E.R. juridiques et scientifiques, la situation a été très variable. A Paris, toutes les universités étaient désertes, sauf celle de Paris-VIII - Dauphine, où 15 % des personnels non enseignants étaient présents. En province, la grève a été suivie de 98 % à Toulouse - Le Mirail à 0 % à l'université de Lille-II.

● DANS LES P.T.T., on a compté, selon le ministère, 57 % de grévistes à Paris (56 % dans les postes et 58 % dans les télécommunications) et 56 % en province.

● A LA S.N.C.F., le trafic n'a été assuré que de 15 à 20 % sur les grandes lignes et un train sur cinq a circulé sur les réseaux de la banlieue parisienne. La participation à l'arrêt de travail de vingt-quatre heures a été, selon la direction, de 50 % à 55 %.

● A LA R.A.T.P., le service du métro a été réduit à 24 % et est même tombé à 11-12 % en fin d'après-midi. Selon la direction, on a enregistré 70 % de grévistes chez les machinistes et 60 % parmi les agents des stations. La circulation des autobus n'a été assurée qu'à 14 %, et 85 % des conducteurs ont suivi les consignes syndicales.

● A L'E.D.F., la participation à la grève a été de 78 % et la baisse de production a été de l'ordre de 50 %. De nombreuses entreprises, explique-t-on à la direction, ayant réduit ou arrêté leurs activités mardi — une baisse importante de la consommation *était notée dès la nuit* du 23 au 24 mai, — les coupures de courant ont, dans l'ensemble, moins touché les particuliers que lors de la grève déclenchée le 28 avril dans le seul secteur public et nationalisé.

● AUX CHARBONNAGES DE FRANCE, l'arrêt de travail a été massivement observé par les mineurs de fond : 94 % d'absents au premier poste et 94,7 % au second. Au jour, la participation a été *moins importante* : 54,9 % de grévistes au premier poste et 54,2 % au second. En raison de l'appel lancé aussi par la C.G.C., le mouvement a été fortement suivi dans la maîtrise : 76 % de grévistes dans le Nord et 81,3 % dans le Centre-Midi pour le fond, 22 % dans le Nord et 55 % dans le Centre-Midi pour le jour. Enfin, 9 % des ingénieurs dans le Nord et 31 % dans le Centre-Midi ont arrêté le travail.

● A AIR FRANCE, où les pilotes n'étaient pas en grève, on a compté, selon la direction, de 30 à 60 % de participation au mouvement syndical, selon les services. Le trafic n'a été assuré qu'à 10 % pour les moyen-courriers, mais à 90 % pour les long-courriers. A l'UTA, le service a été normal.

Des résultats inégaux dans le secteur privé

Dans le secteur privé, le C.N.P.F. estime qui, si la grève a été forte, elle est loin d'avoir entraîné une paralysie totale de l'activité économique. C'est, semble-t-il, dans les textiles artificiels, la chimie et l'imprimerie que les grévistes, ou les absents, ont été les plus nombreux. Aucun quotidien national ou régional n'a paru en France mardi. Fait exceptionnel, *le Parisien libéré* n'est pas sorti des presses, les travailleurs du Livre syndiqués à F.O. ayant suivi les consignes de grève. A la télévision et à la radio le programme minimum a été appliqué et France-Inter n'a diffusé que trois bulletins d'informations. Dans les radios périphériques, malgré l'annonce d'une grève d'une partie de la rédaction, des bulletins d'informations ont été diffusés régulièrement.

En revanche, dans la métallurgie, l'union patronale estime qu'en moyenne 60 % des salariés ont travaillé (70 % dans la région parisienne). A la régie Renault, on déclare qu'il n'y a eu, en moyenne que 30 % de grévistes, la C.G.T. avançant les chiffres de 50 % de grévistes chez les O.S. et de 80 à 90 % chez les ouvriers professionnels. Dans les ciments, comme dans les pétroles, le patronat estime que plus d'un tiers des établissements ont pu fonctionner normalement.

Dans les banques, le commerce et les services, une minorité seulement du personnel a cessé le travail, affirme-t-on dans les milieux patronaux. *Mais il s'agit* toujours de moyennes qui cachent de grandes variations régionales. Très suivis dans les régions de Lyon, Toulouse, Marseille, Toulon, Bordeaux, Angoulême, Nantes, Saint-Nazaire, Le Havre, Calais, Limoges, les mots d'ordre syndicaux semblent avoir eu beaucoup moins d'écho dans le nord-est de la *France*, en *Alsace* et en *Franche-Comté* (sauf Belfort).

Alors que la grève a été « *massivement suivie* », selon la fédération C.G.T., dans les ports et docks, les dockers de Dunkerque ont, en majorité, travaillé : un millier d'entre eux ont simplement participé à la manifestation du matin dans la ville. « *Après cinquante-deux jours de grève* [contre la direction du port et la société Usinor], a expliqué M. Roger Gouvart, secrétaire du syndicat C.G.T., *et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.* »

Le personnel du port autonome de Dunkerque (grutiers, portiqueurs, ouvriers d'atelier et personnel administratif) a, pour sa part, observé le mot d'ordre de grève.

CORRESPONDANCE

Grévistes malgré eux

Plusieurs dirigeants de petites entreprises du bâtiment de la région parisienne nous ont écrit qu'en raison de l'absence de transports publics ou des risques pour la sécurité causés par les délestages d'électricité, leur personnel, sans s'associer à la grève, ne pourrait travailler. Le directeur de l'entreprise Peruggia (peinture, vitrerie) de Montreuil nous écrit :

Nous voudrions attirer votre attention sur la grève générale du 24 mai qui, selon les syndicats, sera suivie par tous les travailleurs.

Notre entreprise comporte un effectif de trente ouvriers, et tous sont d'accord pour travailler ce jour-là.

Malheureusement, tributaires des transports, ils seront contraints de rester chez eux. Néanmoins, les syndicats les comptabiliseront comme faisant partie des grévistes...

Nous avons interrogé de nombreux confrères qui sont exactement dans la même situation.

Nous aimerions que vous publiiez dans votre journal que les ouvriers du bâtiment ne sont pas tous d'accord pour la grève.

La parole est à M. Barre...

« Il ne saurait être question d'une journée sans lendemain ! » Sans doute n'est-il aucun responsable syndical qui n'ait formulé cette résolution au soir du 24 mai. Mais l'éventail des projets manque de cohésion. La grève de mardi a résulté de l'addition de consignes, de durcissements, qui traduisent tous une opposition à la politique gouvernementale, mais ne constituent pas — ou pas encore — un élan unitaire, capable, apparemment, de submerger le plan Barre. Aucune des grandes organisations engagées dans l'action n'avait d'ailleurs exprimé cette ambition.

L'observation des défilés qui ont sillonné les villes comporte plusieurs enseignements : les manifestants étaient venus en foule — mais sans doute pas plus nombreux que le 7 octobre — lors de la première démonstration contre le plan d'austérité. Or, à l'heure où toutes les centrales sans exception, y compris F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C., se lançaient dans la grève, on pouvait logiquement s'attendre à une plus forte affluence.

Le temps où l'on réclamait surtout « *des sous* », « *nos quarante heures* » ou « *la retraite à soixante ans* » est terminé. Ce 24 mai entendait surtout les mots d'ordre politiques : « *Union, action, programme commun* », « *pas de socialisme sans autogestion* », « *le pouvoir aux travailleurs* », « *n'attendons pas 78, c'est maintenant qu'il faut lutter* »...

Nombre de ceux qui ont manifesté ou simplement fait grève, ont agit pour marquer leur « ras-le-bol », sans ignorer que la totalité de la classe ouvrière ne les suit pas. Le poids du chômage continue à exercer un rôle de frein. Sans doute aussi le sentiment de certains que la médecine de M. Barre, pour amère qu'elle soit, était inévitable et la conviction d'autres que le harcèlement est sans effet sur le gouvernement : il faut attendre les élections... La C.G.T. et la C.F.D.T. s'accordent pourtant à dire que l'approche des congés payés et même le mois d'août n'amèneront pas d'armistice. Après le rassemblement au pied de la tour Eiffel de juillet 1975 et le « rallye des bradés de Giscard » de juin 1976, la C.G.T. annonce une campagne itinérante contre le chômage, conduite par un vieil autobus frêté à cette intention.

Dans l'immédiat, M. Séguy a écrit à M. Barre pour lui demander, une fois de plus, la reprise des négociations en suspens. La démarche n'a pas été faite en commun avec la C.F.D.T. Toutefois, MM. Séguy et Maire sont d'accord pour poursuivre ensemble l'action à la base et réclamer des négociations à tous les niveaux. La grève de mardi doit, disent-ils, inciter les travailleurs à accentuer sur place, leur pression ; des résultats très appréciables peuvent en être attendus, alors que le gouvernement semble de plus en plus en perte de vitesse ; M. Bergeron a demandé audience à M. Giscard d'Estaing et à M. Barre, la poursuite de l'action dépendant à F.O. de la volonté de chaque fédération. Les seuls éléments qui poussent à une radicalisation de l'action étant des groupes d'extrême gauche — dont les divergences s'accentuent de nouveau, — on peut être sûr que le P.C. et la C.G.T. ne laisseront pas se développer une « *stratégie du débordement* ».

Les éclipses de la cohésion entre syndicats et les querelles des franges extrémistes pourraient être exploitées par le gouvernement si la situation économique ne traduisait les modestes résultats de la politique de M. Barre. Il va probablement devenir de plus en plus difficile, à l'hôtel Matignon, d'afficher une totale sérénité devant ce qu'on voudrait considérer comme l'expression du « *défoulement* » des travailleurs. On indique, dans l'entourage du premier ministre, que celui-ci ne refuse sa porte à personne, pourvu qu'on vienne le voir « *avec l'intention de discuter sérieusement et pas seulement avec celle de faire, à la sortie, des déclarations aussi négatives que préméditées* ». On ajoute que les négociations pourraient reprendre dans les secteurs public et nationalisé, sur les bases antérieures ; c'est qu'est envisagée une légère augmentation du pouvoir d'achat si les prix et la production obéissent au schéma tracé par M. Barre le 22 septembre 1976.

N'est-ce pas faire un peu la sourde oreille, après la récente grève de mardi ? La nouvelle hausse importante de l'indice des prix risque de ruiner une partie de l'intérêt éveillé dans le monde du travail par les discussions engagées sur la préretraite « à la carte », qui pourraient aboutir fin juin.

La parole étant maintenant à M. Barre, le premier ministre peut être tenté de laisser pourrir la situation. Cependant, la volonté de profonds changements politiques, croissante de grèves en défilés, devrait l'inciter à ne pas trop miser sur l'immobilisme durant les dix mois qui précèdent les élections.

JOANINE ROY.

Les commentaires de la presse

LE MATIN DE PARIS : une coupure sociologique.

« Raymond Barre pourra continuer à s'entêter et à traiter d'agitateurs patentés à la solde des partis de gauche les organisateurs de la grève d'hier, il n'est pas possible qu'un analyste de cette envergure ne s'aperçoive pas qu'il perd totalement la confiance de l'immense majorité des salariés, et d'abord celle des moins favorisés.

» A la bipolarisation de la vie politique française — droite, gauche — s'ajoute une coupure sociologique entre ceux qui estiment avoir tout à perdre d'une victoire de la gauche et ceux — de plus en plus nombreux — qui pensent qu'ils ont tout à y gagner. A gauche, on appelle cela la lutte des classes. D'autres diront que la tension actuelle n'est que l'expression d'une injustice sociale profonde. »

LE FIGARO : accepter quelques sacrifices.

« Le dialogue, la politique contractuelle — pierres angulaires de la position des syndicats modérés — est une des raisons de la stabilité politique du pays depuis 1968. Elle vaut quelques sacrifices, financiers et psychologiques. Les seconds peut-être plus importants encore que les premiers. (...)

» Au pouvoir en place de comprendre aujourd'hui qu'il commettrait une erreur politique majeure en faisant apparaître que le syndicalisme de concertation n'est possible qu'en économie de forte croissance. »

L'HUMANITE : toute l'action gouvernementale mise en cause.

« L'ampleur exceptionnelle de la grève d'hier et des manifestations d'hier a montré clairement que la très grande majorité des travailleurs n'acceptent pas l'austérité que veulent leur imposer les fondés de pouvoir du grand capital. Sans doute la journée nationale de grève était-elle organisée à l'appel des syndicats pour appuyer les revendications et protester contre le plan Barre. En fait c'est toute l'action gouvernementale qui a été mise en cause. »

(RENÉ ANDRIEU.)

LIBERATION : les yeux fixés sur 1978.

« Il est difficile de faire des prophéties, mais pour le moment tout porte à croire que l'attentisme reste dominant. Tout le monde a les yeux fixés sur l'horizon 78, et les changements espérés semblent dépendre uniquement de l'arrivée de la gauche au gouvernement. Des conflits locaux existent en grand nombre, mais peu de travailleurs semblent prêts à s'engager dans des batailles de grande ampleur tant que l' « hypothèque politique » ne sera pas levée. »

ROUGE : seule voie réaliste : une grève générale prolongée.

« Pour Giscard, c'est la gifle : les plus grosses manifestations depuis 1968, une grève largement suivie. (...) Ce qui frappe dans cette journée, c'est à la fois son ampleur et ses limites.

» Côté pile : record de participation aux cortèges et aux débrayages, élargissement de l'unité syndicale. (...) Mais il y a aussi le côté face : une journée coincée entre deux grands week-ends pour éviter de jouer les prolongations, une unité au « sommet » sur des bases floues, et à la base une division réelle entre les cortèges des différents syndicats. Et surtout une volonté de ses organisateurs de gommer son évidente portée politique. »

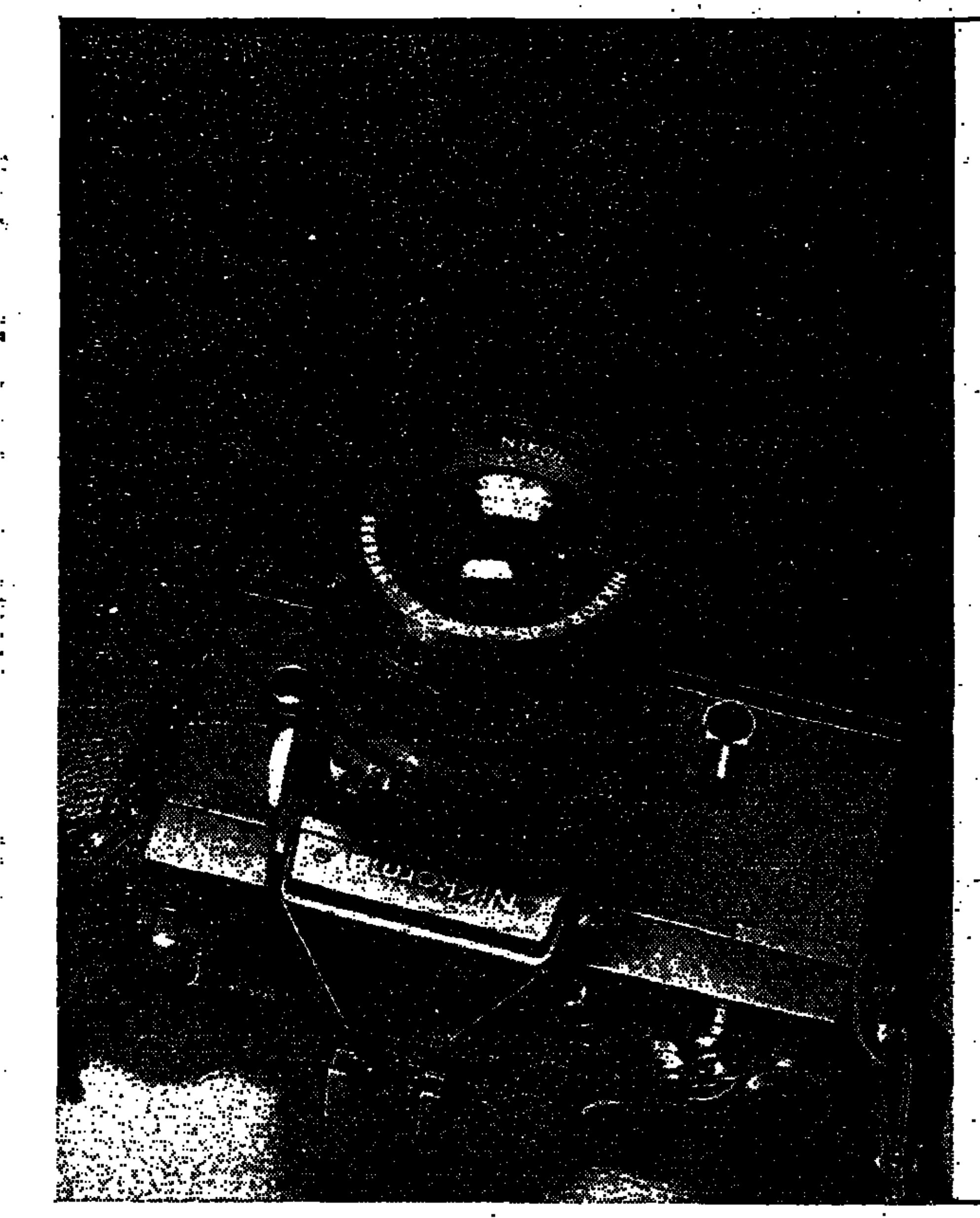
Le quotidien trotskiste estime que « *la préparation d'une grève générale prolongée est la seule voie réaliste aujourd'hui pour tous ceux qui sentent que la classe ouvrière est assez forte pour refuser d'encaisser le plan Barre en attendant l'espoir de lendemains qui chantent* ».

(F. L.)

LES RÉACTIONS POLITIQUES

● LE CENTRE DES DEMOCRATES SOCIAUX, dont le président est M. Jean Lecanuet : « *Le gouvernement a engagé une politique courageuse qui commence à porter ses fruits (...). Il convient de rappeler que le soutien de l'opinion est nécessaire à la réussite de cette politique (...). Les dirigeants des syndicats ne doivent pas pour autant laisser croire qu'une augmentation du pouvoir d'achat est possible compte tenu des données de l'économie mondiale.* »

● LE PARTI REPUBLICAIN, dont le secrétaire général est M. Jean-Pierre Soisson : « *Comment une grève générale peut faire baisser le prix du pétrole ou créer un seul emploi ? Il faut voir clairement, en revanche, ce que cette journée aura coûté à la collectivité nationale : 7 milliards de francs. Le Parti républicain est conscient de l'effort qui est demandé aux travailleurs, mais il réaffirme qu'on ne peut distribuer des richesses que l'on n'a pas produites.* »



Le Nikkormat de Nikon. Moins de 2.100 F.*

C'est décidé. Vous achetez un appareil photo. C'est-à-dire votre premier 24 x 36 reflex sérieux. Celui que vous voudriez bien pouvoir utiliser encore l'année prochaine, et celle d'après, et, pourquoi pas, dans 10 ans.
Là surgit le problème : comment accéder réellement à ce monde de la photo sans pour autant acquitter un droit d'entrée prohibitif?

Le Nikkormat coûte moins de 2.100 F. Ce n'est pas le prix d'un Nikon, et pourtant il s'agit bel et bien d'un Nikon, sans certains accessoires utilisés par les professionnels, mais avec toutes les qualités que cela *implique. En particulier, en matière d'optiques. Les* objectifs Nikon, dont le 50 mm qui équipe d'origine le Nikkormat, sont reconnus par les professionnels pour leur piqué et leur répartition homogène de la lumière. Ils sont d'une qualité constante, d'une série et d'un modèle à l'autre.

La raison est simple. Et double. D'abord, Nikon, et c'est important de le rappeler, coule lui-même son verre et décide de ses propriétés. Et ensuite, depuis longtemps, Nikon crée pour les observatoires, laboratoires et instituts de recherche, des instruments optiques et électro-optiques de haute précision (télescopes, comparateurs, microscopes, binoculaires).

Prenez le Nikkormat en main. Il est en acier. Evidemment, robuste. Et c'est bien, la robustesse, pour un appareil photo. Demandez donc ce qu'ils en pensent à ces grands reporters qui un jour promènent leur Nikon dans les rocailles brûlantes d'un désert et qui, la semaine suivante, ne trouveront rien de mieux à lui proposer qu'un glacier vertigineux.

Vous avez le Nikkormat bien calé dans votre paume. Sollicitez-le. Il est prêt à répondre. A vous de commander la manœuvre. Au fond, une grande partie de plaisir est là!

Vous êtes le maître de l'appareil. Et non l'inverse. Collez l'œil au viseur. Choisissez la vitesse. Le diaphragme. Fignolez votre mise au point. La cible est nette. Petit mouvement du pouce : l'appareil est armé. Claquement sec, détaché, presque brutal. C'est fait. "L'image est dans la boîte". Elle sera telle que vous la vouliez.

Avec le Nikkormat, vous ne courez aucun risque, si ce n'est celui de vous prendre au jeu de la photo. Après le 50 mm, vous voudrez peut-être passer à d'autres objectifs, permettant tous les angles de prises de vues : fish eye, zoom à multiples focales, optiques à décentrement, objectifs macro. Le Nikkormat suivra.

En bon Nikon qu'il est, il a été conçu pour accepter tous les objectifs Nikon actuels – il y en a 58 différents – et à venir, car nul doute qu'il en viendra d'autres. De même qu'il accepte déjà 230 accessoires divers, filtres, soufflets de reproduction, viseurs d'angle, flashes électroniques, etc. Mais tel qu'il est, équipé du 50 mm, le Nikkormat est une bien belle machine.

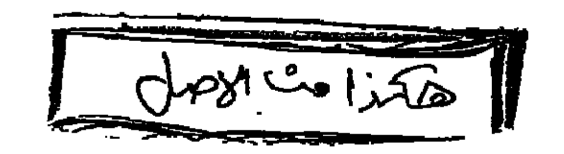
Tous les amoureux vous le diront, une véritable *passion, surtout au début*, ne supporte jamais d'être vécue à la légère.

Le Nikkormat, c'est peut-être l'une des meilleures idées de Nikon.

**Modèle chromé avec objectif f2/50 mm*

Profitez de la richesse de Nikon.

Une documentation sur le Nikkormat et le système Nikon vous sera adressée sur simple demande à Nikon, 15 ter, rue de la Cerisaie, 94220 Charenton-le-Pont.



GREVE NATION… DU 24 MAI

A Paris

Un défilé imposant et traditionnel

Fanfares, drapeaux, banderoles, slogans, tracts : pour traditionnelle qu'ait été la manifestation organisée, de la place de la Bastille à la gare de l'Est, par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN, il s'en est dégagé un petit air de fête, qui avait manqué, par exemple, lors du défilé du 1er mai.

Le soleil enfin retrouvé, la place de la Bastille transformée pendant des heures en un vaste forum et parcourue par de nombreux vendeurs de sandwiches et de rafraîchissements, l'accueil complice de la double ou triple haie de spectateurs, qui ont souvent applaudi au passage des leaders syndicaux, et, d'une façon générale, la disponibilité débonnaire des Parisiens en cette journée de grève nationale, tout cela a contribué à donner à la protestation syndicale contre le plan Barre un caractère moins austère qu'on ne pouvait le craindre au départ.

En effet, le cortège s'était ébranlé, vers 10 h. 15, sans entrain apparent. Même si une pancarte, annotée au vol, affirmait que *« les idées fleurissent en mai »*, il n'y avait là rien de commun avec le « punch » des grands mouvements de foule de 1968, auxquels les responsables syndicaux se sont référés tout au long de ce mardi 24 mai. La démarche évoquait plutôt la journée du 7 octobre 1976, ce qui n'est déjà pas si mal.

Au son de slogans archi-ressassés mais plus que jamais d'actualité, comme : *« Union, action, programme commun ! »*, *« Chômage ras-le-bol ! »*, *« Augmentez nos salaires de misère ! »*, auxquels s'ajoutait l'ambitieux : *« Barre 1, Barre-2, barre-toi ! »*, et, sous un calicot qui proclamait en lettres géantes : *« Non au plan Barre ! Tous unis pour la satisfaction de nos revendications ! »*, la tête du cortège atteignait la gare de l'Est, après un parcours de 2 500 mètres, en une heure pile.

Les sifflets des policiers

Le défilé était conduit par MM. Georges Séguy, Edmond Maire, et, pour la FEN, Robert Cheramy, en l'absence de M. André Henry, en voyage aux Etats-Unis. Afin de conserver à cette manifestation un caractère *« strictement syndical »*, aucune délégation des partis de gauche n'avait officiellement pris place dans le cortège. Mais, juste derrière les dirigeants de la C.F.D.T., de la C.G.T. et de la FEN, on notait la présence MM. Georges Marchais, Jean Kanapa et Charles Fiterman pour le P.C., de Jospin pour le P.S. et de M. Francis Loncle pour les radicaux de gauche. A mi-parcours, place de la République, les élus communistes d'Ile-de-France d'une part, et la fédération de Paris du parti socialaiste d'autre part, se signalaient à l'attention par des banderoles, et, à divers points du trajet, le P.S.U. annonçait sa fête *« socialiste autogestionnaire »* des 4 et 5 juin à La Courneuve.

Après le passage des personnels hospitaliers et communaux, venus en très grand nombre, mais constituant une sorte de majorité presque silencieuse, le défilé s'animait vraiment avec des orchestres, comme celui de Montreuil, des chants, promettant des lendemains qui déchantent à M. Giscard d'Estaing et au gouvernement de M. Raymond Barre, et d'autres initiatives : policiers scandant *« Union, action, programme commun »* au sifflet à roulette et se taillant ainsi un joli succès, adhérents de la FEN et du SGEN arborant sur la poitrine l'écriteau moqueur *« Enseignants politisés »*, militants portant des masques représentant le chef de l'Etat et le premier ministre et annonçant la naissance du P.R., entre parenthèses *« Petit Revenu »*, etc.

On n'en finirait plus de citer les centaines de délégations qui ont pris part à cette manifestation, mais, à côté des personnels hospitaliers et communaux, des postiers, des cheminots, des électriciens et des gaziers, des métallurgistes, des employés de la R.A.T.P., de la fonction publique, des ministères (agriculture, finances, défense nationale, équipement, industrie, etc.), de la Sécurité sociale, qui, avec les enseignants, les étudiants de l'UNEF et les lycéens, forment habituellement le gros des troupes protestataires, on a remarqué *pêle-mêle : des délégations des* pompes funèbres, des wagons-lits, d'Air-France et de l'aviation civile, du Commissariat à l'énergie atomique, du C.N.R.S., du MODEF assurant la solidarité des « paysans avec les salariés », de la jeunesse inadaptée, de la Régie française des tabacs, des H.L.M., des chirurgiens-dentistes, des taxis C.G.T., de l'A.N.P.E., des ponts et chaussées, des douanes, de la Caisse d'épargne de Paris, des banques, des grands magasins (Félix Potin, Euromarché), des cafés et restaurants, etc.

Sans oublier les écologistes et leurs drapeaux verts, les « groupes de femmes » et leurs cris d'Indiens, sans compter les représentants d'entreprises en difficulté (Ideal Standard, Chaix, Alsthom), et, en queue de cortège, les délégués, ouvriers, employés et journalistes des entreprises de presse. Pratiquement pas de sigle F.O. dans cette manifestation, sauf pour le Crédit lyonnais.

A quelque distance, comme à l'ordinaire, les militants de la Ligue communiste révolutionnaire fermaient la marche. Ils étaient encore nombreux — cinq mille cinq cents selon la police — et malmenaient, dans leurs slogans, aussi bien le pouvoir en place que l'union de la gauche.

Pendant cinq heures et demie, les rues de Paris ont retenti de slogans hostiles au plan Barre et dénonçant le chômage et la vie chère. Bien que réfractaire à toute pression de la rue, le premier ministre n'a pas pu ne pas les entendre. *« Echangeons plan Bare usé contre programme commun réactualisé »*, criaient notamment les manifestants, ajoutant : *« Nous voulons, nous aurons satisfaction. »* Il est vrai aussi qu'entre *« Union, action, programme commun »* des cégétistes et *« Union, action, autogestion ou révolution »* des cédétistes, certains slogans se sont « télescopés ».

Des incidents boulevard de Strasbourg

Quelques charges de police violentes contre des *« éléments incontrôlés »*, une douzaine d'arrestations, le haut du boulevard de Strasbourg, 10e arrondissement, jonché de débris de verre... La dislocation du cortège s'est moins bien passée que l'on aurait pu le prévoir. Alors que la fin du défilé avait déjà atteint la gare de l'Est *depuis dix minutes, des heurts ont* en effet éclaté entre de petits groupes de manifestants et les forces de police vers 16 h. 20.

A l'aide de petites bouteilles qui traînaient à terre en grand nombre, des éléments incontrôlés ont harcelé la police municipale. Très rapidement, ces manifestations se sont déplacées vers le haut du boulevard de Strasbourg, à proximité immédiate de la gare de l'Est et dans les rues avoisinantes, et, vers 16 h. 45, plusieurs personnes ont été arrêtées près du boulevard de Strasbourg, notamment une jeune fille et deux garçons passablement molestés.

Plus d'une heure après que les manifestants « officiels » aient *plié leurs banderoles et leurs calicots*, les charges de la police continuaient. Mais contre qui ? Les *« éléments incontrôlés »* se faisaient de plus en plus rares et les badauds de plus en plus nombreux.

De 18 h. 30 à 19 heures, les *forces* de la police parisienne ont tout de même entrepris une série de charges, distribuant les coups de matraque sans discernement, aussi bien rue *du 8-Mai-1945 et* dans la cour de la gare de l'Est que boulevard Magenta. Comportement d'autant plus inexplicable que, dans ce laps de *temps,* les gardes mobiles faisaient dégager sans incident le haut du boulevard de Strasbourg.

Combien étaient-ils ?

Pour le trois cent quatre-vingt-septième fois, ce spectateur anonyme de la manifestation, adossé à un arbre du boulevard des Filles-du-Calvaire, vient d'appuyer sur le bouton d'un petit boîtier qu'il tient dans sa poche. Avec un léger sourire de soulagement, car les cent derniers d'un cortège qui s'est allongé cinq heures durant devant lui viennent de passer. Pour ce fonctionnaire des renseignements généraux, la journée est presque terminée : il vient de compter trente huit mille sept cents manifestants, et un de ses collègues qui s'était porté un peu plus loin vient lui faire connaître le fruit de son travail : quarante-trois mille huit cents...

Rentrés à la préfecture de police, leurs résultats sont confrontés à ceux d'un autre groupe, qui a suivi la manifestation d'un point différent du parcours, en aval de la place de la République, à l'angle du boulevard de Magenta et de la rue Lucien-Sampaix. Des chiffres bien différents, puisqu'ils tournent autour de soixante-douze mille cinq cents participants (soixante-sept mille syndicalistes et cinq mille cinq cents manifestants d'extrême gauche).

Cet écart important s'explique, semble-t-il, par l'entrée dans le cortège de nombreuses délégations, non pas au point de départ, place de la Bastille, mais au niveau de la place de la République. Pour prévenir, dans la mesure du possible, toute contestation, la préfecture de police retiendra comme chiffre officiel celui de soixante-douze mille cinq cents, voisin de celui avancé pour la manifestation du 7 octobre 1976, mais bien en deçà, malgré tout, de celui des organisateurs (l'Humanité *parle de « centaines de milliers de personnes »).*

Depuis quelques années, la police parisienne s'est attachée à « fiabiliser » ses comptages sur les manifestations, après une période — notamment après 1968 — où la fantaisie des chiffres avancés frôlait parfois l'indécence.

Un mouvement de l'ampleur de celui du 24 mai mobilise deux équipes de quatre inspecteurs, opérant par groupes de deux afin de pouvoir se relayer et lutter contre l'engourdissement mental inhérent à un travail aussi fastidieux.

Les groupes se postent en des points distincts et ne communiquent pas entre eux pendant toute la durée de la manifestation afin de ne pas s'influencer mutuellement. Chacun d'eux dispose d'un petit compteur à impulsions manuelles. Il reste ensuite à décomposer la foule, à la découper en lots de cent personnes qui viendront s'inscrire au fur et à mesure sur les compteurs.

Généralement — et la manifestation du 24 mai fut une exception d'importance — la marge d'écart entre les divers points de comptage n'excède pas 20 %. Et, si les critiques n'ont pas toutes disparu, la méthode actuelle paraît donner toute satisfaction aux autorités policières. « A tel point que nous avons même proposé à la C.G.T. de venir compter avec nous, *observe un responsable du pointage du 24 mai.* Mais nous n'avons jamais eu de réponse. »

JAMES SARAZIN.

A LA BOURSE DU TRAVAIL

M. Bergeron : si l'avertissement n'est pas entendu...

Alors que les derniers rangs du cortège C.G.T., C.F.D.T. et FEN, commençaient seulement à s'ébranler place de la République, à Paris, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, présidait, de 15 h. 30 à 16 h. 30, un meeting à la Bourse du travail. Ce meeting, qualifié par ses organisateurs de *« réunion de militants »*, n'a rassemblé en fait que quelques centaines de personnes.

Sous les banderoles des fédérations F.O. de la R.A.T.P., de l'assistance publique, des employés du commerce, des clercs de notaires et du Syndicat indépendant de la police nationale — une organisation catégorielle non affiliée à F.O. — M. Bergeron a repris dans son discours la plupart des thèmes du congrès confédéral de Vichy.

Selon le leader de F.O., le fait que sa Confédération se soit ralliée au mot d'ordre des autres centrales a été *« un élément essentiel du succès de la grève générale du 24 mai, qui est un avertissement au gouvernement. Cependant, la pratique constante de la grève, la globalisation des revendications sont dangereuses car elles risquent de déboucher maintenant ou demain sur une politique des revenus, que nous refusons, quels que soient le régime ou le gouvernement. »*

De même, F.O. n'entend nullement laisser porter atteinte au principe fondamental des conventions collectives, qui sont *« un acquis des luttes ouvrières »*. A plusieurs reprises M. Bergeron a répété : *« Notre grève n'est pas une grève politique. C'est une grève interprofessionnelle et syndicale. En la faisant, nous avons voulu démontrer notre attachement à la liberté des négociations. »* Et de conclure : *« Si l'avertissement d'aujourd'hui n'est pas entendu, le gouvernement et les patrons endosseront une lourde responsabilité. »*

Enfin, M. Bergeron a annoncé qu'il reprendrait contact, dès ce mercredi 25 mai, avec le gouvernement et le C.N.P.F. pour obtenir la reprise des négociations *« qui se traînent depuis plusieurs mois »* en vue de la signature de compromis acceptables.

Au sujet des conséquences économiques de la grève du 24 mai, le secrétaire général de F.O. s'était écrié : *« Si elle n'en avait pas, ce ne serait pas la peine de faire une telle grève. »*

Très applaudi par ses fidèles, M. Bergeron a ensuite entonné *l'Internationale*, et la réunion s'est terminée dans le calme. Selon M. Bergeron, des *« réunions de militants »* similaires à celle de la Bourse du travail ont eu lieu dans plusieurs villes de province.

En province

Des manifestations aussi importantes qu'en 1968

Les nombreuses manifestations qui se sont déroulées en province ont revêtu une importance considérable : nos correspondants estiment que les défilés étaient, très souvent, aussi imposants que ceux de 1968 et parfois d'une ampleur jamais constatée depuis la Libération, comme ce fut le cas à Rouen.

● A MARSEILLE, un cortège long de plusieurs kilomètres (vingt-deux mille participants, selon les chiffres officiels, cinquante mille selon les syndicats), aux premiers rangs duquel se trouvaient le député et maire, M. Gaston Defferre, et le secrétaire fédéral du parti communiste, M. Georges Lazzarino, a défilé pendant deux heures sur la Canebière. L'ambiance était joyeuse, les chansons venant se mêler aux slogans avec, ici et là, des tambourins et un orchestre.

● DANS LE SUD-EST, la participation a été importante dans plusieurs villes de cette région : cinq mille personnes à Toulon (vingt mille selon les syndicats), Aix-en-Provence, Nice et Avignon. Dans cette dernière ville, à l'issue du défilé, après que les responsables C.G.T. et FEN eurent pris la parole sur la place de l'Horloge, il y a eu quelques remous parmi les militants cédétistes parce que le secrétaire C.F.D.T. s'est vu refuser le micro. Selon le porte-parole de la C.G.T., cette décision avait été prise parce que *« l'union départementale C.F.D.T. avait pris la responsabilité de rompre avec la C.G.T. et la FEN »*.

● A LYON, la participation au défilé organisé à partir de 10 heures par la C.G.T., la C.F.D.T. et la FEN entre la manufacture des tabacs et la place Bellecour, soit sur 3 kilomètres de voie rectiligne, a été plus élevée encore, selon notre correspondant, que lors de la journée du 7 octobre 1976, dont le succès, avec vingt mille personnes protestant déjà contre le « plan Barre », *avait été alors* souligné. Combien étaient-ils mardi ? Ni dix mille comme le prétend la préfecture, ni cent mille comme l'affirment les organisateurs, mais raisonnablement vingt-cinq mille, soit un cortège défilant pendant une heure quinze.

● DANS L'EST, 4 000 personnes ont manifesté à Metz, dont la Ligue communiste révolutionnaire, et 3 500 à Nancy, avec, en queue de cortège, la L.C.R., l'Organisation communiste des travailleurs et Lutte ouvrière. A Raon-l'Etape (Vosges), commune de 7 700 habitants, qui compte de nombreux chômeurs, la place centrale de la ville a été rebaptisée symboliquement place de l'Austérité. Un millier de personnes ont participé au défilé. 3 000 personnes ont défilé à Mulhouse.

● A LILLE, quelque 6 000 personnes, selon les renseignements généraux — 15 000 selon les syndicats — ont participé au défilé, le plus important depuis mai 1968, tandis que F.O. organisait un meeting qui a rassemblé 350 militants.

● DANS LE NORD, d'autres défilés ont été organisés, rassemblant 6 000 personnes à Dunkerque, 5 000 à Douai, selon les syndicats.

● A ROUEN, le défilé a rassemblé environ 40 000 personnes, selon les organisations syndicales (25 000 d'après la police). Il s'agit, indique notre correspondant, de la manifestation la plus importante depuis la Libération.

Des incidents ont eu lieu, en fin de cortège, entre l'extrême gauche et le service d'ordre de la C.G.T. Après s'être opposé à la pression du P.S.U. et d'un groupe de lycéens qui essayaient de s'intégrer au défilé, le service d'ordre s'est mis à charger et à frapper. Plusieurs militants du P.S.U. ont été blessés. L'un des lycéens a été hospitalisé. A la fin de la manifestation, mais sans incident cette fois, le même service d'ordre a empêché le groupe Lutte ouvrière d'atteindre le point de dispersion.

● A BREST, quelque dix-huit mille personnes ont participé au défilé. Il y a bien longtemps qu'un rassemblement aussi important n'avait eu lieu dans le grand port du Ponant. Les manifestants ont assisté à un meeting avant de défiler dans le centre de la ville sous une voûte impressionnante de bannières et de banderoles aux sigles de la C.F.D.T., de la C.G.T. et de la FEN. A leur tête, plusieurs conseillers généraux socialistes et des adjoints de la municipalité d'union de la gauche de Brest. Les élus du P.C. portaient l'écharpe de leurs fonctions.

● DANS L'OUEST, d'autres manifestations se sont déroulées : 20 000 personnes au Havre ; Dieppe a également atteint un record de mobilisation, avec un défilé de 2 500 travailleurs. Ils étaient 2 000 également à Evreux, dans l'Eure, 15 000 à Nantes, 8 000 à Lorient, 6 000 à Rennes, 5 000 au Mans.

● A LIMOGES. — Derrière des drapeaux tricolores, des drapeaux rouges et de nombreuses pancartes s'en prenant au « plan Barre », un cortège de cinq à six mille personnes, le plus important que l'on ait vu depuis mai 1968 et d'où montaient par instants les accents de *l'Internationale*, a défilé dans les rues. Deux parlementaires étaient en tête : Mme Constans, député communiste de la Haute-Vienne, et M. Laucournet, sénateur socialiste.

● DANS LE CENTRE et au sud de la région parisienne, les défilés ont rassemblé six mille à dix mille personnes, selon les sources, à Orléans ; trois mille à huit mille à Poitiers ; huit mille à dix mille à Clermont-Ferrand ; dix mille à Saint-Etienne.

● DANS LE SUD-OUEST les manifestations ont dépassé en ampleur, celles de 1968 : dix mille à cinquante mille, selon les sources, à Bordeaux ; dix mille à trente mille à Toulouse ; cinq mille à douze mille à Bayonne ; quatre mille à douze mille à Périgueux ; trois mille à dix mille à Pau.

GUYANE : quelle grève ?

(De notre correspondant.)

Cayenne. — Seuls, l'éducation nationale, les P.T.T., FR 3 et, dans une certaine mesure, l'E.D.F., ont été touchés par la grève du 24 mai. Ce n'est, certes, pas la situation économique — plutôt alarmante — du département, qui explique le refus des Guyanais de manifester leur mécontentement et leur inquiétude, mais plutôt la prise de position du principal syndicat local : l'U.T.G.

L'Union des travailleurs guyanais favorable à l'indépendance de la Guyane refuse de s'associer (à de rares exceptions près) aux grèves françaises. *« Nous devons lutter pour notre indépendance, même si c'est la gauche qui est au pouvoir en France »*, affirmait récemment son secrétaire général, M. Turenne Radamonthe. L'U.T.G. revendique trois mille syndiqués, soit près de 80 % des syndiqués guyanais. Ancienne union départementale de la C.G.T., elle est autonome depuis 1965, mais elle a gardé des liens étroits avec la C.G.T. qui la représente sur le plan national. Si théoriquement il n'y a pas d'organisation cégétiste en Guyane, il subsiste néanmoins certains problèmes avec des fonctionnaires qui restent directement affiliés à la C.G.T. en France.

En dehors de la FEN qui reste influente bien que certains de ses adhérents l'aient récemment quittée pour créer le Syndicat guyanais des travailleurs de l'enseignement affilié à l'U.T.G., les autres syndicats nationaux sont quasi inexistants. La C.F.D.T. détient moins de 2 % des sièges des délégués du personnel et de membres des comités d'entreprise.

En Guyane, la C.F.D.T., qualifiée par la gauche d'« officine préfectorale et patronale » n'est pas un syndicat révolutionnaire. Son secrétaire général, M. Albert Cyrille, est conseiller général R.P.R. (1). Quant à la Fédération départementale C.G.T.-F.O., on sait seulement qu'elle existe.

(1) A la C.F.D.T., à Paris, on reconnaît que des problèmes spécifiques se posent à l'organisation syndicale dans certains départements d'outre-mer comme la Guyane ; on ajoute que la direction confédérale étudie actuellement les moyens de les régler.

M. BARRE : ma sérénité n'est pas troublée

M. Barre a été reçu, mardi 24 mai dans l'après-midi, par les députés réformateurs, auxquels il a rappelé que le redressement économique est le principal objectif de sa politique. Le premier ministre, dont les propos ont été rapportés par M. Max Lejeune, président du groupe réformateur, a ensuite affirmé que *« les grèves* [du 24 mai] *ont été organisées par la C.G.T. et la C.F.D.T. comme un avertissement à la politique du gouvernement et à* [sa] *personne »*. *« Je resterai impassible*, a-t-il ajouté. *Cela ne troublera pas ma sérénité, et ne me fera pas changer dans ma détermination.*

» Il y a là une pression renouvelée parce que j'ai dénoncé, en décembre dernier, le contrat E.D.F. acquis en d'autres temps et aux conditions qui étaient alors nécessaires pour obtenir l'adhésion de la C.G.T. Il n'est pas possible qu'existe dans le secteur nationalisé une classe de privilégiés dont le revenu évoluerait imperturbablement. »

M. Barre a indiqué qu'il y avait eu moins de grèves en France depuis le mois de juillet 1976 que dans la période précédente. Il a conclu : *« Il faut éviter aux Français la destruction de la prospérité française. Car il y a une prospérité française : le niveau de vie des Français est supérieur à celui des populations voisines, en particulier à celui de l'Allemagne fédérale. »*



(Dessin de KONK.)

Tous les syndicats réclament des négociations

Les organisations syndicales ont exprimé leur satisfaction devant l'importance du nombre des manifestants et des grévistes. La C.G.T. évalue à huit millions le nombre des travailleurs qui ont débrayé, en l'estimant un peu inférieur à celui qui avait été atteint en mai 1968, soit neuf millions.

L'ensemble des centrales réclament l'ouverture de négociations MM. Séguy et Bergeron ayant chacun annoncé qu'ils écriraient au premier ministre en ce sens. La C.F.D.T. va proposer une rencontre à la C.G.T. et à la FEN pour donner une nouvelle impulsion à l'action. De son côté, la C.G.C. manifeste l'intention de prendre contact avec F.O. et la C.F.T.C.

● La C.G.T. : une nouvelle dynamique est exprimée par le rapport de forces. Elle *« se prolongera rapidement par de nouvelles initiatives diversifiées dans toutes les entreprises et les branches, si une réponse positive n'est pas apportée sans délai aux questions essentielles posées par les travailleurs »*.

● La C.F.D.T. : les travailleurs ont manifesté leur refus de la politique économique et sociale qu'on leur impose. *« Le patronat et le premier ministre, plutôt que de dénigrer la grève ou de l'ignorer, devraient prendre conscience de ce qu'elle révèle de profond et d'intolérable. »*

● LA FEN souligne l'ampleur du mécontentement populaire. La poursuite de son action pour les salaires sera également dirigée contre la réforme Haby, qui aggrave la ségrégation sociale et n'apporte aucune solution valable à l'emploi des jeunes.

● LA C.F.T.C. : l'avertissement doit être entendu. Elle met en garde les *« irresponsables qui pourraient être tentés de laisser pourrir la situation »*.

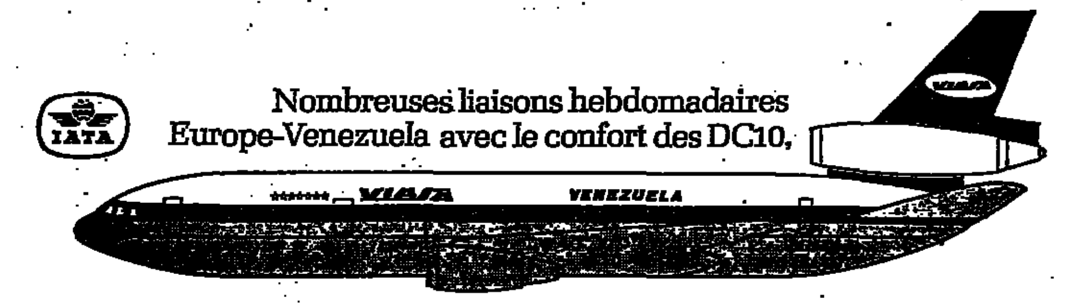
● LA C.G.C considère que ses adhérents ont largement suivi le mouvement. *« Toutefois, dans quelques entreprises, la crainte de la récupération politique de cette grève a conduit les cadres à s'abstenir. »*

M. MONORY : une perte de 5 milliards

M. Monory, ministre de l'industrie, a déclaré que la perte d'une journée de travail, comme celle du 24 mai, coûtait 5 milliards de francs à l'économie nationale. *« Finalement, ce sont tous les Français qui paieront la note (...) Il est maintenant vérifié que cette grève est bien politique... puisque M. Marchais s'est joint avec le parti communiste aux grévistes. »*

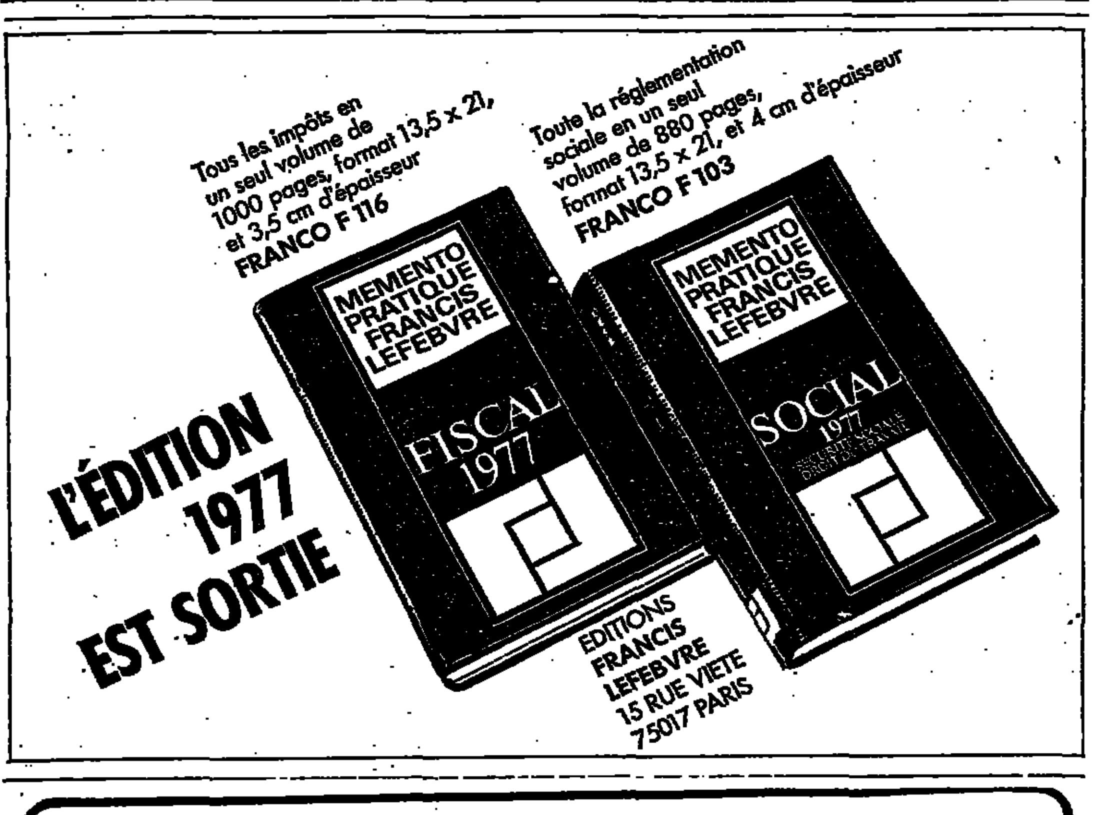
De leur côté, les milieux patronaux estiment que le mouvement du 24 mai, *« très contrasté selon les secteurs et les régions »*, est *« un échec en tant que grève générale »*, sans toutefois nier qu'il s'agit d'une *« journée importante »*.

Paris-Caracas.
La seule liaison directe.



VIASA
PRESTIGE DU VENEZUELA DANS LE MONDE
Venezolana Internacional de Aviacion SA
KLM Agent Général pour la France
36 bis avenue de l'Opéra. 75002 Paris.
Réservation passage: tél 266 57 49 Fret: tél 535 78-00

DANS LE CADRE DU 3ème SALON
SUR LA FORMATION PERMANENTE
25, 26, 27 MAI 1977
expo formation PALAIS DES CONGRÈS
PORTE MAILLOT - PARIS
2 grands débats publics le jeudi 26 mai
14 h 30 - 16 h 30 : « LES FEMMES ET LA FORMATION PERMANENTE. COMMENT EN BÉNÉFICIER. LES STAGES POSSIBLES » (salle 33a).
17 h 00 - 19 h 00 : « Y A-T-IL UN APPRENTISSAGE OU DES APPRENTISSAGES ? »
Entrée libre et gratuite aux débats
Entrée à 10 F. pour le salon ouvert de 10 h à 19 h (jusqu'à 17 h le 27 mai)



charters ▶ usa

CAMINO vous propose :

des prix 1.490 à 1.790 F.
Paris New York (aller/retour)

du sérieux les agences de voyages, que la loi rend responsables de ce qu'elles vous vendent, **recommandent les vols Camino.**

des références le premier vol ouvert au public, le 9 mai 1973, **était un vol Camino.**

un programme nombreux vols pour séjours de 2 semaines à 2 mois.

les meilleurs prix sans risques c'est Camino



(si vous voulez plus de renseignements sur les nombreux *vols, séjours et circuits Camino* vers les Etats-Unis, adressez-vous à votre agence de voyages ou à CAMINO, 21, rue Alexandre-Charpentier, 75017 Paris - tél. 755.77.90 ou 380.55.58 - lic. A. 478)

LA VIE ÉCONOMIQUE

CORRESPONDANCE

M. Rueff et les eurodevises

A propos de l'article de M. Rueff, publié dans le Monde *du 10 mai 1977, M. Marc Lasserre, de Paris, nous écrit :*

Imputer au marché des eurodevises, comme le fait M. Rueff, une responsabilité dans l'inflation est une erreur technique. C'est confondre l'effet avec la cause.

Le déficit chronique de la balance américaine des paiements a multiplié le nombre des détenteurs de dollars non résidents aux Etats-Unis.

Quoi d'étonnant à ce que ces détenteurs de toutes nationalités, au lieu de confier ces dollars à des banques américaines qui ne les connaissent pas, se fassent ouvrir des comptes dans des banques dont ils sont clients.

La banque non américaine sert d'écran entre la banque américaine débitrice des dollars et le créancier de ces dollars. Ainsi naissent les eurodollars.

Si cette banque non américaine prête ces dollars à un tiers, ils seront transférés à un autre compte soit dans la même banque, soit dans une autre.

Le crédit fait par la banque non américaine aura, sans aucun doute, été créateur de monnaie, mais la création de monnaie eût été exactement la même si toutes les opérations s'étaient passées au sein d'une banque américaine.

Faire interdire aux banques d'ouvrir des comptes dans d'autres monnaies que la monnaie nationale n'aurait donc d'autre effet que de les amputer d'un large secteur d'activité au profit des banques étrangères.

Soutenir que le marché de l'eurodollar est créateur de monnaie revient à soutenir que le marché de Rungis est créateur de pommes de terre, du fait qu'un sac de 100 kilos, en passant du producteur au grossiste et du grossiste au détaillant, donne lieu à des transactions sur 200 kilos.

Il est faux enfin de prétendre que les opérations sur eurodollars ne sont pas contrôlées. La réglementation des changes d'une part, la surveillance des coefficients de gestion d'autre part, permettent à l'Institut d'émission un contrôle efficace et précis.

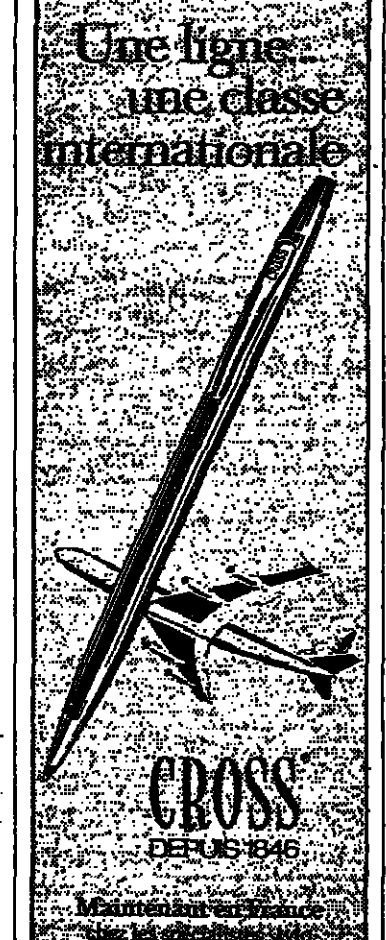
« Subir » la publicité

M. J. Bodin, d'Ancenis, nous écrit :

Dans un article paru dans *le Monde* du 6 mai dernier relatif à une éventuelle suppression de la publicité télévisée, vous citez M. Poncelet, secrétaire d'Etat : « Les spectateurs français n'ont » à subir que treize minutes de » publicité par jour... »

Le Grand Larousse définit ainsi le verbe subir : « Etre soumis à » quelque chose de pénible : subir » des tortures, subir la tyrannie. »

D'une manière indirecte, mais très officiellement, M. Poncelet a parfaitement défini la publicité télévisée, torturante à force de niaiserie. Et on comprend mal qu'un gouvernement qui se dit libéral et avancé puisse juger « bien curieuse » une proposition qui nous délivrerait d'une forme de tyrannie ou simplement de quelque chose de pénible.



Libres opinions

Sauver la sidérurgie en appliquant le programme commun

par ALAIN RANNOU (*)

Le problème de la sidérurgie est triple : la restructuration nécessaire d'une branche industrielle, l'indépendance nationale pour la production d'acier, le maintien du niveau de l'emploi.

La responsabilité du patronat sidérurgique dans la dégradation de ce secteur est totale. Pour s'en sortir, il essaie de faire payer la note aux travailleurs, notamment par des licenciements massifs. C'est inacceptable alors que d'autres choix sont parfaitement possibles.

Ce secteur, par une politique de développement, compte tenu des besoins connus et évalués en France et dans le monde pour la période à venir, doit reprendre son efficacité. Nous retrouvons là l'importance d'une réelle planification.

Une couverture à 80 % des besoins nationaux est nécessaire afin de conserver l'autonomie française pour les produits à faible valeur ajoutée et à faible investissement technique (ronds à béton, etc.). Il est indispensable de développer au maximum les aciers spéciaux et les produits à technologie avancée (tôles fortes, acier à haute résistance soudable), cela surtout pour les produits destinés à l'exportation.

La mise en place d'une politique résolue de recherche à la fois sur les produits nouveaux (aciers spéciaux) et sur les procédés nouveaux (coulée continue, technique à l'oxygène) doit contribuer à mener à bien cette politique. Les recherches devraient également porter sur les procédés permettant de réduire le travail continu et d'assurer une meilleure sécurité.

Amélioration de la productivité, autres orientations de la production, autres procédés, mais aussi politique sociale avancée, car les salariés ne doivent pas faire les frais de la remise en marche de cette branche industrielle.

Réduction du temps de travail à quarante heures et cinquième poste pour les feux continus ; retraite à soixante ans, cinquante-cinq ans pour les postes et les travaux pénibles : cela est le coût que doit payer au social le développement industriel. De plus, cela coûtera moins cher à la collectivité que l'indemnisation du chômage, les dépenses de santé occasionnées par la pénibilité des travaux, etc.

Mais il ne faut pas se le cacher, si ces mesures de réduction du temps de travail permettent de préserver un certain nombre d'emplois (huit mille à dix mille), elles sont insuffisantes. Afin de retrouver réellement une compétitivité de l'acier français, il est nécessaire de prévoir la reconversion d'une partie du personnel vers des industries nouvelles.

Les socialistes n'ont jamais dit que la garantie de l'emploi revient à garantir pour chaque travailleur l'occupation, toute sa vie, du même poste de travail, dans la même entreprise.

Nous avons, au contraire, toujours avancé l'idée que la garantie de l'emploi devait s'envisager à salaire et classification équivalents et dans la même région. Ce dernier point est d'importance, car qu'advient-il, lors des transferts de population, du commerce et de l'artisanat local, des écoles que l'on ferme, de villes et de régions qui s'étiolent, de villages qui meurent.

Vivre et travailler au pays, tel est le grand principe qui nous inspire.

Cela signifie également qu'il est nécessaire de créer sur place de nouvelles industries : automobile (carrosserie ou mécanique), mécanique lourde classique (charpente métallique), mécanique et chaudronnerie lourdes et fines (équipement industriel) et, à plus long terme, mécanique fine (machine-outil). En Lorraine notamment, l'industrie pétrochimique doit offrir un certain nombre de débouchés.

Si les transferts d'emplois de la sidérurgie vers d'autres secteurs, mais dans la même région, sont prévus suffisamment longtemps à l'avance, il devient alors possible de planifier les investissements nécessaires à la création de nouvelles industries, d'implanter les centres de formation professionnelle nécessaires aux reconversions de personnel, de façon à ne pas porter atteinte à l'emploi, ni à la vie économique d'une région.

Tout cela est possible, mais il faut une volonté forte d'appliquer cette politique que, de toute évidence, le patronat de la sidérurgie n'a pas. Il est donc nécessaire que la puissance publique ait un contrôle direct tant sur les holdings que sur les sociétés d'exploitation.

L'application du programme commun, tel qu'il est rédigé actuellement, permet d'aboutir à cet objectif.

En effet, la valeur boursière des actions est actuellement de 1 milliard de francs, et leur valeur nominale d'environ 3 milliards de francs. La sidérurgie a entre 7 et 8 milliards de francs de dettes envers l'Etat, la seule reconversion de cette dette en capital amènerait donc l'Etat à contrôler entre 70 et 85 % du capital des sociétés d'exploitation de la sidérurgie ainsi augmenté (selon que l'on prenne la valeur nominale ou la cote en Bourse). Aucun autre actionnaire ne pourrait disposer de la minorité de blocage.

Cette solution est du même type que celle employée pour la S.N.C.F., dont l'Etat ne possède que 51 % : elle permet à ce dernier d'imposer les solutions techniques, industrielles et sociales conformes à l'intérêt de la collectivité nationale.

Pourquoi modifier le programme commun sur ce point et donner des armes à nos adversaires alors que cela n'amène rien de plus pour les travailleurs ? En outre, une nationalisation n'irait pas sans procéder à une indemnisation qui permettrait aux propriétaires actuels d'aller investir, avec l'argent des contribuables, dans des pays à main-d'œuvre peu chère, dans des installations modernes, pour ensuite revenir sur le marché français concurrencer les produits de la société nationale.

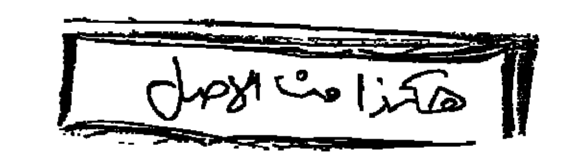
(*) Délégué général du parti socialiste aux entreprises.

VOUS ÊTES
CONCERNÉ PAR LA PUBLICITÉ
VISITEZ LE



1er Salon International de la Publicité
International Advertising Market
23-27 Mai 1977
PARIS - C.N.I.T. - La Défense
10 h - 19 h – Nocturne 25 Mai jusqu'à 22 h

18.000 m² d'exposition
231 exposants
Agences - Media - Prestataires de la Publicité



Europa — Le Monde — LA STAMPA — THE TIMES — DIE WELT

ÉCONOMIE

L'avenir est à l'agriculture différenciée : produits de masse et aliments naturels

Il a suffi de deux années de nauvaises récoltes, d'une ffrayante sécheresse qui n'était il nouvelle ni imprévisible dans ertaines régions de l'Asie et de 'Afrique, et de la crise de l'énerie pour que s'écroule le mythe lu développement permanent, et ue naisse une *vision pessimiste*, our ne pas dire *catastrophique* lu futur. Mais à cela s'ajoute le ait que l'agriculture des pays en ole de développement se moderise trop lentement, alors que elle des pays industrialisés ne uit pas le rythme de la consomation des populations à revenu levé.

« *Quelle sera l'agriculture de an 2000 ?* » Comme l'affirme le ociologue italien Corrado Bareris, vers la fin du siècle, l'agriulture se scindera probablement n deux branches distinctes : la remière, tournée vers l'alimentaion des masses à la recherche de alories et de protéines à bon narché ; et la seconde, destinée ux plaisirs de la table. Ceux qui emanderont un bifteck d'un bœuf élevé dans des prés absolument « propres », nourri avec du fourrage naturel, sans engrais chimiques, ou ceux qui voudront une truffe ou un poulet de grain devront payer très cher pour obtenir de semblables gourmandises. Sans doute y aura-t-il des gens qui renonceront à leurs vacances pour pouvoir se permettre, une fois par mois, un repas dans un restaurant à l'ancienne mode, où les aliments seront « naturels ». En France, déclare Barberis, les viticulteurs du Midi ont été plongés dans la crise par l'arrivée de vins siciliens en vrac. Mais les « dieux », grands crus de Bordeaux ou de Bourgogne, ont contemplé, impassibles, la lutte de ces « manants ».

Bref, l'agriculture différenciée qui est vraisemblablement en train de naître conduira à la diffusion toujours plus large des appellations contrôlées et des marques de garantie. Naturellement, l'éventail des prix sera très large. Comment pourrait-on faire payer au même prix un filet qui provient d'une « usine à viande » *et celui d'un bœuf nourri avec du* lait et de l'herbe verte ?

Le sociologue français Henri Mendras prévoit lui aussi dans l'avenir deux agricultures. « *La campagne ne pourra plus être identifiée avec l'agriculture, et la terre (si elle l'a jamais été) ne sera plus uniquement un facteur de production agricole* », dit-il. A côté des exploitations utilisant des méthodes rationnelles, une autre agriculture aura sa place toujours plus moderne, et qui *devra sans cesse le devenir davantage* parce que l'exode agricole continuera *malgré les crises économiques* sans qu'on puisse y mettre un frein. Les exploitations agricoles auront des superficies toujours plus importantes. Il y aura un développement considérable de la mécanisation et de la « biologisation » du sol (engrais, fertilisants). La dépendance de *l'agriculture par rapport à l'industrie* sera encore plus importante. Résultat : les campagnes auront un nombre toujours plus réduit d'agriculteurs (avec une tendance à suivre le modèle anglais, comme l'indique le tableau ci-dessous) et la tendance à vivre en ville, ou du moins dans les gros centres ruraux, s'accentuera. Dans le même temps, le groupe de citoyens qui auront à leur disposition des revenus importants et qui décideront de tenir compte de l'aspect « écologique » de la vie dépenseront tout ce qu'ils pourront en aliments naturels et en « vie à la campagne », soit dans de *vieilles bâtisses* remises en état, soit en logeant chez un agriculteur qui aura adopté la pratique, encore peu répandue, de l'agritourisme...

LIVIO BURRATO.

PART DU SECTEUR AGRICULTURE ET PECHE DANS L'EMPLOI

	1968	1973	1974	1975
llemagne	9,9 %	7,5 %	7,3 %	7,3 %
rance	15,7 %	11,9 %	11,3 %	11,3 %
talie	22,4 %	17,4 %	16,6 %	15,8 %
rande-Bretagne	3,1 %	2,9 %	2,8 %	2,7 %

EVOLUTION DE L'EMPLOI DANS L'AGRICULTURE ET LA PECHE (en milliers d'unités)

		1974	1975
llemagne	Non salariés	1 635	1 579
	Salariés	247	243
	Total	1 882	1 822
rance	Non salariés	1 945	1 865
	Salariés	1 189	1 139
	Total	2 452	2 531
alie	Non salariés	1 922	1 834
	Salariés	1 189	1 130
	Total	3 111	2 964
rande-Bretagne	Non salariés	266	266
	Salariés	417	401
	Total	683	667

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Entreprise Nationale SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture des *équipements suivants* :

— Onze (11) groupes turbo-pompes,
— Douze (12) pompes de surcompression.

Le cahier des charges peut être retiré dès parution de cet avis auprès de la Direction Engineering Central - 10, rue du Sahara, Hydra, ALGER - Tél. : 60-66-33 - Télex : SONEC 52.375 DZ.

Les offres devront parvenir à la SONATRACH, Division Engineering et Développement avant le 15 juin 1977.

Le délai de validité de l'offre est fixé à six mois (6) à partir de la date de remise des offres.

mardi 7 juin

améliorer l'efficacité de votre informatique

Une journée d'étude de la CEGOS en collaboration avec le Laboratoire de Métrologie Informatique

CEGOS
téléphone
778.16.40

SOUCIEUX ? SURMENÉ ?
Alors, DÉTENDEZ-VOUS !

Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux instituts de Paris à l'adresse prestigieuse.
(climatisation totale, cabine et linge personnels)
Imaginez aussi une séance de relaxation toute en douceur et en nuance, pratiquée en bain d'eau tiède et discrètement parfumée.

C'est la détente telle que la conçoit Claude Massard.

A découvrir de toute urgence en prenant un rendez-vous personnel par téléphone.

CM

Institut Corporel Claude Massard
Le merveilleux charme de la relaxation
6, rue de la Paix 75002 PARIS
Tél. 261.27.25 - 261.27.97

DONNEE : STOCK HP67/97
REF MIN MAX STOCK

Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur une carte !

Des calculateurs de poche qui vous permettaient d'enregistrer vos programmes, il en existait déjà quelques-uns.

Mais maintenant, si dans votre activité vous utilisez souvent les mêmes données chiffrées, vous pourrez aussi les enregistrer, une fois pour toutes, sur carte magnétique.

Cette carte, le HP-67 ou le HP-97 pourront l'utiliser, l'interpréter, quelle que soit l'importance de vos données ou de vos programmes : ces deux calculateurs ont une mémoire de 224 « lignes » pour les programmes et de 31 registres pour les données.

Vous gagnerez ainsi du temps. Et vous éliminerez tout risque d'erreur, puisque les chiffres sont inscrits définitivement. Et bien inscrits : un écran de contrôle (ou une imprimante, sur le HP-97) permet de les vérifier.

Une utilisation très souple

Outre ces lignes et ces registres, vous aurez aussi à votre disposition trois niveaux de sous-programmes, dix fonctions à définir, dix instructions de décision conditionnelle, quatre indicateurs (flags) et trois types d'adressage : symbolique, absolu et indirect. Jamais des calculateurs portatifs n'avaient réuni une telle puissance et une telle souplesse d'utilisation.

Une utilisation très simple

Le HP-67 et le HP-97 sont livrés avec des manuels d'utilisation très clairs qui vous permettent d'exploiter rapidement toutes les possibilités de ces étonnants calculateurs.

Hewlett-Packard vous remettra aussi une bibliothèque de programmes-types et une carte d'adhésion au Club des Utilisateurs.

Sur option, vous pouvez vous procurer des bibliothèques spécialisées : mathématiques, statistiques, finances, topographie, béton armé, etc.

HP-67 ou HP-97?

Tous deux ont la même précision : le HP-67 est d'un format de poche, tandis que le HP-97, qui dispose d'une imprimante, est portatif : il ne mesure que 22,8 cm × 20,3 cm.



Les nouveaux HP-67 et HP-97

HEWLETT hp PACKARD
France : B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78.25

Détail important : les cartes de ces deux calculateurs sont entièrement compatibles.

N'hésitez pas à demander une démonstration à Hewlett-Packard, ou à l'un de ses distributeurs agréés.

Calculateurs disponibles chez les distributeurs agréés Hewlett-Packard :

Aix-en-Provence : Ets Allovon - 35, cours Mirabeau • Amiens : Ets Robert Ledoux - 5, rue des Trois Cailloux • Angers : *Librairie Richer - 6-8, rue Chaperonnière* • Annecy : Unic Idess - 4, avenue de Chevesnes • Aubervilliers : E.A.C. - 15, rue Louis Courrier • Avignon : Caravella - 46, rue des Lices • Beauvais : Ets Robert Ledoux - 43, rue Carnot • Besançon : Ets Dubich - 18, rue de Belfort • Bordeaux : Bernadet - 8, rue Vital-Carles • Interbureau - 66, rue Fondaudège • Boulogne : Ets Compta France - 3, rue de la Reine • Clermont-Ferrand : Librairie Neyrial - 3, bd Desaix • Dijon : *Librairie de l'Université - 17, rue de la Liberté* • Fécamp : O.M.B. - 29, rue St Etienne • Grenoble : Unic Idess - 55, bd Joseph Vallier • Harfleur : O.M.B. - R.N. 13bis, Gonfreville-l'Orcher • Le Havre : O.M.B. - 87, rue Louis Brindeau • Lille : Ets Catry - 38, rue Faidherbe • Limoges : Librairie Baradat - 5, place Fournier • Lyon : Fnac - 62, rue de la République • Numéral - place d'Albion • Dom - Passage de l'Argue • Dom - 274, rue de Créqui • Lyon Tassin : Unic Ronadess - 57, av. Victor Hugo • Marseille : Calculs Actuels - 49, rue du Paradis • Metz : Prudent Chaton - 20-22, rue Ste Marie • Standing Bureau - 101, rue aux Arènes • Montpellier : Librairie Sauramps - 2, rue St Guilhelm • Mulhouse : Ets Dubich - 21, rue Louis Pasteur • Ets Dubich - 9, rue Saint Amarin • Nancy : Ets Ritter - 1, place Carnot • La Maison du Bureau - 5, rue de l'Armée Patton • Nantes : Fradet - 8, rue du Couedic • Nantes St-Herblain : Unic Leglaye - 21, rue de la Dutée • Neuilly : Mabe-Tables à Dessin Unic - 164, av. Gal de Gaulle • Nice : Sorbonne Papeterie 33, rue Gioffredo • Nîmes : Sté Orgabureau - 1010, route de Montpellier • Orléans : Ets Ollivier - 1, rue des Minimes • Paris : Sotemeca - 8, rue St Martin • Fnac - 6, bd de Sébastopol • La Règle à Calcul - 65, bd St Germain • Maubert Electronic - 49, bd St Germain • Ets Duriez - 132, bd St Germain • Fnac - 136, rue de Rennes • Lamartine Fac - 90, rue d'Assas • Fnac - 26, av. de Wagram • L.P.S. Bureau - 46, rue Laffitte • Comeb - 43, rue du Moulin des Prés • Bureau Sélection - 26, rue Robert Lindet • Sté Dimab - 12, rue A. Chabrière • A. Lamartine - 116, rue de la Pompe • Les Techniciens Associés - 154, rue Cardinet • Pau : Sté Gagnebien S.A. - 106, bd Tourasse • Poitiers : Ets Beaulu - Z.I. de la République - R.N. 10 Nord • Puteaux : Banlieue Ouest Mécanographie - 4, rue des Bas Rogers • Reims : Equipement Bureau Champagne - 7, cours J. B. Langlet • Equipement Bureau Champagne - 12, rue Montlaurent • Rennes : Vicatel - 25, place du Colombier • Rouen : Scripta - 27, rue Jeanne d'Arc • Unic Rodess - 28, quai Cavelier de la Salle • Saint-Etienne : Detrois - 3, av. de la Libération • St-Jean-de-la-Ruelle : Ets Ollivier - rue Henri Dunant • St-Pierre-des-Corps : Papeterie Marlet - 11, rue Martin Audenet • Strasbourg : Ets Meschenmoser - 35, rue du Vx Marché aux Vins • Toulouse : Castela - 20, place du Capitole • S.I.C. - 64, rue Matabiau • Toulon : S.P.C.E. Photo Liberté - 3, place de la Liberté • Tours : Papeterie Marlet - 23, rue de Bordeaux • et dans les grands magasins suivants : Au Printemps, B.H.V., Galeries Lafayette.

consultants immobiliers internationaux
investissement, expertise, commercialisation, gestion



Knight Frank & Rutley France

16, place Vendôme 75001 Paris
tél. 260.67.53 / télex 220753 F

Amsterdam, Bruxelles, Faro, Genève, Kaduna, Kano, Lagos, Londres, Port Harcourt, Téhéran

Traverse s.a.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

M. Barre va arbitrer les différends constatés lors de la conférence annuelle entre le gouvernement et les professionnels

La première phase de la septième conférence *annuelle entre les pouvoirs* publics et les organisations agricoles « représentatives » (Fédération des exploitants, Jeunes Agriculteurs, chambres d'agriculture, Confédération des organismes mutualistes) doit se dérouler, jeudi 26 mai, à l'hôtel de Villeroy. La seconde phase aura lieu le 7 juillet à l'hôtel Matignon. La dernière main à la rencontre a été mise au cours d'un dîner auquel M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, a *convié les dirigeants des quatre grandes* centrales paysannes, lundi 23 mai.

L'ordre du jour de la réunion du 26 mai prévoit que, durant la matinée, seront passés en revue le bilan de la conférence 1976, le statut du conjoint de l'exploitant agricole, les modalités de dotation aux jeunes agriculteurs, les plans de développement, les équipements en milieu rural. Après un lunch, les participants traiteront des exportations agro-alimentaires et des problèmes des régions méditerranéennes, liés à l'éventuel élargissement du Marché commun.

Peu de décisions sont attendues au terme de cette première confrontation en raison soit du coût financier des mesures envisagées, soit du caractère politique du sujet. L'arbitrage du premier ministre sera donc nécessaire, à l'exception sans doute de la dotation aux jeunes agriculteurs.

Les états-majors des principales organisations paysannes ont craint, ces derniers mois, que la conférence annuelle 1977 n'ait pas lieu. M. Christian Bonnet, qui était resté ministre de l'agriculture sous le premier gouvernement Barre, ne montrait, en effet, aucun enthousiasme pour cette formule. La concertation pouvoirs publics-organisations professionnelles ne paraissait plus à l'ordre du jour avec le nouveau chef du gouvernement.

Force de l'habitude sans doute, un conseiller de M. Bonnet, qui a gardé les mêmes fonctions dans le cabinet de M. Pierre Méhaignerie, a néanmoins été chargé de préparer cette nouvelle conférence. Affaire de tempérament peut-être, le nouveau ministre de l'agriculture est apparu plus soucieux que son prédécesseur de bonnes relations avec les dirigeants paysans. Préoccupation politique sûrement. M. Raymond Barre, dont le plan de redressement économique s'est heurté à l'hostilité des centrales ouvrières, a reçu, en revanche, l'approbation des organisations agricoles et a eu le souci de ne point leur être désagréable.

Après la « phase Varenne » de la conférence annuelle, le 26, la « phase Matignon » se déroulera le 7 juillet, et une troisième rencontre aura lieu en septembre pour étudier l'évolution du revenu des agriculteurs, si le rythme de hausse des prix — comme cela est prévisible, — est supérieur à 6,5 % l'an.

Les dossiers qui seront étudiés, jeudi *matin* 26 mai, tendent, pour l'essentiel, à l'aménagement du texte ou de procédures existants.

● *Structures foncières.* — Le groupe de travail chargé de ces questions n'a pas encore rendu de conclusions. Au cours de la conférence, on constatera que les textes sur l'assouplissement de la mise à disposition des exploitants des terres incultes et sur l'élargissement du rôle des sociétés d'aménagement foncier (SAFER) n'ont pas encore été adoptés par le Parlement, où des objections se sont fait jour.

En outre, le développement de la formule des groupements fonciers agricoles (G.F.A.) par l'intermédiaire des notaires, du Crédit agricole et des autres banques, sera étudié. L'objectif est de décupler en quelques années — de 40 à 400 millions de francs — les investissements fonciers réalisés par des non-agriculteurs, sans toutefois faire appel à l'épargne publique, afin de ne pas remettre en question les avantages successoraux (exonération de 75 % des droits) attachés aux parts de G.F.A.

● *Statut du co-exploitant.* — C'est, sous une forme plus large, la reprise des propositions formulées l'an dernier pour le statut de la femme de l'exploitant. La F.N.S.E.A. est favorable à un statut obligatoire, tandis que toutes les autres organisations — approuvées par la *chancellerie — penchent pour un* statut optionnel, afin de ne pas avoir à remettre en cause le droit matrimonial. Il ne semble pas qu'il puisse y avoir de décisions en la matière avant l'arbitrage du premier ministre, d'autant que l'incidence financière serait lourde pour le budget annexe des prestations sociales agricoles : 108 millions de francs pour l'invalidité, 126 millions de francs pour la retraite complémentaire, 376 millions de francs pour la retraite agricole simultanée. Or la charge de ce budget a déjà été accrue de 1 100 millions de francs par l'augmentation des allocations familiales, des retraites et du complément familial décidé lors du plan « Barre bis ».

● *Installation des jeunes agriculteurs.* — En dépit de l'extension du dispositif à quarante-cinq nouveaux départements, la dotation prévue à cet effet n'a été versée qu'à quatre mille jeunes agriculteurs en 1976, contre trois mille en 1975. Pour permettre de financer dix mille installations par an, comme cela avait été prévu, il est proposé d'assouplir certaines règles sur le démembrement d'exploitations paternelles ou l'assujettissement à la T.V.A. des métayers, des horticulteurs et des viticulteurs. Ces dispositions paraissent acquises.

● *Plans de développement.* — Mis en place dans le cadre de directives européennes adoptées en 1972 à la suite du « plan Mansholt », le système des plans de développement a intéressé trois cents agriculteurs en 1975, mille en 1976 et mille encore depuis le début de l'année. Mais les procédures sont extrêmement lourdes et l'obligation d'atteindre, en six ans, un revenu de référence régional souvent difficile à respecter. Conformément au souci des autorités de Bruxelles, il est donc proposé d'alléger les formalités et de permettre aux exploitants d'élaborer un « pré-plan » de six ans, au terme duquel ils devront avoir augmenté leur revenu de 30 %, pour pouvoir présenter un plan de développement *normal. Cependant, l'administration* et les professionnels divergent quant aux modalités de financement. Pour le ministère, l'« enveloppe » totale des deux plans ne doit pas excéder 225 000 francs, tandis que, pour les professionnels, le premier plan doit être doté de 150 000 francs et le suivant d'une somme au moins égale.

● *Production porcine et avicole.* — Le principe de la limitation de la taille des ateliers d'élevage hors sol a été retenu en 1976. Toutefois, des divergences se sont fait jour au sein *même de la profession avec l'administration* sur le barème de ces limitations.

Réservés au premier ministre

Ce catalogue, qui renvoie sans cesse à des engagements antérieurs, illustre le peu d'empressement mis ces derniers mois par l'administration à faire avancer les dossiers. Il en est de même avec les deux sujets qui seront traités *jeudi après-midi*, dont la solution est d'ores et déjà réservée au premier ministre.

● *L'exportation des produits agro-alimentaires.* — L'objectif du VII[e] Plan est d'obtenir un solde annuel des échanges agro-alimentaires excédentaire de 20 milliards de francs, malgré les difficultés d'exportation des denrées. M. Barre pourrait proposer à ses interlocuteurs de prendre à cet effet des participations dans des firmes commerciales étrangères pour faciliter l'écoulement des produits français.

● *L'élargissement de la C.E.E.* — Après des mois de débats, le groupe de travail, dont le rapporteur est M. François Desouche, a remis un rapport faisant le point sur les difficultés soulevées par l'adhésion éventuelle de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne au Marché commun. Moins négatif que dans sa première version, ce nouveau document a des conclusions analogues à celles du rapport remis par les sénateurs Pisani et Sordel (*le Monde* du 13 mai).

Les sujets abordés par la conférence annuelle sont donc passablement dilués. « *Pour le gouvernement,* écrit à ce propos M. Raimbault, secrétaire général de la C.N.M.C.C.A. dans son rapport au congrès de Grenoble (*le Monde* du 10 mai), *cela représente l'avantage de disposer d'un choix relativement vaste, sans être lié par avance aux revendications formulées ; pour les organisations professionnelles, l'inconvénient est de voir certaines de leurs priorités oubliées. C'est ainsi que l'attention de plus en plus faible consacrée aux problèmes d'organisation économique et de progrès social en agriculture traduit une évolution nette vers un examen de plus en plus sectoriel à courte vue des questions agricoles.* » Comment pourrait-il en aller autrement en cette longue période pré-électorale ?

ALAIN GIRAUDO.

● *Des viticulteurs de l'Aude* ont manifesté, mardi après-midi 24 mai, dans le département de l'Aude, causant des dégâts à la voie ferrée et coupant plusieurs heures durant la route nationale 113.

A la suite d'une réunion qui, dans la matinée, avait groupé à Capendu (Aude) un millier de personnes venues pour écouter deux membres du comité d'action viticole, MM. André Cazes et Jean Fabre exposer les difficultés viticoles de la région, une quarantaine de manifestants firent sauter à trois endroits différents à Moux (Aude) la voie ferrée Bordeaux-Marseille. Des rails furent arrachés, des poteaux brisés. La voie ne devait être réparée que mercredi 25. — (*Corresp.*)

LA GRANDE-BRETAGNE ACCEPTE DE NE PLUS SUBVENTIONNER SES ÉLEVEURS DE PORCS

(*De notre correspondant.*)

Londres. — La Grande-Bretagne vient de s'avouer battue dans la « guerre du cochon » qui l'opposait depuis le début de l'année aux autres membres de la Communauté. La subvention de 1 million de livres par semaine que le gouvernement de Londres accordait à ses éleveurs porcins sera suspendue dans de brefs délais. Tel est le résultat de la conférence des ministres de l'agriculture des Neuf qui a eu lieu mardi 24 mai dans la capitale anglaise.

Samedi, la Cour européenne de justice avait enjoint à la Grande-Bretagne de mettre fin « *immédiatement* » à la subvention de 3 livres sterling par porc qu'elle accorde aux éleveurs.

Les ministres ont également *examiné le dossier de l'élargissement* de la Communauté. Le représentant français, M. Pierre Méhaignerie, a pu se féliciter que le conseil se trouve largement d'accord pour estimer que l'adhésion de nouveaux membres ne doit pas procéder une organisation solide du marché des produits méditerranéens. — J. W.

(*Publicité*)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SONATRACH

SONATRACH

DIRECTION PERSONNEL

PROJETS CENTRES DE FORMATION

La direction Personnel Projets centres de formation lance un appel d'offres international pour la réalisation de deux (2) centres Polyvalents de Spécialisation Industrielle dans les Wilayate de Batna et Constantine. Chaque Centre aura une capacité d'accueil d'environ 1 200 élèves par an et comprendra :

1) - Une zone didactique avec les spécialités suivantes :
- Mécanique ;
- Electronique ;
- Electrotechnique ;
- Fonderie ;
- Charpenterie - Tuyauterie.

2) - Zone d'accueil et ensembles socio-culturels :
- Logements stagiaires, personnel et enseignants ;
- Réfectoire + Cuisines ;
- Services généraux ;
- Salle auditorium ;
- Terrains omnisports.

Les Sociétés et Entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'Entreprise Nationale SONATRACH, Direction Personnel, Projets Centres de Formation - 81, lotissement GUELLATI CHERAGA (par Dély-Brahim), dès la parution de cet avis.

Les offres transmises dans les formes prescrites par le cahier des charges doivent parvenir sous double pli cacheté, au plus tard le 15 juin 1977, avec la mention « Soumission à ne pas ouvrir - Appel d'offres Centres Polyvalents CONSTANTINE et BATNA », à Monsieur le Directeur Personnel.

80, avenue AHMED - GHERMOUL - ALGER.

AFFAIRES

M. Jean-Paul Parayre succédera à M. François Gautier à la tête du directoire de Peugeot

M. Jean-Paul Parayre succédera, le 30 juin prochain, à M. François Gautier, dont le mandat vient à expiration, à la tête du directoire du groupe P.S.A. Peugeot-Citroën, annonce la direction de la firme automobile.

Cette *nomination était attendue*. L'entrée au sein du directoire de M. Parayre, annoncée en mars 1977, l'avait préparée et depuis cette date il faisait figure de dauphin. Pourtant, cette décision marque un tournant important dans l'histoire du groupe Peugeot, devenu depuis 1976, en absorbant Citroën, la seconde entreprise française d'automobile, presque à égalité avec la régie Renault.

Pour la première fois, le groupe ne sera pas dirigé par un « homme maison ». M. Gautier, âgé de soixante-dix ans, n'était certes pas membre de la famille Peugeot, mais il avait fait toute sa carrière au sein du groupe où il était entré en 1930 comme ingénieur, et dont il était devenu président en 1965. M. Jean-Paul Parayre, lui, n'appartient au groupe Peugeot que depuis septembre 1974. Entré à la direction des participations industrielles des Automobiles Peugeot, il a été rapidement rattaché à la direction générale, puis il est devenu directeur de la division automobile de P.S.A. Peugeot-Citroën avant d'être nommé membre du directoire. Ascension fulgurante, d'autant plus remarquée qu'elle ne correspond en rien aux traditions de la firme de Sochaux, accoutumée aux carrières progressives et régulières et dont l'organisation quasi militaire permet peu de « coups d'éclat » de ce genre. La progression rapide de M. Parayre n'a d'ailleurs pas manqué de susciter des inquiétudes, notamment au sein de Citroën, où l'on prête au nouveau venu l'intention d'accélérer la fusion des deux firmes et où l'on craint que l'indépendance de la firme du quai de Javel ne soit pas préservée. Jusqu'à présent, M. Parayre n'a jamais pris publiquement position sur la politique générale du groupe. L'arrivée d'un « homme neuf » à la direction de la vieille maison entraînera-t-elle des changements notables en son sein ? La gestion Peugeot n'a pas si mal réussi, et la famille conserve le contrôle du capital. Dès lors il serait bien surprenant que l'on assiste à de très profonds bouleversements.

V. M.

[Né le 5 juillet 1937 à Lorient (Morbihan), M. Jean-Paul Parayre est ingénieur des ponts et chaussées et ancien élève de l'Ecole polytechnique. Entré en 1963 au service spécial des autoroutes, il devient ensuite conseiller technique successivement au cabinet du secrétaire d'Etat aux affaires sociales (en 1967), au cabinet du ministre de l'économie et des finances (en 1968), puis au cabinet du ministre du développement industriel et scientifique (en 1969). De 1970 à 1974, il est directeur de la direction de la construction mécanique, électrique et de l'électronique au ministère du développement industriel et scientifique, période au cours de laquelle il est administrateur de la régie Renault et de la société Dumez. Il entre au sein du groupe Peugeot en septembre 1974.]

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE des actions SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES TÉLÉPHONES ERICSSON contre des actions LE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE proposée par la Société THOMSON-BRANDT

La Société Thomson-Brandt a chargé la Banque nationale de Paris, la Banque de Paris et des Pays-Bas et le Crédit Lyonnais, agissant pour son compte, d'offrir aux actionnaires de la Société française des téléphones Ericsson d'échanger :

9 actions Téléphones Ericsson, jouissance 1[er] janvier 1976,

contre :

2 actions Le Matériel téléphonique, jouissance 1[er] janvier 1976.

Cette offre est valable jusqu'au 6 juin 1977 inclus, à condition que 116 460 actions Téléphones Ericsson au moins soient présentées.

Toutes les actions Téléphones Ericsson seront acceptées jusqu'à 143 000. Au-delà de ce nombre, il sera procédé à une réduction proportionnelle.

Un avis n° 77 335 de la Chambre syndicale des agents de change fixant les modalités de l'opération a été publié au Bulletin de la cote officielle du 28 avril 1977.

La commission des opérations de Bourse a apposé sur la note d'information actuellement diffusée le visa n° 77-59 en date du 10 mai 1977.

BANQUE SCALBERT DUPONT

Les actionnaires de la banque Scalbert Dupont se sont réunis en assemblées générales le 23 mai 1977, sous la présidence de M. Louis Decoster.

Ils ont pris connaissance, en assemblée générale ordinaire, des rapports du conseil et des commissaires aux comptes afférents à l'exercice 1976, et ont approuvé les résolutions qui leur étaient proposées.

Après constitution de toutes les provisions jugées nécessaires, le bénéfice net s'établit à 12 597 738,20 F. Il a été décidé la mise en paiement, au capital ancien de 47 500 000 F, d'un dividende de 7 F par action Banque Scalbert Dupont de 50 F, assorti d'un avoir fiscal de 3,50 F. Ce dividende sera payable contre remise des actions « Banque Scalbert » et « Banque Dupont » pour échange contre les nouvelles actions « Banque Scalbert Dupont », coupon numéro 1 annulé (1 action Banque Scalbert Dupont contre 1 action Banque Scalbert - 9 actions Banque Scalbert Dupont contre 5 actions Banque Dupont).

Ces opérations d'échange, et donc de distribution de dividende, débuteront dès le 6 juin prochain.

Il est rappelé que, par décision du conseil d'administration en date du 28 mars, le capital a été porté à 71 250 000 F par incorporation de réserves et distribution d'une action gratuite pour deux anciennes portant jouissance du 1[er] janvier 1977. La date de la réalisation matérielle de cette opération sera fixée ultérieurement.

L'assemblée générale a réélu administrateurs MM. Louis Pierard, Jean Robineau Bourgneuf, Augustin Gourlet et Gérard de Vienne.

Enfin, elle a autorisé le conseil d'administration à procéder en une ou plusieurs fois à l'émission d'obligations jusqu'à concurrence d'un montant global de 100 millions de francs.

L'assemblée générale extraordinaire a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois pour le porter jusqu'à 150 millions de F.

Par ailleurs, MM. Louis Pierard et Jean Robineau Bourgneuf ont été réélus vice-présidents.

BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIÈRE PRIVÉE (B.I.M.P.)

Le conseil d'administration de la société s'est réuni le 17 mai, à l'issue de l'assemblée ordinaire annuelle.

Les fonctions de M. François Mialaret, président-directeur général, étant arrivées à expiration, le conseil a procédé à la révision des mandats antérieurement conférés :

— M. Mialaret est renouvelé dans ses fonctions ;

— M. Yvan Tequi est nommé vice-président-directeur général.

Par délégation du président :

— M. Charles Froissart est nommé directeur général de l'exploitation bancaire ;

— M. Jacques Abeis, directeur général adjoint.

P.S.A. PEUGEOT - CITROËN

Au cours de la réunion du conseil de surveillance du 23 mai 1977, le directoire a précisé que les actionnaires seraient convoqués en assemblée générale ordinaire pour le 30 juin 1977, à 10 heures, au siège social.

Il sera proposé à cette assemblée d'approuver les comptes de 1976, qui se soldent par un bénéfice net de 327,6 millions (après notamment une plus-value d'apport de 167 millions) et de décider la distribution, à compter du 8 juillet 1977, d'un dividende net de 10 F par action, avec un avoir fiscal de 5 F, applicable aux 9 351 300 actions en circulation au 31 décembre 1976.

L'assemblée aura également à se prononcer sur le renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de M. Roland Peugeot, président, et sur la nomination en qualité de nouveaux membres de MM. François Gautier et Paul Perrin, en remplacement respectivement de M. Maurice Jordan, président d'honneur, décédé, et de M. François Peugeot, dont le mandat n'est pas renouvelable, en application des statuts.

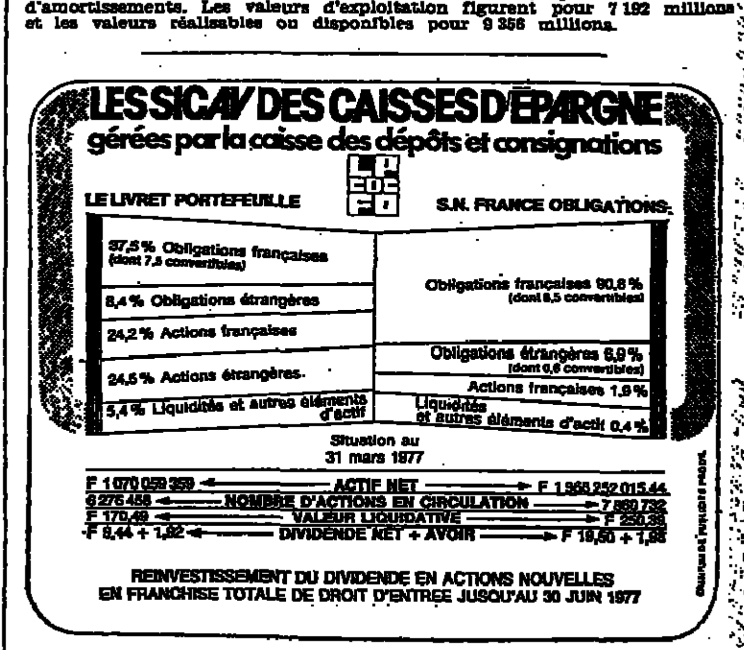
Le conseil de surveillance a décidé de nommer M. Jean-Paul Parayre, président du directoire, à compter du 30 juin 1977, date à laquelle prendra fin le mandat de M. François Gautier. A cette date, le directoire de la société sera ainsi composé :

MM. Jean-Paul Parayre, président,
Pierre Peugeot, directeur général,
Gérard de Pins, secrétaire général du groupe.

Le conseil de surveillance a également pris connaissance des comptes et du bilan consolidé de l'exercice 1976, au cours duquel est intervenue la fusion des sociétés Citroën S.A. et Peugeot S.A. Pour un chiffre d'affaires hors taxes de 35 066 millions, les comptes de résultats font apparaître une marge brute d'autofinancement de 3 466 millions, après 1 481 millions d'impôts. Le bénéfice net social s'élève à 1 427,7 millions, après 1 428,6 millions d'amortissements et 610 millions de dotations nettes aux provisions.

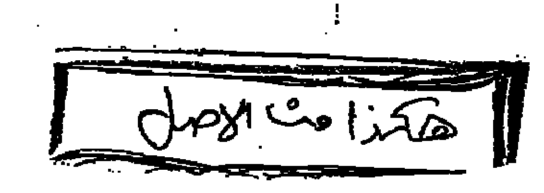
Sur ces bases et après conversion supposée de toutes les obligations 1970-1975, la marge brute d'autofinancement de 1976 a été de 304,59 F par titre et, déduction faite de la part des intérêts minoritaires, le bénéfice social de 121,27 et le résultat net corrigé de 132,77 F.

Le bilan consolidé au 31 décembre 1976 s'élève à 23 951 millions. Au passif, la situation nette avant affectation apparaît pour 5 455 millions, dont 431 millions pour les intérêts minoritaires, tandis que les provisions se montent à 1 312 millions, que les dettes à long et moyen terme s'élèvent à 4 829 millions et que les dettes à court terme figurent pour 10 927 millions. L'actif immobilisé s'élève à 7 403 millions, dont 6 532 millions d'immobilisations proprement dites en valeur nette, après 8 761 millions d'amortissements. Les valeurs d'exploitation figurent pour 7 192 millions et les valeurs réalisables ou disponibles pour 9 356 millions.





LES MARCHÉS
LONDRES
DE PARIS
24 MAI



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
24 MAI

Nouvelle hausse

Malgré l'ordre de grève lancé par les syndicats, la Bourse de Paris a partiellement fonctionné mardi. Les cotations ont été normalement assurées sur le marché à terme. En revanche, aucun cours n'a été inscrit au comptant ni sur le marché des obligations.

Encore une bonne séance pour les valeurs françaises, qui, sur leur lancée de la veille, ont poursuivi rapidement leur progression *et monté de 1,93 % en moyenne*, ce qui porte leur hausse à 4,7 % depuis le début de la semaine. Les actions des compagnies de téléphone ont été particulièrement recherchées. La cotation de L.M.T. a même dû être retardée devant l'abondance relative de la demande. Finalement, le titre a gagné un peu plus de 7 % d'un jour à l'autre. D'autres valeurs du secteur de la construction électrique se sont elles aussi distinguées : T.R.T. (+ 7 %), Leroy Somer (+ 6 %), C.S.F. (+ 2 %).

A signaler enfin la bonne tenue de *Rhône-Poulenc* et de *l'Air liquide*.

Ces différents hausses n'ont pas, il est vrai, revêtu une grande signification, bon nombre d'ordres n'ayant pu parvenir dans les charges d'agents de change en raison des débrayages intervenus dans les banques. De fait, le montant des transactions sur les valeurs françaises a tout juste atteint 30 millions de francs contre 44,8 millions lundi. Des achats de l'étranger n'en ont pas moins été enregistrés en provenance d'Allemagne et de Grande-Bretagne.

Le taux de l'argent placé en *report a été fixé à 4 1/2 % contre* 5 3/8 % à fin avril.

Sur le marché de l'or, les cours ont baissé. Le lingot a perdu 200 F à 23 750 F et le napoléon *0,60 F à 248,90 F*. Le volume des transactions est revenu de 8,38 à 4,85 millions de francs.

N.D.L.R. — Aucune transaction n'ayant eu lieu au comptant, au *comptant du terme et sur le marché* des valeurs à revenu fixe, seuls les cours du terme figurant dans cette page se rapportent à la séance du 24 mai.

LONDRES

Encouragé par la promesse du gouvernement d'assouplir sa politique de limitation des dividendes, le marché poursuit son avance mercredi matin. Peu après l'ouverture, l'indice des industrielles enregistrait un gain de 3,8 points à 476. Baisse, cependant, des fonds d'Etat.

OR (ouverture) (dollars) : 145 .. contre 144 80

VALEURS	CLOTURE 24/5	COURS 25/5*
War Loan 3 1/2 %..	30 1/4	30 1/4
Beecham	488 ...	496 ...
British Petroleum....	944 ...	942 ...
Shell........	553 ...	557 1/2
Vickers	186 ...	189 ..
Imperial Chemical....	404 ...	409 1/2
Courtaulds	127 ...	127 ...
De Beers........	250 ...	251 1/2
*Western Holdings....	13 1/2	13 1/2
Rio Tinto Zinc Corp..	231 ...	234 ...
*West Driefontein....	19 3/8	19 1/4

(*) En dollars U. S., net de prime sur le dollar investissement.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 31 déc. 1976.)

	20 mai	23 mai*
Valeurs françaises ..	80,2	82,6
Valeurs étrangères ..	100,4	100,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	52,5	53,2

(*) Les indices du 24 mai n'ont pas été calculés.

Taux du marché monétaire
Effets privés .... 9 1/8 %

NOUVELLES DES SOCIETES

P.S.A. PEUGEOT-CITROEN. — Le dividende global afférant à l'exercice *1976 s'élève à 15 francs.*

MOTOBECANE. — Le bénéfice net pour 1976 a atteint 8,84 millions de francs contre 3,59 millions, compte tenu de l'intégration de Motoconfort le 1er janvier 1976. Dividende global : *6 francs*, inchangé.

LA CARBONIQUE. — Bénéfice net de l'exercice 1976 : 2,20 millions de francs contre 2,25 millions. Dividende global : 12,75 francs contre 12 francs.

BOUCHON-PAJOT. — Le *résultat* net pour 1976 s'est établi à 7,19 millions de francs contre 7,40 millions. Le dividende global a été fixé à 7,50 francs contre 10,80 francs et non 9,50 francs contre 9 francs comme indiqué par erreur dans « le Monde » daté 20-21 mars 1977.

BERTHIEZ. — Bénéfice net pour *1976* : 1,58 million de francs. Dividende global : 9,75 francs.

PRESERVATRICE-VIE. — Bénéfice net de l'exercice *1976* : 4,77 millions de francs contre 3,32 millions. Dividende global inchangé à 11,25 francs.

NEW-YORK

Au plus bas depuis janvier 1976

Les deux premières séances de la semaine ont été particulièrement mauvaises à Wall Street, où l'indice Dow Jones est tombé du niveau de 930,46, atteint en fin de semaine, à 912,40 mardi en clôture, revenant ainsi à son point le plus bas depuis le 9 janvier 1976 (911,13). Depuis le 19 mai, sa perte se monte maintenant à près de 30 points.

A l'origine de cette nouvelle baisse, encore et toujours, la crainte d'une hausse des taux d'intérêt. Relevés récemment d'un quart de point, à 6 1/2 %, les taux de base bancaires pourraient, selon la plupart des analystes, être de nouveau augmentés dans les jours qui viennent (« Juste avant le week-end », prédisent certains...).

Ces prévisions sont à rapprocher de celles de M. O'Leary, vice-président de l'U.S. Trust Co., pour qui « l'économie américaine enregistrera une vigoureuse reprise cette année et pendant la plus grande partie de 1978 ». Un tel pronostic, s'il se vérifiait, pourrait évidemment inciter la Réserve fédérale à freiner une trop rapide expansion génératrice d'inflation en agissant sur le crédit.

Volumes de transactions : 20,05 millions de titres contre 18,28 millions lundi.

Indices Dow Jones : transports, 242,55 (—1,46) ; services publics, 110,56 (—0,38).

VALEURS	COURS 23/5	COURS 24/5
Alcoa	58 1/4	57 1/4
A.T.T.	64 1/2	63 1/8
Boeing	51 3/4	51 3/8
Chase Manhattan Bank...	31 1/2	31 1/2
Du Pont de Nemours....	123 1/2	123 ...
Eastman Kodak....	60 ...	59 7/8
Exxon	51 1/2	51 1/2
Ford	54 3/8	54 1/4
General Electric....	54 3/8	54 5/8
General Foods....	31 5/8	31 7/8
General Motors....	67 1/8	66 7/8
Goodyear	20 1/4	20 ...
I.B.M.	245 5/8	247 1/2
I.T.T.	34 1/2	34 ...
Kennecott	27 1/4	27 1/8
Mobil Oil....	65 1/4	64 3/8
Pfizer....	26 1/8	25 3/4
Schlumberger....	64 1/4	63 5/8
Texaco....	28 1/2	28 5/8
U.A.L. Inc....	22 ...	22 ...
Union Carbide....	50 1/2	51 ...
U.S. Steel....	42 1/2	42 5/8
Westinghouse....	20 ...	19 3/4
Xerox....	45 5/8	45 3/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23/5	25/5
1 dollar (en yens) ..	277 85	277 60

BOURSE DE PARIS - 24 MAI - COMPTANT

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o : offert ; C : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a en cotation portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/5	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 958	4 958	5 ..
Allemagne (100 DM)	210 220	209 940	208 580
Belgique (100 F.)	13 742	13 720	13 450
Pays-Bas (100 fl.)	201 840	201 180	200 500
Danemark (100 krd)	82 646	82 260	83 500
Suède (100 krs).......	113 740	113 895	117 500
Norvège (100 k.).......	94 ..	93 850	94 ...
Grande-Bretagne (£ 1) ..	8 519	8 515	8 570
Italie (1 000 lires).......	5 598	5 587	5 525
Suisse (100 fr.)	197 040	196 690	195 500
Autriche (100 sch.)	29 527	29 466	29 350
Espagne (100 pes.).......	7 187	7 182	7 02
Portugal (100 esc.)	12 835	12 830	12 750
Canada ($ can. 1).......	4 723	4 723	4 715

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/5
Or fin (kilo en barre)	23980	23950 ..
Or fin (kilo en lingot).	23950	23750 ..
Pièce française (20 fr.)..	249 50	248 50
Pièce française (10 fr.)..	205 50	.. ..
Pièce suisse (20 fr.)....	221 10	220 .
Union latine (20 fr.)....	205 20	205 ..
Souverain..........	228 50	224 .
Pièce de 20 dollars....	1076 ..	1050 ..
Pièce de 10 dollars....	570 20	570 20
Pièce de 5 dollars....	338 ..	.. ..
Pièce de 50 pesos......	971	960 50
Pièce de 10 florins....	219 80	218 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 24-25 mai 1977 a été tiré à 589 916 exemplaires.

ALORS QUE LES ÉLECTIONS SE DÉROULENT NORMALEMENT

Le gouvernement néerlandais refuse que les commandos moluquois emmènent des otages à l'étranger

De notre correspondant

Amsterdam. — Tandis que les élections législatives se déroulent normalement, ce mercredi 25 mai, la situation est tendue à La Haye, où le gouvernement démissionnaire de M. Den Uyl est très embarrassé par la double prise d'otages survenue le 23 mai dans le nord du pays et qui est le fait de commandos moluquois (« le Monde » du 24-25 mai).

Les deux commandos exigent la libération de vingt et un Moluquois emprisonnés en 1975 après la tentative d'enlèvement de la reine Juliana et les prises d'otages à Beilen et au consulat d'Indonésie à Amsterdam. Les membres du commando exigent aussi de quitter le pays en Boeing-747, accompagnés des prisonniers libérés et d'otages. Mais M. Den Uyl a fait savoir que le gouvernement refusera de laisser emmener les otages. D'autre part, M. Van Agt, ministre de la justice, a déclaré qu'il n'y aura pas de négociation tant que les enfants détenus dans l'école de Smilde ne seront pas libérés.

Depuis 1975, les données politiques de l'affaire n'ont pas changé. Les Moluquois réclament toujours une nouvelle proclamation de la République des Moluques du Sud, qui exista pendant quelques mois en 1950, lors de l'accession de l'Indonésie à l'indépendance.

La création, après l'affaire de Beilen, d'une commission mixte néerlando-moluquoise ne pouvait suffire à satisfaire les éléments les plus « durs » de la communauté moluquoise. Une partie de la jeunesse de cette communauté se déclare maintenant proche du FRETILIM (Front de libération du Timor de l'Est) et se dit socialiste.

MARTIN VAN TRAA.

« Il n'y a plus que le fait divers qui paie »

De notre envoyé spécial

Assen (Province de Drenthe). — Rien ne manque à la carte postale : ni les petites maisons aux briques vernies, aux rideaux sages, ni l'inévitable canal coupé de ponts mobiles, ni même, à l'horizon, un moulin à vent, tandis que passent, dans le soleil, des nuées d'enfants blonds juchés sur de hautes bicyclettes hors d'âge.

Mais c'est d'autres enfants qu'il s'agit. Mercredi matin 25 mai en fin de matinée, cent quinze d'entre eux étaient toujours détenus comme otages dans la petite école de Smilde qu'assiégeaient — incongrus comme une escadrille de chasse dans un ciel de Vermeer — des dizaines de véhicules de la police, de la gendarmerie et de l'armée. Mardi, le commando terroriste avait relâché les écoliers moluquois.

Une vingtaine de kilomètres plus loin, sur la route qui mène à Groningue, le spectacle est un peu différent. A la hauteur de la petite commune de Glimmen, une vaste zone interdite a été délimitée, dont ni les journalistes ni les habitants ne peuvent approcher. A plus de 1 kilomètre de la voie, des centaines de badauds sont arrêtés pour scruter, de préférence à la jumelle, les six wagons jaune et bleu qu'un autre commando terroriste a paralysés à l'orée d'un petit bois.

Le déploiement de forces est impressionnant : hélicoptères, automitrailleuses avec conducteurs et servants en tenue camouflée, tireurs d'élite, camionnettes, ambulances, etc. Beilen, où un train avait été arraisonné par un premier commando d'extrémistes moluquois en décembre 1975, est tout proche. Il est vrai que les familles originaires des Moluques du Sud sont nombreuses dans cette partie des Pays-Bas, même si toutes ne se sentent pas solidaires des auteurs de ces deux nouveaux coups de force.

« *Après Beilen, le pouvoir a cru, ou feint de croire, que le problème était réglé*, explique un jeune membre de la communauté moluquoise d'Assen, *alors qu'il n'était qu'étouffé. Nous savions bien qu'on devrait reparler rapidement de nous, de l'indépendance de notre pays. Aujourd'hui, c'est fait.* » Partisan nuancé de l'action entreprise par les deux commandos, il s'attend à un réflexe d'incompréhension de la part du reste de la population.

Il estime cependant que ses amis n'avaient plus le choix des moyens : « *Grâce à eux*, dit-il, *dans le monde entier, des centaines de journalistes vont parler pendant des jours du problème de notre identité nationale. Pour les minorités, il n'y a malheureusement plus que le fait divers qui paie.* »

Ce « fait divers » peut-il « payer » ? L'action d'aujourd'hui n'a-t-elle pas justement pour origine le fait qu'un précédent coup d'éclat n'a, une fois éteints les projecteurs, eu aucune conséquence notable pour la communauté moluquoise ? La position des membres les plus « durs » de cette communauté, c'est-à-dire en général des jeunes, n'est pas facile. Fils de soldats indonésiens qui avaient aidé militairement les Néerlandais dans leur tentative de reconquête de l'archipel au lendemain de la seconde guerre mondiale, ils se sentent aujourd'hui doublement étrangers, rejetés par leur pays d'origine et mal assimilés par leur pays d'adoption. Pourtant, les jeunes nationalistes moluquois n'ont, dans leur très grande majorité, jamais vu le pays pour l'indépendance duquel ils combattent...

Au-delà des revendications immédiates des deux commandos — un Boeing-747 prêt à décoller d'Amsterdam pour une destination encore inconnue, et la libération des auteurs des précédents coups de main condamnés à quatorze ans de prison l'an dernier — il s'agit bien, en effet, de la reconnaissance de leur indépendance par Djakarta, sous la pression de La Haye.

En 1975, le siège du train de Beilen avait duré douze jours ; celui du consulat indonésien à Amsterdam quatorze. Le premier avait causé la mort de trois personnes ; l'issue du second était apparue à l'époque comme un succès pour M. Den Uyl. En toute hypothèse, les extrémistes moluquois semblaient encore nourrir certaines espérances après le relatif échec des deux opérations de 1975. Que peuvent-ils attendre aujourd'hui, et jusqu'à quand ?

Autour de l'école et du train, dès le premier matin, l'on s'était organisé pour l'attente. Les négociations, naturellement tenues secrètes, semblent être délibérément conduites de façon à durer. Comme en 1975, un centre de presse a été installé. Les troupes sont régulièrement et rapidement relevées. L'intendance suit — quand elle ne précède pas. Très vite, une certaine routine s'est installée. Tout un réseau de déviations routières a été mis en place, dès les premières heures, avec du matériel manifestement destiné à demeurer sur les lieux un certain temps. Les Néerlandais ont mobilisé des psychiatres pour s'adresser de la façon la plus judicieuse possible aux insurgés.

Dans le petit jeu des pronostics et des spéculations auquel badauds, soldats et journalistes ont occupé les deux premières journées et les deux premières nuits d'attente, une considération d'actualité : les élections. On estime en général que le gouvernement démissionnaire ne prendra aucun risque, sauf s'il y est obligé par un changement d'attitude des commandos. A moins que M. Den Uyl ne veuille frapper l'opinion par une manifestation de fermeté.

En lançant leur double opération de commando l'avant-veille du scrutin, les extrémistes moluquois ont-ils fait un bon calcul ? L'absence de réaction de la part des électeurs, en dehors d'une curiosité quasi touristique, ne permet pas, pour l'instant, de se prononcer. Mais les résultats de la consultation, ce mercredi soir, fourniront peut-être un élément de réponse.

BERNARD BRIGOULEIX.

Au Maroc

Trois coopérants français sont arrêtés et pourraient être accusés de « complot contre la sûreté de l'État »

Trois enseignants français travaillant au Maroc au titre de la coopération ont été arrêtés, à Rabat, par la police marocaine, l'un, M. Jean-Marc Champeaux, le 19 mai, les deux autres, MM. Barbiéri et Jean-Pierre Charles, le 24 mai. Un quatrième coopérant, M. Bernard Cabiac, résidant à El-Jadida, a disparu de son domicile après avoir été invité à se tenir à la disposition de la police. Deux autres enseignants, enfin, MM. Jumelle et Jumelet, appréhendés le 19 mai, ont été relâchés après vingt-quatre heures d'interrogatoire. Ces arrestations auraient été opérées dans le cours d'une enquête sur un « *complot contre la sûreté de l'État* ». Les autorités marocaines et françaises ont observé jusqu'à présent la plus grande discrétion sur cette affaire.

C'est le Comité contre la répression au Maroc qui, dans un communiqué, diffusé ce mercredi 25 mai à Paris, a le premier rompu le silence. Les informations ainsi publiées ont été confirmées par le Syndicat général de l'éducation nationale C.F.D.T. L'un des coopérants arrêtés, M. Jean-Pierre Charles, professeur d'histoire et de géographie au lycée Descartes, à Rabat, était, en effet, jusqu'au mois de janvier dernier, président de l'Association générale de l'éducation nationale (AGEN) qui regroupe au Maroc les adhérents du S.G.E.N.-C.F.D.T. Dès le 21 mai, l'AGEN avait demandé une entrevue au conseiller culturel de l'ambassade de France à Rabat, afin de lui faire part de son inquiétude après l'arrestation de M. Champeaux. Des représentants de cette association ont été ensuite reçus, le 23 mai, par l'ambassadeur lui-même, M. Jean-Bernard Raimond.

Ces démarches n'ont pas été inutiles puisque dès le 23 mai le consul de France à Rabat a été autorisé à s'entretenir en présence de policier avec M. Champeaux. Celui-ci aurait déclaré qu'il n'avait pas été maltraité.

Le fait que M. Jean-Bernard Raimond ait rencontré à deux reprises le samedi 20 mai le ministre marocain de l'intérieur, avant de s'entretenir avec le roi Hassan II lui-même, montre l'importance que l'on attache de part et d'autre à une affaire qui risque de jeter une ombre sur les relations privilégiées qu'entretiennent Paris et Rabat. Les coopérants arrêtés seraient accusés d'avoir entretenu des relations avec des marxistes-léninistes membres ou sympathisants d'organisations interdites, telle Ilal Aman (En Avant) ou le « groupe du 23 mars ». Plusieurs dizaines de personnes militant dans ces organisations ou ayant des liens avec elles ont été sévèrement condamnées lors d'un procès qui s'est déroulé du 3 janvier au 2 février de cette année à Casablanca.

Le SGEN-C.F.D.T. a envoyé mardi 24 mai deux télégrammes, l'un aux autorités marocaines pour « *exiger le respect de toutes les garanties prévues par la déclaration universelle des droits de l'homme* », l'autre au ministère français des affaires étrangères pour « *exiger une intervention pressante des autorités françaises pour la mise en liberté des coopérants français détenus* ».

Quelque sept mille coopérants français travaillent actuellement au Maroc. La plupart d'entre eux avaient vivement réagi aux déclarations faites en novembre dernier par le roi Hassan II, lors de sa visite officielle en France. Le souverain s'était plaint de ce que les Français ne « *savaient plus écrire leur langue* ». Il avait demandé que l'on envoie au Maroc des coopérants « *d'un meilleur niveau* ». Même si les récentes arrestations se concluent, comme cela a déjà été plusieurs fois le cas, par des expulsions, elles ne sont pas de nature à susciter des vocations à un moment où le Maroc lance un appel de candidatures pour le recrutement de mille cinq cents nouveaux enseignants français (*le Monde* du 6 février).

EXPLOSION DANS LE MÉTRO

Un mort

Un homme a été tué, ce mercredi 25 mai, à 10 h. 15, par une explosion qui s'est produite dans les toilettes de la station de métro Strasbourg-Saint-Denis. La brigade criminelle chargée de l'enquête a découvert sous le corps un paquet suspect. On ignorait en fin de matinée l'identité de la victime.

● *L'assemblée générale de la Mutuelle des artistes* se tient au Théâtre de l'Athénée le 26 juin, à 16 h. 30, et non à 14 h. 45 comme il avait été prévu.

défendez vous contre le VOL

protection électronique
portenseigne
51 à 63, rue Gaston Lauriau
93100 MONTREUIL
tél : 858.91.31
Plus de 100 installateurs.

En région parisienne :	Tél :
A.C.E.T. Paris + Est	382.1155
ALARM SEC. Paris Ouest + Nord	257.4190
INSTANT Paris	532.2959
LEFEVRE Paris Sud + Est	886.2404
SÉCURITÉ SERV. Paris 12e + 15e	250.9802
STOP Banlieue Ouest	055.8080

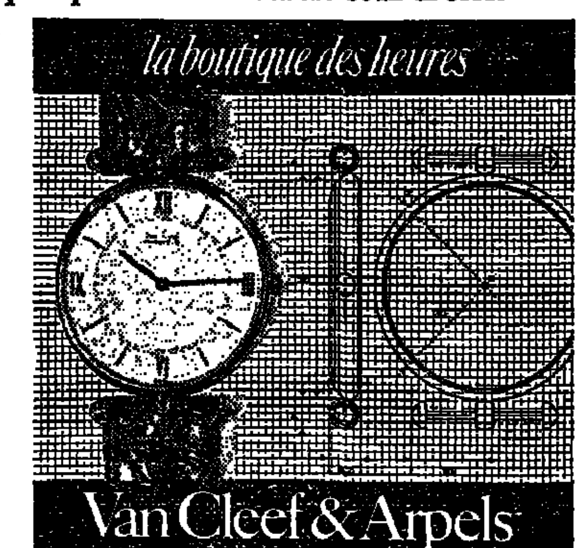
RENTRÉE 77-78
B.T.S
● Comptabilité et gestion des entreprises
● Gestion et Exploitation de centres informatiques
● Secrétaire de direction et trilingue
Ecole Privée
FAX
6, rue d'Amsterdam 874.95.69
94, rue St-Lazare 874.56.60

Nouvelle formule
A DES PRIX DE GRANDE COMPETITION
dans le prêt-à-porter masculin de haute qualité
A choisir : Un costume 390 F
ou Deux costumes 700 F
ou Trois costumes 990 F
DU 40 AU 60
Jack de New York
26, BD POISSONNIERE - PARIS 9e METRO RUE MONTMARTRE
OUVERT SANS INTERRUPTION DE 9 H A 19 H - LUNDI 14 H.
Spécial : COSTUME CEREMONIE
Pure laine du 42 au 52.
Son gilet, sa chemise, son nœud papillon. pour : 390F

LA CANNE A SUCRE
BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

COURS RICHELIEU
ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ
75, avenue des Ternes - 75017 PARIS
Renseignements · Tél. : 380-53-00 et 754-26-05
JEUNES GENS - JEUNES FILLES
Externat - Demi-Pension

Pour apprivoiser les heures, Van Cleef et Arpels ont choisi de les retenir entre les deux lignes les plus pures et les plus parfaites : le cercle et la droite.



'Il est des signatures auxquelles on tient.'
22, place Vendôme Paris. Tél. 261 58 58
TED BATES



Pour ELLE · COSTUMES Printemps Été · Pour LUI
• non doublés, • extra légers, 235 F 270 F
• lavables, • défroissables 283 F 320 F
PRIX, COUPE, QUALITÉS IMBATTABLES
E. LECLERC
CENTRE OFFICIEL VETEMENTS
15, boulevard MAGENTA-PARIS Xe Angle rue de Lancry
Mo BONSERGENT ou REPUBLIQUE - PARKING GRATUIT ou PARCOMETRE
Ouvert de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h - Fermé Dimanche et Lundi matin
Pour ELLE · COSTUMES · Pour LUI
velours 6 coloris côtelé ou velours uni
COSSERAT 385 F 445 F
et la fameuse mesure industrielle.
RAYON SPÉCIAL HOMMES FORTS · RAYON SPÉCIAL HOMMES GRANDS

A B C D E F G



